

CLAUDE BOUET

ATLAS DES STRUCTURES
AGRAIRES
AU SUD DU SAHARA . 13

BETTIE ET AKIEKROU
ETUDE COMPAREE
DE DEUX TERROIRS
EN ZONE FORESTIERE
IVOIRIENNE

collection publiée sous le patronage
de la Maison des Sciences de l'Homme



ERRATA

Claude Bouet : Bettié et Akiékrou
 Étude comparée de deux terroirs en zone forestière ivoirienne.
 Atlas des Structures agraires au sud du Sahara, n° 13,
 ORSTOM Paris éditeur. 1977.

1) Sur la figure 22 page 82 les contours du terroir n'apparaissent pas, vous trouverez ci-contre la figure rectifiée.

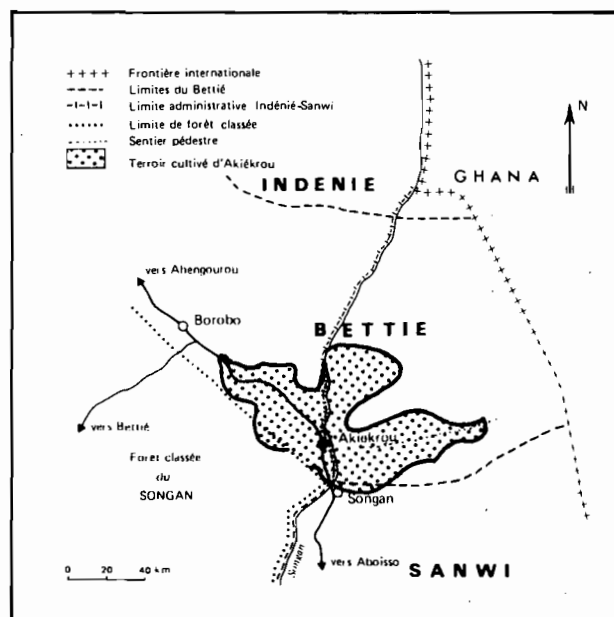
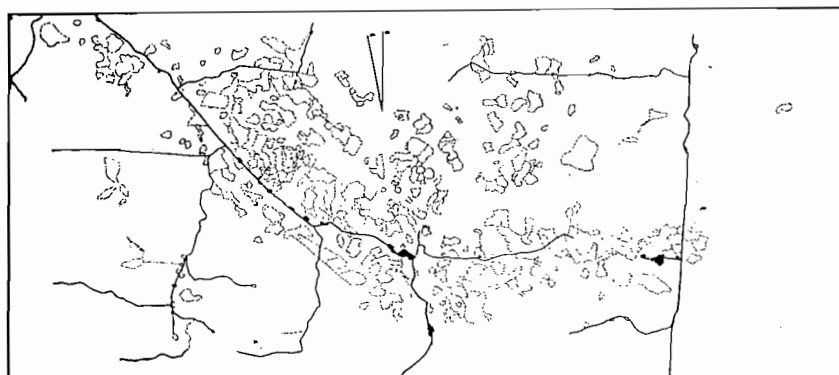


Fig. 22 — Croquis de situation d'Akiékrou

2) Le cliché de la figure 23, page 89 a été imprimé à l'envers ; vous trouverez ci-contre la figure rectifiée.



3) Pour être conforme aux cartes orientées vers le nord, le cliché de la Planche I doit subir une rotation d'un quart de tour dans le sens inverse des aiguilles d'une montre.

4) Dans la légende de la Planche X (figure 20), lire type de village-rue et non ...village, rue.

MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME

ATLAS DES STRUCTURES AGRAIRES AU SUD DU SAHARA

collection publiée avec le concours
de l'Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer
et de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes (VI^e section)

13

PARIS

MOUTON & CO
MCMLXXVII

LA HAYE

BETTIE ET AKIEKROU

**ETUDE COMPAREE
DE DEUX TERROIRS
EN ZONE FORESTIERE
IVOIRIENNE**

CLAUDE BOUET

BETTIE ET AKIEKROU
ETUDE COMPAREE
DE DEUX TERROIRS
EN ZONE FORESTIERE
IVOIRIENNE

ORSTOM

PARIS

1977

Cette étude a fait l'objet d'une thèse de troisième cycle soutenue en Sorbonne le 11 juin 1970,
devant un jury composé de : MM. G. SAUTTER, P. PELISSIER et Mme D. PAULME.

AVANT-PROPOS

La Basse-Côte d'Ivoire est la région utile du pays. Les cultures du café et du cacao sont partout très répandues, sauf dans la zone sporadiquement habitée du sud-ouest. Ce contexte économique est d'autant plus important qu'il n'est plus le privilège, comme, par exemple, l'exploitation des bois ou, à un degré moindre, la culture de la banane douce ou de l'ananas, de planteurs européens ou de grosses sociétés capitalistes. La culture du cacaoyer, introduite de force au début du siècle, s'est par la suite étendue et démocratisée, mais reste malgré tout tributaire d'un substrat pédologique favorable. Moins exigeant, le caféier a colonisé et « mangé la forêt », étant souvent à l'origine du peuplement de zones vides d'hommes où la terre est libre. A ce titre, on peut affirmer que la vulgarisation de ces deux cultures a contribué au peuplement ou à la fixation du peuplement de zones aux fortes densités de population comme celle du V Baoulé par exemple.

Accaparant l'attention et les soins de personnels nombreux sinon qualifiés, elles ont créé un appel de main-d'œuvre dans un mouvement nord-sud qui, bien souvent, demeure à sens unique. Cette main-d'œuvre s'est infiltrée partout, si bien qu'il est impossible de découvrir le moindre secteur où elle ne se soit répandue.

Deux conditions présidaient nécessairement au choix de la région : une population de densité très faible d'une part, à l'abri de brassages humains importants d'autre part, par conséquent peu ou mal desservie par le réseau routier et les pistes.

Dans une Côte d'Ivoire assez bien équipée sur le plan des communications, l'entreprise se révélait délicate et, grâce à une enquête socio-économique de la S.E.D.E.S. alors en cours (1) dans le sud-est du pays, les villages de BETTIE et AKIEKROU correspondant le mieux à nos aspirations et aux critères généraux fixés, furent retenus comme champ d'étude.

Les recherches sur le terrain s'étendirent du 28 janvier 1964 au 17 octobre 1965 entre les deux villages. Les difficultés pratiques inhérentes tant à la nature du terrain qu'au comportement des populations sollicitées, en passant par l'équipement sommaire et la précarité de la collaboration technique locale, ne nous furent pas ménagées.

Nous avons effectué les enquêtes directes et réuni la documentation avec l'aide de M. KANGA Marcellin, enquêteur interprète et M. BROU AMOIKON Jean-Baptiste, chef d'équipe du cadastrage. Temporairement ce dernier a été épaulé par M. LAGO Martin. Qu'ils soient bien sincèrement remerciés des efforts constants auxquels ils ont consenti pour mener à bien cette vaste entreprise.

(1) Société d'Etudes de Développement Economique et Social. Nous tenons à remercier particulièrement M. Gabriel GOUET, responsable de cette enquête sur le terrain.

LA REGION DE L'INDENIE : LE MILIEU ET L'HOMME

La région de l'Indénie, au sud d'Abengourou, où est localisé le Bettié, est comprise dans les méridiens $3^{\circ} 10'$ et $3^{\circ} 30'$, matérialisés sommairement par le tracé de la Comoé à l'ouest et la frontière du Ghana à l'est, et entre les parallèles 6° et $6^{\circ} 40'$. C'est une région d'une assez grande homogénéité, mais qui ne constitue pas une région naturelle. Cependant, une péjoration sensible et graduelle de la pluviométrie se manifeste du sud vers le nord, pour lui donner un caractère de région de transition.

A. LES DONNEES PHYSIQUES

a) Relief, géologie et hydrographie

L'ensemble de la région offre un paysage extrêmement monotone et de faible altitude (130 m en moyenne). Le vaste bouclier soudanais, vieille surface inclinée en pente douce vers le sud, fait place aux environs d'Abengourou, à un « pays de vallonements, de collines représentant le front d'attaque de l'érosion atlantique » (1). La forêt masque et uniformise des reliefs peu hardis.

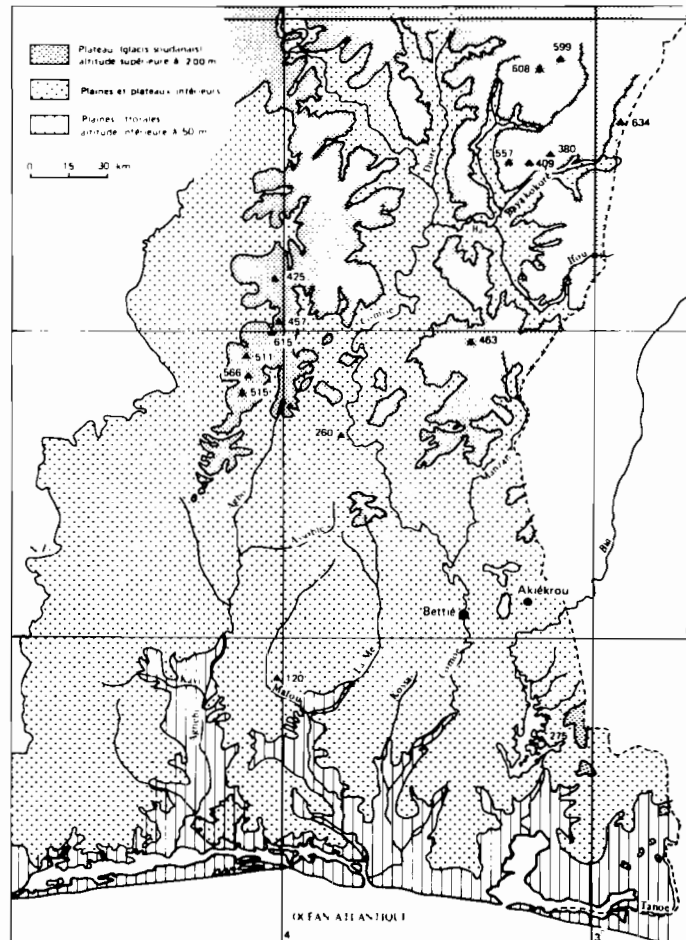


Figure 2 :
Relief et hydrographie du Sud-Est ivoirien.
(d'après la SEDES).

(1) MAYMARD (J.) et DE LA SOUCHERE (P.), 1963, p. 6.

La carte géologique de la région (feuilles de Bouaké-est et Abidjan-est), fait apparaître une très faible diversité du substratum où dominent les schistes du Birrimien volcanique, détritique ou intrusif (schistes arkosiques et phyllites injectées de filons de quartz en particulier). Cette uniformité est rompue dans sa partie méridionale par quelques intrusions granitiques ourlées d'auréoles de métamorphisme de direction NE-SO. La carte souligne leur influence sur le tracé de la Comoé qui s'oriente nettement vers le SO à leur rencontre, au sud de Bettié.

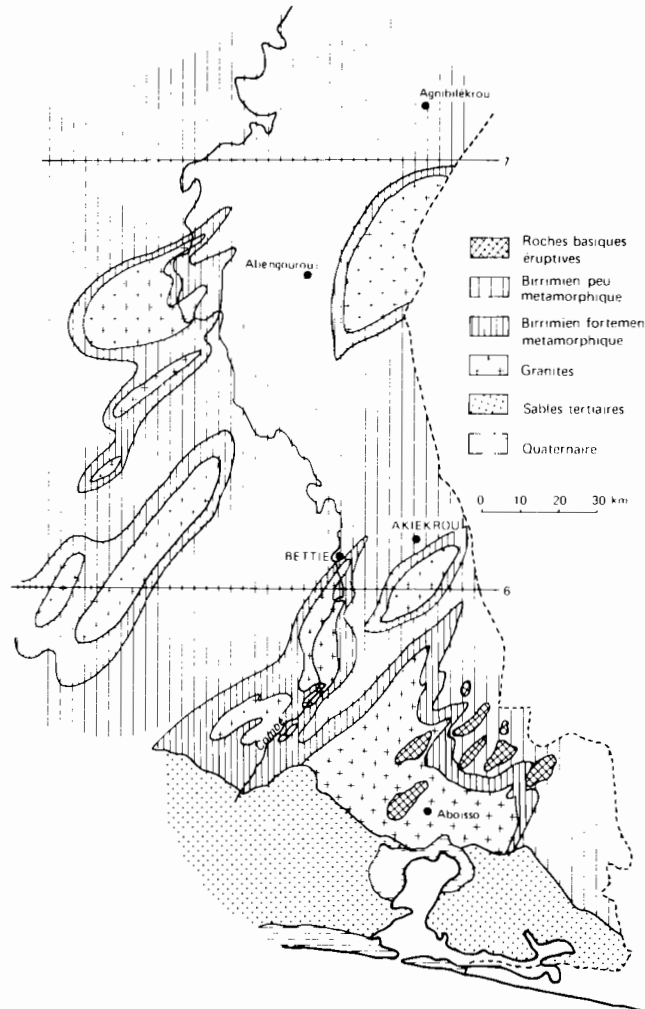


Fig. 3 – Esquisse géologique du Sud-Est (d'après la SEDES)

La pièce maîtresse du réseau hydrographique régional est constituée par le cours inférieur de ce fleuve au bassin étroit, sans tributaire important sur des centaines de kilomètres. Le cours moyen et inférieur de la Bia, très grossièrement parallèle à celui de la Comoé, se situe sur les marges méridionales de la région qui nous intéresse directement, matérialisées par la retenue du barrage d'Ayamé sur ce fleuve. Le drainage est assuré par de médiocres affluents de rive gauche de la Comoé, de direction NE-SO : Béki, Bossématié, Manzan, Kou, Bâ, Boutousso, et un affluent de rive droite de la Bia : le Songan, de direction N-S, dont le bassin intéresse en grande partie le terroir d'Akiékrou.

Le cours de la Comoé est coupé de rapides qui la rendent inutilisable pour la navigation moderne et à peine plus praticable pour la circulation traditionnelle des pirogues sur de longs parcours. Les tributaires présentent un chevelu hypertrophié de marigots aux vallées étroites, aux versants abrupts, mais faiblement implantés dans une topographie sans hardiesse. Ces marigots n'ont aucune incidence dans le domaine de l'agriculture.

b) Climat

Le climat de la région participe du climat « attéen à faciès intérieur » selon la définition de ROUGERIE (1), avec des nuances subéquatoriale (température moyenne élevée : 26-27°) et tropicale humide.

C'est un climat à quatre saisons, que l'on peut seulement différencier selon la répartition pluviométrique :

- grande saison sèche : du 15 novembre au 15 avril,
- grande saison des pluies, avec maximum en juin,
- petite saison sèche en août et septembre,
- petite saison des pluies en octobre et début novembre.

La saison sèche principale est nettement marquée, avec les mois de décembre, janvier et février à pluviométrie inférieure à 50 mm.

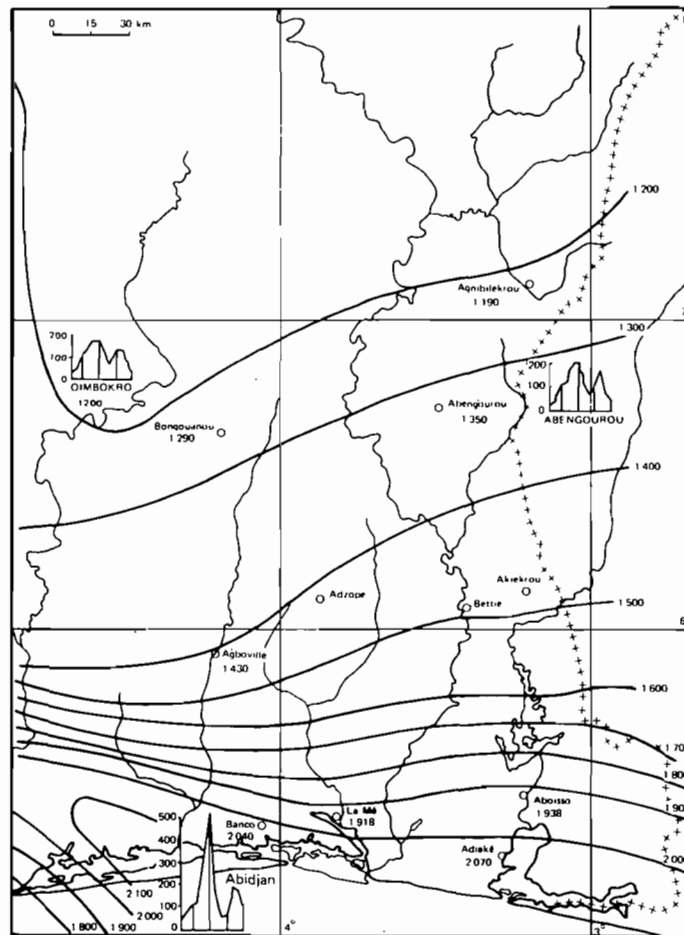


Fig. 4 – La pluviométrie du Sud-Est (d'après la SEDES)

Les stations de référence ont été choisies en raison de leur latitude, l'une dans la région voisine (Adzopé), l'autre au nord de la région qui nous concerne (Abengourou) (tableaux 1 et 2).

(1) ROUGERIE (G.), 1960, p. 39.

Tableau 1

Stations	Latit.	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Moyenne annuelle
Adzopé	6°07	25,2	48	100,1	179,5	202,2	268,8	172,7	56,4	123,5	183,9	95,6	35,8	1.491,7
Abengourou	6°44	13,3	42,1	121,3	139	205,5	228,4	135,3	63,1	133,6	189,2	52,3	16,2	1.339,3

Les températures subissent des variations très faibles entre les mois les plus chauds (février-mars-avril) et le mois le plus frais (août) : 4°3 pour la station d'Abengourou. La température moyenne annuelle est de 26°5 à Adiaké au sud.

Tableau 2

Stations	Latit.	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Moyenne annuelle
Gagnoa (1)	6°08	26°9	27°8	27°6	27°1	26°7	25°1	23°8	24°	25°7	25°6	26°8	25°6	26°05
Abengourou	6°44	26°5	28	27°7	26°9	26°3	25°4	24°1	23°7	27°5	26°	27°4	27°	26°5

La valeur moyenne de l'humidité atmosphérique est toujours supérieure à 80 % (83 % à Abengourou ; 97,2 % à Adiaké). Elle s'abaisse au-dessous de ce taux seulement au cœur de la grande saison sèche (79 % en janvier, 75 % en février à Abengourou). Par contre, les amplitudes diurnes sont toujours très fortes pendant cette saison : les maxima peuvent atteindre 95 % et les minima 75 %.

c) Pédogenèse régionale et végétation

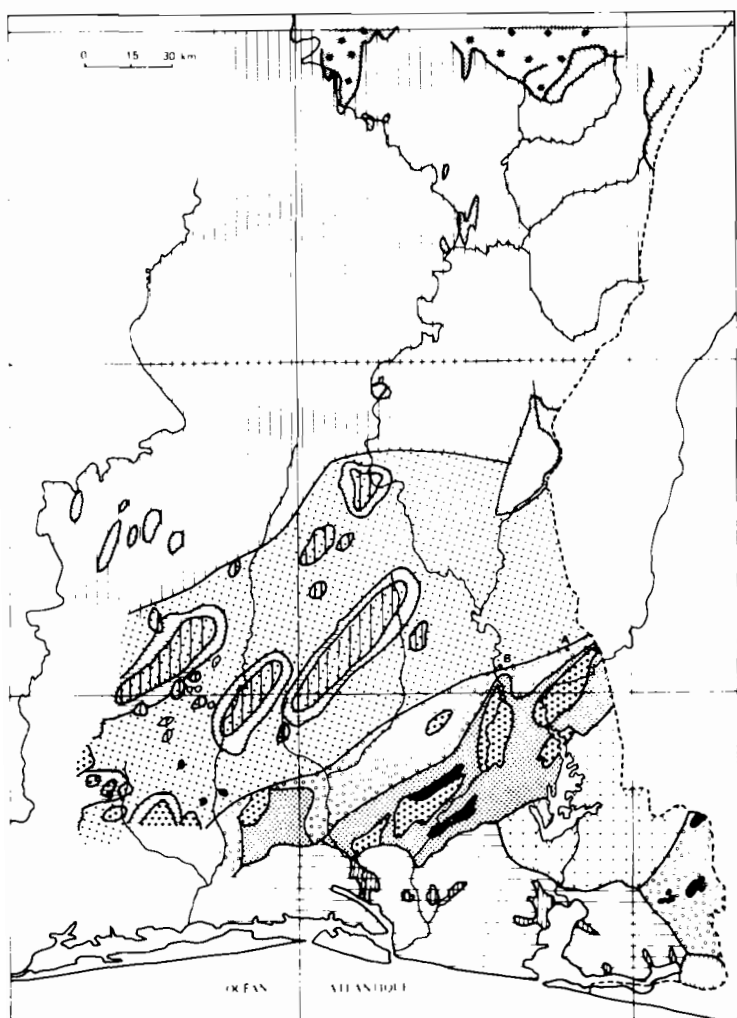
Le climat chaud et humide détermine le processus de ferrallitisation auquel s'associe le lessivage qui déclenche l'évacuation, par les eaux de drainage, des produits solubles.

Le substrat de schistes ou de micaschistes plus ou moins métamorphisés imprime sa marque au paysage pédologique (fig. 5).

Le climat provoque un étagement en latitude de sols ferrallitiques et désaturés. En dehors des alluvions et des dépôts fluviatiles qui n'apparaissent que par lambeaux et qui donnent des sols chimiquement pauvres (sableux le plus souvent), la structure présente au sud une association des sols ferrallitiques très désaturés sur granodiorites et schistes à amphibole, et au nord une association des sols faiblement ferrallitiques sur schistes peu métamorphiques. Au point de vue agricole, les sols conviennent dans l'ensemble, aussi bien au caféier qu'au cacaoyer (avec une légère faveur pour ce dernier), ainsi qu'aux cultures vivrières.

La forêt couvre entièrement la région. Encore assez peu attaquée de nos jours par l'homme, elle présente une belle futaie, souvent d'un aspect voisin de celui de la forêt primaire qui a malheureusement disparu. Il s'agit d'une forêt dense humide semi-décidue (samba, sipo, aboudikro, makoré, fromager), avec tous les types de transition entre la forêt dense humide sempervivente et celle de tendance plus hygrophile. L'homme a taillé dans ce manteau forestier pour installer ses cultures vivrières (bananier-plantain, taro, manioc, igname) et ses plantations (café, cacao). Cependant, sur les plantations abandonnées, la forêt tend à reprendre ses droits : d'abord un peuplement broussailleux, dense, mais appauvri floristiquement apparaît, puis une forêt secondaire aux étages inférieurs denses, qui évolue peu à peu vers une forêt « pseudo-primaire ».

(1) Station qui est à la même latitude que Bettié, et située également en zone forestière.

















-  Association des sols ferrallitiques très désaturés sur sables tertiaires
-  Association des sols de bas fonds et vallées inclus dans les sables tertiaires
-  Association des sols ferrallitiques très désaturés sur granodiorites et schistes à amphibole et pyroxène
-  Association des sols sur roches basiques et ultra basiques
-  Association des sols ferrallitiques très désaturés sur cristallin leucocrate
-  Association des sols ferrallitiques très désaturés, à drainage assez médiocre le plus souvent, sur schistes peu métamorphiques sous tendant des reliefs mous
-  Association des sols ferrallitiques très désaturés sur schistes peu métamorphiques et sur micaschistes engendrant les paysages vallonnés à reliefs courts et vigoureux, dominance des sols bien drainés sur pentes et croupes, bas fonds étroits
-  Association des sols ferrallitiques moyennement désaturés sur granite, mameions aux pentes convexes menant à de larges bas fonds
-  Association des sols ferrallitiques moyennement désaturés sur schistes ou micaschistes, donnant des paysages vallonnés avec bas fonds encore importants
-  Association des sols ferrallitiques moyennement lessivés sur schistes ou micaschistes engendrant des reliefs vigoureux à bas fonds étroits
-  Association des sols faiblement ferrallitiques sur schistes ou micaschistes
-  Association des sols faiblement ferrallitiques sur granite
-  Association des sols bruns eutrophes et de sols vertisoliques sur roche éruptive basique
-  Association des sols ferrugineux tropicaux sur granite

Fig. 5 — Esquisse pédologique du Sud-Est (d'après la SEDES)

B. LES DONNEES HUMAINES

a) Les migrations

Le peuplement autochtone de la région Indénié - Bettié - Sanwi est d'origine migratoire assez ancienne, puisqu'il s'échelonne du XVI^e au milieu du XVIII^e siècle où se situe la principale migration. L'unité régionale est purement humaine. Les Agni qui occupent actuellement ce territoire

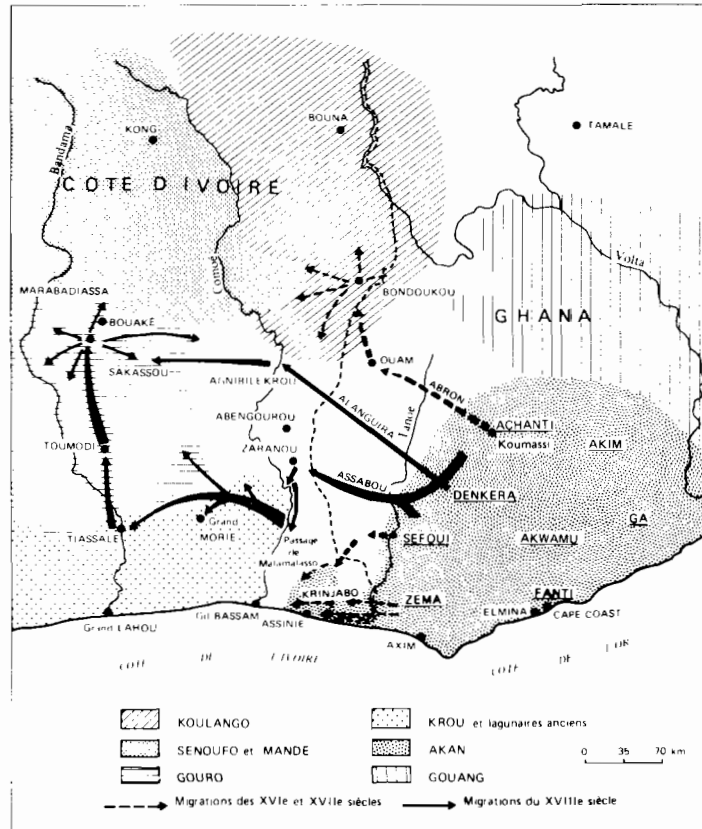


Fig. 6 – Les grandes migrations akan (d'après la SEDES)

sont venus en plusieurs vagues successives de l'est, issues de royaumes akan s'étendant sur toute la partie sud du Ghana actuel :

- 1 - migration des Abon au XVI^e siècle, chassés par les Achanti,
- 2 - migration akan au XVII^e siècle : Essouma, Abouré et Agni de Krinjabo (Brafé) créent le royaume du Sanwi,
- 3 - migration alanguira vers 1700,
- 4 - migration des Assabou vers 1720-1730, due à une guerre civile entre Achanti, à l'occasion de l'élection d'un roi (1). Sous la conduite de la célèbre reine Aba Pokou, les Assabou parviennent à Zaranou où se produit un premier éclatement. La tribu agni des N'Dénié ou Indénié s'établit dans cette région pratiquement inhabitée. Après l'épisode fameux du passage des rapides de Malamalasso, le gros de la troupe des fuyards laisse en arrière-garde le groupe agni des Bettié, pour défendre la position. Ceux-ci s'établissent ainsi sur leur territoire actuel.

(1) SEDES, 1967, cf. en particulier Vol. 2 (M. PESDAY), chap. 2.

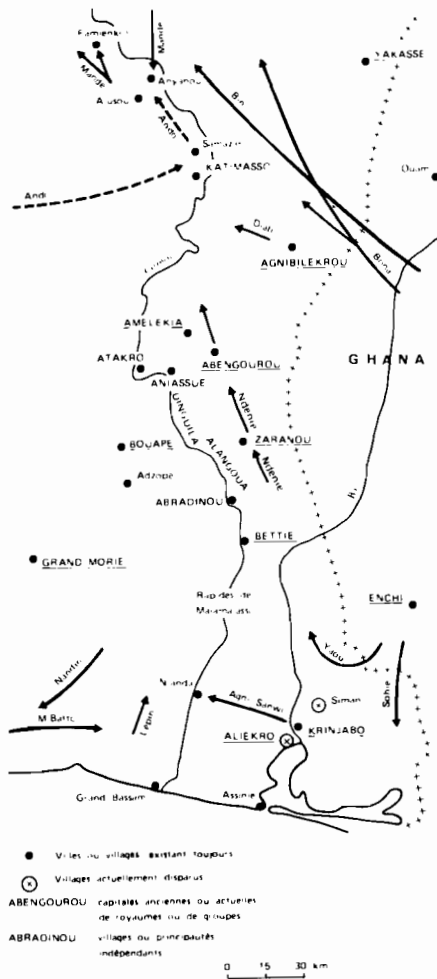


Fig. 7 – Les mouvements migratoires complémentaires dans le Sud-Est. (d'après la SEDES).

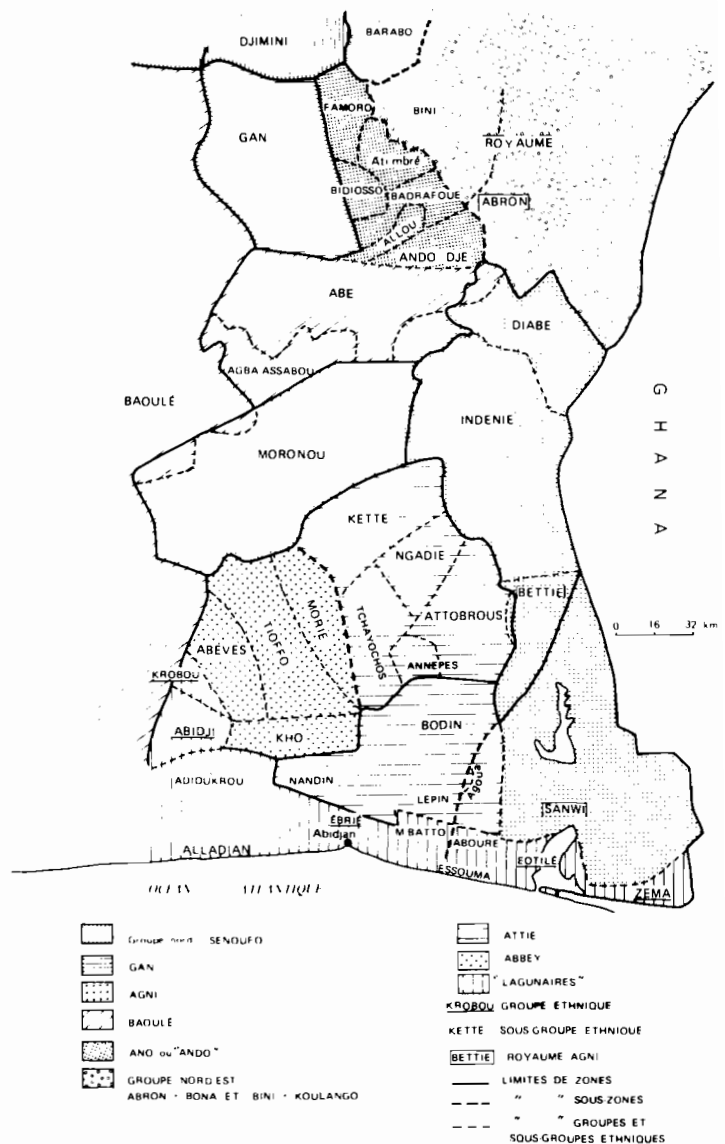


Fig. 8 – Les ethnies autochtones du Sud-Est (d'après la SEDES).

b) Le Peuplement et la vie de relation

Cette région a rapidement connu une activité de relation d'autant plus importante que les commerçants européens ont touché la côte (Côte de l'Or), et s'y sont établis (comptoir français d'Assinie). La voie naturelle de la Comoé, qui enrichissait Bettie avec ses « péages » ou prélèvements, fut peu à peu délaissée au profit d'une piste terrestre de caravanes passant par Bianouan, Zaranou et Abengourou, qui joignait Assinie et la côte, à Kong et Bondoukou. Cette piste nord-sud, dite aussi « piste des caravanes », a suscité le peuplement actuel de la région, qui se présente en un chapelet de villages égrenés le long de celle-ci, mais numériquement peu importants. En outre, peu de pistes se greffent sur cet axe principal (à l'est vers Niablé, à l'Ouest vers Adzopé), et le réseau routier reste d'une pauvreté désolante. Cette rareté des voies de communication se double tout naturellement d'une faiblesse très accusée de l'occupation humaine. Selon l'étude récente de la S.E.D.E.S., la densité démographique passe de 12 à 17 hab./km² au sud, à 2 hab./km² au centre (où le Bettie présente un vide caractéristique), et à nouveau à 12 à 17 hab./km² au nord. La région compte 104 villages dont 34 ont moins de 100 habitants : les unités villageoises sont nombreuses et minuscules.

Cette région de transit commercial ne semble pas, jusqu'à une époque récente, avoir fixé les hommes. Elle a pourtant connu très tôt une économie de « traite » (noix de cola d'abord, latex

ensuite), qui s'ajoutait alors à l'autosubsistance vivrière ou de cueillette. Enfin, l'une des premières sinon la première, elle a vu s'imposer l'agriculture de plantation qui lui donne sa richesse actuelle, fondée sur le cacao et le café.

L'alimentation de base est constituée en premier lieu par la banane-plantain ou légume, par l'igname et le manioc. La situation florissante de l'économie, qui fournit des revenus monétaires importants, se traduit dans le paysage rural par la modernisation progressive de l'habitat (toits de tôle ondulée, murs en « agglomérés » de banco, emploi du ciment artificiel pour la construction et les enduits).

Le seul centre urbain à vocation administrative et commerciale est Abengourou, préfecture du département de l'est, bien reliée à la capitale Abidjan par une route entièrement goudronnée de 214 km. Avec 17.000 habitants, elle concentre plus du tiers de la population régionale. Etape importante sur la route du nord, vers Bondoukou et le pays koulango, et également en direction du Ghana voisin, sa situation excentrée vers le nord par rapport à l'ensemble de la région, la met à 100 km des villages les plus méridionaux, comme Bettié. Dans cet intervalle, deux bourgs seulement s'intercalent : Zaranou, ancienne capitale de l'Indénié, et Ebilassékro où l'Administration a récemment transféré un poste douanier.

La région du sud-est forestier comprise entre la Comoé et le Ghana, ne présente aucune unité géographique. Ni le relief, ni le climat, ni la forêt qui s'étend bien au-delà, au nord et à l'ouest, ne la lui donnent. Il ne s'agit pas non plus d'une région de transition. Le seul facteur de cohésion réside dans l'élément humain, dans le groupe ethnique : cette région est la patrie des Agni de l'Indénié.

BETTIÉ

I. — PRESENTATION DU TERROIR DE BETTIE

I. — LE CADRE : UN ISOLEMENT SINGULIER

Le Bettié est situé à la limite des provinces de l'Indénié dont il dépend au nord, et du Sanwi au sud, à 110 km à vol d'oiseau au NE d'Abidjan. Cependant, pour l'atteindre par voie terrestre, seuls deux itinéraires beaucoup plus longs sont offerts : celui du nord, bitumé jusqu'à Abengourou soit 214 km sur 314, avec une variante plus courte et intermittente par Adzopé, M'Basso où le bac permet de franchir la Comoé aux basses eaux, et Zaranou ; celui du sud-est, long de 264 km, qui est goudronné sur 60 km jusqu'à Bonoua et remonte vers le nord en longeant la retenue du barrage hydroélectrique d'Ayamé sur la Bia. Ce dernier présente un réseau de pistes défoncées, trop souvent coupées à la saison des pluies où l'on ne peut les emprunter à coup sûr (cf. fig. 12).

Dans son contexte local, l'isolement du village de Bettié est un peu moins déprimant, puisque les relations d'un village à l'autre sont possibles, quoique malaisées, soit par des sentiers terrestres, soit par le fleuve. Les distances restent cependant impressionnantes entre villages immédiatement voisins (le plus proche, Akrebi, est à 10,5 km), et le grand axe routier d'intérêt général nord-sud, calqué sur l'ancienne piste des caravanes, est distant de 28 km. La piste qui y conduit est une bretelle taillée dans un massif forestier dont la monotonie n'est coupée ni par un campement de culture, ni par un hameau. Elle constitue la seule voie de dégagement vers Borobo, utilisable par le trafic moderne de camions et taxis-brousse. D'ailleurs, le premier véhicule automobile n'a pu atteindre Bettié qu'en 1954.

Jusqu'à une époque récente, le village de Bettié se présentait comme un monde fermé, difficile d'accès. La Comoé d'une part, la forêt vierge d'autre part, l'ont isolé des grands axes terrestres de communication des régions riveraines, et les seuls débouchés pour les produits commercialisés (café-cacao) sont restés pendant longtemps et traditionnellement Alépé au sud ou M'Basso au nord. La voie en direction sud était d'ailleurs peu fréquentée à cause de la distance séparant Bettié d'Alépé, et des rapides (Amanvo, Malamalasso, etc.) nécessitant de trop nombreuses ruptures de charge (Daboissué, Toria, Malamalasso).

Le village ne s'est véritablement éveillé à la vie régionale qu'à la suite de l'installation, en 1953, des chantiers de la Forestière Equatoriale, laquelle a ouvert des pistes en direction de l'ouest (Adzopé), de l'est et du nord (Abengourou) et du sud (Bianouan et Aboisso). De plus, elle a permis le franchissement de la Comoé par un bac. L'épuisement des chantiers et le départ de la « Forestière » en 1961, ont eu pour conséquence l'abandon du bac et de toutes les pistes, sauf celle qui relie Bettié à Borobo et Abengourou.

Administrativement, Bettié relève de la sous-préfecture d'Abengourou dont il est le village le plus méridional.

Ancien royaume, coïncé entre l'Indénié au nord et le Sanwi au sud, le Bettié a gardé, en dépit de nombreuses vicissitudes, son individualité propre, contrairement à d'autres, tel l'Alangoua, qui ont été « digérés » par l'Indénié. Ainsi il est assez facile de cerner par des repères précis le territoire de Bettié. A l'intérieur de ce territoire, la terre est libre et indivise entre les sept villages qui le constituaient récemment encore : Akrebi, Akacoméokro, Diambarakro, Aneykro, Borobo, Akiékrou et Bettié. Ces sept villages forment le canton de Bettié, dont ce dernier est le chef-lieu, son chef étant l'héritier coutumier du lignage royal et détenteur de la « Bia » (1). Actuellement Diambarakro en a

(1) Chaise royale.

été distraît pour être rattaché au canton de Zaranou. De toute façon, le territoire traditionnel a eu jusqu'à nos jours les limites précises suivantes :

- à l'ouest, le marigot Kouaméamran en pays attié (un traité entre le roi Attié et le roi du Bettié, Benié Kouamé, avait établi, après un long palabre, la frontière des deux royaumes le long de ce marigot) ;

- au nord-est et au nord, le cours des marigots Ouaooua et Adoblessué. La frontière coupe la route d'Apromprom à Diambarakro à 3 km environ au nord de ce dernier village ;

- vers le sud-est, elle devient moins précise jusqu'à la frontière ghanéenne ;

- vers le sud, elle suit le tracé d'un sentier d'Akiékrou au Ghana (borne 43), longe le cours inférieur du Songan jusqu'à son confluent avec la Bia. De ce point, elle court en ligne droite selon une direction NE-SO jusqu'à la Comoé qu'elle atteint à Malamalasso après avoir suivi quelque temps le cours du marigot Malamala. Elle se confond d'ailleurs, sur la fin de ce parcours, avec les limites des préfectures d'Abengourou et d'Aboisso, qui correspondent à la frontière ethnique nord du Sanwi.

Un isolement aussi grand au sein d'une contrée vide d'hommes ne peut qu'être la résultante, soit d'une attitude pionnière, soit d'une attitude de repli ou de défense, et il semble qu'il faille demander à l'histoire des Bettié une réponse à ce problème.

2. — UNE HISTOIRE RICHE EN DEPLACEMENTS

La tribu agni des Bettié, d'origine achanti au même titre que les Brafé (Sanwi), les N'Diéné, les Alangoua ou les Abradé (Abradinou), s'est installée sur le territoire qu'elle occupe actuellement vers le milieu du XVIII^e. Sa migration procède des grands déchirements qui ont secoué le royaume achanti vers 1730, consécutifs à des querelles de succession au trône, lesquelles ont motivé le départ du groupe Akan-Assabou.

Le premier royaume akan dont les origines soient quelque peu connues, fut celui de Boua Mansu, entre Comoé et Volta, dont la capitale était Téchiman (1). Fondé par les ancêtres des Abron actuels, il connut son apogée au cours du XV^e siècle. Au XVI^e siècle, une guerre avec les Achanti chassa de Koumassi les fondateurs abron. Par la suite, de nombreux états se formèrent au sud, dont le Dankira et le Séfoui ou Anyan-Nyan, d'où sont originaires les Bettié. Au cours du XVI^e siècle, l'équilibre semble régner entre ces états, car aucun n'est capable de dominer l'autre. Mais au début du XVII^e siècle, le Dankira paraît prendre l'avantage sur ses voisins, par sa puissance, sa richesse (gisements aurifères) et sa position géographique proche de la côte (commerce d'armes à feu avec les Européens). Ce trafic d'armes lui assura la supériorité tactique et les Agni d'Anyan-Nyan furent vaincus au cours de plusieurs combats et contraints de se soumettre ou de s'enfuir vers ce qui est devenu la Côte d'Ivoire.

a) La fuite

Sous le chef Adou Ablimlo, ces populations traquées ont quitté le royaume du Ghana pour s'installer à Dadieso, territoire aux abords de la Bia. Poursuivies par les Achanti, elles sont forcées de traverser la Bia et le Songan avec leur chef Abiri Moro. Elles se fixent entre Malamalasso et Daboissué, à Niamien Rosso, où elles se fondent avec les éléments autochtones vétéré et attié. Une nouvelle migration leur fait traverser la Comoé sous la conduite du chef Abroumo et s'établir à N'Goroko (« je ne peux plus partir ») sur la rive droite du fleuve (en terre attié), lieu-dit de l'actuel terroir de Bettié et premier site indiscuté du village. Un avant-poste est créé sur la rive gauche, Akrebi, le deuxième des six villages du royaume.

Bettié connaîtra deux autres emplacements successifs le long de la rive droite de la Comoé, à *Elobo* (« sous le bois qui coule »), au début du XIX^e siècle, où ont successivement régné Adou Pré, N'Guessan Gouan et Kacou Trinh, et à *Kodjinan* (ou Kro Dasso) (2) (« on ne sait pas si ça va réussir ») vers 1880, dans un site où il était facile de contrôler la navigation sur la Comoé. C'est à

(1) DE SALVERTE : Enquête de Bouaké.

(2) Littéralement : « le village d'avant ».

Kodjnan que se placent les grandes heures de l'histoire de Bettié, qui sont aussi de grands épisodes de l'histoire de la Côte d'Ivoire.

Pour des raisons de commodités administratives — Bettié était le seul village agni situé en terre atté — le village fut transféré sur la rive gauche de la Comoé, à son emplacement actuel (« écoutez s'il y a des coups de fusil ») en 1923, pour son chef Amon Koffi.

b) Le contact avec les Blancs

Aux environs de 1887, est entreprise la première tentative de pénétration de l'hinterland lagunaire du sud-est. La maison Verdier, d'Assinie, confie à son commis Trech-Laplène, la mission de contrôler et d'ouvrir à l'influence française l'un des deux axes ivoiriens de trafic nord-sud, Méditerranée-Côte Occidentale de l'Afrique, celui-ci empruntant de Kong à Assinie, le cours de la Comoé, l'autre passant par Odienné, Séguéla, le pays gouro et la rive droite du Bandama. Trech-Laplène s'engage vers le nord en suivant d'abord le cours de la Bia, puis celui de la Comoé et s'arrête à Bettié où il signe avec le roi Béné Kouamé, un premier traité d'alliance. Bettié va rester pendant de longues années la première position de l'intérieur, fidèle aux Français. Le roi, l'un des plus gros traitants de la contrée, pensait ainsi obtenir, avec l'appui des Blancs, la libre circulation sur la Comoé et une sorte de monopole du commerce de traite (sel, armes, peaux de singe, poudre d'or, gin et étoffes).

L'année suivante, Trech-Laplène passe à Bettié pour aller à la recherche du capitaine Binger, dans la région de Kong, et les deux explorateurs, à leur retour, y font halte à nouveau. Une grande fête est donnée en leur honneur.

Lorsque le décret du 20 mars 1893 organise la Côte-d'Ivoire en colonie indépendante avec Binger pour gouverneur, et que l'occupation de l'Indénié est décidée, il apparaît tout naturel d'installer le premier poste militaire à Bettié. De là, le résident, l'administrateur Poule, devait pacifier la région environnante, assurer la liberté commerciale et la traite sur la Comoé, rendues précaires par les actes de piraterie des chefs de villages en amont du fleuve (Abradine (1) et Aniassué en particulier). L'importance stratégique de Bettié commence à décliner avec l'ouverture d'un poste militaire à Zaranou en 1899 et de la piste le reliant à ce poste. Le déclin s'accroît à partir de 1903, lorsque la résidence de l'administrateur passe à Zaranou, et se précipite avec la suppression du poste de Bettié par décret du 18 décembre 1908 (2).

Nous avons déjà souligné les raisons qui ont motivé le transfert du village sur son emplacement actuel, en 1923.

Selon Binger, Bettié avec son hameau annexe de Ahoubou, était déjà à l'époque un gros village de 600 habitants environ (3).

Bien qu'une belle forêt secondaire ait resurgi sur l'emplacement de l'ancien terroir délaissé, les renseignements oraux et l'observation directe (densité des palmiers en particulier), font penser à une superficie globale de terres cultivées sans commune mesure avec le chiffre de population avancé par Binger. Il est certain que, dans le passé, la Comoé a joué un rôle de pourvoyeuse de nourriture de la population villageoise plus important que de nos jours. En outre, il faut ajouter, à cette époque, le rôle essentiel du commerce de traite pour Bettié, qui orientait les hommes vers des activités extra-agricoles : portage au service des caravaniers, conduite des pirogues, pêche, chasse, orpaillage dans le marigot Ebaya Sika et le quartier du Pébrou.

Les Bettié, guerriers conquérants de leur territoire, n'ont par tradition, aucune vocation agricole. Le cours de leur histoire en a fait des « commerçants » de troc, maîtres d'une position privilégiée sur un fleuve et par là, plus ou moins « rançonneurs ». Malgré cette position, ou à cause d'elle, Kodjnan a vu se développer, avec le hameau voisin de Daboissué, les premières plantations cacaoyères connues à l'intérieur du pays. L'une d'elles, ancienne « plantation du commandant » et domaine collectif du village, reste encore actuellement quelque peu productive.

(1) Abradinou.

(2) CHERUY (P.), 1911.

(3) BINGER (L.G. cap.), 1892. T. III, p. 285.

3. — LE MILIEU HUMAIN ET L'HABITAT

A. LA POPULATION : SA REPARTITION SOCIO-PROFESSIONNELLE

En pays agni, l'habitat est en général groupé et les villages souvent importants. A ce titre, Bettié qui compte 937 habitants, est exemplaire. Seuls quatre campements permanents font exception à cette règle :

- 2 hameaux baoulé (17 et 15 habitants),
- 1 campement éwé sur la rive gauche de la Comoé (42 habitants),
- 1 campement agni semi-permanent de 40 personnes.

La répartition entre les sexes est relativement équilibrée : 450 hommes pour 487 femmes.

La population est formée à 80,9 % d'autochtones et à 19,1 % d'allochtones et d'étrangers se répartissant en 10 ethnies (Baoulé 6,6 % ; Attié 3,4 % ; les autres étant nettement moins importantes : Ewé 42 habitants, Sénoufo 24, Yacouba, Nigériens, Gouro, Dioula et Mossi, en tout 17).

Les Agni sont répartis en 6 lignages. Le lignage-chef est disproportionné par rapport à l'ensemble des autres avec 52,8 % du total de la population, leur pourcentage respectif étant de 12,4 ; 11,2 ; 2,2 ; 1,7 % et 1,1 %.

La croissance du village s'est effectuée très lentement jusqu'à nos jours. De 500 à 600 habitants selon l'estimation de Binger en 1887, la population passe à 752 selon le recensement de 1953. Dix ans plus tard, elle s'élève à 937, soit un bond de près de 20 %. Cet accroissement soudain semble lié à l'ouverture d'une voie de communication rapide avec Abengourou, permettant aux femmes d'aller accoucher à l'hôpital et de réduire ainsi la mortalité des enfants à la naissance. De même, la vulgarisation de certains médicaments (pénicilline par exemple) a permis de stopper certaines affections. Ainsi ce phénomène semble être naturel, sans liaison avec une immigration importante. En effet, la pyramide des âges, de profil régulier, souligne une très forte proportion d'enfants de 0 à 15 ans.

La polygamie est assez peu répandue : 71 % des ménages sont monogames.

	Agni	Etrangers
Ménages à 1 femme	64	17
Ménages à 2 femmes	21	4
Ménages à 3 femmes	6	1
Ménages à 4 femmes	1	1

Bettié est un village essentiellement agricole. Son économie est fondée sur la culture spéculative du cacao et du café. Peu de familles tirent leurs revenus d'activités autres que l'agriculture. On note cependant 6 « boutiquiers », tous étrangers (4 Djerma, 1 Dioula, 1 Sénoufo), et quelques agents de l'administration : 3 instituteurs, 2 agents d'encadrement du Service de l'Agriculture (Régénération Cacaoyère) et, récemment installé, un garde-forestier. L'artisanat se réduit à un mécanicien « docteur de montres », et à un menuisier. En revanche, pour le groupe des 25 pêcheurs éwé, la Comoé constitue l'unique source de revenus.

B. L'HABITAT

Le village de Bettié est formé de deux parties distinctes : l'agglomération proprement dite ou « kro », et un « faubourg », Amattakro, où résident plusieurs petits lignages. Bettié, siège du lignage-chef, est un village-rue, ou mieux un village en cul-de-sac, puisque sa « rue » débouche immédiatement sur la forêt. La « rue » n'est coupée d'aucune transversale, et les concessions ou « cours » (*aoulo*) s'y alignent et s'y adossent sans solution de continuité. L'entrée d'une « cour » se fait par l'intervalle laissé entre deux cases construites à angle droit. Celle-ci est, en général, de forme

géométrique et limitée par plusieurs cases utilisées comme pièces de séjour ou comme chambres. L'une d'elles sert de cuisine. Les cases-chambre (*bla sua*) se multiplient avec le nombre d'épouses. La cour comprend également un w.c. avec fosse, une douchière et de nombreux séchoirs à cacao montés sur piquets. Parfois un puits y est creusé. Les greniers ou les aires de stockage sont inconnus.

La case est rectangulaire, construite en banco armé de lattes de palmes entrecroisées, ou en *atakora* (1). Les toits sont en *papo* (plaques de folioles de palmier tressées qui se superposent à la façon des tuiles romaines), ou en tôle ondulée, celle-ci pouvant être considérée comme un signe extérieur de richesse.

Les campements temporaires de brousse (*namouo*), au nombre de 73, diffèrent assez par leur architecture du type de construction solide pratiqué au village. Ils comprennent en général 2 ou 3 cases construites entièrement en lattes de palmes juxtaposées, avec toit en *papo*. Souvent les cases-dortoirs sont construites sur des pieux à 80 cm du sol pour garantir l'occupant contre l'intrusion des reptiles et insectes (fourmis magnans) de la forêt. La cuisine est toujours aménagée sous un hangar couvert de *papo* posé sur 6 ou 8 piliers. Cette structure peut s'améliorer quelque peu si la notion de résidence prend le pas sur celle d'abri temporaire et épisodique : ainsi 13 de ces campements ont des murs en banco armé.

Cette entité villageoise groupée et relativement homogène vit sur un terroir sans limites propres. Nous devons envisager quelles sujétions et quels avantages le milieu physique impose à ce paysannat et pour cela, décrire brièvement ce milieu naturel local.

(1) Voir p. 63.

d'ailleurs par la forêt. Ce plateau est entaillé par un réseau hydrographique élémentaire affluent de la Comoé, faiblement hiérarchisé, sans direction dominante. Le Kou, la Dokassué et le Boutoussou coulent du N-E vers le S-O, le Bâ et l'Adiacongora du SSE vers le NNO. Le Kessoa, le Pébrou, le Tiopo et la Daboissué ont une direction nettement E-O. Tous très courts, à part le Kou (13 km) et le Bâ (11 km), ces cours d'eau sont encaissés de 4 à 5 m aux abords immédiats de leur confluent avec la Comoé. Leur lit majeur, où sont parfois établies des cacaoyères, est au contraire hypertrophié lors des crues locales importantes, ou lorsque la Comoé en crue majeure les remplit en septembre.

b) *A l'ouest, un ensemble de collines s'étend le long du fleuve du nord au sud.* Ici, les altitudes sont encore faibles, n'atteignant jamais 180 m. Le réseau hydrographique, également peu important, épouse un tracé en baïonnette au niveau d'Abraadinou au nord, et au sud, coule selon une seule direction générale NO-SE (réseau Tiagna-Tébi).

c) *La gouttière de la Comoé* crée le lien entre ces deux ensembles. Le tracé de la portion du fleuve qui intéresse le terroir de Bettié est particulièrement tourmenté depuis M'Basso jusqu'à Daboissué. En excluant le méandre d'Abraadinou en voie de recouplement qui n'intéresse notre étude que de façon marginale, ce sont six grands méandres qui se dessinent, presque sans solution de continuité sur l'étendue du terroir, Bettié étant logé à l'intérieur de la boucle du plus ample d'entre eux.

Le cours de la Comoé traverse des terrains de la série du Birrimien, et une auréole de métamorphisme constituée par des schistes arkosiques coupe cette vallée entre l'île Sankrobonou et les rapides Amanvo, selon une direction SO-NE. Ces barres schisteuses entrecoupées de filons de quartz micacé, parfois redressées à la verticale, le plus souvent inclinées vers le sud avec un pendage de 10 %, coupent le lit de la Comoé, et l'on peut suivre leur profil rectiligne et saillant pendant des centaines de mètres sur chaque rive du fleuve. Elles sont responsables des méandres qui en affectent le cours : Abou Bénian, Kokokro, Bettié, Kodjinan, Amanvo, Eloukou. L'illustration la plus originale de leur formation est donnée par le dernier d'entre eux, amorce d'un méandre aux rapides Amanvo. La Comoé y franchit par un bond de 4 m un champ de barres schisteuses, taraudées comme un fromage de gruyère par des marmites de géants. Gênée par cet obstacle, elle glisse sur lui, et semble chercher à le contourner latéralement par une action érosive plus vigoureuse sur sa rive droite concave où l'on note un abrupt net dans un matériel pourtant friable. Exagérant sa tendance à couler vers l'ouest, elle laisse en période d'étiage, un paysage de rocaillies dénudées et de faux îlots dans la partie convexe du méandre. Dans la région de Bettié, le tracé de la Comoé est totalement inadapté à la structure.

2. — LE RYTHME DES SAISONS

Les températures ne subissant aucune variation bien sensible au cours de l'année ; le paysan ne doit tenir compte que du rythme et de l'abondance des chutes de pluie pour organiser ses travaux agricoles.

Le terroir de Bettié se localise entre les isohyètes 1.500 et 1.600 mm. Les précipitations se répartissent tout au long de l'année très inégalement, en fréquence et en quantité. En janvier, le nombre de jours de pluie est insignifiant, un fort maximum s'établit en juin et un second maximum plus faible en octobre.

En outre, on doit mettre en évidence le déséquilibre des précipitations entre les divers points de cet immense terroir. On pourrait sans exagérer, avancer qu'il existe toute une succession de micro-climats, mais d'une façon générale, sur une largeur de 1,5 km de part et d'autre de la Comoé, la zone riveraine est nettement plus arrosée que les terres situées au-delà : tout laisse supposer que l'intense évaporation des eaux du fleuve détermine une zone de faibles pressions favorable au déclenchement des « grains ». Des mesures précises seraient nécessaires, mais on peut estimer que la différence de pluviosité entre les zones axiale et marginales se chiffre par plusieurs dizaines de millimètres.

Les paysans distinguent quatre saisons, toutes en relation avec l'abondance des chutes de pluie.

a) *wawa* : (« ça ne pleut pas »), du 10 décembre à la mi-avril, correspond à la grande saison sèche. La pluie se manifeste rarement, sous forme d'orages brefs accompagnés de tonnerre. Les travaux agricoles connaissent une période de répit. C'est l'époque où le planteur peut se permettre de voyager. Cependant, il abat la forêt et prépare ses nouveaux défrichements.

b) *fottiè* : (« ce sont les grandes pluies »), de la mi-avril à la mi-juillet. Comme son nom l'indique, c'est la grande saison des pluies. A l'intérieur de *fottiè*, les mois de mai et juin portent la désinence spéciale de « *bottiè n'dien* » (« les pluies en averse »). C'est la période du premier débroussaillage des plantations adultes, comme de la mise en culture des nouveaux défrichements.

c) *moungou* : (« il ne pleut pas trop »), du 15 juillet à la fin septembre, correspond à la petite saison sèche où sont menés à bonne fin les débroussaillages, où sont tressées les nasses que l'on calera dans les eaux montantes de la Comoé. On construit ou répare les cases, on creuse des pirogues. La fin de cette période correspond à la crue de la Comoé.

d) *bottiè* : (« il pleut beaucoup »), du début octobre au début décembre. C'est la deuxième saison des pluies et surtout l'époque de la récolte cacaoyère. C'est la période cardinale de la vie paysanne et de la traite.

3. — LES TRIBULATIONS HYDROLOGIQUES DE LA COMOÉ

La Comoé, comme beaucoup de fleuves tropicaux, est inutilisable pour la navigation tout au long de sa traversée du terroir de Bettié et au-delà. Aux irrégularités du débit s'ajoute un profil en escalier dont les rapides font figure de degrés. Longue de 1.160 km et coulant selon une direction méridienne, elle traverse trois zones climatiques différentes qui influencent son débit. De fait, sa courbe de régime au niveau du Bettié est encore celle d'un véritable fleuve soudanais et le demeure presque jusqu'à son embouchure.

Pendant les 6 premiers mois de l'année l'étiage est accusé, les débits restent toujours inférieurs à 100 m³/s, tombant même à 15 m³/s en février. C'est en février-mars que le fleuve découvre les barrages rocheux, les cailloux, les bancs de sable encombrant son lit et séparant des biefs d'eaux mortes. Au niveau des rapides seulement, le courant s'anime et les eaux dégringolent en cascades parmi les rochers. C'est l'époque où les hippopotames sortent du fleuve pour se hasarder loin des rives et saccager les cacaoyères.

La première saison des pluies passe sans répercussion spectaculaire pour les débits. Elle se manifeste par un rythme spasmodique d'écoulement lié aux tornades et à un ruissellement que le faible pouvoir de rétention du substrat schisteux ne modère pas.

Toutefois, dès la fin juillet et au mois d'août, la crue annuelle s'annonce par des soubresauts du débit, la Comoé montant de 3 ou 4 cm pendant quelques jours, pour redescendre de 2 ou 3 : la tendance reste cependant ascendante. C'est l'époque où les riverains mettent à l'eau une multitude de nasses. Le premier septembre, la Comoé « commence à remplir », selon une expression locale, la montée des eaux s'effectuant régulièrement sans la moindre phase descendante. Cette montée s'accélère pour plafonner à la fin du mois. La période étale dure jusqu'au 15 octobre. C'est la crue : le fleuve submerge alors tous ses rapides que l'on ne soupçonne plus qu'au bouillonnement des eaux et à leur « clameur ». Selon l'expression des gens de Bettié, on entend très distinctement depuis le village « parler Amanvo » distant de 2,5 km à vol d'oiseau. Il envahit son lit majeur et les terres avoisinantes, noie les cacaoyères, remplit les marigots jusqu'à 1,5 km de leur confluent. Les eaux passent d'une teinte grise à un ocre jaune soutenu. En 1963, la crue a été particulièrement forte en intensité et en durée, détruisant complètement la récolte de cacao (pourriture), de même que certains cacaoyers dont les racines supportent assez bien l'immersion, mais seulement de faible durée. Le 30 septembre 1963, on enregistrait à la station hydrologique d'Aniassué une hauteur de 996 cm d'eau ; à celle de M'Basso, son niveau était supérieur aux échelles en place, faisant augurer d'un débit de 2.300 m³/s, très voisin de la crue décennale (2.400 m³/s), alors que la crue annuelle médiane est de l'ordre de 1.300 m³/s.

La décrue est brusque. En deux semaines, du 15 à la fin octobre, la Comoé regagne son lit, et aux premiers jours de novembre réapparaissent les rochers qui le parsèment. Le débit accuse une chute

brutale de 500 m³/s en quelques jours, stagnant longuement autour des 400 m³/s qu'elle roulait dans sa phase ascendante d'août. Ensuite, il baisse très lentement jusqu'à l'étiage de février.

Cette période de crue est néfaste au planteur, qui doit affronter le courant du fleuve avec sa pirogue pour se rendre à ses champs et les récolter, ainsi qu'au pêcheur, incapable alors de jeter à l'eau ses filets qui seraient rapidement détruits et réduit ainsi à l'inaction.

Il est remarquable que le climat local n'exerce pas d'influence déterminante sur le régime du fleuve. Aussi l'autochtone est-il étonné de constater la montée rapide des eaux en septembre, mois où les pluies sont beaucoup moins abondantes qu'en juin ou octobre, où le fleuve ne s'enfle guère et subit la décrue. Il explique ce phénomène par des « vents violents qui pousseraient les eaux » de la Comoé, du nord vers l'Océan, provoquant ainsi la crue!

4. — LES SOLS : PREDOMINANCE DES TERRES ROUGES

La zone incluse dans le terroir comporte d'une façon générale des sols ferrallitiques : d'abord une association de sols très lessivés sur granites calco-alkalins leucocrates, qui donnent un relief peu différencié : zones plates ou surbaissées aux versants convexes jusqu'au bas. La roche-mère se trouve parfois à moins d'un mètre de profondeur. Ces sols arénacés sont beiges, jaunes ou ocres peu colorés. Leur pH varie de 4 à 4,6, leur fertilité est faible et leurs possibilités agricoles limitées. Cette association de sols se rencontre dans le sud-ouest du terroir, vers Daboissué.

Au contraire, l'association des sols moyennement lessivés sur schistes peu métamorphiques s'étend sur la presque totalité du terroir. Ce sont des sols argilo-limoneux, contenant souvent des graviers et cailloux dérivant de nombreuses veines de quartz de la roche-mère. Ce niveau graveleux épouse les formes topographiques. On note au sommet des rides de sols rouges, au début de la pente des sols ocres, qui passent plus bas aux sols argileux, puis au sable limoneux sur nappes de gravier dans les bas-fonds. Leur pH est moins acide (5,5 à 6,5), leur horizon humifère plus épais que ceux de l'association précédente. Ils sont donc relativement riches et conviennent bien au caféier et au cacaoyer.

Le troisième type d'association, celle des sols sur alluvions fluviales, se limite de toute évidence à la vallée de la Comoé, car à cette exception près, le terroir est dépourvu de larges vallées. Les alluvions récentes forment au bord de la Comoé, des basses terrasses argileuses ou argilo-limoneuses, découpées par de très petits chenaux anastomosés, sans écoulement, aux bords abrupts, larges de 0,30 m à 1 m et au tracé en zigzag, désignés sous le vocable de « trous d'araignée » (*ekenda bouma*) par les autochtones. Ces sols apparaissent comme chimiquement pauvres, mais leur étude n'a jamais été poussée à fond. Le cacaoyer s'en accommode cependant assez bien.

Le paysan de Bettié se borne à différencier sommairement les sols selon leur seule coloration, alors que dans de nombreux autres villages, les planteurs en reconnaissent une multitude de variétés selon des critères de couleur, de texture, de densité, etc. Ainsi, il distingue :

a) *assié blé* (terre noire) : c'est la meilleure terre, la plus fertile, colorée en brun sombre ou clair si les hydroxydes de fer tendent à l'emporter. Ce sont en général des sols de bas-fonds réservés au cacaoyer, qui se localisent plus particulièrement le long du fleuve et des principaux marigots.

b) *assié kokoré* (terre rouge) : sol de fertilité moins grande, extrêmement répandu, et de texture plus grossière. Très souvent il est mélangé à des formations gravillonnaires issues de la ferrallitisation des roches cristallines. C'est une terre chimiquement plus pauvre qu'« assié blé », et généralement vouée à la culture du caféier.

c) *assié assafoufoué* ou *foufoué* (terre blanche) : sol blanchâtre ou gris, très lessivé, sablonneux, de bas-fonds mal drainés, ou au contraire de sommets de croupes. Terre de beaucoup la moins fertile, elle porte souvent des peuplements naturels de palmiers raphia, et n'a pas de vocation agricole bien définie : le planteur l'évite pour le cacaoyer mais le caféier s'en accommode assez bien, par contre le bananier, même lorsqu'il s'agit d'un terrain récemment défriché, n'y pousse pas dans de bonnes conditions et s'étirole.

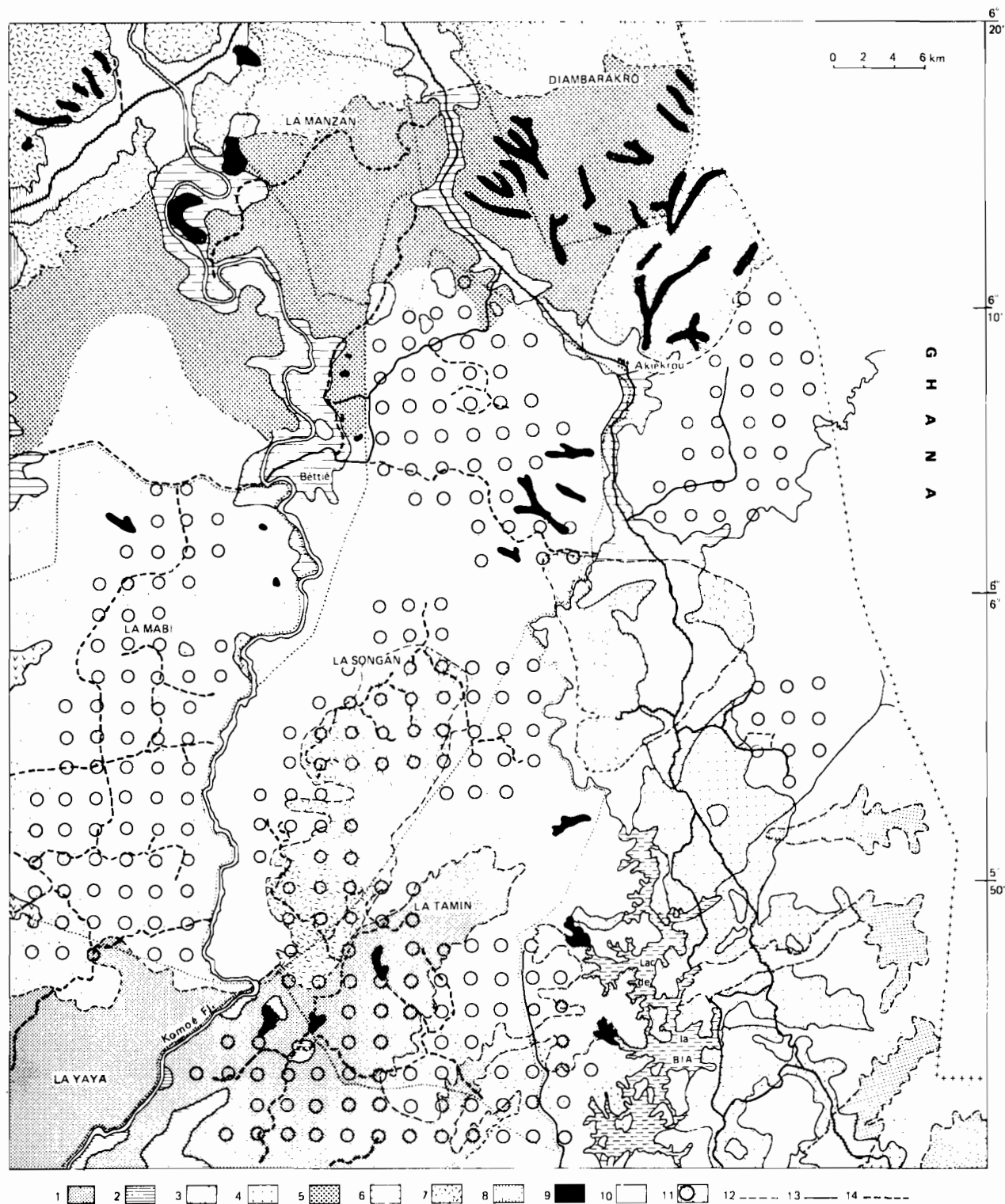


Fig. 10 – Les zones de végétation du Sud-Est ivoirien (d'après J.-L. GUILLAUMET, botaniste de l'ORSTOM)

1 - Forêt humide sempervirente : association *Diospyros-Mapanietum* de G. Mangenot, (1955). 2 - Domaine agricole. 3 - Forêt dense humide sempervirente : association *Eremospatho-Mabetum* de G. Mangenot, (1955). 4 - Domaine agricole. 5 - Zone de transition entre forêts denses humides sempervirente et semi-décidue. 6 - Présence d'espèces de forêt semi-décidue dans les stades de reconstitution de la forêt sempervirente. 7 - Forêt dense humide semi-décidue. 8 - Domaine agricole. 9 - Forêt marécageuse : association *Mitragyno-Symphonietum* de G. Mangenot, (1955). 10 - Groupement forestier ripicole à *Uapaca heudelotii*. 11 - Forêt exploitée. 12 - Limite de forêt classée. 13 - Piste automobile de liaison. 14 - Piste forestière abandonnée.

La carte élaborée à partir des descriptions orales concernant les sols de chaque parcelle, ne présente aucune signification précise. Aucune zonation pédologique ne surgit, ce qui accrédite plus encore l'idée que le paysan ne fait guère d'effort pour adapter ses cultures à la nature du terrain.

Les ensembles pédologiques du terroir portent uniformément et naturellement un manteau forestier de belle venue, dont les fûts peuvent atteindre une hauteur de 60 m. Le terroir est à cheval, au sud sur le domaine de la forêt dense sempervivente (*Eremospatho-Mabetum* (1), et au nord du village, sur une zone de transition entre les forêts dense humide et semi-décidue (Fig. 10).

La forêt est presque dépourvue de sous-bois, ce qui permet, à l'aide de quelques coups de machette, de marcher en forêt « primaire », à une allure presque aussi rapide que sur la piste. Le tapis herbacé est rare. Il apparaît par plaques, dans les clairières ouvertes par la chute d'un arbre géant, sur les pistes tracées par la circulation des éléphants, encore présents dans la contrée. Par contre, les clairières issues d'anciens défrichements abandonnés sont impénétrables : c'est la brousse (*broussia*), par opposition à la forêt « noire » (*ehouayae*).

Le milieu physique du territoire villageois semble apparemment très favorable à l'homme et à ses activités agricoles : exubérance végétale, générosité des précipitations, faiblesse des variations climatiques, présence de la Comoé comme une réserve potentielle de nourriture... La réalité prise dans le détail apparaît moins avantageuse : les sols sont médiocres et fragiles, des soins constants doivent être apportés à la terre pour en tirer quelque profit, la Comoé n'est pas une source inépuisable de poissons. Le milieu physique, pour lui être favorable, demande à l'homme un effort continu, assidu, rationnel. L'homme, l'agriculteur, le planteur, a-t-il assimilé cette nécessité?

(1) Manguet (G.), 1955.

III. — L'ESPACE AGRAIRE ET SON ORGANISATION

1. — LE PARCELLAIRE

Une remarque éclaire beaucoup la présentation du cadastre de Bettié ; elle aide à résoudre un certain nombre des problèmes que pose son examen : jamais l'appropriation de la terre n'a soulevé de conflits et à l'évocation devant lui de l'éventualité de telles contestations, le planteur demeure sceptique, étonné et incrédule. Pour qui sait l'ampleur, l'acuité et le nombre de plus en plus élevé des litiges provoqués par la raréfaction de la terre dans la plupart des villages africains en général, et ivoiriens en particulier, cette constatation apparaît, en zone forestière où les plantations industrielles sont denses, comme un fait singulier.

Ce terroir n'a, à l'intérieur du territoire des Bettié, absolument aucune limite. Il s'inscrit dans un cadre gigantesque de près de 120 km², si l'on relie par une ligne imaginaire les parcelles les plus éloignées aux quatre points cardinaux. Il affecte grossièrement la forme d'une croix dont le grand axe serait la Comoé et l'axe transversal la piste Biébi - Bettié - Borobo, carrossable seulement à l'est de Bettié. Dans sa partie centrale se situe le village lui-même, implanté au sein d'un méandre du fleuve, à la limite de la zone inondable. Ses dimensions linéaires sont également impressionnantes : 20,5 km du nord au sud et 10,5 km d'ouest en est à vol d'oiseau, alors que la Comoé développe ses méandres sur 31 km, et que son plan d'eau s'y étend sur 515 ha.

Les villages circumvoisins de Bettié se situent à des distances telles, qu'ils rendent impensable, sinon par une éventuelle — et improbable — colonisation massive et orientée du no man's land, la jonction des fronts pionniers, par « érosion » régressive du massif forestier. A l'ouest, Biébi est relégué à 26 km, Borobo à l'est à 28, Akiékrou au sud-est à 38 km ! Un seul village, Akrébi, mêle ses plantations à celles de Bettié dans une zone pionnière située à environ 1,200 km de ce village, alors que Bettié est éloignée de 10,5 km. La carte du parcellaire superposée aux photos aériennes (fig. 11) fait surgir l'interpénétration des cultures des deux villages, alors que le seul examen du cadastre suggérerait plutôt une « manœuvre » enveloppante par le sud et l'ouest des plantations pionnières de Bettié pour contenir l'extension du terroir d'Akrébi, ou pour l'étouffer. Ainsi, cette interpénétration étroite et générale ne s'accompagne d'aucun conflit au sujet de la terre entre les deux villages membres du même royaume, ce qui prouve combien peu le sol est convoité. Les réserves sont immenses, la terre est donc libre, elle n'a, en soi, guère de valeur. L'absence de limites bien marquées et connues, du marigot Kouaméamran en pays attié à l'ouest, au virage de la route Aprompron-Diambarakro au nord, en passant pour le cours du Songan, exagère encore l'ouverture de cet espace. L'administration des Eaux et Forêts est venue endiguer cette colonisation anarchique des terres, en créant deux forêts classées de part et d'autre des rives de la Comoé (forêt de Songan en pays agni sur la rive gauche ; forêt de la Mabi en pays attié sur la rive droite) (fig. 12), mais en dépit de cette restriction, les réserves demeurent extrêmement importantes et difficiles à évaluer pour chacun des deux villages.

Sur d'aussi vastes étendues, et dans un contexte forestier malaisément praticable, les lignes de force du système agraire s'établissent d'une part par rapport aux voies de communication, en l'occurrence les pistes, essentiellement celles qui sont carrossables et permettent l'évacuation facile par camions des produits de traite pondéreux, et d'autre part, par rapport à la Comoé ! Aussi le plan ne fait-il point état d'un dessin classique en étoile, où les pistes s'ordonnent en éventail autour du pôle villageois, mais d'un tracé anarchique de sentiers pédestres qui se raccrochent grossièrement en « arête de poisson » à la piste automobile et ne se révèlent qu'à l'examen minutieux de la photographie aérienne. Il en est de même pour l'axe de la Comoé qui fait office de route jalonnée d'une multitude

d'embarcadères de pirogues : 24 sur les deux rives, de l'île Kokokro jusqu'au niveau de l'ancien campement de la Forestière Equatoriale.

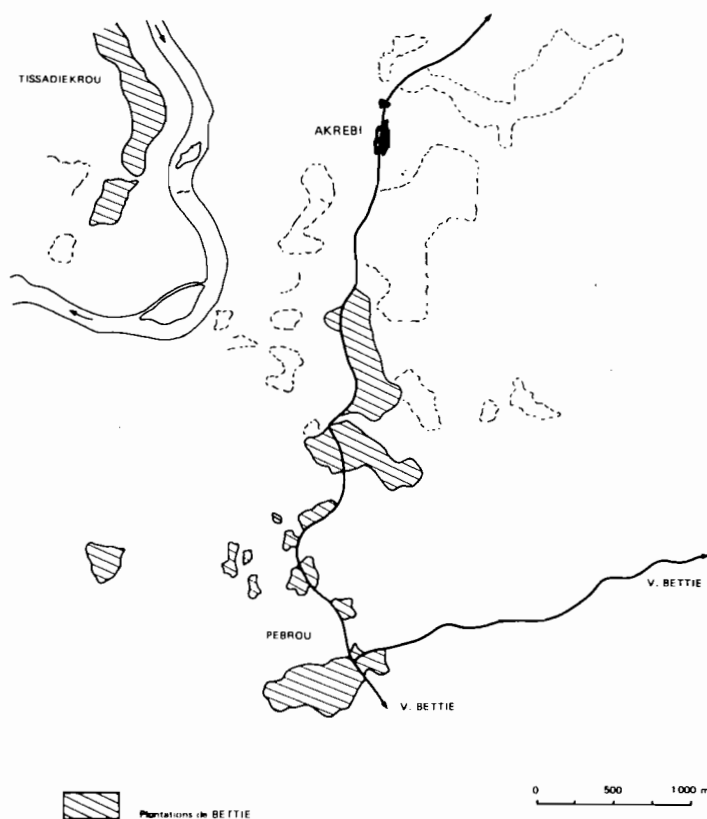


Fig. 11 – Le front des cultures entre Bettie et Akrebi

Cette infrastructure, de type plus linéaire que massif, explique en partie la configuration des groupes de champs qui apparaissent de plus en plus éparpillés dans la forêt, surtout au-delà d'une zone de 2 km environ de circonférence, centrée sur le village. Pas de concentration marquée autour de celui-ci, ni de front pionnier caractérisé. Ici les fronts d'attaque sont multiples, locaux, élémentaires. Les cultures arbustives qui fixent les champs pour de très nombreuses années, ignorent les systèmes de jachère, donc de rotation des cultures, phénomène qui se reflète dans le modelé du terroir : les champs se localisent partout, n'importe où, n'importe comment. L'aire cultivée n'est pas fonction des seuils de fertilité du sol, mais des caprices de l'homme. D'où cette occupation individualiste où le paysan crée une plantation dans un lieu écarté, au cœur de la forêt « noire », à l'abri des convoitises, et « s'arrondit » par la suite autour de ce pôle. Cette colonisation en clairières séparées par de grands espaces de forêt est nettement remarquable sur les marges est et ouest du terroir. L'examen des photos aériennes est à ce titre riche d'enseignement, qui révèle les « trous » du manteau forestier constitués par ces micro-zones cultivées, sauf dans la région de contact des plantations de Bettie et d'Akrebi, où l'occupation du sol apparaît plus systématique, sans hiatus.

La dispersion, comme la relative exigüité de ces clairières, ne crée pas un paysage aménagé et humanisé. Si l'on distingue des « petits groupements » de parcelles, séparés par des réserves intermédiaires de forêt, le paysage ne prend jamais un aspect bocager. A l'échelle de la forêt conquise, les parcelles sont de petite taille, aux formes quelconques ou aberrantes, dispersées sans ordre. Aucun accident de relief, aucun « boka », aucun marigot n'influence l'orientation des champs dont le périmètre peut être constitué de 8 à 20 côtés. Cette constatation appelle une explication qui découvre un large asservissement de l'homme à la forêt et à la nature. En effet, le paysan qui désire créer de toutes pièces sa plantation ne peut avoir, au ras du sol, une vision d'ensemble du paysage forestier qu'il

va transformer et modeler. Aveuglé par la forêt, il défriche droit devant et autour de lui, entre les « bornes » qu'il a décidées pour son champ. Aussi celui-ci s'élance-t-il à l'assaut des croupes, traversant des marigots, sans égard pour les conditions topographiques et moins encore pour la géométrie.

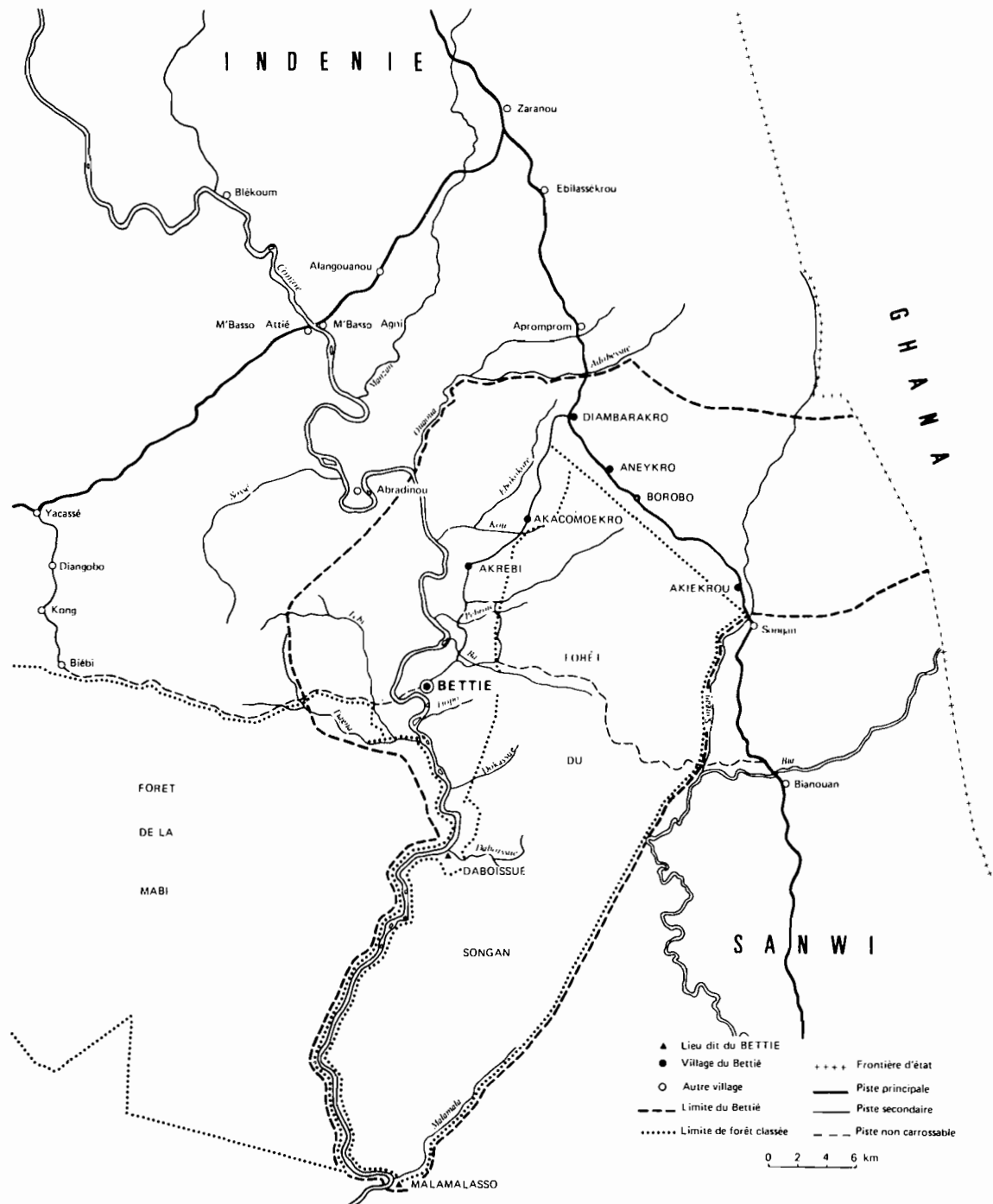


Fig. 12 – Forêts classées et localisation régionale du Bettie

De la conjonction de ces facteurs humains et naturels, il résulte que le dessin de l'espace cultivé présente deux aspects :

- un relatif groupement parcellaire dans une zone centrale occupée par le village,
- une dispersion extrême au nord et au sud de cette zone.

Un examen moins sommaire découvre au sein de la première d'entre elles et au voisinage immédiat du village de très petits champs qu'il convient d'individualiser. Le terme de « brousse à manioc » paraît le plus approprié pour qualifier cet espace où s'enchevêtrent une multitude de jardins minuscules exploités exclusivement par les femmes, et qui portent essentiellement du manioc. Cette brousse impénétrable, résidu de champs abandonnés, d'où surgissent des pousses arbustives de manioc spontané, couvre 343 ha environ, desquels il faut déduire les 16 ha du site villageois. Elle porte seulement 52.41 ha de cultures pour 205 parcelles, soit un taux d'occupation de 16,02 %.

Au-delà, s'étend la zone de plus grande densité des cultures arbustives. Le taux d'occupation s'y élève à 34,54 % (1.078.70 ha), soit un peu plus du tiers de la terre disponible. Il est particulièrement significatif que, dans un espace grossièrement circulaire de 5 km de rayon autour du village, à peine plus du tiers des terres soit effectivement exploité, alors que les possibilités pédologiques permettraient qu'elles le fussent en totalité (absence de reliefs stériles, de zones désertiques) — en dehors du plan d'eau de la Comoé. Cette structure évoque en apparence les sols d'un terroir européen moyenâgeux à jachères parfaitement harmonieuses.

Aux extrémités nord et sud du terroir, le taux d'occupation devient dérisoire : 3,86 %. Cette zone de plantations clairsemées ramène le taux général de l'ensemble à 16,36 %, soit une occupation à peine supérieure au 1/6 des terres disponibles.

La référence à une structure agraire européenne se justifie encore si l'on prend l'exemple de la toponymie des lieux-dits du terroir qui sont autant de quartiers : 73 au total (cf. carte h.t.1). Celle-ci relève des marigots principalement (Bâ Si, Comoé Anoua, Tiopo, Tebi, Adiacongora, etc.), des rapides de la Comoé (Boitré, Amanvo, Abou Benian), des légers mouvements du relief (Galébo Boka, Kétébo Boka). Elle est plus généralement en relation avec le patronyme du premier occupant du secteur forestier considéré auquel est accolé le suffixe « kro » (1) (Tabykro, Ambakro, Naleykro, N'Zuédouadiokro). Plus rares sont les lieux-dits n'ayant aucun lien avec ces critères (Benia Befouen, Bianouan Ganda (Carrefour de Bianouan), Congo Dia (« C'est très loin »), Bahéminou. Cependant les planteurs, sitôt qu'ils possèdent 3 ou 4 parcelles groupées, désirent donner leur nom au lieu, même s'ils n'y ont pas construit le moindre campement, et voudraient, par orgueil, faire oublier le nom que le quartier portait traditionnellement jusque-là. Par exemple, l'habitude s'installe d'appeler Prakro le quartier de Pébrou, où un gros planteur Adé Pra Augustin possède la plus grande partie de sa propriété.

Cette multitude de quartiers, ce cloisonnement de la terre sous une toponymie qui témoigne du passage de l'occupation humaine, s'oppose à l'anonymat de la forêt, désignée par ailleurs, par le seul vocable de *ehouayae*.

Qu'ils aient ou non été à l'origine de l'appellation de tel ou tel quartier, les campements matérialisent l'implantation humaine. Ils en attestent aussi la dispersion. Leur fonction est marquée par leur taille et leur type de construction. Quatre d'entre eux peuvent être qualifiés de hameaux car différentes familles y vivent à demeure et ils se composent de nombreuses cases construites « en dur ». Les 73 autres ne sont que des abris temporaires, précaires édifices de lattes de palmes montés sur pilotis et couverts de papo.

En toute logique, leur implantation et leur multiplication ne se concevraient normalement qu'à partir d'une distance assez grande du village, en principe égale ou supérieure à 2 km, pour justifier leur épisodique fonction d'abri. La réalité est toute différente. On en compte 14 sur la rive gauche de la Comoé et 17 dans un espace très réduit sur sa rive droite, distants de moins de 2 km de Bettié. Dans le dernier cas, l'explication peut être donnée par l'obstacle que le fleuve oppose aux communications avec le village, et par la densité locale des plantations.

Par contre, dans les quartiers éloignés, les campements sont très clairsemés, même dans les secteurs où la densité parcellaire est relativement élevée.

Ce phénomène relève de la psychologie paysanne et mérite une explication. Dans la zone circumvillageoise, l'individualisme très pointilleux conduit chaque planteur à construire son propre campement aussitôt que sa plantation a quelque peu prospéré. Ainsi, à l'ouest du fleuve, on peut constater que cet individualisme est à l'origine de la prolifération de campements dont l'impérative nécessité n'est pas évidente, en dépit de la crue annuelle de la Comoé : le village est tout proche.

Ne faut-il pas rechercher ailleurs la cause de cette densité insolite de l'habitat temporaire ? Lorsque le planteur a embauché une équipe de manœuvres pour travailler l'une de ses plantations,

(1) Village, hameau, groupe de cases.

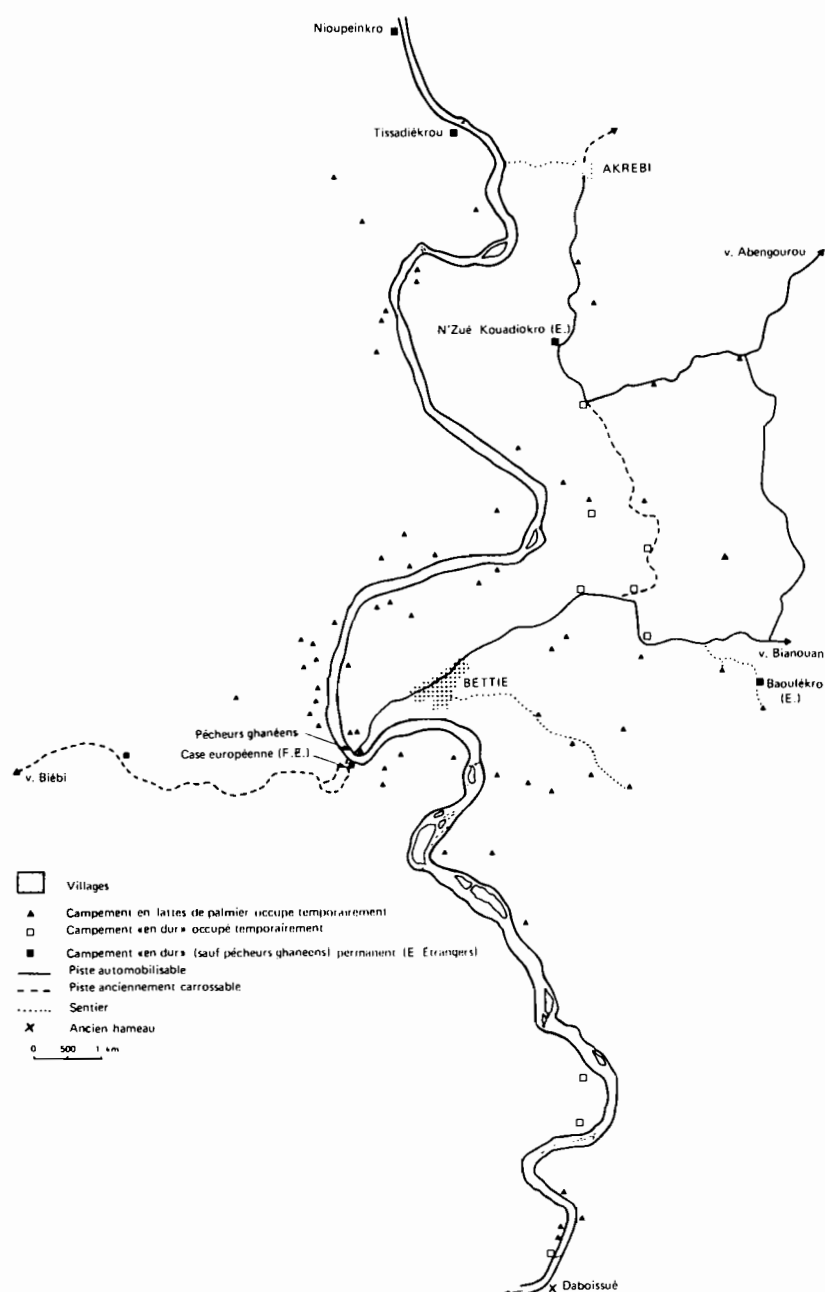


Fig. 13 – Carte des campements

même située près du village, de multiples raisons l'incitent à les faire résider en permanence sur le lieu de leur travail, donc à leur construire un abri. D'une part, ils assurent une présence constante sur la plantation et ne subissent pas la tentation d'être distraits de leur ouvrage. En second lieu, ils sont tenus éloignés de l'atmosphère du village, réputée nocive à cause des palabres. Enfin, ils ne courent pas le risque d'être sollicités par des patrons plus engageants.

Dans les secteurs plus éloignés, la solidarité joue plus à fond, les craintes s'estompent. Il n'est pas rare que plusieurs planteurs utilisent à tour de rôle ou simultanément le campement de l'un d'eux. Les arrangements amicaux sont plus courants et le manœuvre étranger trouvera très facilement refuge et logement dans n'importe quel campement voisin de la plantation où il s'est engagé (cf. fig. 13).

L'examen du parcellaire fait donc ressortir le faible taux général d'occupation du sol, une dispersion à deux niveaux : agrégats coalescents d'une part, foisonnement de micro-implantations d'autre part, ainsi qu'une apparente anomalie : la densité croissante des campements au fur et à mesure que l'on se rapproche du village.

2. — L'IMPACT LIGNAGER SUR LE TERROIR

De l'examen du cadastre qui affiche une dispersion accentuée de l'occupation agricole, et, partant, une faible occupation humaine, il ressort que le mode d'attribution de la terre vierge, le mode de dévolution de la terre cultivée, favorisent encore l'anarchie de cette distribution. Il faut en rechercher les clés dans ces deux facteurs.

Sans revenir sur l'absence de contrainte imposée par des groupements ruraux voisins, il convient de souligner cet aspect de vacuité de l'espace forestier local pour expliquer la liberté d'occupation qui règne sur les terres. A terre vide, terre libre. La formule qui justifie le droit du premier occupant s'applique de façon nuancée à Bettié, car en fait la terre est toujours appropriée, le chef de terre étant le roi traditionnel dont le descendant détient actuellement la chefferie du canton. Le village est composé de 6 lignages, d'un fragment de lignage d'un village voisin, et de planteurs étrangers. Une carte de la projection lignagère sur le terroir (carte h.t.n° 2) est intéressante à un double titre : d'une part, on peut mesurer à l'importance des terres occupées par tel ou tel lignage, la taille de son effectif humain ; d'autre part, l'agencement des parcelles doit faire ressortir l'impact de chacun d'eux dans telle ou telle direction du terroir.

Un premier examen de la carte apparaît négatif dans la mesure où les couleurs indiquant les lignages sont représentées dans toutes les directions. Il est impossible d'en distinguer deux sur le terrain en les séparant par une frontière imaginaire. Cependant, un examen plus détaillé laisse entrevoir certaines tendances : tendance pour le lignage-chef (*aoulo-peign*) de cultiver vers le nord, le nord-est et l'est du terroir, alors que les 5 autres lignages autochtones paraissent grouper leurs cultures vers l'ouest, le sud-ouest et surtout en pays attié, sur la rive droite de la Comoé. Leurs plantations y sont extrêmement mélangées, encore que la représentation du lignage-chef soit loin d'y être négligeable.

On constate de la même façon cet éparpillement anarchique dans la répartition des plantations appartenant à des étrangers immigrants. Si leur préférence reste pour la zone du lignage-chef, explicable par le fait que tout étranger voulant devenir planteur doit toujours en demander la permission au chef de terre, on les retrouve en fait partout, c'est-à-dire au milieu de zones plus particulièrement occupées par les autres lignages.

Le tableau 3 fait apparaître l'importance des plantations selon les lignages.

Tableau 3

Lignages	Superficie (ha)	Nombre de chefs d'exploitation (1)	Moyenne par chef d'exploitation (en ha)
Assandé Bénié (Chef)	860.50	73 (+ 13)	11.78
Assao Kacou	148	22 (+ 9)	6.70
Bénié Amatta	148.61	22 (+ 9)	6.70
Eba Kassi	13.21	3	4.30
Melan Amangoua	27.47	5	5.40
N'Deffo Djacou	32.13	4	8.00
Koffi Tondo (Fragment)	24.79	3 (+ 2)	8.00
Etrangers	180.11	37 (+ 5)	4.86

Le constat de cette dispersion lignagère, explique que le terroir ne s'ordonne pas exactement par rapport au village mais par rapport aux facilités de communication (routes et fleuve) et que le réseau des sentiers pédestres ne s'étoile pas à partir de l'agglomération villageoise.

(1) Entre parenthèses, femmes possédant une plantation.

Une autre explication peut être avancée : l'absence d'une distribution ordonnée entre les lignages est une preuve supplémentaire de l'abondance des terres forestées et de son corollaire, leur liberté d'appropriation.

En effet, pourvu qu'il soit Agni de Bettié, n'importe qui peut cultiver n'importe où, sans avoir à s'adresser au chef de terre ou à un quelconque chef de lignage. « Je n'ai pas demandé la terre, puisque je suis de Bettié », répondent, étonnés, les planteurs à qui l'on pose la question. S'il ne demande pas la permission de cultiver à une instance supérieure, il est d'usage — par simple correction — de demander au planteur le plus immédiatement voisin de l'espace que l'on envisage de défricher s'il ne voit pas d'inconvénient à une installation qui pourrait devenir pour lui une gêne éventuelle à l'extension de ses cultures. Après entente — il est très rare qu'un palabre s'élève dans ce cas — l'occupant devient possesseur du terrain qu'il défriche. Il peut le transmettre par héritage et même le vendre. Le chef coutumier n'est pas avisé, aucun cadeau ne lui est fait.

Le cas est légèrement différent pour les femmes. Lorsqu'une d'entre elles veut créer un champ vivrier, elle le fait généralement aux abords du village, ainsi qu'en témoigne, sur le plan parcellaire, l'exiguïté de ceux-ci, dans une zone laissée en friche (1) depuis de nombreuses années, donc sur une terre déjà appropriée et abandonnée. Cette culture est portée le plus souvent sur la terre d'un membre de son lignage ou de sa famille (mari généralement). Dans ce cas, elle doit avertir de son intention le membre de la famille en question ou le parent. Aucun refus ne lui est signifié, mais elle doit parfois marquer l'approbation par un petit cadeau : canari de bangui ou vin de palme (valeur 50 F CFA), bouteille de vin importé (valeur 125 F. CFA). De même, si elle veut créer de toutes pièces une plantation arbustive, elle doit avertir, d'une part le chef de lignage de la zone où entrera la future plantation, et d'autre part, son futur voisin immédiat. Le cadeau n'est pas plus obligatoire que dans le cas précédent, mais il est beaucoup moins fréquent, peut-être du fait qu'assez peu de femmes créent des plantations arbustives.

Les jeunes gens, du moins ceux qui ont atteint l'âge de 12 ou 13 ans et ne sont pas scolarisés, songent déjà à créer une plantation. Ils le font en général aux abords immédiats de celle de leur protecteur familial, père, oncle ou tuteur. Ils lui demandent, non pas la terre, mais l'autorisation de défricher « auprès de lui ». Celle-ci est toujours accordée sans contrepartie, le jeune homme travaillant toute l'année pour son père chez qui il vit, ou pour son oncle. Il aura tendance à créer sa plantation auprès de l'exploitation paternelle, dans la mesure où il peut espérer l'héritage de l'ensemble ou d'une partie de cette propriété. Ayant, dans certains cas, la certitude de l'héritage avunculaire et des espoirs sur une partie de l'héritage paternel, il jouera éventuellement sur les deux tableaux, en créant à la fois une parcelle aux abords de la plantation de l'oncle et une aux abords de celle du père.

Plus spectaculaire est le cas du jeune planteur désireux de s'émanciper : il va créer sa plantation indépendamment de ses attaches familiales. N'ayant à demander la terre à personne en tant que membre de la communauté agni, il ira défricher sa parcelle loin de toute zone déjà mise en culture, au cœur même de la « forêt noire ». Seule la photo aérienne permet de repérer ces parcelles isolées, dont la plupart des planteurs depuis longtemps installés dans le secteur ignorent l'existence. Le cadastre révèle, excentriquement au gros bloc central du parcellaire, ces avant-postes pionniers, isolés au cœur de la forêt, au bout d'un long sentier filiforme. Il faut voir dans cette soif d'isolement, le souci du jeune planteur de « s'arrondir » plus tard à partir du défrichement initial : de nouvelles parcelles seront créées à côté de la plantation pionnière qui pourra s'étendre sans rencontrer d'obstacles.

Assez différent se présente le système d'attribution de la terre aux étrangers. Celui-ci dépend avant tout de la durée du séjour au village de l'immigrant, au moment où il décide de demander de la terre, donc de se sédentariser.

En règle générale, le processus d'installation est le suivant : à son arrivée, il s'installe comme manœuvre journalier ou contractuel chez un planteur qui le loge et, s'il est sociable, dont il partage la vie. L'étranger peut ainsi rester plusieurs années consécutives le manœuvre du même planteur, et devenir en quelque sorte son « client ». Il est logé, nourri, mais rend de menus services, par exemple défriche un petit coin de brousse secondaire où la femme du planteur bouturera son manioc et plantera son gombo. Des liens affectifs, qui se superposent au contrat, peuvent se nouer. Le planteur, d'ailleurs à cause de la pénurie de main-d'œuvre, a tout intérêt à se l'attacher : il l'autorisera par exemple, s'il

(1) Et non en jachère, car la rotation des cultures est une notion inconnue à Bettié.

en manifeste le désir, à débrousser une portion de forêt à côté de sa propre plantation. Il agit là en quelque sorte, comme il le ferait envers son propre fils. Le manœuvre, pour témoigner sa reconnaissance, offrira une charge de café ou de cacao à son « patron » lorsque sa plantation sera entrée en production, ou bien défrichera pour lui gratuitement la portion de forêt qui constituera la nouvelle parcelle de son patrimoine l'année suivante. Ainsi trouve-t-on souvent les parcelles des étrangers enclavées ou accolées aux plantations des propriétaires autochtones dans la mouvance desquels ils ont été quelques années auparavant.

L'intérieur de la grande zone centrale du cadastre est constellé de parcelles d'immigrants. Le manœuvre, dans la plupart des cas, est resté souvent dix ans contractuel avant de penser à créer sa plantation personnelle. Pendant de nombreuses années encore, il continuera souvent à « faire contrat » pour la même planteur, alors que sa propre plantation est entrée depuis longtemps déjà en production, cumulant ainsi deux sources de revenus. Ce n'est qu'au moment où sa propriété est suffisamment en rapport pour le nourrir, qu'il cesse de travailler pour autrui.

Propriété foncière 29
Le sous-signe p. ou D. ou planteur a
Autre (p. ou D. ou planteur) a

Ceci est en quelque sorte le schéma traditionnel. Cependant le manoeuvre récemment venu au village, désire plus rapidement que ses aînés passer de la condition de salarié à l'état de propriétaire terrien. Après 2 ou 3 années de travail sous contrat, il s'adresse au chef de canton et non plus à son ancien bailleur, pour lui demander de la terre. Celui-ci désigne, dans un quartier de la zone plutôt réservée à son lignage, une portion de forêt à défricher. Le chef de village, son subordonné, doit ensuite lui indiquer l'emplacement proposé et la direction dans laquelle il pourra s'étendre. Celui-ci fait alors le traditionnel cadeau d'un mouton, d'une bouteille (ou deux) de gin au chef de canton. Ce présent s'accompagne rarement d'une petite somme d'argent, ce qui souligne la faible valorisation de la terre, et partant, son abondance (cf. ci-contre, photocopie de ce type d'acte où cette exception est mentionnée, dans le cas précis). Une fois ce présent offert, le nouveau planteur pourra à l'avenir multiplier ses parcelles sans en référer à nouveau au chef, sans renouveler sa demande de terre ni son cadeau. Il pourra même fonder de nouvelles plantations dans d'autres secteurs différents du terroir sans autres démarches. Considéré alors comme avec ses futurs voisins immédiats.

Cette pratique tend, en somme, à marquer le droit de préemption des Agni sur la terre, et dans l'espace, à favoriser encore une dispersion du parcellaire et une extension du terroir déjà importante par ailleurs. Comment cette absence de structuration se traduit-elle sur le plan individuel?

3. — LA DISTRIBUTION PARCELLAIRE AU NIVEAU DES INDIVIDUS

Les 38 planteurs dont la propriété individuelle couvre une superficie supérieure à 10 ha, ont servi d'échantillon particulièrement représentatif pour la réalisation de la carte (carte h.t. 3) car ils totalisent 826.18 ha, soit 57,6 % de la superficie cultivée du terroir. D'autre part, leur propriété est toujours l'addition de plusieurs parcelles dont la caractéristique est, à une exception près, de n'être jamais d'un seul tenant. Elle subit un morcellement en 2, 3 ou 4 agrégats ou ensembles de parcelles qui se présentent soit en bloc de quelques unités d'un seul tenant, soit dispersées dans un quartier, à faible distance l'une de l'autre. Ces agrégats peuvent aussi bien se situer dans des quartiers voisins, comme à des dizaines de kilomètres l'un de l'autre. C'est le cas par exemple pour l'une de ces propriétés : le n° 17 de la carte. Il faut, pour en atteindre les divers éléments, une journée entière de marche et de pirogue, la première parcelle étant située au nord non loin d'Akrébi, et les autres à l'extrême sud (Daboissué), accessibles seulement par pirogue.

La répartition des 38 propriétés envisagées s'établit ainsi :

29

Propriété foncière.

Je soussigné j'ai ou Diari, planteur à
Petite (Péligorobon) reconnais avoir
autorisé le nommé Bernier Sabou
originaire de Ngbe de créer une plantation
auprès de la mienne.

Suivant cet accord par devant les
tenants de desous de Nieuw Birma Lator
a versé suivant conditions:

Mme Bartville de Jure

une somme de 2500 cinq cents francs
Cash.

Par ce motif le sieur Bernier
Sabou n'a plus rien à payer et devient
le propriétaire légitime de la dite plantation.

Le moins

Belle fontaine, chef du village
Andé Gamin, Notable
Eggaré Naudou et
G. Suwou, Kinga et
Bosou Kacan, Ajouté aux chefs, King
Font à Petite de Ngbe 1894

Exploitation	d'un seul tenant	:	1
»	en 2 blocs	:	9
»	» 3 »	:	13
»	» 4 »	:	8
»	» 5 »	:	1
»	» 6 »	:	4
»	» 7 »	:	2

On recherche en vain, si l'on isole l'un de ces planteurs, une spécialisation de tel ou tel bloc pour telle ou telle culture, que pourraient expliquer la topographie et la pédologie. De fait, cette spécialisation se rencontre, mais exceptionnellement et relativement, par exemple dans le quartier de Bâ Si où le propriétaire n° 2 possède une grande partie de ses plantations, groupées dans une région de *boka* peu élevés où prédominent les sols rouges souvent gravillonnaires qui conviennent au caféier. Il a planté là 26.60 ha de café, mais aussi 27 ha de cacao sur un sol qui présente partout la même texture.

De la même façon aucun regroupement par âges de chacun de ces ensembles ne peut être discerné. Il apparaît cependant, pour tel ou tel planteur, que l'un de ses lots de culture est, pris globalement, d'âge plus ancien que les autres. C'est dans le mode de dévolution des terres, dans le jeu compliqué des héritages, qu'il faut rechercher une partie de l'explication.

A. L'HERITAGE CHEZ LES HOMMES

L'adoption du Code Civil Ivoirien en 1964 règle définitivement, sur le plan théorique du moins, l'épineux problème de l'héritage. A Bettié comme dans tout le pays agni, s'appliquait la transmission matrilineaire du patrimoine. Dans le système traditionnel, le neveu, fils de la sœur aînée du défunt, devenait l'unique héritier de ses biens fonciers comme de ses veuves, et le tuteur de ses enfants. Ce système a fortement évolué. L'évolution tient essentiellement aux nouvelles données de la vie paysanne, où s'est introduite la riche économie des cultures industrielles. A l'heure où la loi tranche le débat, en faisant du fils l'héritier des biens du père, il est intéressant de constater, dans un village comme Bettié, une évolution profonde de ce système et d'étudier comment la coutume s'est vue respectée ou contournée. Dans le système matrilineaire agni, le neveu (*aboussoua*) était toujours l'héritier de son oncle maternel. Le fils du frère du défunt n'étant pas considéré comme neveu, ne porte pas de nom distinctif. Cependant, avant que l'héritage ne lui parvienne, le neveu devait attendre que tous les frères germains de sa mère soient décédés. Le schéma théorique de la figure 14a montre comment héritent tous les frères issus de la même mère avant que l'héritage passe à la génération du neveu.

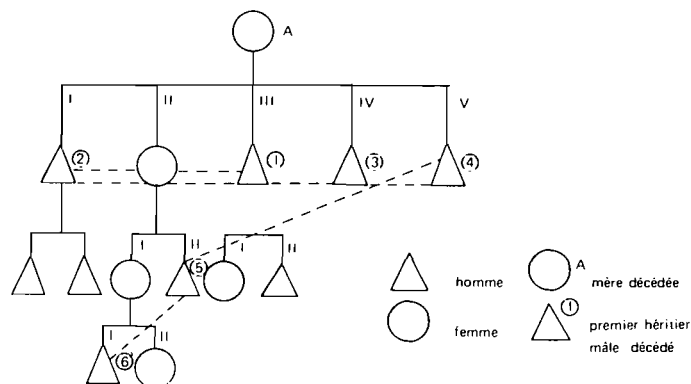


Fig. 14a — Mode de dévolution des biens fonciers : schéma traditionnel

Les 5 enfants de A, 4 garçons et une fille, ont un âge qui va décroissant de I à V. Admettons que l'aîné ait 2 garçons, la fille II et le fils III, chacune une fille et un garçon. Si III décède le premier (I), l'héritage passe en totalité à l'aîné I (2), puis, à sa mort, au fils IV (3), enfin au fils V (4). Ce n'est qu'à la mort de V, que l'héritage passe au fils de sa sœur II (5) et ainsi de suite (6).

Ce type de dévolution des biens ne laissait aucun droit au fils. Il n'est plus guère respecté aujourd'hui. Le fils travaille avec son père jusqu'à son mariage, voire même après, puisqu'un fils marié doit travailler le lundi sur l'exploitation paternelle. Il paraît injuste que celui-ci, qui a participé à la création des champs avec son père, n'ait plus aucun droit sur eux après sa mort, et que ces droits passent à un neveu qui n'a pas peiné pour les débrousser, et ignore souvent jusqu'à leur emplacement !

La place que s'est taillée le fils dans la succession n'a cessé de grandir. Elle a trouvé une forme stable et définitive dans les articles du Code Civil récemment promulgué. A l'époque où celui-ci allait être appliqué, confusion et anarchie régnaient dans le droit coutumier si bien que, dans le village, beaucoup de planteurs parmi les plus évolués et les plus lucides, appelaient de leurs vœux une réforme juridique émanant de l'Etat.

Du fatras des multiples interprétations particulières de la coutume à ce stade d'évolution, on peut tirer deux conclusions : le patrimoine foncier se fragmente ; il ne passe plus en bloc au neveu. La figure 14b fournit quelques exemples de formules susceptibles d'être appliquées. Le neveu conserve en général la plus grosse part de l'héritage, mais celui-ci lui parvient souvent directement, sans passer par le relais des frères du défunt. Il y a donc saut immédiat à la génération suivante, avant l'épuisement de la lignée masculine aînée (cf. cas n° I et II). Même constatation d'ailleurs avec l'héritage du fils.

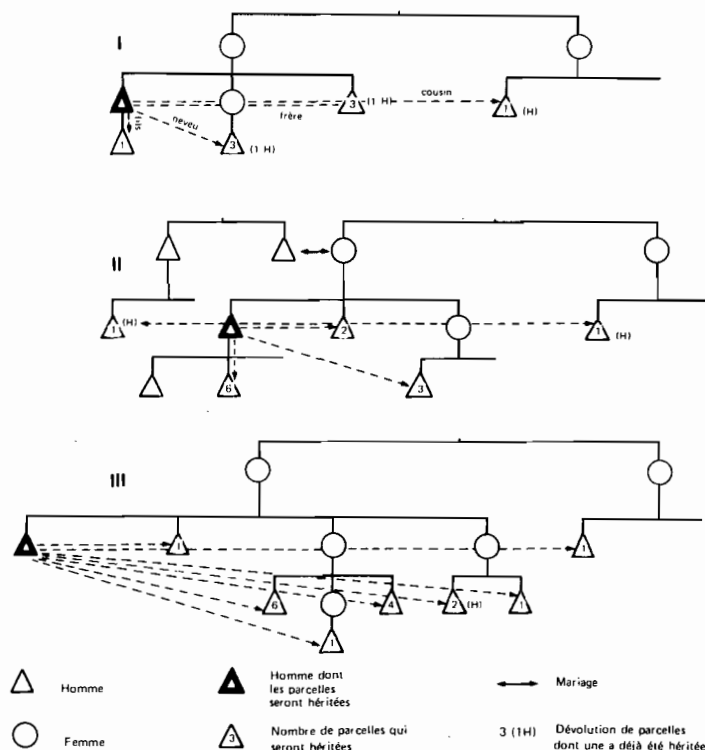


Fig. 14b – Mode de dévolution des biens fonciers : adaptation actuelle de la tradition

Le trait le plus caractéristique réside dans la dispersion du patrimoine entre différents membres de la famille, de générations différentes : neveu, fils, frère, cousin, etc. (cf. l'ensemble des 3 cas exposés), et même au fils du frère (ceci, sans constituer un phénomène général, n'est pas une exception). Cet éparpillement délibéré de l'héritage traduit les hésitations et l'inquiétude du planteur avant sa mort au sujet de la dévolution de ses biens, ainsi que la prise de conscience d'une certaine forme de justice. Le type de succession traditionnelle ne le satisfait plus et il veut affirmer sa volonté d'indépendance en faisant hériter celui qui, à son point de vue, le mérite, autrement dit, celui qui l'a aidé le plus consciencieusement, et a pris au mieux soin de ses intérêts. Peu à peu, avant la lettre, la notion de mérite supplantait la vieille tradition coutumière. Cependant la coutume n'était pas bafouée pour autant : la règle subsistait, impérieuse, du principe qu'une terre acquise par héritage fût transmise toujours par succession matrilinéaire, donc qu'elle passât au neveu. Pour concilier ces tendances apparemment divergentes, il est fait appel à des trésors d'ingéniosité. Par exemple, le planteur n° 1 (carte h.t. 2) a reçu un très gros héritage. Tenu dans l'impossibilité morale de léguer ce

patrimoine à ses fils, il s'est efforcé de créer lui-même d'autres plantations pour pouvoir les leur laisser. Les schémas de la fig. 14b traduisent aussi le désarroi des planteurs, ce qui n'empêche pas certains d'entre eux de suivre aveuglément le système traditionnel décrit par la figure 14a.

L'analyse de la complexité atteinte par le système de dévolution des biens fonciers ne doit pas faire oublier que nous avons travaillé sur les réponses d'hommes vivants, susceptibles de modifier leur jugement, de revenir sur leurs intentions. De plus, le testament écrit est ignoré et les volontés du planteur peuvent être reconsidérées après sa mort ou purement et simplement rejetées par la famille des héritiers coutumiers, si elles ne correspondent pas à leurs vœux. En prévision de ces tensions, quelques planteurs prévoyants, parvenus au seuil de la vieillesse, lèguent de leur vivant une ou deux parcelles à leur fils. Cela représente pour celui-ci une récompense stimulante ou du moins un encouragement, et pour celui-là, la certitude que son patrimoine n'ira pas, après sa mort, à tel frère ou neveu, pour qui il n'a aucune inclination.

Ainsi, le jeu des héritages conduit à une grande dispersion du patrimoine foncier individuel. Les parcelles héritées sont presque toujours situées dans des quartiers où, jusque-là, l'héritier ne possédait rien. Ainsi s'explique mieux cet éparpillement de la propriété foncière, en « petits groupes » de champs éloignés. L'exemple caricatural est fourni par le planteur n° 19 que nous avons déjà cité. Ayant créé ses propres champs aux abords du village d'Akrebi, il a par la suite hérité de vieilles cacaoyères, à l'extrémité méridionale du terroir, ce qui lui occasionne des déplacements extraordinairement pénibles et longs, sur les pistes et le fleuve.

B. L'HERITAGE CHEZ LES FEMMES ET LES ETRANGERS

Le jeu des héritages est moins complexe que du côté masculin, tout d'abord par le faible nombre des plantations arbustives appartenant à des femmes. Un principe n'est jamais enfreint : une femme est toujours l'héritière d'une autre femme. Les biens fonciers vont, soit à la sœur (aînée d'abord, cadette ensuite), soit à la fille aînée, soit à la nièce. Cependant, le faible volume de ces plantations ne permet pas de conclure à une nette dissémination de leur patrimoine à partir de l'héritage.

Chez les étrangers (Baoulé en majorité), le patrimoine foncier se transmet en bloc, sans aucun fractionnement, au fils aîné ou au parent qui a aidé à fonder et cultiver les plantations et à lui seul, en dépit du système d'héritage qui, là encore, est traditionnellement matrilineaire. Ce fils aîné, qui a souvent créé sa propre parcelle auprès de celles de son père, voit, à la mort de celui-ci, son domaine s'agrandir d'un seul tenant. La faiblesse numérique de la « colonie » étrangère (36 planteurs), empêche cependant ce phénomène d'imprimer sa marque dans le paysage agricole.

Il est donc certain que l'absence de lignes de force physiques et humaines, concourt à l'anarchie et à l'hétérogénéité de ce terroir agricole. Il faudra chercher ailleurs les fondements d'une certaine unité.

4. — LA REPARTITION DANS L'ESPACE DES DIVERSES CULTURES SELON LEUR NATURE (carte h.t. 4)

L'observation du plan cadastral permet de faire deux remarques essentielles :

La première est d'ordre qualitatif. Ce terroir paraît avoir pour vocation une agro-arboriculture réduite à deux espèces botaniques : cacaoyer et caféier. Pas de cultures vivrières, ou très peu. Caféières et cacaoyères parsèment l'ensemble du terroir jusques et y compris aux abords immédiats du village. Elles s'infiltrèrent parmi les minuscules parcelles de manioc de la ceinture des jardins de cases.

La population peut-elle raisonnablement tirer de cette dernière toute sa subsistance quotidienne ? Où est donc cultivé le bananier-plantain, pièce maîtresse de l'éventail de plantes vivrières de consommation courante ?

Toujours cultivé en association sur les parcelles ouvertes dans la « forêt noire », le bananier n'apparaît jamais sur la carte des cultures de base. Il est pourtant omniprésent dans les cacaoyères et caféières de moins de 4 ans. Sa plus ou moins grande productivité décide souvent le planteur d'ouvrir ou non un champ nouveau. C'est la première plante mise en terre sur une défriche nouvelle ; elle y est suivie d'une foule de légumes ou condiments entrant dans la composition des sauces domestiques

(taro, gombo, piment, arachides, aubergines, tomates, etc.) et enfin de « l'arbuste noble » (cacaoyer ou caféier); elle est éliminée naturellement au cours des quatre années, au fur et à mesure de la baisse de production des régimes.

La deuxième remarque porte sur la distribution dans l'espace des plantations commerciales. L'observation directe se trouve confirmée par la carte. On trouve « de tout, partout », à cette nuance près que les terres noires et riches des terrasses de la Comoé portent plus régulièrement qu'ailleurs des cacaoyers. Autrement dit, les caféières sont très schématiquement distribuées en plus grand nombre à l'intérieur des terres, de part et d'autre de la Comoé, sans référence à la topographie ou à la texture du sol. Les autres cultures ne valent que pour mémoire : en culture pure, elles ne concernent respectivement qu'une parcelle d'ananas, d'orangers et de cocotiers (3 ha).

A. LA MASSE DES PLANTATIONS

Les cultures portées sur la carte se divisent sommairement en trois groupes distincts : café, cacao et manioc. On doit cependant, au sein des deux premières, mettre en lumière la place de choix occupée par le bananier, qui n'apparaît seulement qu'en filigrane.

Les superficies brutes se répartissent ainsi :

Cacaoyères	1.015.87 ha	}	1.393.10 ha	682 parcelles
Caféières	: 325.59 ha			226 parcelles
Mélange café-cacao	: 51.64 ha			57 parcelles
Cultures vivrières pures (manioc) + cultures diverses :	41.54 ha			159 parcelles

Le terme de monoculture cacaoyère est sans doute exagéré pour définir l'agriculture de Bettié. Toutefois, l'écrasante suprématie du cacaoyer est manifeste, de même que la dérisoire étendue des cultures vivrières pures (manioc). Ces chiffres ne doivent cependant pas faire illusion ni faire oublier que l'espace cultivé se décompose en réalité en un terroir spéculatif de plantations adultes superposé à un terroir nourricier de jeunes plantations où règne, pendant 4 ans, le bananier-plantain. Le premier représente 58,2 % des terres défrichées, le second 19,4 % en lui adjoignant les 41 ha de manioc (tableau 4).

Tableau 4

Plantations de	Portant des cultures vivrières (bananier) (ha)	en « brousse d'ombrage » (ha)	productives (ha)
Cacao	191.08	236.23	529.32
Café	23.42	11.87	289.85
Mélange (cacao + café)	23.52	9.75	16.52
Total	238.02	257.85	835.69

Considérons le premier lot de 238 ha portant du bananier : sa productivité n'est pas homogène. Une plantation de première année ne produit pas ; c'est encore un nouveau défrichement. Inversement, sur un champ de quatrième année, les espèces vivrières initiales ont été progressivement éliminées en quasi-totalité ; la production bananière y est en voie d'épuisement. Seuls subsistent quelques pieds de bananiers déjà gagnés par une brousse qui n'est plus éliminée (entrée de la parcelle en « brousse d'ombrage »). On peut donc considérer comme seules valablement productrices des plantations de 2^e et 3^e années : elles, et elles seules, forment l'essentiel du terroir nourricier avec le petit « terroir à manioc » ceinturant le village.

Tableau 5

Années	Cacao (Ha)	Café (Ha)	Mélange (Ha)	Total (Ha)
1964	78.09	11.06	5.04	94.19
1963	65.28	9.44	9.17	83.89
1962	28.55	1.09	5.66	35.29
1961	85.69	7.97	6.76	100.42

Le tableau 5 montre que ces plantations de 2^e et 3^e années (créées en 1963 et 1962) totalisent, avec l'addition du « terroir à manioc », 119 ha. Ainsi, 11 % seulement de la superficie totale cultivée est utilisée pour le ravitaillement de la population. C'est peu. Il y a là un signe de déséquilibre que les gains monétaires procurés par les produits de cueillette ne peuvent prétendre contrebalancer.

B. LA TAILLE DES PARCELLES

Dire que la taille moyenne des parcelles est de 1.27 ha ne donne guère une image précise de la physionomie du terroir, car il n'existe aucune commune mesure entre le champ de cultures vivrières et celui de cultures industrielles, le premier étant de très faibles dimensions par rapport au second.

La superficie moyenne des parcelles de cultures vivrières pures est de 0.26 ha, et serait légèrement plus faible si l'on n'avait pas tenu compte des quelques parcelles classées « vivrier pur », et qui, en fait, étaient les nouveaux défrichements de plantations industrielles. Au moment de l'enquête, le vivrier (bananier, taro, maïs), était en terre, mais pas encore les plants de caféiers ou de cacaoyers.

Ainsi, prises séparément, les superficies moyennes des caféières et des cacaoyères voisinent : 1.44 ha pour les premières, 1.48 pour les secondes. Si elles ne s'élèvent qu'à 0.90 ha pour les parcelles peu nombreuses de mélange café-cacao, le fait est purement accidentel. On doit retenir de cette constatation chiffrée, que la mesure courante du verger commercial, c'est l'hectare, superficie enregistrée à de nombreuses reprises sur le fichier du parcellaire, mais la présence de quelques parcelles géantes (trois d'entre elles dépassent 10 ha) relève notablement la moyenne générale.

Le contraste de taille entre vastes champs industriels et champs vivriers minuscules témoigne apparemment chez le planteur d'une mentalité entreprenante, d'une volonté de se consacrer uniquement au domaine spéculatif. L'exiguïté de la parcelle vivrière accrédirait cette thèse : les ressources procurées par les produits de traite permettraient l'approvisionnement en produits alimentaires par le canal du commerce, et expliqueraient que les petits champs de cases ne fournissent qu'un appoint. En fait il n'en est rien et la crise vivrière à Bettié — et en tout premier lieu celle de la banane — est perçue d'un simple regard porté sur le plan cadastral.

5. — LA REPARTITION DES PLANTATIONS SELON LEUR AGE (Voir carte h.t. 5)

La plantation arbustive possède la qualité essentielle pour le géographe de fixer le terroir et surtout, de le fixer pour longtemps, jusqu'à un maximum de 15 ans pour le caféier et pendant une période beaucoup plus longue (30, voire 40 ans) pour le cacaoyer.

Une plantation « historique » créée lors de l'introduction du cacao à Bettié, dans les années 1920, existe encore de nos jours. Bien entretenue, les arbres morts régulièrement remplacés, elle fructifiait encore en 1964 ! Si la datation de cette parcelle, de par les faits d'histoire générale qu'elle évoque, s'est avérée assez facile, il n'en est pas de même des plantations ultérieures, pour lesquelles il faut se référer, faute de mieux, à la mémoire du paysan. C'est une source de renseignements assez aléatoire, sauf pour les parcelles récentes, plantées il y a moins de 10 ans, dont le souvenir reste frais à l'esprit du promoteur. En dépit des recoupements opérés, il faut parfois considérer les âges déduits

comme relatifs, ce qui n'enlève rien à la valeur d'une photographie du terroir cultivé. Sur la carte, une auréole de très vieilles plantations antérieures à 1938 s'ordonne autour du village, mais de façon plus régulière le long de la Comoé : la vallée du fleuve a depuis longtemps attiré la culture cacaoyère. L'occupation avait une direction plus linéaire qu'aujourd'hui, d'amont en aval. Vers le sud, on retrouve les vieilles plantations alors rattachées au hameau aujourd'hui disparu de Daboissué, qui ont été héritées par des planteurs de Bettié. Au nord, la présence d'un gros campement permanent agni fait également se perpétuer un noyau de plantations très anciennes. Après 1958, les champs s'ordonnent assez régulièrement autour de la zone pionnière ancienne en un schéma plus classique de terroir à auréoles concentriques. Deux zones de colonisation intense et rationnelle sont nées à partir de cette date : au nord, au carrefour de l'ancienne et de la nouvelle route d'Akrébi, et au sud, au carrefour de la route de Bianouan (Bianouan Ganda), cette clairière ayant été créée de toutes pièces, à l'écart de la route, par un groupe d'immigrants baoulé.

L'examen de la répartition par âges permet de déterminer, outre la dynamique, les possibilités du terroir et son potentiel réel de production.

Nous avons établi les critères moyens de temps de productivité suivants :

- de la 4^e jusque vers la 15^e année pour le caféier,
- de la 7^e jusque vers la 20^e année pour le cacaoyer.

Ainsi 518.29 ha (488.73 de cacao et 29.56 de café) ont moins de 7 ou 4 ans (donc sont improductifs), soit 36,1 % de la totalité de l'espace cultivé. D'autre part, 271 ha, tous de cacaoyères, soit environ 18,9 % de cet espace, ont plus de 20 ans et leur productivité en déclin devient rapidement négligeable. En somme 55 % du terroir (789 ha) demande aux planteurs des soins souvent attentifs pour un rapport pécuniaire nul ou presque nul. Il devient ainsi plus aisé d'expliquer que de nombreuses jeunes cacaoyères restent dans leur gangue de brousse dite « d'ombrage » un nombre d'années parfois impressionnant, à tel point qu'on les croit abandonnées définitivement. D'autre part, les planteurs s'obstinent à conserver de très vieilles cacaoyères où le débroussaillage est facilité par la présence de leur frondaison compacte qui interdit le croît d'une brousse arbustive, ceci en dépit de leur faible production.

Le diagramme du rythme annuel des plantations (fig. 15) montre un lent fléchissement du nombre des parcelles par abandon à la brousse. Souvent, lorsque la production vivrière est tarie et que le démarrage de la plantation arbustive a échoué, le planteur délaisse la parcelle plutôt que de procéder au remplacement des plants. Ceci est pratique courante en zone forestière. Malgré son irrégularité, la courbe remonte au cours des 10 dernières années et on constate en 1963 et 1964 une brusque relance de parcelles nouvelles (115 et 128), si on les met en parallèle avec les années 1960, 1961 et 1962 (59, 53 et 40). Ces chiffres traduisent sans nul doute les rumeurs (confirmées par la suite) concernant

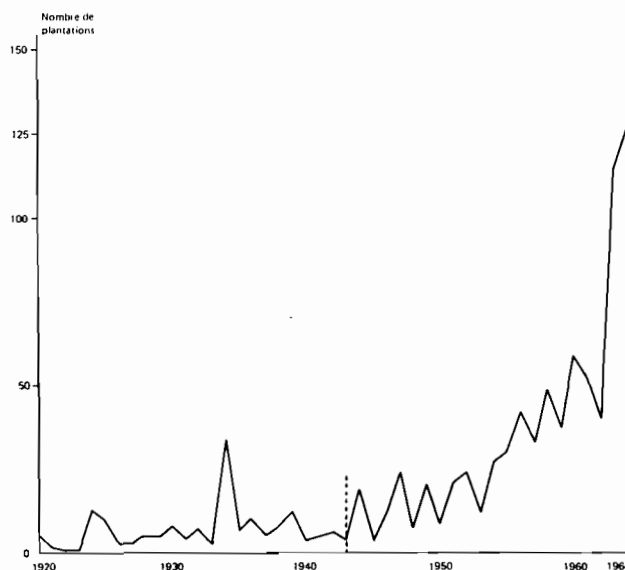


Fig. 15 — Age des plantations

l'interdiction administrative d'abattre la « forêt noire » pour créer des plantations nouvelles. Ces rumeurs ont été la cause d'une subite fièvre de déforestation, avant que la décision ne devienne effective en 1965. La courbe, outre cette récente flambée agricole, désigne deux époques d'intense fébrilité, en liaison avec le prix des produits. Les hauts cours du cacao pendant la guerre se sont traduits par un nombre plus élevé de parcelles entre 1944 et 1947. En second lieu, le deuxième âge d'or des prix des produits agro-industriels (surtout le café) dans les années 1955 s'est répercuté sur l'activité de plantation et se retrouve, légèrement décalé (le temps de la prise de conscience) en 1956-1957 par un accroissement très net des plantations.

Cette constatation n'est certes pas particulière à Bettié. En basse Côte-d'Ivoire, on retrouve partout une corrélation entre montée du prix des produits agricoles et augmentation des plantations nouvelles, mais à Bettié plus qu'ailleurs le croît général annuel n'est pas stable. Il est conditionné en grande partie par la plus ou moins grande abondance des récoltes vivrières, en l'occurrence de banane-plantain. Il semble que le planteur soit logiquement poussé à augmenter son potentiel de production cacaoyère, mais qu'il y soit surtout contraint par la nécessité de produire de la banane, donc de défricher la « forêt noire ». Les nouvelles interdictions vont rendre sa situation angoissante. Il sera forcé de trouver des solutions inhabituelles auxquelles rien ne le préparait : planter à nouveau sur des emplacements anciennement cultivés et depuis longtemps abandonnés à la brousse secondaire ; bouturer du manioc sur ces vieilles jachères qui ne peuvent plus convenir au bananier gourmand de terres vierges ; modifier de ce fait ses habitudes alimentaires. Quelle sera la répercussion sur la culture arbustive ? Un arrêt brutal de l'extension des plantations nouvelles ? Une amélioration notable des soins apportés aux plantations existantes qui induirait un accroissement des rendements ? La question reste posée.

L'établissement des différentes cartes relatives au terroir, met en relief les idées maîtresses qui le régissent :

- liberté d'installation dont le corollaire est un faible taux d'occupation, et une occupation de type « clairière ». D'autre part, dispersion des champs en règle générale ; non pas une dispersion singulière, mais par groupes de champs, par masses ;

- complexe arbustif cacao-café, avec une nette suprématie du cacaoyer qui respecte relativement les critères pédologiques ;

- importance du handicap vivrier qui incite souvent le planteur à créer un champ arbustif pour assurer sa subsistance quotidienne pendant 2 ou 3 ans.

La présence de plantations arbustives pose des problèmes agricoles particuliers de création et d'entretien, dont la configuration géographique, le potentiel humain et la structure agraire vont augmenter l'originalité. Notre propos sera de rechercher comment s'organisent les différents travaux agricoles, quand et comment ils se répartissent, et quels sont les résultats obtenus.

IV. — L'ORGANISATION DU TRAVAIL

Sur un champ planté de cacaoyers ou de caféiers, trois groupes de travailleurs peuvent intervenir, soit au stade initial de création, soit au stade de l'entretien agricole saisonnier : les propriétaires autochtones, les manœuvres contractuels autochtones ou étrangers, enfin les femmes.

Il convient donc d'analyser le film à épisodes de la vie d'une parcelle-type, depuis sa création jusqu'à son stade de production, c'est-à-dire au moment où les travaux restent semblables à eux-mêmes, sans cesse recommencés saisonnièrement, jusqu'au déclin de celle-ci. Les différentes tâches de préparation, d'entretien ou de cueillette, font l'objet de spéculations originales, selon leur degré d'urgence, selon leur caractère plus ou moins ingrat, et selon les groupes de personnes qui les effectuent.

1. — LE TRAVAIL DE CREATION OU TRAVAIL PIONNIER

En général, le planteur songe à créer une nouvelle plantation, soit par désir délibéré d'augmenter son potentiel de production, soit par nécessité, lorsqu'il y est contraint par le déclin de sa production bananière, dans le cas où, pendant 2 ou 3 années consécutives il n'a pas défriché. En dépit de ces deux motivations antinomiques, c'est toujours en période de fin de traite, en février ou mars principalement, que cette décision est prise, car le planteur « sait où il va », ayant « fait le plein » monétaire avec la vente de ses produits de traite.

Sans que cela soit une règle absolue, le planteur décide en général de défricher un morceau de forêt attenant à l'une de ses plantations préexistantes propres ou héritées. La future plantation n'est donc pas a priori fonction de la qualité du sol, ni de la nature de la topographie. Elle peut monter à l'assaut d'une croupe gravillonnaire, englober une zone mal drainée de bas-fonds, données qui décideront, empiriquement bien sûr, le planteur à mettre en terre tel ou tel plant : cacao sur les terres apparaissant comme les plus fertiles, café moins exigeant sur les pentes ou les sommets de croupes. En cas d'indécision, café et cacao seront mélangés. Si l'un des deux arbustes réussit mieux, les sujets mal venus ou morts seront remplacés par ceux de l'espèce victorieuse et le champ, de mélange à l'origine, peut tendre ainsi vers la monoculture.

A. LES DIVERSES PHASES DU TRAVAIL

La préparation du nouveau champ comporte plusieurs étapes plus ou moins distinctes, en relation avec plusieurs processus économiques imbriqués : direct, semi-direct ou indirect. Il comprend :

a) Le « défrichement » ou *essartage* (*mossom bô*)

Une fois le terrain choisi et délimité grossièrement, l'opération première et essentielle consiste à débarrasser le sol d'une grande partie de sa couverture végétale. Cette opération comporte deux phases : le « défrichement » et l'abattage de la plupart des arbres géants improprement appelés « billes ».

Le défrichement n'est pas une opération qui affecte le sol, en dépit de l'expression couramment employée. Il consiste en un essartage qui tend à aérer la forêt : on coupe à la machette tout ce qui peut être abattu d'un ou dix coups au plus de cet instrument (végétaux divers, lianes, arbustes et arbres jusqu'à un diamètre maximum de 20 cm, les troncs étant sectionnés à 80 cm ou 1 m du sol).

Cette première opération, qui s'étale sur les mois de décembre-janvier-février, est suivie d'un temps mort où les taillis abattus sèchent et perdent leurs feuilles et où l'on peut pénétrer plus facilement sur le terrain « en chantier ».

b) L'abattage des gros arbres (bou baka)

C'est en février-mars que s'opère le deuxième acte, l'abattage des gros arbres que l'élimination de la brousse a isolés. Comme pour l'abattage sur les chantiers forestiers, il s'agit de construire un échafaudage de branchages tout autour de chaque tronc, à environ 2,50 m du sol et d'abattre l'arbre à la cognée, tâche qui demande un effort d'une matinée (l'abattage s'effectue toujours le matin) à deux hommes pour un spécimen de grande taille (40 m de hauteur environ). Travail plus pénible, bien plus dangereux que le défrichement, il nécessite une adresse et une connaissance intuitive des lois de l'équilibre, que peu de manœuvres possèdent, venus des régions de savanes, et ignorants de la façon dont on doit attaquer un arbre, de quel côté on doit pratiquer l'entaille et le faire basculer si le vent souffle, etc. Seuls quelques Mossi ou Dioula, ayant acquis la compétence nécessaire, sur les chantiers forestiers voisins la plupart du temps, se risquent à cette besogne, qui reste surtout le fait des Agni autochtones.

Ce travail d'abattage terminé, la future plantation se présente comme un inextricable fouillis de branchages et de troncs, à l'intérieur duquel il est extrêmement pénible de circuler, le sentier courant souvent au-dessus du sol, de tronc abattu en tronc abattu. Seuls, émergent de la dévastation, le palmier à huile (*Elaeis guineensis*), le palmier raphia (destiné à être saigné pour le soutirage du bangui (1)), toujours respectés ainsi les colatiers, et quelques dizaines d'individus, *sipo*, *aboudikro* (*Entandrophragma* spp.), *fraké*, *framiré* (*Terminalia* spp.) etc., pour abriter de leur ombre les jeunes plants, ou épargnés par manque de courage des bûcherons, comme le fromager (*Ceiba pentandra*)... Certains pourront être alors tués sur pied, en recevant une large incision en forme de couronne autour du tronc, d'où l'écorce est totalement arrachée. L'ombrage des spécimens respectés est très hypothétique, car leur dôme de feuillage se trouve à plusieurs dizaines de mètres du sol, et de plus ils sont le plus souvent éloignés les uns des autres.

c) Le brûlis (meïera bô)

Cet amoncellement végétal est laissé, sans aucune espèce de débitage, à l'ardeur du soleil pendant un mois environ. Sans autre préparation, le feu est mis aux endroits où le bois s'est accidentellement entassé au cours de sa chute. Les feux de brindilles se répandent souvent de proche en proche, et parviennent en général à détruire les branches de petite et moyenne taille. Quant aux branches maîtresses et aux troncs, quelques-uns se consomment pendant des semaines entières, mais la plupart restent intacts, laissés à l'œuvre du temps, de l'humidité et des termites. Ce travail de brûlage n'est pas considéré comme une nécessité absolue et efficace. On brûle plus pour faciliter la circulation sur la parcelle, que par souci d'éliminer une gêne à la croissance des plantes. De la même manière, on ne tient pas compte du capital fertilisant détruit par la disparition des débris organiques. Le fait qu'aucun amoncellement de branchages ne soit édifié par l'homme (une exception a été remarquée chez un planteur Baoulé), qu'aucun coup de machette ne soit donné au bois tombé à terre, que le planteur (ce soin est parfois laissé aux femmes) n'y mette pas le feu de façon systématique et organisée, tout cela montre que cette opération ne revêt pas, à ses yeux, un caractère essentiel. Ce travail est effectué tout au plus dans un but pratique, et non par option agricole.

Ce brûlage n'est d'ailleurs jamais accompagné d'un quelconque écobuage, ni d'une autre préparation du terrain avant la plantation. Le sol de la forêt est un sol nu qui ne reçoit aucun aménagement ni traitement.

d) La plantation (mô doua)

Cette opération se décompose en deux séries d'actions, qui sont du ressort de l'homme ou de la femme, selon qu'il s'agit de l'arbustif ou du vivrier.

(1) Bangui : vin de palme.

● La plantation arbustive

C'est un travail noble, puisqu'il matérialise le véritable acte créateur de la plantation ; c'est aussi un travail peu fatigant. Il n'est donc jamais laissé à des tiers salariés, pour ces deux raisons, sauf pour les très grandes parcelles où toutes les tâches sont effectuées par des manoeuvres. Réalisée entre mai et août, cette opération peut, dans le cas du cacaoyer, consister en un semis de fèves mûres arrachées directement à la cabosse. D'un coup de la pointe de sa machette, le planteur creuse un trou d'une dizaine de centimètres ; une ou deux fèves y sont jetées. Un second coup de l'instrument comble le trou, ou un coup de talon. Un piquet est planté à côté pour en signaler l'emplacement. Ceci se répète sans aucun ordre, environ tous les deux ou trois mètres, distance évaluée par le planteur, sans tenir compte d'aucun alignement. Une plantation géométrique serait d'ailleurs rendue très difficile, du fait de l'enchevêtrement des troncs sur le champ, même s'ils sont, au mieux, partiellement calcinés. Ainsi pourra-t-on constater plus tard l'aberration que représente un cacaoyer famélique végétant entre les contreforts énormes d'un fromager !

Une deuxième technique consiste à transplanter de jeunes plants, glanés sous de vieilles cacaoyères où ils poussent à l'état subspontané, à partir de cabosses enfouies ou à demi-dévorées par les écureuils ou les singes. Cette pratique devient une règle générale pour le caféier, car les plants issus des cerises tombées à terre se récoltent en très grand nombre sous les caféières.

Marquant un degré d'évolution plus net, certains planteurs se conforment aux conseils des agents des Services Agricoles, et constituent des pépinières où les fèves de cacao sont mises à germer dans des sachets en plastique remplis de terreau. Aménagées aux abords du village ou de leurs campements, elles restent ainsi sous leur étroite surveillance. Ils transplantent les jeunes pousses lorsqu'elles atteignent une taille de 20 cm et sont pourvues de leurs 4 premières feuilles. Ce progrès s'est répandu depuis 1962, année où a démarré l'opération de « Régénération Cacaoyère » sous l'égide de la S.A.T.M.A.C.I. (1) et du Service de l'Agriculture.

Cette opération terminée, la parcelle est livrée au travail des femmes et restera de leur compétence pendant quatre années environ.

● La plantation vivrière

Sitôt la végétation naturelle abattue et attaquée par le feu, la femme donne à la plantation son premier visage : celui d'un jardin potager, qui sera l'objet de ses soins attentifs et variés. En mars-avril-mai, pendant que le mari plante les jeunes arbustes, et très souvent avant lui, sa (ou ses) femme (s) sèment sur le nouveau défrichement le maïs qui sera récolté trois mois plus tard, en juin-juillet ; les poquets comptent chacun une douzaine de grains et sont dispersés irrégulièrement à travers le champ qu'ils ne couvrent pas nécessairement en totalité.

La parcelle est alors divisée par des rangées de touffes d'ananas, en autant de lots que le planteur possède de femmes. Chacune d'elles cultivera ce que bon lui semble sur la portion de terrain qui lui échoit. Il résultera de cette manifestation d'individualisme, un désordre de détail des cultures vivrières, masqué cependant par l'omniprésence du bananier-plantain. En effet, immédiatement après le semis de maïs, ou simultanément, les souches de bananier sont mises en terre, rejets arrachés aux pieds de bananiers adultes et étêtés. Celles-ci proviennent naturellement d'autres parcelles âgées de 2 ou 3 ans, ou sont parfois achetées à des planteurs du village, mais sont surtout importées des villages voisins (Borobo, Diambarakro, Abradinou), au prix moyen de 4 F CFA le pied, ce qui souligne l'insuffisance bananière locale. Les bananiers sont uniformément plantés sur l'ensemble de la parcelle, contrairement aux autres cultures vivrières. Le bananier-plantain est, au vivrier, ce que le cacaoyer est à l'arbustif : la plante de base noble. La culture du riz est inconnue, l'igname peu appréciée. La banane constitue donc, par le rôle qu'elle joue dans la préparation du foutou (2), le fondement de la nourriture autochtone. Très utilitaire, le bananier adulte, outre ses fruits, protège de son ombrage la plantation arbustive, le soleil filtrant faiblement à travers son feuillage très développé.

Pour le planter, la femme creuse à la daba (*topo*) (3), un trou de 20 cm, où elle loge le bulbe élagué qui affleurera au ras de terre, à la fin de l'opération.

(1) Société d'Assistance Technique et de Modernisation Agricole de Côte-d'Ivoire.

(2) Foutou : plat national ivoirien fortement épicé, à base de banane ou d'igname bouillis et pilés.

(3) Daba : houe africaine.

En association avec le bananier-plantain, est cultivé le taro (*Xanthosoma sagittifolium*) et l'igname, soit la variété tardive (*Dioscorea cayenensis*) (*bodo*), soit la variété précoce (*Dioscorea alata*) (*eluépa*), mais à un degré bien moindre. En ce qui concerne le taro, la femme doit enfouir un morceau de tubercule portant un bourgeon pointé en direction de la surface du sol, sans toutefois élever de butte. Pour l'igname, se mise en terre est un travail d'homme, le seul qui exige de lui le maniement de la daba, outil normalement réservé à l'usage féminin. Est-ce la raison profonde du faible nombre de buttes sur chacune des parcelles nouvellement défrichées? Ce nombre dépasse rarement 200, la moyenne étant de 135 pour les tardives, de 21 pour les précoces. Alors que la superficie moyenne des défrichements de 1964 avoisine 0.90 ha, on doit donc compter environ, respectivement 150 et 25 buttes d'ignames à l'ha, chiffre dérisoire en comparaison des champs baoulé par exemple, qui en contiennent 6.000 en moyenne. Ces buttes sont, soit dispersées, soit groupées sans ordre dans un secteur quelconque du champ. Rarement un tuteur ultérieurement dressé vient aider les tiges des ignames précoces dans leur élan vers la lumière. Elles doivent par leurs propres moyens, s'enchevêtrer aux branches mortes résiduelles des arbres victimes du défrichement. L'entretien, la récolte et le transport, sont exclusivement réservés aux femmes, comme tout ce qui touche à la culture vivrière (1). Ce trinôme, bananier-plantain, taro, et à un faible degré, igname tardive, s'accompagne du semis diversifié et désordonné, dans l'espace comme dans le temps et les espèces, de quelques condiments et légumes. L'ensemble servira à composer ou garnir les diverses sauces qui agrémentent toujours, avec addition de viande (poulet, gibier), de poisson ou d'escargots de forêt (*ébouhé*), le foutou de banane, de taro, d'igname ou de manioc :

- les différentes espèces de piments (*mako*) selon la taille des fruits et leur saveur,
- le gombo (*n'grouma*),
- les oignons (*dienné*),
- les aubergines dont deux espèces sont en faveur : *tropo* (fruits ronds), dont la taille peut atteindre celle d'un arbuste ; *n'droa* (fruits oblongs),
- les tomates (*anengré bono*).

Ces semis se font tous à la suite de la plantation du bananier, c'est-à-dire à partir d'avril-mai. Viennent ensuite, facultativement, deux petites variétés de citrouilles (*bona* et *viéré*) qui entrent également dans la composition des sauces, et que les ménagères plantent à deux ou trois exemplaires, les arachides et les haricots *kongon* (*Vigna* sp.) ou *alua* (*Phaseolus lunatus*).

Si la plantation d'une parcelle s'échelonne sur plusieurs mois (5 ou 6 parfois) selon la gamme des produits désirés, il en va de même pour la plantation d'un seul légume. Il est courant de voir des femmes commencer à planter le taro ou l'ananas en mars et continuer en août, après de multiples interruptions.

Il résulte de ces diverses opérations que la parcelle présente, au bout de quelques mois, l'image d'un carpharnaüm végétal, dominé par le bananier, où évolue la femme pour récolter ou désherber.

Ainsi, pour la création d'une plantation arbustive, s'opposent, dans la succession des tâches, deux modes de faire-valoir, selon la difficulté des travaux, selon leur valeur psycho-sociologique, selon qu'ils sont exécutés par l'homme ou par la femme.

B. L'ORGANISATION DE CES TRAVAUX

Si chacune des étapes de la création d'une parcelle ne justifie pas nécessairement un mode de faire-valoir particulier, une remarque s'impose. Le brûlage des branchages abattus est effectué directement par le planteur ou par sa femme ; la plantation proprement dite est encore réalisée directement par le planteur, seul ou aidé de ses fils. Quant à la plantation des bananiers ou autres espèces vivrières, elle est le fait de la femme (ou de la mère, s'il est trop jeune) du planteur propriétaire de la parcelle. Il n'en va pas de même pour les travaux initiaux plus pénibles d'essartage et d'abattage d'arbres qui peuvent faire l'objet de contrats à la tâche, donnés en général à des manœuvres étrangers. Ces deux types de travaux sont sensiblement différents, et l'éventail des contrats qu'ils occasionnent est plus ou moins ouvert.

(1) Rien ne témoigne mieux de la faible importance de ce tubercule à Bettie que la non célébration de la Fête des Ignames en décembre, alors que celle-ci est respectée dans tout le pays agni.

a) *Le défrichement*

Cette opération, lorsqu'elle est confiée sous contrat à des manœuvres étrangers, est toujours payable à la traite et en espèces. Le planteur, accompagné d'un voisin ou d'un ami, va sur le terrain avec le manœuvre intéressé (ou le chef des manœuvres, s'ils sont en équipe), lui-même accompagné de « frères » de même ethnie, qui serviront de témoins. Une portion de forêt est délimitée, soit par quelques piquets, soit par un layon sommairement taillé à la machette sur le périmètre, et parcourue par les deux parties pour se rendre compte de la densité des taillis (surtout s'il s'agit d'une brousse secondaire). A l'issue de ce parcours, le prix est débattu et fixé. Il est très variable, mais surtout fonction de l'étendue du terrain, de la densité de la « brousse » ou des arbustes, et de la plus ou moins grande abondance de main-d'œuvre saisonnière au village. Par exemple, une parcelle de 3.05 ha sera donnée à « défricher » à trois manœuvres Bobo pour 8.500 F CFA, alors qu'une autre de 0.60 ha sera donnée à deux Mossi pour 3.000 F CFA soit 928 F CFA pour la première et... 2.500 F CFA pour la seconde par hectare et par homme.

Cette entente implique pour le propriétaire l'obligation de nourrir et de loger les manœuvres pendant tout le temps des travaux. Paradoxalement, on ne fixe pas les délais pour les mener à bonne fin. Cette imprécision est source de nombreux conflits : les manœuvres n'exécutent souvent pas en totalité la tâche prescrite et prétendent à la récolte recevoir le prix convenu.

b) *L'abattage des gros arbres ou « billes »*

Ce travail pénible et surtout dangereux, fait l'objet de contrats moins nombreux que le « défrichement » et les contractuels sont le plus souvent des Agni, quelque peu spécialisés dans ce genre de tâche. Parfois le planteur abat tous les arbres qui lui paraissent être à la mesure de ses possibilités physiques, et laisse à des tâcherons contractuels un ou deux fûts particulièrement gigantesques. Pour « tomber » un fromager de 10 m de circonférence à la base, d'une cinquantaine de mètres de haut, qui nécessitera un échafaudage dressé à 3,50 m du sol, le coût du contrat s'élève de 2.000 à 3.000 F CFA. Aussi, il est couramment d'usage que le montant des contrats d'abattage pour une parcelle donnée, soit supérieur d'un tiers au moins à celui des contrats de « défrichement ». Par exemple, dans le cas des deux parcelles précédemment citées, l'abattage des « billes » a été effectué par cinq Agni pour 18.000 F CFA pour la première (« défrichement » : 8.500 F CFA), et pour la seconde par 2 Mossi pour 5.000 F CFA (« défrichement » : 3.000 F CFA). Selon la densité des gros fûts, cette proportion peut varier du simple au double, ou au triple. Tout comme pour l'essartage, le contrat d'abattage est établi sur place, après comptage des plus grosses pièces et estimation globale du tout-venant. Il est par conséquent rare qu'une parcelle façonnée sous contrat par une équipe de manœuvres, soit débarrassée de la majorité de ses arbres par les mêmes travailleurs.

c) *Surfaces des parcelles et nombre des contrats*

L'examen de la carte des modes de création des plantations (carte h.t. 6) ne fait ressortir aucune répartition spatiale des différentes séries de contrats. Logiquement l'éloignement du village des parcelles nouvellement créées semblerait constituer une difficulté supplémentaire de la tâche du planteur et justifier le recours au système du faire-valoir indirect, c'est-à-dire des contrats de façonnement ou d'abattage. En fait, il n'en est rien.

Sur les 593 parcelles fondées sur forêt « noire », faisant l'objet de divers contrats, ou créées directement par le planteur, on distingue :

- 29 parcelles (113.60 ha) ayant fait l'objet de trois séries de contrat (façonnement + abattage + plantation);

- 112 parcelles (248.27 ha) ayant fait l'objet de contrats de défrichement et d'abattage ;

- 221 parcelles (361.98 ha) ayant fait l'objet du seul contrat de défrichement.

Par contre, 231 parcelles (226.56 ha) ont été entièrement façonnées par le seul travail du planteur. La superficie moyenne de la parcelle pour chacun de ces groupes s'établit ainsi :

- 3 séries de contrats : 3.91 ha ;

- 2 séries de contrats : 2.21 ha ;

- (debroussaillage + abattage) ;

- 1 série de contrats : 1.63 ha ;

- (debroussaillage) ;

- faire-valoir direct : 0.98 ha.

Manifestement, la superficie de la parcelle est le critère déterminant du contrat. Plus les plantations souhaitées sont étendues, plus elles mettent en jeu des contrats multiples. Jusqu'à un hectare, le planteur effectue seul ou avec l'aide de ses fils tous les travaux nécessaires. De un à deux hectares, la nécessité s'impose d'utiliser des manœuvres pour essarter la forêt, l'abattage des gros arbres restant encore dans les possibilités du propriétaire. Au-delà de deux hectares, le planteur doit s'en remettre, pour tout ou partie de l'essartage et l'abattage des « billes », à des contractuels (1).

La dernière catégorie est révélatrice d'une « classe sociale ». Il s'agit des quelques planteurs fortunés qui n'hésitent pas à créer, en une seule année, une plantation dépassant 10 ha. En effet, ce groupe comprend trois parcelles de : 10.90, 12.90 et 18.75 ha. Les possibilités individuelles sont alors largement dépassées pour tous les travaux, et la nécessité s'impose de recourir aux contractuels même pour la mise en terre des plants eux-mêmes, ce que le planteur tient habituellement à se réserver.

Cette argumentation porte seulement sur 950.41 ha et sur 593 parcelles, le reliquat étant surtout constitué par les nombreux et minuscules champs de cultures vivrières itinérantes (manioc) créés et cultivés par les femmes, et les plantations héritées, au sujet desquelles aucun renseignement concernant ce sujet précis n'a pu être obtenu — et pour cause.

La corrélation « superficie — contrats de création » démontre que les faibles possibilités pécuniaires des planteurs jouent un rôle coercitif. Seuls les plus riches peuvent se permettre d'ouvrir de vastes parcelles, de disposer de récoltes importantes, de posséder des capitaux suffisants pour créer d'autres plantations toujours plus étendues. Il s'agit pour eux d'une croissance géométrique de leur capital-plantations. Pour les autres, l'allure en dent de scie, à partir de 1944, de la courbe de la répartition par âges, montre rétrospectivement comment la création de nouvelles plantations est tributaire des phénomènes combinés de la crise bananière, de récoltes plus ou moins bonnes de produits de traite, des cours plus ou moins fluctuants de ces produits.

Telle ou telle année, le petit planteur sera tenté ou contraint de créer une plantation nouvelle en fonction :

- de la récolte de l'année précédente qui lui a laissé suffisamment de disponibilités monétaires pour louer des contractuels,

- du rendement bananier en déclin de ses jeunes plantations.

Dans la mesure où le planteur peut investir, il crée une plantation vaste, supérieure à un hectare, avec l'aide de contractuels. S'il est contraint de planter (crise bananière), il défriche seul, de ses propres mains, un champ d'un hectare au maximum, superficie limite pouvant répondre à ses capacités physiques et à son temps disponible.

Le rythme annuel du travail sur les plantations requiert différentes opérations assez simples, mais une organisation plus complexe dans le détail, qu'il convient d'analyser.

2. — LES TRAVAUX SAISONNIERS DANS LES PLANTATIONS ARBUSTIVES

A. PRESENTATION DE CES TRAVAUX

a) Le hiatus entre la période de la production vivrière et celle de la production spéculative

La nouvelle parcelle une fois plantée, devient, nous l'avons vu, le domaine des femmes pendant 3 ou 4 ans, aussi longtemps que survivent les plantes vivrières, surtout le bananier. Elles seules entretiennent le champ, le débroussaillent chaque année et font les diverses récoltes qui s'imposent, de maïs d'abord, puis de taro ou d'ignames, de bananes, et tout au long de l'année, de piments, aubergines, haricots, gombo, etc., au fur et à mesure de leur venue à maturité. Elles reçoivent l'aide du mari dans le cas où, vers la deuxième ou troisième année, la parcelle a été particulièrement envahie par la brousse. Le planteur peut alors débroussailler lui-même, ou donner ce travail en contrat à un manœuvre qu'il paiera de ses deniers. Dans le fouillis végétal domestique de la plantation de première année, une sélection automatique par élimination s'opère sur la parcelle, au cours des 2 ou 3 années qui suivent.

(1) La création d'une telle parcelle a ceci de particulier : elle suscite uniquement des contrats monnayables, c'est-à-dire échange de travail contre rémunération, contrairement aux travaux saisonniers de traite qui jouent seulement sur l'échange du travail contre des produits en nature (café et cacao).

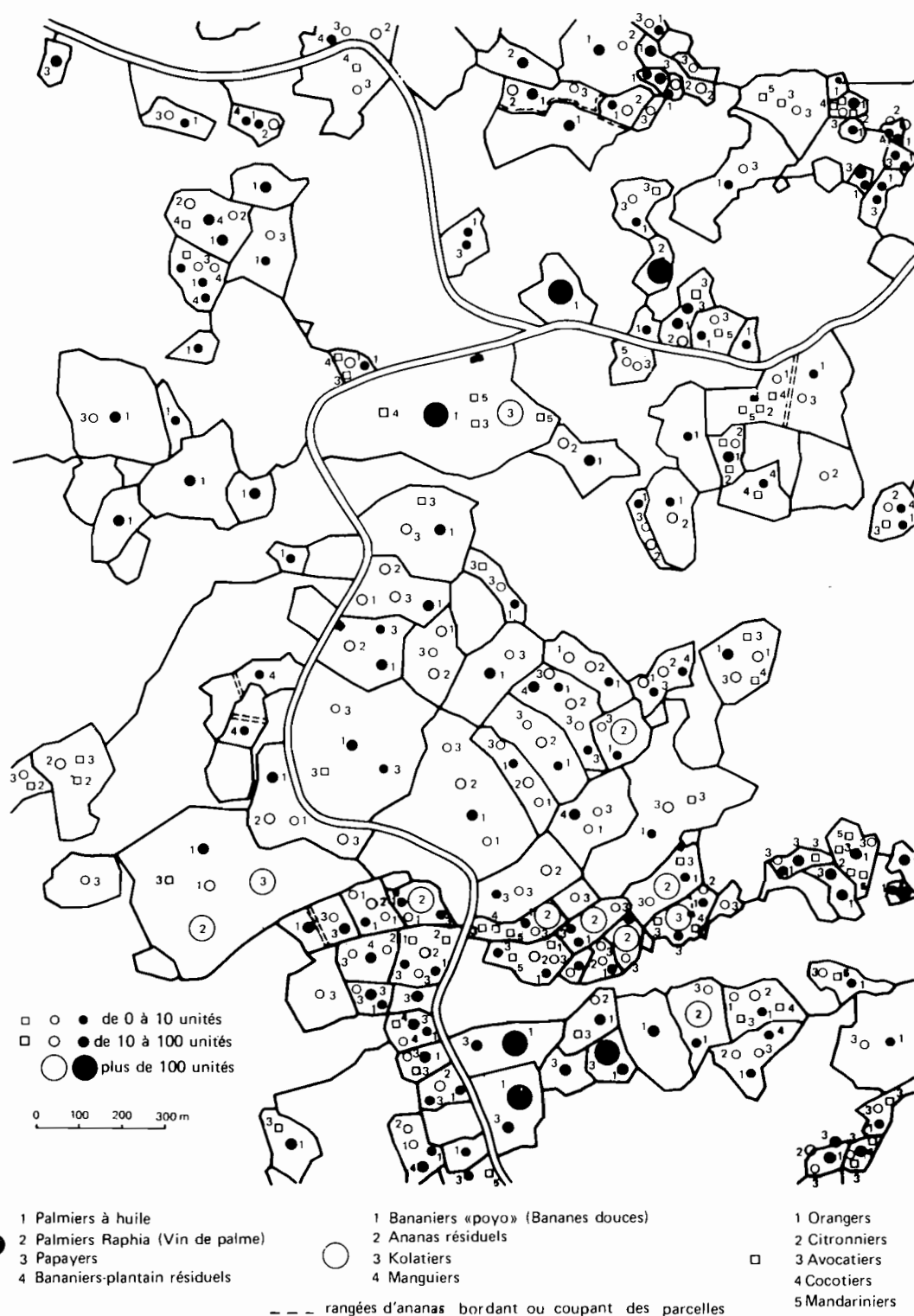


Fig. 16 – Arbres et autres végétaux utiles restant sur la parcelle lors du passage du vivrier à l'arbustif

La deuxième année, maïs, ignames, haricots, tomates, oignons, arachides et citrouilles ont disparu après une récolte unique. Restent sur le champ, outre les jeunes cafréiers ou cacaoyers dont on remplace plus ou moins les sujets mal venus ou défailants, le bananier qui joue alors à plein son rôle de plante de couverture pour ces derniers, le taro, le gombo, les piments, les ananas qui entrent alors en production, et quelquefois les aubergines.

La troisième année subsistent les bananiers qui ont rejeté de souche après avoir été récoltés une fois, et restent bien clairsemés ; quelques pieds résiduels et rabougris de piment, quelques taros et les ananas. Déjà la brousse conquiert la parcelle : brousse où viennent régulièrement en tête le parasolier (*Musanga cecropioides*) (*egoui*), le papayer, le palmier raphia, une Loganiacée (*Anthocleista nobilis*) (*ohónouho*), arbre à longues feuilles et au tronc couvert de piquants, une Sterculiacée (*Scaphopetalum amoenum*) (*asotró*) dont la feuille et la silhouette ressemblent à s'y méprendre à celles des jeunes cacaoyers, une Piperacée (*Piper umbellatum*) (*amoumouya*), une Méliacée (*Trichilia heudelotti*) (*tanoua*), une Sapindacée (*Deinbollia pinnata*) (*étian koffi dia*), une Aracée (*Anchomanes difformis*) (*boussoupein*), une Moracée (*Miranthus arboreus*) (*angama*), ainsi que des fougères : *Cyclosorus stiatu*s et *Nephrolepis bisserata* (*boutrounya*) et des Ficus (*adomán*).

Si un nettoyage est opéré dans la parcelle, le parasolier, le papayer, le palmier-raphia, l'*Elaeis guineensis*, l'*Anthocleista nobilis* sont toujours respectés, car susceptibles de prendre la relève des bananiers moribonds comme plantes de couverture des jeunes pousses arbustives (cf. fig. 16). Cependant, à partir de la troisième année où la production vivrière décline fortement, la parcelle de cacaoyers — plus rarement de caféiers — est laissée à l'abandon pendant plusieurs années, 2 ou 3 en général, 5 quelquefois si le planteur manque de moyens pour la faire nettoyer. On dit alors que la plantation est « laissée en brousse d'ombrage », car le cacaoyer se développe mieux à l'abri des rayons du soleil. Le raisonnement qui conduit à cette pratique, pourtant courante, est erroné car, s'il est vrai que l'ombre est nécessaire au cacaoyer, surtout aux jeunes plants, ceux-ci sont littéralement étouffés pendant 2 ou 3 ans, et pour rechercher un peu de lumière, poussent « en asperge », de façon filiforme, dans un milieu absolument impénétrable. Outre les attaques de parasites divers (Borer, Scolyte, Chenille à queue de rat pour le caféier ; Punaises et Capsides *Sahlbergella* ou *Distantiella* pour le cacaoyer) facilitées par le développement de la brousse, le jeune plant, lorsque celle-ci est enfin éliminée, se trouve brutalement au contact d'une lumière intense et il développe, avec trop de retard, sa ramure en « parapluié ».

Ainsi pendant quelques années, presque jusqu'au moment où elle entre en rapport (vers la 7^e année), la plantation ne coûte que très peu de labeur et d'argent. Pendant 6 années environ le planteur n'a souvent déboursé de sommes importantes que pour le défrichement et l'abattage des gros fûts, plus rarement pour un débroussaillage épisodique lorsque sa femme a failli à sa tâche.

C'est au moment où elle entre dans le cycle de pré-production et de rapport, vers la 6^e ou 7^e année selon le cas, que la plantation devient intéressante et reçoit des soins plus étendus de sa part. Ces soins, certes bien sommaires, concernent essentiellement deux phases de travaux : le débroussaillage ou nettoyage et la récolte.

b) Le nettoyage (*bó bondrié*)

C'est la hantise du planteur. Les Services Agricoles préconisent 5 ou 6 passages annuels en zone forestière. En fait, les planteurs ivoiriens n'en effectuent guère que deux, l'un avant — c'est-à-dire entre juin et août —, l'autre après la récolte du cacao soit en décembre-janvier. Pour le caféier, ces dates sont légèrement décalées de juillet à septembre et de janvier à mars. Mais il est extrêmement rare qu'à Bettié une plantation soit nettoyée deux fois durant l'année agricole, ceci tenant à plusieurs causes, à la fois psychologiques, géographiques et économiques. La plus importante est l'isolement du village : les manœuvres saisonniers en quête de contrats sont rares. Cette carence de main-d'œuvre pèse lourdement sur l'économie générale du village et occasionne l'abandon temporaire (et parfois définitif!) de certaines parcelles saines et productives (surtout de café).

En théorie, les soins d'entretien d'une plantation caféière ou cacaoyère se résument à quelques travaux élémentaires :

- 2 traitements anti-capsides (à l'état expérimental à Bettié),
- épandage d'engrais (à l'état expérimental à Bettié),
- égourmandage et taille des arbres,
- nettoyage.

Cette dernière opération est la plus simple mais aussi la plus pénible, parce que la plus longue, répétée et monotone. Il s'agit de détruire à la machette la végétation spontanée qui envahit la parcelle, absorbe les éléments fertilisants du sol dont ne peut bénéficier l'arbuste, et l'étouffe par sa densité. Ce travail devrait être répété à intervalles réguliers, tous les deux mois environ. Il demande selon l'estimation des Services Agricoles, 6 jours-ha par homme, la difficulté étant alors atténuée par la fréquence des passages car la brousse ne peut se régénérer vigoureusement en un laps de temps si court.

De toutes ces tâches, la seule couramment pratiquée à Bettié est cette dernière — et de façon sommaire — dans le seul but de pouvoir récolter. Aussi le taux de travail avancé par le Service de l'Agriculture est-il nettement plus fort, le nombre de passages se réduisant souvent à un seul.

c) *Les récoltes (métè koko et métè café)*

Elles représentent le grand événement du calendrier agricole, le pivot de l'activité pécuniaire du village, et font l'objet de systèmes contractuels aussi divers que complexes. Elles mobilisent enfin toute la population. On peut parler d'une véritable opération agricole pendant quelques mois.

● La récolte des cabosses

Les cabosses de cacao mûrissent pratiquement tout au long de l'année, et c'est presque sur 12 mois que se pratique leur ramassage. Mais, en réalité, la grande récolte commence aux premiers jours de septembre. C'est elle qui assure les premières rentrées d'argent. Après une deuxième période, en novembre-décembre, ne mûrissent sur les troncs que des cabosses résiduelles d'arrière-saison.

— Cueillette et ramassage des cabosses :

La récolte des cabosses est essentiellement une tâche masculine. Détacher le fruit de l'arbre est un travail laborieux et délicat, qui nécessite de l'habileté et de la force à la fois. Les cabosses qui entourent le tronc et se trouvent à portée de la main, n'exigent pas d'effort excessif pour les couper avec la machette, encore qu'il faille souvent agir avec précision pour sectionner le court et solide

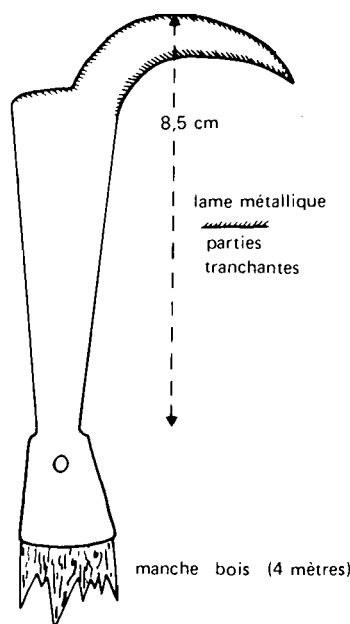


Fig. 17 — *Koko akapè* ("coupe-cabosse") : fer de l'instrument

pédoncule sans détériorer l'écorce de l'arbre ou d'autres cabosses poussées en grappe et non parvenues encore à maturité. Quant à celles qui sont suspendues à la partie supérieure du tronc ou aux hautes branches, l'emploi d'une gaule longue de 4 m environ munie d'une sorte d'émondoir, (couteau tranchant rappelant la forme d'une petite faucille : *koko akapè*), est indispensable. C'est là que réside la difficulté d'un travail que les femmes ne sont pas habilitées à effectuer. Une fois que toutes les cabosses mûres sont jetées à terre, le travail des femmes (et des enfants) consiste à les ramasser dans de grands paniers en rotin tressés par elles-mêmes, ou dans des bassines émaillées, à les transporter et à les entasser sur des aires minuscules dégagées sur la parcelle même, où l'on procédera au décabossage. Cette récolte, étant donné la grosseur des fruits, ne donne pas lieu à une forte mobilisation de main-d'œuvre. En général la famille du planteur y suffit.

— Décabossage et conditionnement du cacao :

Le ramassage une fois terminé, l'extraction des fèves doit être pratiquée rapidement pour éviter leur fermentation et leur pourrissement dans la cabosse. Il s'agit de fendre celle-ci d'un coup de

machette et d'extraire ces fèves enveloppées d'un souple matelas gluant protecteur. C'est un travail auquel s'attellent homme et femmes ; les enfants en sont exclus à cause du danger que représente la manipulation nécessairement experte de la machette qui doit fendre la cabosse sans atteindre la main qui la tient horizontalement. Les enfants extraient les fèves. Celles-ci sont laissées à fermenter pendant trois jours pour que se résorbe la gangue protectrice, puis mises à sécher sur des claies en palmes tressées par les hommes, portées par des piquets à un mètre du sol, et disposées aux abords de l'aire de décabossage, du campement, ou encore dans le village. Le cacao, denrée très délicate, doit être rapidement mis en vente à cause de l'humidité du climat qui interdit pratiquement un stockage prolongé avec les seuls moyens des villageois. Aussi le séchage demande-t-il une surveillance vigilante : guetter les moindres ondées, recouvrir les claies avec des palmes fraîches lorsque le soir tombe, remuer les fèves plusieurs fois par jour pour un séchage efficace sur toutes leurs faces. Le traitant refusera les sacs de cacao lorsqu'il découvrira des fèves humides ou fleurant le mois. Pour ces travaux, femmes et enfants aident le chef d'exploitation et reçoivent un cadeau qui se confond avec celui offert pour la récolte proprement dite. Sauf cas exceptionnel il ne s'en distingue pas.

- La récolte du café

- La cueillette des cerises (novembre à fin février) :

Tout le monde participe à cette cueillette : hommes, femmes et enfants. Il s'agit de faire tomber les cerises mûres, c'est-à-dire rouges, réunies en grappes serrées le long des branches, sur des pagnes ou des sacs de jute étalés sous le caféier. Tous les moyens sont bons pour parvenir à cette fin : cueillette manuelle en arrachant toutes les cerises (les mûres comme les vertes), d'un prompt mouvement le long de la branche, gaulage... qui s'accompagne souvent, hélas, de la rupture des rameaux malaisément accessibles, procédé qui donne à une caféière récemment récoltée, l'aspect de désolation qu'aurait laissé le passage d'un ouragan. Cette dernière pratique est aussi bien le fait des manœuvres contractuels, que des Agni eux-mêmes, et en particulier des femmes. Les premiers auraient pour eux l'excuse de ne prendre en considération que leur souci d'efficacité immédiate, de se moquer des récoltes futures dont ils n'auront pas à assumer la charge. Par contre, les principaux intéressés manifestent une très faible prise de conscience de leurs intérêts à long terme en matière de technique agro-arbustive. A la décharge de toute cette main-d'œuvre, on doit souligner la difficulté supplémentaire apportée à la cueillette, par la présence sur les branches des caféiers, d'innombrables colonnes de fourmis parasites marron (*dédiéra*) dont la morsure est très pénible.

Ainsi, le produit d'une récolte opérée dans de telles conditions n'est guère d'excellente qualité. Tout est ramassé pêle-mêle, fruits verts et mûrs, parasités, feuilles, branchettes, cailloux, mottes de terre...

- Le traitement des cerises

Les cerises de café sont mises à sécher sur des claies identiques à celles utilisées pour le cacao. Ce séchage ne pose pas de problème particulier. On procède ensuite au décortiquage, qui était autrefois un travail manuel pénible et fastidieux, exécuté au pilon par les femmes. Ce temps est révolu et deux décortiqueuses à moteur parviennent facilement à traiter toute la récolte du village. Leur emplacement constitue l'un des pôles d'attraction typiques du classique village de caféiculteurs de la zone forestière. Elles appartiennent à deux planteurs différents (l'une au chef de canton), qui les louent à la demande, moyennant une redevance de 150 F CFA par charge (34 kg) de café traité. Les frais d'entretien de la machine et l'essence sont à la charge de son propriétaire. Cette redevance est relativement bon marché par rapport au prix pratiqué dans les villages de la région (200 F CFA), surtout si l'on fait entrer en ligne de compte les fréquentes réparations que doivent subir lesdites machines provoquées par l'inexpérience de ceux qui les utilisent, ignorant le plus souvent la nécessité de mettre de l'huile dans les rouages du moteur, ou de la résine sur les courroies de transmission. Ces frais sont toujours à la charge du planteur, même si la récolte a été effectuée par des contractuels à part de fruit.

Le décortiquage fournit un produit brut, débarrassé de tous débris de gousses. Pour atteindre sa valeur marchande, il doit être minutieusement trié : grains vermoulus, scolytés, brisés, défectueux, petits cailloux, déchets divers doivent être éliminés, sans quoi le traitant refusera le sac après une rapide vérification. Ce travail de patience est partagé par la communauté toute entière, mais repose surtout sur les femmes, les enfants et les vieillards. Il occupe seulement les loisirs et les heures de repos des chefs de famille. Cependant, chez les exploitants qui récoltent plusieurs tonnes de café, cette opération manuelle reste forcément sommaire, donc défectueuse, et la qualité du produit mis sur le marché s'en ressent.

d) *La vente des produits ou « traite »*

La vente du cacao, puis celle du café, légèrement décalée, se poursuit du début à la fin de la récolte, simultanément à elle, de septembre à mars. En septembre, les planteurs ne possèdent plus d'argent liquide depuis longtemps. Aussi s'affairent-ils à couper les premières cabosses arrivées à maturité, pour pouvoir vendre immédiatement quelques kilos de cacao. Talonnés par le besoin, ils vont les porter à Abengourou sans attendre le passage des traitants, ni la publication du barème des prix de campagne des produits, fixés par le Ministère de l'Agriculture, pour la traite qui s'ouvre le 15 octobre. Ils courent ainsi le risque d'un manque à gagner en cas de hausse des cours à cette date.

Les camions des traitants sillonnent bientôt les pistes, et Bettié reçoit leur visite plusieurs fois par semaine ; traitants libanais d'Abengourou ou agents de succursales des grandes maisons de commerce (Abile-Gal, Massiye-Ferras, Peyrissac, etc.). Des contestations surgissent périodiquement au sujet des bascules de l'acheteur, ou de la qualité des produits. Une initiative, réalisée lors de la traite 1964-1965, est restée sans lendemain : l'un des plus gros planteurs du village a acheté la quasi-totalité de la production villageoise, 125 tonnes en tout, pour la centraliser et la revendre à un négociant d'Abengourou. L'avantage pour les planteurs était seulement d'ordre psychologique : ils avaient confiance en la personne du traitant local.

De toutes façons, l'empressement du traitant dans l'achat et l'empressement des planteurs dans la vente, se conjuguent pour aboutir à une évacuation rapide des produits au fur et à mesure de leur cueillette. Le stockage est inconnu, surtout pour le cacao qui se détériorerait très rapidement. Dans le paysage villageois, l'écoulement accéléré des récoltes se traduit par l'absence totale de greniers ou de « magasins » de stockage, et au contraire, par la profusion des claies de séchage, au hasard des « cours ».

B. LE MAQUIS DES CONTRATS

a) *Le principe du métayage à part de fruit*

Au type de contrats simples relatifs à la création des plantations, s'opposent des types de contrats de métayage, pour le faire-valoir des parcelles en rapport : le travail n'est plus rétribué en numéraire, mais en nature. Certes, le contrat simple est encore pratiqué, mais il ne prend ici qu'une valeur secondaire, car il ne concerne que le débroussaillage saisonnier des champs. Comme pour le défrichement, une somme d'argent payable à la traite, est fixée pour un seul passage de la machette sur une parcelle de superficie donnée, la nourriture du manœuvre venant en supplément.

S'ils interviennent à tous les stades de création et de production agricole, la raison en est simple : le salariat qui connaissait une grande faveur il y a encore une dizaine d'années, est peu à peu tombé en désuétude. Rares sont les planteurs qui emploient des salariés à la journée (150 à 200 F CFA). S'ils le font, c'est pour un travail très court, un « dépannage », par exemple pour se faire aider au repiquage de jeunes plants de cacaoyers, qui doivent être transplantés d'urgence. Cette embauche ne dure guère plus d'une journée ou deux. Le salarié qui se louait autrefois 35.000 F CFA pour l'année entière avec nourriture et logement, avait une réputation de paresse et son travail passait pour être de mauvaise qualité car son intérêt n'était jamais sollicité.

L'originalité du travail saisonnier réside dans le système du métayage : le manœuvre se sent libre de travailler quand il veut, comme il veut, libre aussi de prendre simultanément plusieurs contrats. Le planteur y voit l'avantage de n'avoir aucune surveillance directe à exercer, et la possibilité de sévir au moment de la traite, si les clauses du contrat n'ont pas été scrupuleusement respectées. Les résultats positifs de ce système sont sans doute acceptables, mais celui-ci pêche par la qualité du travail marquée par l'incompétence des contractuels, et le peu de souci qu'ils prennent de l'entretien des plantations dont ils ont la responsabilité.

Indifféremment pratiqué pour le café ou le cacao, le système comprend :

L'abou nzan (contrat à 3 parts : 1 pour le manœuvre, 2 pour le propriétaire).

Les clauses en sont les suivantes :

- deux nettoyages de la parcelle dans l'année (avant et après la récolte),
- cueillette et conditionnement de la récolte pour le cacao,
- cueillette seulement pour le café, les frais de décorticage étant à la charge du planteur,
- triage des grains défectueux et des déchets du café décortiqué,
- logement et nourriture à la charge du planteur,
- l'outillage (essentiellement la machette) est fourni par le manœuvre.

L'*abou peign* ou *abou gnan* (contrat à mi-fruit).

Celui-ci comprend :

- deux nettoyyages de la parcelle (comme pour l'*abou nzan*),
 - cueillette et conditionnement total de la récolte (pour le café aussi bien que pour le cacao);
- le métayer supporte les frais de décorticage du café,
- logement à la charge du planteur (essentiellement au campement),
 - nourriture à la charge du métayer ainsi que la fourniture de la machette.

b) *Importance quantitative du système*

L'examen de la carte des modes de faire-valoir (carte h.t. 7) montre d'une part l'importance du phénomène du métayage, de l'autre, celle des contrats simples appliqués aux travaux saisonniers, et du faire-valoir direct. Le raisonnement sur la quantité de parcelles est ici acceptable dans la mesure où le planteur cède une parcelle donnée à un manoeuvre ou une équipe de saisonniers. Le champ constitue un tout, exceptionnellement fractionné à l'occasion de contrats. Cependant intervient implicitement le facteur « superficie » dans la mesure où une très grande parcelle est automatiquement cédée à un nombre important de contractuels. Ainsi 685 parcelles ont fait l'objet de contrats pendant l'année 1963. Ont été exclus les petits jardins de manioc du pourtour villageois, récemment mis en valeur, et laissés aux seuls soins féminins; les parcelles laissées à la brousse d'ombrage, qui ne nécessitent aucun soin pendant plusieurs années et celles abandonnées temporairement (non récoltées).

318 parcelles (329.98 ha) sont cultivées selon le mode exclusif du faire-valoir direct, c'est-à-dire par le planteur et sa famille (fils, neveu, femmes), et 367 parcelles ont fait l'objet d'un ou deux contrats (soit 750.92 ha). La superficie moyenne de la parcelle est de l'ordre de 1 ha pour le faire-valoir direct et de 2 ha pour la parcelle exploitée sous contrat (1). La carte du faire-valoir annuel met en évidence que le mobile du contrat ne réside point dans l'éloignement des plantations par rapport au village mais bien dans l'étendue des parcelles, le planteur se réservant les plus petites sans tenir compte de la distance pour s'y rendre.

L'éventail des différents modes du faire-valoir apparaît dans le tableau 6 (page suivante).

Il est particulièrement significatif de constater, hors du domaine du faire-valoir direct, que les 2 rubriques III et VII, qui totalisent respectivement les plus grandes superficies et le plus grand nombre de parcelles, sont celles qui défavorisent au maximum le manoeuvre contractuel. Pour ce qui est de la première (III), sa signification ne peut apparaître clairement, qu'étayée par l'existence des deux suivantes (IV et V).

En effet, à l'origine, de nombreux planteurs, selon un procédé classique, font faire le nettoyage pré-récolte de leur champ par un contractuel (contrat monnayable simple). Le prix de l'opération est calculé au plus juste, le planteur ne promettant jamais à son assistant une option sur la récolte à venir. Il se réserve les soins de celle-ci, car plus directement rentables. Ce n'est que sous la pression de circonstances imprévues, ou tout simplement de l'imprévoyance, qu'il fait appel une nouvelle fois à un contractuel — à part de fruit cette fois — pour récolter. Il ne perd cependant rien de ce qu'il a déboursé dans la première phase, car ce nouveau contractuel, le « cueilleur », est souvent le même personnage que le « débroussaillieur ». Celui-ci doit, au moment du partage, lui rembourser l'intégralité du prix payé pour le débroussaillage. La contrainte est encore plus manifeste lorsque le propriétaire a fait lui-même le débroussaillage, mais donne la récolte à des contractuels. Une situation désastreuse s'établit quand, dans un cas similaire, il ne trouve pas à engager la main-d'œuvre nécessaire pour récolter et doit laisser tout ou partie de celle-ci sur pied.

L'*abou n'zan* constitue le second système fondamentalement défavorable au manoeuvre. La rubrique VII du tableau suffit à nous en persuader, puisque les superficies qui lui correspondent sont supérieures de près de 100 ha à celles du système à mi-fruit. On comprend qu'un système ne laissant que le tiers de la récolte à celui qui effectue tous les travaux, soit prisé de tous les planteurs. En réalité, à Bettié, la relative importance du système à mi-fruit est un fait purement local, lié à la rareté de la main-d'œuvre. C'est là une autre image de la contrainte à laquelle se trouve acculé le planteur, et, pour une fois, de la revanche du contractuel qui peut ainsi mieux imposer ses desiderata, en l'occurrence un contrat qui lui apporte des revenus plus substantiels. Certains paysans ayant adopté le métayage *abou n'zan*, dont une clause prévoit la nourriture du contractuel, se trouvent soudain, sous l'effet de la crise endémique qui sévit à Bettié, à court de bananes pour le ravitailler et à court

(1) Voir p. 43-44.

Tableau 6

	Mode de faire-valoir	Nombre de parcelles	Superficie	Superficie moyenne	Nombre de contractuels	Nombre contractuels/ parcelle
I	Direct	318	329,98	1,02		
II	Nettoyage de plantations pré-productives ou adultes non récoltées	84	181,09	2,15	196	2,3
III	Débroussaillage contrat Récolte F.V.D. (1)	116	231,02	1,99	255	≈ 2,2
IV	Débroussaillage contrat	8	24,30	3,03	17	2
	Récolte abou n'zan			2,41	20	2,5
V	Débroussaillage contrat	8	14,35	1,79	22	2,75
	Récolte abou gnan (2)				10	2,25
VI	Débroussaillage F.V.D. Récolte contrat	3	6,25	2,08	5	≈ 1,7
VII	Abou n'zan pur	94	196,48	2,09	137	1,4
VIII	Abou gnan pur	54	97,43	1,80	69	≈ 1,3
	TOTAL	685	1.080,90		731	1

(1) Faire-valoir direct.

(2) Abou gnan : synonyme de abou peign. Contrat à mi-fruit, "noble".

d'argent pour lui en procurer. Ils prient celui-ci d'assurer sa propre subsistance. Le contractuel évaluera alors en fin de récolte, la valeur de cette nourriture et la retranchera, traduite en nature (café ou cacao) de la part qu'il doit remettre à son patron. En fin de compte, pour ce dernier, un tel contrat abou n'zan équivaut en fait à un métayage à mi-fruit, d'où la nourriture est exclue.

Dernier intérêt du tableau : la rubrique II met l'accent sur les dépenses improductives du planteur, en l'occurrence le nettoyage des jeunes plantations qui doivent être dégagées de la brousse d'ombrage après deux ou trois années. Le nombre de contractuels et de parcelles mis en jeu laisse augurer de la charge pécuniaire imposée au planteur par cette impérieuse nécessité.

Quels sont ces étrangers? Que représente leur nombre comparé à celui des travailleurs autochtones?

c) Les travailleurs

Un recensement exhaustif des manœuvres saisonniers s'est révélé impossible, la période d'enquête étant trop vaste et la caractéristique de cette main-d'œuvre étant une mobilité et une fluidité extrêmes, d'autant plus qu'il est difficile de différencier dans un gros village comme Bettié, un manœuvre inconnu nouvellement arrivé d'un voyageur de passage. S'il est aisé de connaître individuellement la population stable, le contact avec les saisonniers est plus difficile : ils résident en général dans les campements et se mêlent très peu à la vie quotidienne du village pour éviter les palabres. D'autre part, nous avons pu constater que certains d'entre eux menaient de front plusieurs

contrats dans les villages voisins (Akrébi, Borobo, Diambarakro), d'où les difficultés supplémentaires pour les identifier. La seule source sûre reste encore l'enquête conduite sur chaque parcelle : le planteur connaît sans équivoque le nombre de manœuvres qu'il a employés ou avec qui il a traité.

731 assistants ont travaillé sur 685 parcelles, soit une moyenne un peu supérieure à 1 manœuvre/parcelle. Ce chiffre absolu doit être fortement diminué. En effet, un même manœuvre a pu travailler sur 2, 3, 4... parcelles différentes et l'enquête l'a donc enregistré 2, 3, 4... fois ; de plus tous les contractuels ne sont pas nécessairement des étrangers et l'on en compte beaucoup parmi les Agni du village. Une évaluation opérée à l'époque de la traite a donné un chiffre probable de 80 étrangers, c'est-à-dire environ 1/10^e du chiffre mentionné par le tableau, ce qui paraît juste, compte tenu des critères soustractifs que nous avons avancés.

Il est de même difficile, en ce qui concerne les autochtones, de faire la part des planteurs ayant exclusivement cultivé leur propre domaine agricole selon le mode du faire-valoir direct, de ceux qui ont pratiqué un système hybride de faire-valoir direct pour leur propre compte, et de contrats pour certains autres villageois. La situation se complique à un degré supérieur avec le cas de quelques individus qui cultivent en faire-valoir direct une partie de leur exploitation, donnent à des contractuels une autre partie de celle-ci, et vont eux-mêmes solliciter les contrats (simples ou à part de fruit) pour des parcelles de leurs voisins... Ces cas se rencontrent fréquemment parmi les planteurs jeunes, physiquement dynamiques mais démunis pécuniairement, dont les plantations ne sont pas encore entrées en rapport ou sont insuffisamment productives. Ils ont une nette préférence pour le type abou n'zan et surtout abou peign. Sur les 169 chefs d'exploitation (132 Agni contre 37 « étrangers ») auxquels il faut ajouter 22 femmes, 47 ont pris des parcelles en métayage à part de fruit ou des contrats de débroussaillage. Ainsi 87 % des parcelles ayant fait l'objet d'un contrat de métayage abou peign ont été données à des Agni du village, jeunes planteurs ou jeunes adolescents n'ayant pas encore créé leur propre plantation et trouvant ainsi un moyen d'acquérir l'argent indispensable pour réaliser ce projet. Ce contrat à mi-fruit, noble en quelque sorte comme son nom l'indique, est plus particulièrement réservé aux Agni du village : contrairement à l'abou n'zan, il avantage le contractuel. L'abou n'zan est par contre très répandu parmi les étrangers de passage : Mossi, Ghanéens, Dioula, etc. Ceux qui se sont fixés depuis plusieurs années à Bettié où ils peuvent déjà être propriétaires d'une plantation en rapport, réalisent peu de contrats pour les autochtones. Si 11 d'entre eux sont encore contractuels, il s'agit là, non pas de jeunes planteurs, mais d'hommes installés récemment et en train de réaliser le passage progressif du manœuvre saisonnier au planteur proprement dit.

Cette forme de travail qui, dans le cadre de l'exploitation familiale, doit faire appel dans la plupart des cas, à une aide extérieure dès que la superficie de celle-ci dépasse un seuil moyen de 4 ha (superficie moyenne par famille : 7.5 ha), est en voie de mutation depuis quelques années par une prise de conscience chez les jeunes planteurs de l'efficacité de l'union dans l'effort. Quelques groupements coopératifs de 2 à 9 planteurs ont vu le jour. Ils essaient de réaliser par eux-mêmes la plupart des travaux saisonniers sur les plantations de leurs membres respectifs. C'est ainsi qu'ils se réunissent pour débroussailler ensemble la parcelle de l'un d'entre eux, et se déplacent ensuite à tour de rôle sur la plantation de chaque membre du groupe. Cette formule connaît un succès relativement important. 21 groupements de ce genre fonctionnaient en 1965. La plupart visent à la fois les travaux de nettoyage et de récolte, mais certains s'adonnent essentiellement aux opérations de nettoyage, qui se prêtent par excellence au travail de groupe (chants rythmés). Dans cette perspective, certains jeunes adhèrent simultanément à plusieurs d'entre eux. D'autres ne s'associent que pour le seul essartage en vue de créer de nouvelles plantations.

Les groupements de planteurs

Nombre de planteurs par groupement :	2	3	4	5	6	7	8	9	Total
Nombre de groupements :	3	1	5	5	1	5	0	1	21

activités se chevauchent, et l'on est en présence d'une période de fébrilité agricole. Au début de l'année, vers la fin février, la récolte du café est rarement terminée, et la nécessité s'impose d'abattre la forêt pour ouvrir de nouvelles plantations ; en même temps, celles qui viennent d'être récoltées exigent un nouveau nettoyage. Le manque de main-d'œuvre se fait alors cruellement sentir, sinon le manque d'argent, puisque la traite n'est pas encore achevée. Aussi le débroussaillage des plantations adultes est-il bâclé ou purement escamoté : il n'apparaît d'ailleurs pas d'une utilité absolue puisque la récolte a été enlevée. Cette période de pointe où les plantations adultes sont délaissées se termine en mai avec le buttage des ignames — celui-ci peu important quantitativement comme nous l'avons vu —, travail d'homme réalisé simultanément avec le repiquage des jeunes plants de caféiers et de cacaoyers.

A partir de juillet, commence cette longue période d'activités plus intenses qui durera jusqu'à la fin de la récolte du cacao, en décembre-janvier, et que les manœuvres venus du nord appellent « faire les 6 mois ». Elle comprend :

- Le 2^e cycle de nettoyage ou nettoyage pré-récolte, de juillet à octobre, auquel il ne s'agit pas de faillir. C'est l'époque où se nouent avec fébrilité les contrats, surtout quand le planteur voit dans sa plantation une forte densité de végétation parasite. Mais alors qu'il devrait être lui-même entièrement accaparé par ce débroussaillage, il s'en distrait souvent pour pratiquer la pêche dans la Comoé alors à son niveau d'étiage. A ce travail s'ajoute normalement la taille des arbres, malheureusement trop peu pratiquée.
- L'épandage des engrais sur les cacaoyères visées par l'opération « Régénération cacaoyère » en juillet-août. En dehors du transport des sacs d'engrais (sur la tête ou en pirogue) jusqu'à la plantation, c'est une tâche peu pénible, mais minutieuse. Il s'agit, d'une part, de verser au pied de l'arbuste la quantité d'engrais voulue, en dessinant autour du pied une large couronne avec les granulés, et d'autre part de les recouvrir avec des feuilles sèches de cacaoyer, afin que les éléments fertilisants ne soient pas trop rapidement entraînés ou dissous par les eaux de pluie.
- Le traitement au lindane (HCH) concernant ces cacaoyères consiste en 2 pulvérisations à 3 semaines d'intervalle sur le feuillage du cacaoyer à l'aide d'un moto-pulvérisateur porté à dos d'homme. C'est un travail pénible, programmé et ordonné directement par les Services de l'Agriculture. Le planteur est parfois obligé de louer quelques salariés journaliers pour se faire aider. Ce traitement se pratique fin août-début septembre.
- Les récoltes. Elles commencent vers la mi-septembre avec l'arrivée à maturité des premières cabosses de cacao : le planteur passe tous les deux ou trois jours pour couper les plus précoces. Le cœur de la récolte se situe de la mi-octobre où la variété Gros Indénié du café doit être cueillie, jusqu'à la fin janvier où s'achèvent peu à peu les deux cueillettes simultanées de café et de cacao. Pour cette tâche, l'homme n'est point seul : les femmes l'aident. Ce sont elles qui prennent presque entièrement à leur charge (sauf le transport des sacs de cerises au village) la récolte du café.

b) L'activité féminine

Pour la femme, toute l'année agricole est en quelque sorte une période de pointe ! Outre les soins du ménage (pilonnage des bananes, préparation du foutou), elle doit, en mars, aider son mari à brûler les branchages sur les champs nouvellement déforestés, dans lesquels elle plante le maïs ; récolté, elle le transportera au village en juin-juillet. A partir d'avril, et pendant de longs mois jusqu'en septembre-octobre, vont se succéder les diverses plantations potagères. Si la mise en terre des divers tubercules (taro) ou légumes (tomates, haricots, oignons, viéré, piment) n'entraîne pas de difficultés majeures, il n'en est pas de même du bananier. Si les rejets ne sont pas importés du village voisin, ce qui demande, malgré tout, le portage sur la tête dans des bassines depuis le tas déposé au bord de la piste jusqu'au champ, la femme doit aller prélever sur d'autres plantations de bananiers adultes, ceux qu'elle arrachera, sélectionnera, tronçonnera et amènera jusqu'à la parcelle en friche. La cuvette en émail utilisée ne peut contenir qu'un maximum de 30 « souches » de bananier dont le poids unitaire est évalué à environ 800 g. Or une parcelle moyenne d'un hectare porte 2.500 à 3.000 bananiers. On peut imaginer alors ce que représente en travail, en fatigue, le nombre de voyages, souvent très longs, imposés à des femmes qui transportent sur leur tête ces lourdes cuvettes destinées à la plantation d'une seule parcelle. L'étalement dans le temps de cette simple opération de

portage, qui trouve ici sa pleine justification, détermine un décalage dans l'époque de la récolte des fruits qui ne peuvent être stockés. Il s'établit par conséquent un équilibre compensateur bénéfique entre l'étalement des périodes de plantation et l'échelonnement des récoltes, équilibre assuré involontairement par des difficultés de techniques culturales. Or, dans le même temps, la femme s'occupe d'ouvrir un petit champ dans la « brousse à manioc » autour du village. Ce « défrichement » ne pose pas de problème majeur puisque la jachère n'a pas été suffisamment longue pour permettre une reconstitution de la forêt ; il est cependant pénible pour une femme déjà très occupée par ailleurs. Du mois de mai au mois d'août elle bouture le manioc dans ce potager, y adjoint par la suite quelques pieds de bananiers-plantain ou poyo (*bana kadou*), des boutures d'ananas, les piments omniprésents et quelques citrouilles (*viéré* ou *bona*). Elle fait cependant l'économie de la mise en terre du taro, qui pousse spontanément après le débroussaillage, à partir des tubercules résiduels de cultures antérieures, mises en sommeil par l'étouffement de la brousse après l'abandon de la parcelle.

Enfin, en octobre, le temps de la femme est accaparé par les diverses récoltes de café et cacao jusqu'en janvier-février. On doit ajouter aux occupations déjà énoncées et localisables dans les temps, les divers débroussaillages et l'entretien des jeunes plantations du mari, âgées de 2 à 3 ans, ainsi que les récoltes vivrières qu'elle y prélève (taro, ananas et divers condiments). Pour ce qui est de la banane-plantain, au fur et à mesure du développement du régime, la vigilance féminine doit être constante : pour être consommée en foutou, la banane doit être coupée juste avant l'entrée en maturation. On peut donc dire que ces récoltes s'étalent sur toute l'année. En décembre et janvier, à la fin d'une période de fatigues occasionnées par la traite, se situe la récolte des ignames. Ainsi, il n'existe pour la femme aucune morte-saison, et sa peine est extrême si l'on ajoute que sur ces tâches déjà bien lourdes, viennent s'en greffer d'autres, occasionnées par les travaux ménagers quotidiens routiniers : préparation de l'huile de palme (octobre-novembre), transport du bois de chauffage pour la préparation des repas, etc. Contrairement aux apparences, le transport du bois demande, même en zone forestière, un long effort, car la ménagère ne brûle que du bois ne dégageant que peu de fumée, donc plus difficile à découvrir que les essences courantes. Très recherché, il s'est raréfié aux abords du village, et la corvée de bois amène les femmes à effectuer des trajets de 2 ou 3 km avec leur charge sur la tête (1).

B. LES PERIODES DE REPIT AGRICOLE

Comme nous venons de l'expliquer, certaines tâches agricoles connaissent des trêves dont l'homme bénéficie, dans la mesure où d'autres travaux agricoles sont pris en charge par l'élément féminin de la population active. Les concepts de civilisation et de virilité entrent en jeu pour distinguer entre certains travaux masculins et féminins. Considéré comme très pénible, le buttage de l'igname est réservé aux hommes. Est-ce la vraie raison des superficies dérisoires consacrées à cette culture ? Quels mobiles secrets attribuent aux hommes le débroussaillage des plantations adultes, et aux femmes celui des plantations de première, deuxième et troisième années, alors que le travail est souvent aussi pénible ? La réalité montre que l'homme est réellement avantagé dans le nombre des tâches qui lui incombent, et se trouve gagnant au deuxième degré, dans la mesure où il peut léguer certaines de celles-ci à la main-d'œuvre contractuelle. Cependant, pour ceux qui n'y ont point recours, les travaux agricoles laissent au moins deux phases de répit entre deux périodes de pointe :

— la première correspond à la période du 15 juillet à la fin août, quand le planteur a terminé le repiquage des jeunes plants de caféiers ou de cacaoyers, élevé quelques dizaines de buttes d'ignames dans la nouvelle plantation, vérifié l'état des plants de 1 ou 2 ans et éventuellement remplacé ceux qui ont péri. C'est « *moungou* », une période de faible pluviosité et de chaleur plus intense. Le premier cycle de débroussaillage bat son plein puisqu'il commence à la fin du mois de juin avec les fortes pluies (*bottié n'dien*) et ne se terminera qu'aux débuts de la récolte de cacao en septembre. Cependant, c'est la seule tâche qui accapare le planteur à cette époque. Elle lui laisse des loisirs qu'il met à profit pour réparer son campement, en élever de nouveaux, et plus souvent construire une case au village. Mais ces activités extra-agricoles sont avant tout la pêche et la chasse.

(1) Une enquête "temps de travaux" aurait permis de constituer un emploi du temps passé aux différents travaux pratiqués par les hommes et les femmes, et aurait souligné l'énorme supériorité quantitative du travail féminin sur le travail masculin. Malheureusement celle-ci aurait demandé 1 ou 2 enquêteurs supplémentaires, ce qui était impossible.

— la deuxième période de répit se situe aux confins du cycle agricole et au cœur de « wawa », la grande saison sèche, entre l'époque où s'achève la récolte de café et avant que ne commence le nouveau cycle des défrichements. Cette période est brève car souvent fin de récolte et défrichement se chevauchent pour les planteurs les plus actifs.

C. LES TRAVAUX ANNEXES

Certains travaux annexes, en marge des manifestations agricoles, n'ont pas de caractère exceptionnel car ils se pratiquent tout au long de l'année. Le plus typique est la fabrication du vin de palme ou bangui (*n'zan*) tiré des deux variétés de palmiers : *Elaeis guineensis* (*doka*) et palmier-raphia (*Raphia vinifera*) (*mé*). Très amateur du vin de palme qui constitue sa boisson courante, le paysan doit mettre en chantier selon ses besoins et selon les possibilités de production des palmiers, un ou plusieurs « cabarets ». Le cabaret (*n'zan n'zo*), c'est le palmier abattu et saigné par une blessure dans le milieu du tronc, s'il s'agit de l'*Elaeis*, ou saigné à vif au niveau du bourgeon terminal s'il s'agit du palmier-raphia (1). La technique d'extraction est délicate. Outre le choix précis de l'arbre à point de maturité pour être « mis en perce », cette opération s'avère très minutieuse puisqu'il s'agit de perforer le cœur du palmier d'une « fenêtre » qui laissera s'égoutter la sève. On introduit quelques brandons enflammés de temps en temps, pour « donner du goût » au bangui. Ce travail n'est rendu possible qu'après avoir abattu le palmier en le déracinant avec une sorte d'épieu spécial. Cette opération longue et pénible n'est souvent réalisable que pendant la morte-saison de « mounbou ». L'extraction du bangui de raphia donne moins de peine, puisque le palmier est laissé sur pied, mais la technique du creusement du bourgeon est assez délicate si on veut obtenir un bon rendement en vin. La difficulté essentielle réside dans le prélèvement quotidien des canaris placés au sommet de l'arbre, à 10 ou 15 m de hauteur dans lesquels s'écoule lentement la sève. Cette occupation sacro-sainte prend 2 ou 3 heures de la soirée pour l'homme car, comme son nom l'indique, le « cabaret », c'est aussi un peu le salon où l'on cause, surtout lorsque les libations sont importantes !

Exclusivement saisonnière, la construction des campements intervient à la morte-saison qui précède la récolte. Le planteur de Bettié n'est point un maçon, ou tend à perdre cette vocation courante en Afrique. Au village, nous avons constaté en cinq ans la construction de deux cases seulement, selon la technique traditionnelle du « banco armé ». Le planteur prend de plus en plus l'habitude de confier cette tâche aux Dahoméens dont la technique de l'atakora est en grande vogue en Côte-d'Ivoire. Par contre, pour ce qui est des campements provisoires, la tradition ancestrale demeure ce qu'elle était : un hangar-cuisine, une ou deux chambres sur pilotis pour préserver de l'humidité et des animaux ou insectes de la forêt (serpents, magnans, etc.). Parois et plancher sont formés d'un clayonnage serré de lattes de palme, bien assujetties par des lianes. Le toit est en papo. De toute évidence, en moins de deux ans, les attaques des termites et de l'humidité ont raison de ces fragiles constructions jamais entretenues. La réfection ou la construction des campements est une affaire annuelle, sans cesse recommencée, mais de courte durée. Une case sur pilotis de 3,50 m sur 2,50 m peut être construite en 5 jours par un homme seul. Le temps consacré à cet ouvrage, pris sur les autres activités de loisirs, n'est donc guère important.

Autrement significative est la pêche, par le nombre de planteurs qui en font une activité secondaire, fréquente ou épisodique. Le poisson fournit l'apport essentiel de protéines qui entrent dans la composition des repas, bien plus que le gibier ou l'escargot. A Bettié, la ressource du poisson frais est d'autant plus appréciée que les villageois ne paraissent pas être obsédés par cette « peur de l'eau » qui saisit tous les villages agni en amont de la Comoé. Une rapide enquête nous a permis d'établir combien ce fleuve établissait une frontière entre les Agni et les autres ethnies. Les villages agni riverains ne manifestent pas le besoin de posséder des pirogues, de pêcher ou de franchir le fleuve. Ils n'ont aucune plantation sur sa rive droite, aucune communication avec elle. Situation radicalement inverse à Bettié, où une flottille de 112 pirogues recensées chez 85 planteurs donne déjà une image de l'importance de la navigation. 112 paysans sur un total de 169 totalisent 201 pagaies, c'est-à-dire que 27 personnes au moins, qui ont l'habitude « d'aller sur l'eau » sont obligées

(1) Le terme de « cabaret » s'applique à tout l'espace aménagé autour du pied utilisé et à l'appareillage installé à cet effet : canal d'amenée, réceptacle de la sève, demi-calebasse ou demi-noix de coco servant de coupe, billes de bois, blocs rocheux utilisés comme sièges par le consommateur.

d'emprunter une pirogue, chose relativement facile entre autochtones. Sur la totalité de la flottille, 9 pirogues dépassent 350 kg de charge utile, c'est-à-dire que leur maniement est impossible pour un rameur seul. Ce sont des unités destinées au transport de la récolte des produits de traite, des bananes ou des sacs d'engrais. Restent 103 pirogues individuelles, de maniement facile, plus encore si deux payeurs montent à leur bord, cet effectif étant l'équipage normal de ce type d'embarcation lorsqu'il s'agit d'un parcours dépassant 4 km.

Ainsi une pêche à petit rendement est pratiquée quotidiennement. Elle consiste à caler les filets de barrage en travers de la Comoé et à les vérifier le matin avant le départ au travail. Mais « mougou », qui correspond à l'étiage le plus bas du fleuve, et à l'amorce d'une légère montée des eaux, est une période de pêche active. De véritables « campagnes » de pêche conduisent certains planteurs par-delà les rapides jusqu'à Malamalasso, pour traquer le caïman et le capitaine. Outre la pratique de la pêche elle-même, le matériel qu'elle met en œuvre (pirogues, filets, nasses) est l'objet des soins particuliers de la collectivité. A cette époque, presque chaque « cour » possède son lot de nasses de toutes tailles, entièrement construites ou sur le métier : la fébrilité qui entoure cette occupation égale ou surpasse même celle qui préside au tressage des claies de séchage du cacao. On utilise ces dernières jusqu'à ce qu'elles tombent en poussière, alors que chaque année l'effectif des nasses est renouvelé pour permettre de nombreuses captures à la montée des eaux de crue en septembre. Ces travaux de tressage, comme ceux de tissage des filets, sont de compétence universelle. Par contre, l'évidage des troncs d'arbres pour la fabrication des pirogues relève de la compétence de quelques experts qui délaissent tous les travaux agricoles pour s'y adonner, soit pour renouveler leur embarcation trop vieille, soit pour réaliser une commande. Le prix s'élève en moyenne à 1.000 F CFA par 34 kg de charge (une pirogue de 350 kg de charge utile vaut donc 10.000 F CFA). Situation plus grave encore, certains planteurs abandonnent le débroussaillage de leurs plantations pour aller pêcher sur la Comoé pendant 2 ou 3 semaines, ou le confient à des manœuvres contractuels, quitte à se retrouver au moment des récoltes devant des parcelles non nettoyées, c'est-à-dire impossibles à récolter. Cette période de pêche anormalement fébrile, liée à une situation économique préoccupante correspond à une période techniquement favorable. C'est l'époque où le planteur, comme la Comoé, est arrivé à étiage... pécuniaire, et où la production vivrière de bananes connaît un fléchissement. N'ayant que peu ou pas du tout d'argent pour en importer des villages voisins, les femmes sont obligées de battre la brousse à la recherche d'ignames sauvages ou d'escargots de forêt, et les planteurs sont poussés vers la Comoé, pour une pêche qui apparaît alors comme une activité vitale nécessaire.

Dans un même ordre d'idées, la chasse apparaît tout aussi capitale. Il s'agit, tout au long de l'année, d'un simple braconnage de la biche et du singe pratiqué par barrage de leurs zones de passage au moyen de palmes entrecroisées, par piégeage de l'entrée des pistes à gibier. Elle s'accompagne à cette époque d'une intense activité nocturne, avec affût à la torche électrique et prend l'aspect d'un véritable massacre du petit gibier ; la pratiquent ceux qui possèdent un fusil de traite (à un coup), mais ceux qui ont l'argent nécessaire pour se procurer des piles électriques et — au marché noir — des cartouches (en vente contrôlée), peuvent « commanditer » un chasseur. Une biche de 3 ou 4 kg peut atteindre un prix de l'ordre de 350 F CFA, et les bénéfices sont substantiels pour ces chasseurs (trois d'entre eux se sont arrogé sur cette chasse une sorte de monopole). Il faut rappeler pour mémoire la chasse à l'éléphant puisqu'un planteur possède le permis de grande chasse. Deux ou trois pachydermes en moyenne sont — officiellement — abattus chaque année, ce qui donne lieu, d'une part à d'originaux contrats abou n'zan pour le transport des quartiers de viande fumée jusqu'au village où ils sont répartis, d'autre part, à une véritable orgie de protéines.

D. BILAN

Il faut regretter l'absence de l'enquête « temps de travaux », qui nous prive de données chiffrées. Cependant, quoique subjectives, nos observations et nos conclusions nous permettent de dresser un bilan de carence. Elles reposent sur des données précises et sur des faits qui montrent que le temps effectivement passé sur les plantations est nettement inférieur au temps passé à des activités de diversion non agricoles.

Certes, nombreux sont les planteurs qui se rendent quotidiennement à leurs champs ou leur campement. Mais bien souvent, dans nos pérégrinations en brousse, nous avons surpris aux heures normales de travail, des groupes de voisins assis devant un campement ou sur le terre-plein d'un

cabaret autour d'un canari de bangui. Les campements, s'ils servent d'abri temporaire en cas de tornade, d'habitation pour les manœuvres saisonniers, de relais de chasse ou de pêche, sont aussi un alibi commode pour boire et bavarder à l'abri des regards de la communauté villageoise. Certains d'entre eux même, situés à quelques centaines de mètres du village, n'ont pas de vocation agricole fondamentale, mais une destination moins licite.

La deuxième remarque concerne la disproportion qui existe entre le travail accompli par les femmes et la portion congrue réservée aux hommes. La carence bananière provoquée par le mauvais entretien général relève en partie de cet état de choses : l'élément féminin ayant pour mission la culture de cette plante essentielle ne parvient pas à la mener à bien, écrasé par la multitude des tâches qui lui incombent, par l'éloignement des plantations. Ces longues distances font perdre aux femmes un temps précieux en trajets stériles qu'elles parcourent d'autant plus lentement qu'elles sont plus chargées. Une participation plus efficace de l'homme dans la culture du vivrier résoudrait en partie ce problème. Enfin la période de répit dans les travaux, que nous avons évoquée, « mounbou », est en fait une période de mono-occupation de débroussaillage, qui apparaît essentielle pour la récolte. Qu'elle soit négligée au profit de la pêche et de la chasse ordinairement réservées à des spécialistes, relève d'une attitude qui n'est pas celle d'un paysan, la « contrainte » d'une semi-disette temporaire n'explique pas tout. On doit rechercher des causes plus profondes à ce comportement.

V. — VUE D'ENSEMBLE DES PROBLEMES POSES

1. — *LES APPARENCES FLATTEUSES*

Après avoir traversé les villages annexes de Bettié, Diambarakro, Borobo, Akiékrou, etc., le voyageur éprouve une surprise agréable, après 28 km de piste déserte. Il ne s'attend pas, en terminant ce voyage au bout de la forêt, à trouver en Bettié un village aussi pimpant. De nombreuses cases spacieuses, de nombreux toits de tôle, des façades cimentées ou peintes, une longue rue, large et rectiligne, aux cases bien ordonnées entourant une cour propre, donnent une impression riante et favorable. S'agit-il soudain d'un village extrêmement prospère? Toutes les apparences penchent en faveur de cette thèse.

A. L'ESPACE CONSACRE AUX CULTURES COMMERCIALES

1.434 ha de forêt ont été abattus par l'homme pour lui garantir sa subsistance et ses revenus monétaires. L'importance de l'espace brut destiné aux cultures commerciales, soit 1.396 ha, laisse présager que le paysan est entièrement engagé dans l'économie monétaire moderne, et que toute son activité se déploie sur la plantation. Chaque habitant dispose de 1.53 ha de terre cultivée. Ce chiffre, corrigé par celui des plantations mises « en sommeil » par le cycle d'ombrage, temporairement inutiles sur le plan commercial et alimentaire, donne pour chaque individu 1.18 ha, superficie très importante par rapport à la moyenne régionale (1).

Hommes et femmes peuvent indistinctement exploiter des plantations commerciales, et la superficie moyenne par exploitant est de 7.13 ha. Elle s'élève à 8.48 ha, si l'on passe de l'exploitation individuelle à l'exploitation familiale, c'est-à-dire en considérant les divers planteurs groupés au sein de familles élémentaires, où interfèrent les relations de travail entre mari, femmes et parfois enfants, et dans une certaine mesure les budgets (par exemple lorsqu'une femme renfloue son mari en difficulté pécuniaire). Cette superficie moyenne est nettement supérieure à la moyenne régionale de l'enquête par sondage (2). Mais une famille élémentaire (unité budgétaire) ne dispose, selon que l'on se place dans le cadre de l'économie monétaire (plantations de rapport) ou de l'économie de subsistance (plantations vivrières) que de 4.95 ha d'une part, et 1.63 ha d'autre part. Ces deux chiffres additionnés sont alors légèrement inférieurs (6.58 ha) à la moyenne régionale, ce qui souligne une fois de plus le poids des champs improductifs. (1.90 ha). Ce potentiel de production doit être mis en regard du potentiel de travail de la population active, pour connaître quel est l'équilibre atteint face aux possibilités offertes.

B. UNE COMPOSITION DEMOGRAPHIQUE EQUILIBREE

La pyramide des âges met en relief le caractère de jeunesse de la population et la supériorité numérique féminine. Il s'agit d'une population massivement jeune dans son ensemble, avec une forte poussée de très jeunes éléments, ce qui est la tendance générale des pays en voie de développement à démographie galopante.

(1) 0.95 ha. Enquête de la S.E.D.E.S. dans le Sud-Est ivoirien.

(2) 7.25 ha. Enquête de la S.E.D.E.S. dans le Sud-Est ivoirien.

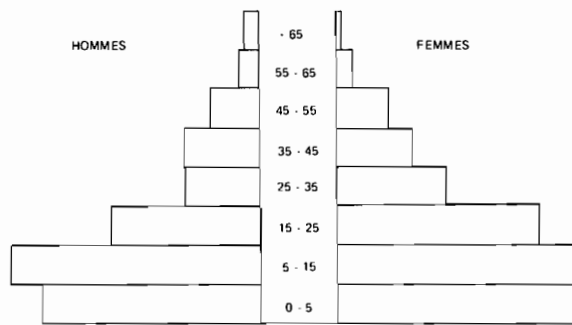


Fig. 19 – Pyramide des âges (Bettie)

Un examen approfondi du rapport des populations jeune et adulte, et de celui des populations active et inactive, est indispensable pour juger les rapports de l'homme et de la terre. La population de 0 à 15 ans représente 52,8 % du total, alors que la tranche d'âge supérieure à 60 ans est faiblement représentée : 1,7 % de l'ensemble de la population (1). Si les adultes de 15 à 59 ans ne comptent que pour 45,5 % de celle-ci, un rapport à la population active et inactive infirme nettement ces données. Le contingent des moins de 15 ans est très fort, mais cette norme de type européen ne doit pas être prise en considération en Afrique, où les enfants sont considérés comme « productifs » dès l'âge de 12 ans en milieu rural. Ils entrent dès cet âge dans le circuit des actifs, qu'ils soient ou non écoliers. Bon nombre d'enfants scolarisés débroussaillent et surtout récoltent une ou plusieurs parcelles de leur père ou oncle, qui, sans cette aide, auraient nécessairement recours au métayage. Ceci étant posé, en comptant la population active de 12 à 59 ans et l'inactive de 0 à 12 ans et au-delà de 60 ans, le déséquilibre entre forces productives et non productives disparaît complètement : 50,1 % des habitants appartiennent à la première tranche, 49,9 % à la tranche inactive. Pour la population active, le rapport est de 88,2 hommes pour 100 femmes ; la proportion s'inverse au profit des hommes pour la population inactive : 100,8 hommes pour 100 femmes, ce qui souligne l'usure plus rapide de l'élément féminin, accablé de tâches plus nombreuses et aussi pénibles que celles des hommes.

En dépit de la « santé » de cette population, l'espace cultivé est-il à la mesure de ses possibilités d'intervention aux divers stades saisonniers d'entretien, de récolte et de façonnement ? Dans quelle mesure peut-elle y faire face ? Selon les normes établies par les Services du Ministère de l'Agriculture (2), un planteur peut entretenir correctement 2 ha de plantation à lui seul, c'est-à-dire opérer non seulement 6 passages pour le débroussaillage, mais encore tailler, ébourrander, pratiquer la lutte contre les parasites (fourmis rouges, scolytes, etc.) et faire la récolte. Il y est entendu que le terme de « planteur » confond homme et femme car l'on suppose une aide mutuelle des éléments masculin et féminin, surtout au sein d'une même famille. Ce même raisonnement permet de concevoir que selon la population active de Bettie, 469 personnes pourraient correctement cultiver 938 ha de plantations, plus les cultures vivrières qui n'entrent dans ces travaux que pour une faible part (38 ha). Or, cette population doit faire face en réalité à 458 ha de plus que les normes établies. Quand bien même on retrancherait les 309 ha de jeunes plantations abandonnées temporairement à la brousse, et qui, dans une agriculture bien comprise, devraient être entretenues au même titre que les autres, ce seraient encore 149 ha qui exigeraient un effort supplémentaire du planteur. Pour être convenablement cultivé, ce terroir trop étendu doit nécessairement recevoir un appoint de main-d'œuvre étrangère. La question se pose de savoir si justement il est convenablement cultivé ? Nous y reviendrons plus loin.

C. DES REVENUS MONÉTAIRES ABSOLUS IMPORTANTS

Il paraît incontestable à première vue, que l'agriculture pratiquée procure une certaine richesse, voire une grande richesse si on compare les revenus intrinsèques du planteur de Bettie aux quelque 15 à 25.000 F CFA des revenus annuels bruts du paysan de la savane.

(1) Cette proportion est imprécise, car il est difficile d'évaluer à 10 ans près l'âge des vieux, et surtout de se fier exactement à leur propre opinion.

(2) "L'agriculture ivoirienne et les impératifs de modernisation" ouvr. cité, p. 59, Abidjan,

Nous avons mené auprès des planteurs une enquête systématique concernant leurs gains et leurs dépenses au cours de l'année 1963. Nous avons décidé ce type d'enquête après avoir constaté que la mémoire des planteurs pour tout ce qui touche à l'argent ou ce qui s'y rattache était très fidèle, comme par exemple pour les productions de café ou de cacao de leurs différentes parcelles. Elle s'est déroulée après un séjour de 14 mois dans le village, alors que nous connaissions parfaitement et individuellement tous les habitants. D'ailleurs les planteurs étaient parvenus à un degré de confiance qui nous a permis d'obtenir l'aveu, considéré comme le plus confidentiel, des dettes et des prêts d'argent (usuraires ou non), ce qui eût certainement échappé à une enquête par sondage ou à un enquêteur local : tout renseignement à ce sujet lui aurait été refusé. D'autre part, les recoupements qu'elle permettait entre les divers planteurs, complétés par l'enquête parcellaire systématique, nous ont permis d'atteindre un degré de précision satisfaisant.

Les chefs d'exploitation masculins de Bettié se sont partagés en 1963 la somme de 16.174.430 F CFA (1) et ont ainsi disposé d'un revenu moyen brut de 103.682 F CFA, ce qui laisse à chaque personne active une somme de 34.491 F CFA. Ce revenu est le seul à considérer dans le ménage, puisque l'épouse possède son budget particulier et ne vient en aide à son époux que selon son bon vouloir. La taille moyenne de l'unité budgétaire étant de 5,5 personnes, chaque membre dispose en moyenne de 18.850 F CFA par an.

Les revenus de la femme, c'est-à-dire en général de l'épouse, sont très inférieurs à ceux de son compagnon : 13.077 F CFA en moyenne.

Ces revenus se répartissent selon les rubriques suivantes :

	Homme %	Femme %
Agriculture de rapport (café-cacao)	67,19	39,33
Cultures vivrières (banane plantain-taro, etc.)	5,43	15,17
Autres recettes (contrat de débroussaillage, métayage, pêche)	27,37	45,48

Plusieurs constatations s'imposent, qui exigent des commentaires, selon qu'il s'agit :

1 - des revenus masculins :

Ces revenus mettent en relief l'évidente importance de l'économie de traite directe, autrement dit l'argent frais que procure au planteur la vente du café et du cacao cueillis sur son exploitation.

La traite, indirectement par le biais des contrats, lui fournit plus du quart de ses revenus. Ce pourcentage permet d'évaluer avec quelque précision, le poids des planteurs-contractuels locaux sur le marché du travail à Bettié.

Le budget masculin est encore constitué pour 5,5 % par des ressources vivrières, l'homme se réservant une certaine option — jamais très bien définie — sur la récolte de bananes-plantain des plantations nouvelles. Les autres sources de revenus, la pêche par exemple, sont dérisoires par rapport aux précédentes.

2 - des revenus féminins :

Ils sont modiques si on les compare à ceux de l'homme. Ils se répartissent assez curieusement, puisque près de 50 % proviennent de recettes indirectement afférentes à la traite : le rôle de la femme se montre par là capital au moment des récoltes où elle se transforme en véritable spécialiste des contrats « abou peign ».

Paradoxalement, dans l'échelle des valeurs, les produits vivriers (essentiellement la banane-plantain, le taro et le manioc) viennent en dernière position dans la composition de ces revenus. La femme qui est, par essence, une « jardinière », n'a pas grand'chose à vendre provenant de son

(1) Le questionnaire n'a touché que 156 planteurs : 13 ont été éliminés, soit par la force des choses (refus de se soumettre au questionnaire — cas du seul chef de canton, voyage, maladie soignée hors du village, prison, etc.) soit par le fait que, non-résidents, ils ne possèdent à Bettié qu'une infime partie de leur patrimoine.

domaine vivrier. On retrouve, avec ce constat, une conséquence de la crise bananière endémique de Bettié : la femme utilise toutes les bananes qu'elle récolte pour la cuisine familiale. Les besoins domestiques enfin satisfaits, il ne lui reste rien, ou presque rien, à vendre.

En valeur absolue, les revenus individuels sont apparemment élevés : le tableau 7 en donne la répartition.

Tableau 7

<u>Valeur des revenus (en F cfa)</u>		<u>Nombre de planteurs</u>	
Supérieurs à	750.000	2 (1)	} 48
de 500 à	750.000	1	
de 200 à	500.000	12	
de 100 à	200.000	33	
		(moyenne : 103.682 F CFA)	
de 50 à	100.000	40	} 109
de 20 à	50.000	44	
de 10 à	20.000	13	
Inférieurs à	10.000	12	

(1) 2 planteurs supplémentaires s'ajouteraient à ce nombre d'après les renseignements partiels que nous possédons sur eux. Mais l'un d'eux – le seul pour tout le village – a refusé de se soumettre au questionnaire et l'autre était malade en traitement au Ghana.

70 % des planteurs ont un revenu inférieur à la moyenne de l'ensemble (103.682 F CFA). Economiquement, l'image socio-professionnelle de Bettié prend des contours nets : il s'agit d'une communauté rurale où une quinzaine de gros planteurs fortunés domine une masse de petits paysans besogneux et dépendants, ou pauvres et endettés. On pourrait, à la limite, évoquer une structure néo-latifundiaire, qui ne serait pas, ici, héritée d'un passé historique, mais qui se développerait dans le présent, sous nos yeux. L'absentéisme, critère de base de ce phénomène agraire, compléterait le tableau : les plus gros planteurs ne résident-ils pas en ville (Abengourou surtout) ou n'envisagent-ils pas d'aller y résider ?

La projection du fait économique sur l'habitat est remarquable.

D. UN HABITAT AMELIORE TENDANT AU FONCTIONNEL (cf. cartes h.t. 8 et 9)

Installé sur un vaste replat, au-delà de la zone des hautes eaux de crue de la Comoé, le village se signale à l'attention par le découpage bien visible de ses 63 concessions, par ses séchoirs à café et à cacao qui dévoilent le type de culture pratiquée, par la densité de ses puits (au nombre de 24 ; moins de 3 concessions pour un puits) : ceux-ci témoignent d'une certaine prise de conscience de la nécessité d'aménager l'espace, d'économiser le temps et la peine, et également de se soucier de l'hygiène (le ver de Guinée est à peu près inconnu à Bettié). Il se signale enfin et surtout par ses toits de tôle ondulée. Une belle case, comme une maison cossue en Europe, est un signe extérieur de richesse. Il est relativement facile de juger la richesse d'un village africain au nombre de ses toits de tôle ondulée. Que le matériau importé supplante le matériau naturel fourni par le sol et le végétal, et l'on peut être assuré que le groupe humain participe d'une économie monétaire. Bettié est un village de 354 cases auxquelles il faut en ajouter 10 en construction : 28 % ont des toits de tôle. Plus que les murs de la case, le mode de couverture est significatif. La case traditionnelle agni est un grand rectangle de « banco armé » (*baka sua*) surmonté d'un toit de papo à deux pans. Son prix de revient est insignifiant ou nul, selon que le constructeur élève sa case de ses propres mains ou fait appel à un aide. Souvent, à cause du travail fastidieux de tressage qu'elles impliquent, celui-ci achète aux enfants de la Coopérative Scolaire, les « plaques » ou tuiles de papo, pour 10 F CFA la pièce. Cette dépense, de

3.500 F CFA environ, constitue globalement le prix de revient de la case. La construction des murs est aisée : un clayonnage de palmes assujetties, bourré de banco pétri. 59,5 % des murs des habitations sont construits selon cette technique, alors que 75,7 % des toitures sont encore réalisées en papo. La tradition est certes sauve, mais les techniques de construction récentes et la vulgarisation de la tôle ondulée ont abouti à rompre la monotonie de la case traditionnelle. Un nouveau mode de construction s'est rapidement répandu à travers toute la Côte-d'Ivoire : « l'atakora », introduit par les maçons dahoméens. Il consiste à empiler le banco selon un litage haut d'environ 50 cm, épais de 25, à le laisser sécher trois semaines avant d'en édifier un second, et ainsi de suite. Aussi les variantes de construction des cases sont-elles nombreuses : banco armé + toit de tôle ; atakora + papo ; atakora + toit de tôle... Surtout quand s'y ajoutent de façon ingénieuse des briques en banco moulées pour la diversifier à l'infini.

Jusqu'ici la brique de banco a été considérée comme un luxe, car elle demande de la minutie et des soins attentifs de moulage et de séchage. L'atakora réalisé par les maçons dahoméens demeure encore la technique la plus répandue chez le planteur qui a les moyens de se faire construire une case. 31,6 % des murs des cases de Bettié sont construits en atakora. Ce pourcentage, voisin de celui des toits en tôle, signifie que la conjonction de l'atakora dahoméen et de la tôle européenne a été jusqu'ici la formule moderne en faveur auprès du planteur aisé, surtout lorsqu'elle s'accompagne d'un crépissage en ciment, de l'huissierie et d'éléments de menuiserie modernes. Ce type de construction, qui permet d'envisager des cases à la fois spacieuses et hautes, coûte cher et n'est accessible qu'à des planteurs relativement fortunés. Il est difficile d'établir une moyenne précise du coût de ce genre d'habitat qui varie selon les dimensions et les aménagements de détail. Une moyenne très grossière s'établirait entre 180 et 350.000 F CFA pour des cases de dimensions de 10 x 6 m et 5 m de hauteur. La case la plus chère du village est revenue en 1960 à 957.600 F CFA. Elle comprend 7 pièces et ses dimensions sont les suivantes : 13,25 m x 10,65 m x 4,70 m de hauteur. En contrepartie, nous avons signalé la modicité du prix de revient d'une case traditionnelle en banco armé et en papo. Etant donné que peu de « promoteurs » la terminent sans avoir eu à déboursier de l'argent, il convient de situer son prix de revient entre 5 et 10.000 F CFA. C'est donc un abîme qui sépare le coût de ces deux types de construction. Est-ce une simple coïncidence de constater que le nombre des toits de tôle du village est à peu de chose près le double du nombre de planteurs dont les revenus sont supérieurs au revenu moyen (99 pour 48 planteurs) ?

Ainsi tous ceux qui en ont la possibilité améliorent leur habitat, et bon nombre d'entre eux font des efforts au-dessus de leurs moyens pécuniaires, dans ce but. Dans cette perspective, la mesure gouvernementale prise en avril 1965 de faire démolir les cases traditionnelles, dans l'intention — certes louable — de rénover et de moderniser l'habitat rural, apparaît incompréhensible et absurde, car le planteur de Bettié ne bénéficiera d'aucune subvention (aucun prêt n'a été prévu au départ) alors qu'il devra obligatoirement construire « en dur », c'est-à-dire en briques de banco ou en ciment, et couvrir avec de la tôle. Or les planteurs qui en avaient les moyens ont depuis longtemps fait de telles réalisations et la mesure pour eux inutile, ne les concerne aucunement. Pour les autres, les plus pauvres, il est évident qu'ils ne pourront pas plus qu'avant, par la seule vertu magique d'une mesure administrative, et sans aide matérielle, payer la construction de cases dont le coût dépasse 300.000 F CFA, même si cette dépense doit s'échelonner sur plusieurs années. Subissant le handicap supplémentaire de la destruction de leur foyer actuel, ils quitteront le village pour se réfugier au campement. Or, la mesure administrative avait pour perspective à terme, le regroupement des paysans au village ! Le résultat acquis sera exactement l'inverse du but poursuivi.

E. UNE AMORCE DE SECTEUR TERTIAIRE

La richesse apparente de Bettié, qui se manifeste dans la tôle de ses toits et le ciment de ses façades, se traduit par un autre signe caractéristique : le commerce boutiquier. Celui-ci est l'héritier du commerce de pacotille et de contrebande réalisé par les nombreux colporteurs qu'attirent la proximité du Ghana et la sécurité relative offerte par la forêt dense, qui rendent assez rares les rencontres malheureuses avec les douaniers. Bettié est d'ailleurs situé sur une voie de passage entre le Ghana et Abidjan. Colportage à l'origine, ce commerce s'est fixé et transformé avec l'installation du chantier européen de la Forestière Equatoriale. Exclusivement exercé par des « étrangers » (4 Nigé-

riens, 2 Sénoufo), il comprenait récemment 6 boutiques et 1 « tablier » (1) peu important. Ces boutiques vendent de tout, mais surtout des produits d'importation essentiels pour la vie courante (savon, sel, sucre, pétrole, piles électriques, lampes-tempête, etc.). Cet effectif s'est maintenu après la fermeture des chantiers de la Forestière, mais son volume de vente a faibli à partir de 1965. Deux boutiquiers et le « tablier » sont partis.

En dehors du commerce, l'encadrement administratif est représenté par un garde-forestier qui doit surveiller les forêts classées voisines, et par 3 instituteurs, ce qui montre combien grand est le souci de scolarisation. L'encadrement agricole est lié à l'opération de Régénération Cacaoyère. Selon l'époque, un ou deux agents des Services Agricoles travaillent à demeure à Bettié pour contrôler le déroulement des diverses opérations et conseiller les planteurs.

Est-ce cet embryon de noyau administratif, ou bien le seul argument de l'éloignement de la préfecture d'Abengourou, qui a poussé le chef de canton de Bettié, à réclamer pour son village la promotion au rang de sous-préfecture?

F. LA SCOLARISATION

Les trois instituteurs mentionnés dispensent leur enseignement à 142 enfants. L'école a été ouverte en 1956 et a rencontré un écho très favorable au sein de la population qui a construit spontanément l'une des deux salles de classe. L'enfant lui-même veut aller à l'école dans le but d'avoir le certificat d'études primaires, cette sorte d'« aura » qui permet d'obtenir un emploi soi-disant honorifique en ville et de délaisser la machette. Les maîtres changent souvent : isolement, exploitation dont ils sont victimes, prix exagérés des denrées alimentaires (l'insuffisance de la production bananière les oblige à payer les régimes plus cher qu'à Abidjan), sont autant de facteurs susceptibles d'expliquer leur rotation rapide. En 1965 on trouvait encore dans le même cours des débutants, 15 élèves qui avaient intégré l'école en 1956. D'une part cette pléthore d'élèves attirés, moins par le besoin d'apprendre, que par le désir d'acquérir le moyen « magique » qui leur permettra de se détacher de la plantation pour chercher fortune en ville, devrait faire l'objet d'une sélection (7 enfants en 9 ans ont été jugés dignes du C.E.P.!) et d'autre part l'enseignement devrait être adapté au milieu rural de plantations où il s'exerce, pour initier l'élève à son futur métier de paysan, au lieu de lui ouvrir de pseudo-horizons chimériques. La Coopérative Scolaire qui a créé deux plantations devrait être le creuset d'un enseignement rural pratique et non désadapté au milieu comme il l'est à l'heure actuelle. L'instituteur rural, à Bettié comme ailleurs, plus qu'ailleurs peut-être, devrait être aussi, dans les limites de ses attributions, un planteur-pilote qui apprendrait à faire aimer la terre et interdirait que s'enracine dans la mentalité juvénile le prestige fallacieux de la cravate.

G. LE BILAN D'ENSEMBLE

Plusieurs conclusions se dégagent de cette étude. D'abord l'espace cultivé se présente comme immensément vaste, mais disparate. En deuxième lieu, la population qui vit de son exploitation est importante mais trop nombreuse pour des revenus insuffisants et mal répartis. Enfin, l'amorce d'une réaction se dessine au sein des couches jeunes de ce paysannat.

Les immenses superficies grignotées sur la forêt, éparpillées en son sein, apparaissent comme un leurre tout juste bon à faire « souffrir le planteur », d'autant plus que les apparences sont flatteuses : une masse importante de numéraire issue de la vente des produits de traite, passe par ses mains. Mais en définitive, cet argent n'est utilisé que pour des opérations mauvaises, peu avantageuses ou inutiles.

La prise de conscience de cette crise, née de l'affrontement de la tradition ancestrale avec une civilisation agraire et monétaire toute nouvelle, se traduit chez les jeunes de deux façons différentes :

1) les jeunes planteurs, encore peu sollicités par l'émigration vers les villes, font l'expérience du travail en commun pour « moins souffrir sur la plantation » en groupant leurs efforts au sein d'associations de travail ;

(1) Tablier : petit commerçant exposant ses marchandises sur une table.

2) les jeunes scolarisés, de quelques années à peine les cadets des premiers, en dépit de leur pratique précoce des travaux de la plantation, en dépit de leur habitude de voir circuler l'argent dans le village, contrairement à leurs camarades de régions nettement plus défavorisées, aspirent, à l'unanimité, à quitter le village et à exercer en ville des métiers extra-agricoles (1). Cette réaction de fuite, lourde de sens par sa spontanéité, traduit une réalité dramatique qui traumatise l'enfant à un point tel qu'il repousse la condition de planteur, comme un fléau.

2. — UNE REALITE DECEVANTE

A. DES RENDEMENTS FAIBLES

Pour cerner la première des réalités, puisque Bettié est engagé à fond dans une économie de profit, il faut examiner le rapport de la récolte effective de produits commercialisés à la surface cultivée. Nous avons pu obtenir les renseignements concernant la récolte de chaque parcelle arbustive pendant les 2 dernières années, laps de temps où la mémoire du planteur est fidèle et encore précise. La méthode des carrés de rendement s'est révélée une faillite car nous n'avons pu obtenir des planteurs qu'ils nous signalent leur intention de procéder à la récolte de ces carrés. Des marquages de cabosses ont prouvé que celles-ci disparaissaient à notre insu. La négligence du planteur n'est pas ici tellement en cause, les cabosses mûrissant très lentement et jamais ensemble. Au cours de ses tournées, le hasard a pu faire qu'il coupe par mégarde des cabosses sur les carrés, sans qu'il ait jamais eu conscience de commettre une erreur. Aussi avons-nous dû abandonner cette méthode rigoureuse.

Rapportée à l'ensemble des plantations de cacao adultes, la moyenne de production s'élève à 140 kg/ha pour le cacao et 239,1 kg/ha de café pour l'année 1963. Elle est évidemment dérisoire. Aussi pour avoir une moyenne de production beaucoup plus juste, doit-on tenir compte des incidents qui ont pu intervenir pour entraver la récolte. A cette lumière, on s'aperçoit que 13 parcelles de café totalisant 29.75 ha et 44 parcelles de cacao, soit 62.06 ha, n'ont pas été récoltées pour les motifs les plus divers. En tenant compte de ces abandons, on obtient (tableau 8) :

Tableau 8

Rendement à l'ha (année)	Cacao (kg)	Café (kg)
1963	278 (1)	267,2
1962	290,4	252,1

(1) Moyennes de la S.E.D.E.S. : (pour la strate où est compris Bettié) : cacao 250 à 350 kg/ha ; café 300 à 350 kg/ha.

Densités et rendements établis par la S.E.D.E.S. pour Bettié, d'après l'étude des carrés qu'elle y a établis en 1963 :

(1) Sur 33 élèves du cours supérieur enquêtés sur leurs ambitions, un seul a déclaré vouloir devenir planteur ; les emplois le plus souvent cités, étaient ceux d'instituteur, dactylographe, ministre ou sous-préfet. Les deux raisons invoquées 32 fois (les élèves ne pouvaient communiquer entre eux), sont : "On souffre trop sur la plantation" et "Il n'y a pas l'argent".

	<u>Densités (pieds/ha)</u>	<u>Rendements (kg/ha)</u>
Cacao	956	522,5
Café	511	182
Banane-plantain	1 029	3 148
Manioc	4 588	3 778
Igname tardive	3 700 (buttes*)	1 680
Taro	2 183	?

(*) Ce faible taux s'explique par le fait que nulle jeune plantation n'est couverte totalement de buttes. De plus, il est très difficile de localiser et de mesurer l'espace effectivement occupé par l'igname dans chacune d'elles, pour en tirer une moyenne spécifique.

Ces rendements sont nettement inférieurs à la moyenne générale de la région environnante enquêtée par la S.E.D.E.S. Les rendements moyens du cacao s'en rapprocheraient cependant. Ils correspondent d'ailleurs aux moyennes enregistrées dans la « Boucle du cacao », région grosse productrice. Cependant les conditions édaphiques sont exceptionnellement réunies sur les rives de la Comoé pour assurer des taux plus élevés. Les Services Agricoles avancent le chiffre de 500 kg/ha de cacao comme très normal pour une plantation bien entretenue (débroussaillages multiples + émondage, etc.), mais non bonifiée. Ce poids peut doubler après épandage d'engrais.

A Bettié, la négligence est catastrophique et, comme nous l'avons déjà indiqué, l'entretien se réduit à un seul passage rapide pour permettre d'entrer dans le champ avant la récolte. Il s'agit à peine d'une agro-arboriculture, et le ramassage des fruits confine à une sorte de grappillage relevant d'une économie de cueillette. En 1963, sur 6,4 % du terroir, on n'a même pas fourni cet effort, de sorte que sur 62.06 ha de cacaoyères et 29.75 ha de caféières adultes, la récolte est restée sur pied. La raison ? Elle est simple : le manque de manœuvres, l'éloignement et la dispersion des champs qui compliquent le déplacement des travailleurs et le transport des récoltes. On comprend mieux, à la lumière de ces chiffres, la ligne de conduite du planteur qui croit pouvoir tenir tête à toutes ses obligations agricoles mais qui, au fur et à mesure d'un constat de carence, fragmente ses champs entre divers contractuels partiels pour le débroussaillage, pensant encore pouvoir se réserver la récolte. N'y parvenant pas, il élabore une nouvelle série de contrats de métayage portant exclusivement sur celle-ci. Si les manœuvres manquent, on se rabattra sur les femmes qui seront alors des métayères à mi-fruit. Si les femmes font défaut, les parcelles resteront à l'abandon, non récoltées.

On comprend également que dans l'embauche de main-d'œuvre étrangère le planteur ne soit guère exigeant sur la qualité du travail. Pourvu que le manœuvre arrache à l'arbre une récolte, quelle qu'elle soit, peu importent les moyens employés. Mal plantés, mal entretenus, abandonnés ou saccagés, étouffés par la brousse, les arbustes ont une exceptionnelle résistance pour sortir vainqueurs de pareils traitements, et compte tenu de ces nombreuses hypothèques, les rendements, surtout celui du cacaoyer, peuvent être considérés comme bons, surtout le long de la Comoé où ils croissent sur un sol favorable (cf. carte h.t. 10).

En ce qui concerne les cultures vivrières et essentiellement celle du bananier-plantain, l'établissement de carrés de rendement s'est heurté aux mêmes difficultés déjà évoquées, accentuées par le développement très lent de la plante. On peut cependant évaluer à 3 t/ha la production des régimes. C'est un rendement très faible : les causes sont identiques à celles déjà évoquées pour les cultures commerciales. Si la jeune plantation, fragile aussi bien dans son contexte arbustif que vivrier ne reçoit pas les soins qu'elle exige, la répartition des tâches au sein du ménage, largement déséquilibrée au profit de l'homme, en est le principal motif.

B. UNE AGRICULTURE VIVRIERE MAL COMPRISE

Le planteur considère-t-il l'agriculture vivrière comme une tâche si avilissante qu'il ne la pratique jamais? Il ne bouture aucun champ de manioc; il n'entretient aucune bananeraie. A peine consent-il à butter quelques ignames! Considère-t-il cette culture comme annexe ou superflue? Estime-t-il qu'avec l'argent procuré par la traite, il pourra se ravitailler toute l'année en bananes ou taros indispensables à la satisfaction de ses besoins? Considère-t-il le bananier d'abord comme une plante de couverture pour le cacaoyer, ou avant tout comme une plante de rapport? La réponse est ambiguë.

Nous avons longuement insisté sur les deux catégories de champs vivriers réservés au labeur féminin : le « jardin » à base de manioc, entièrement créé sur des « jachères » aux abords du village; les plantations nouvelles ouvertes dans la « forêt noire », sur lesquelles on associe pendant trois ou quatre ans culture vivrière et arbustive.

Considérons le bananier-plantain, chef de file de cette jeune plantation. Appelé à disparaître rapidement, dès le début, il est tenu par le paysan comme une plante d'importance secondaire : il ne se préoccupe ni de sa mise en terre, ni de son développement, ni de son entretien, ni de sa récolte. Or, paradoxalement, la culture de la banane, nourriture de base de Bettié, régit en fait la vie agricole villageoise et sa vie tout court. Qu'elle produise bien une année et on néglige peut-être de créer une nouvelle plantation arbustive. Son rendement devient-il médiocre? Le planteur s'active pour défricher. Et pourtant, faute de soins, peu de champs portent trois récoltes successives de bananes, les quantités accusant une chute vertigineuse de la première à la troisième, alors qu'une culture bien menée et minutieuse permettrait à la bananeraie d'assurer la subsistance du planteur pendant 5 ans au moins, par rejet des souches. Ce paradoxe domine tout le système agricole de Bettié et corollairement toute la vie du village, puisque les tubercules ne peuvent en aucune façon résoudre la crise bananière. Cette crise serait amortie si l'homme partageait le travail féminin sur les jeunes plantations où la plante d'ombrage ne serait pas étouffée rapidement par la brousse et aurait enfin la place qui lui revient.

C. L'EMPLOI DECONCERTANT DES REVENUS MONETAIRES

Si nous avons mis en évidence la relative importance des revenus, il convient de préciser quel emploi en est fait, quelles destinations leur sont données. Trois grandes rubriques composent le chapitre des dépenses (tableau 9) :

- les frais d'exploitation,
- les frais ordinaires de subsistance, en l'occurrence les dépenses concernant les denrées alimentaires,
- les dépenses extraordinaires qui interviennent irrégulièrement et incidemment au cours de l'année.

Pour les hommes comme pour les femmes, la main-d'œuvre grève le plus lourdement les budgets : 35 % pour les uns, 16,87 % pour les autres. Dans ce taux est comprise, outre les dépenses occasionnées par les salariés et les contrats monnayables, la valeur en nature des contrats de métayage abou n'zan et abou peign. Cela représente en somme, la valeur exacte en espèces due à cette main-d'œuvre. S'y ajouteraient d'autre part le prix de la nourriture que nous n'avons pas estimé, et celui des cadeaux en espèces dont nous avons chiffré le montant. En effet, les cadeaux sont toujours liés à une dette de reconnaissance. Rares sont les cadeaux « gratuits », que nous avons distingués d'ailleurs. L'exemple le plus classique est le cadeau fait par le planteur à sa femme qui l'a aidé à récolter une grande parcelle de caféiers ou une petite cacaoyère. Ce travail est certes bénévole, mais l'épouse recevra infailliblement en cadeau une pièce de pagne et un mouchoir (valeur approximative 5.000 CFA) pour la cacaoyère, et 2 pièces de pagne et une paire de sandales (valeur : $4.000 \times 2 + 500 = 8.500$ F CFA) pour la grande caféière. En somme, le cadeau est une rétribution indirecte en nature qui doit être intégrée dans les frais d'exploitation. Dans ces conditions, le coût de la main-d'œuvre engloutit 41,8 % du prix de vente des produits.

Les frais d'outillage, représentant moins de 2 % du total des dépenses, apparaissent négligeables. En fait, un seul instrument est utilisé : la machette (*bessè*), cet outil-protée qui sert à couper, trancher, creuser (on ne creuse pas les trous de mise en terre du cacaoyer à la daba, mais à la machette)... et même à payer! Les daba (*topó*) sont rares et utilisées seulement par les femmes. Les autres outils recensés sont la lime, la petite faucille coupe-cabosse (*koko akapè*), l'éperon à four qui

Tableau 9

	Hommes		Femmes	
Frais d'exploitation :				
– Main-d'œuvre	35	%	16,87	%
– Cadeaux	6,85	% 43,61 %	0,52	% 19,62 %
– Outillage	1,76	%	2,23	%
Dépenses alimentaires :				
– Nourriture d'origine locale	13,94	% 21,01 %	16,60	% 22,60 %
– Nourriture autochtone importée .	7,07		6	%
Produits de consommation importés	7,69	%	21	%
Dépenses extraordinaires :				
– Construction	5,81	%	4,32	%
– Voyages	4,80	%	6	%
– Santé	3	% 27,74 %	2,17	% 36,70 %
– Funérailles ou cérémonies	3	%	2,94	%
– Scolarisation	4,13	%	7,80	%
– Divers	7	%	13,47	%

sert à déraciner les palmiers. Les paniers sont en général tressés par les femmes et ne nécessitent pas de débours d'argent.

Pour l'élément féminin, l'échelle des pourcentages se calque sur celle des hommes, mis à part un taux plus faible du budget consacré à la main-d'œuvre, les femmes étant toujours plus à la peine que les hommes. Pour ce qui est des cadeaux, ce sont elles qui les reçoivent en général, et il est évident que si elles en thésaurisent beaucoup, ceux qu'elles doivent donner dans le contexte de leurs pratiques agricoles sont pratiquement nuls, puisqu'elles ne font presque jamais appel aux services d'autrui.

La deuxième remarque sur le chapitre « Dépenses » concerne la part importante (près de 14 %) du budget absorbé par la nourriture de base, c'est-à-dire avant tout la banane-plantain, et en position secondaire le taro et l'igname. Le riz, très peu apprécié, est considéré comme une denrée d'importation, puisqu'acheté à la boutique. Dans un système agricole mieux adapté, comme c'est apparemment le cas dans d'autres villages de la région, les dépenses afférentes à la nourriture de base devraient être très réduites, sauf dans le cadre d'une monoculture à hauts rendements où le cultivateur a intérêt à satisfaire ses besoins alimentaires quotidiens par achat. Cette situation se rencontre dans certaines régions d'Europe, comme le Languedoc par exemple, où la monoculture de la vigne incite le viticulteur à s'approvisionner en produits vivriers et autres en dehors du cadre rural. Il est curieux d'en découvrir certains aspects — frelatés — dans un village africain. Cependant les motivations en sont fort différentes, car à Bettié l'intérêt du planteur n'est pas en jeu pour créer une telle situation. Celle-ci est aberrante, si l'on songe que les deux pôles principaux totalisant 55,79 % des dépenses, pourraient être, dans une agriculture bien comprise, réduits à zéro ou presque. Il est tout à fait légitime que le planteur destine 7,07 % de son budget à l'achat de sucre, de lait condensé, de pain, (c'est ici considéré comme un luxe venant de la ville, Abengourou) sel, conserves, huile d'arachide, soda (Tip-Top), tabac et vin (Sovinci), qui sont des compléments satisfaisant les besoins nouveaux de la vie courante, de même qu'il consacre une part sensiblement égale (7,69 %) à des produits de consommation importés indispensables, tel que le pétrole lampant, le savon, les piles électriques, les lampes-tempête, les filets, ou à l'habillement (pagnes, sandales, etc.). Mais le village devrait être ravitaillé au-delà de ses besoins en produits de base tels que la banane-plantain et le taro. Quand on considère la production bananière des villages voisins encore satisfaisante en juillet-août, il est inadmissible qu'à Bettié, même à cette époque d'étiage pécuniaire, des femmes soient obligées de courir la brousse à la recherche d'ignames sauvages ou d'escargots, retombant temporairement dans

une civilisation de cueillette des plus primitives. Il faut voir la population se ruer à l'arrivée d'un taxi, dans l'espoir de le voir transporter des bananes à vendre, pour saisir la réalité de cette crise bananière. Deux rapides enquêtes concernant l'importation du vivrier, l'une fin avril, l'autre début juin, ont donné les résultats suivants :

en 3 jours (avril) : — 579 kg de bananes-plantain (61 régimes à 50 F = 3.050 F CFA)
— 190 kg de taros ;
— 75 kg d'ignames sont entrés à Bettié ;

en 7 jours (juin) : — 909,5 kg de bananes (122 régimes à 50 F = 6.100 F CFA)
— 250 kg de taros ont été importés du voisinage.

En extrapolant ces résultats (1), Bettié importerait chaque année 73 t de produits de subsistance, surtout de la banane et du taro ! Ce n'est donc pas un simple appoint, et ce seul chiffre donne les dimensions de la crise alimentaire.

La dernière rubrique est consacrée aux dépenses singulières qui interviennent incidemment au cours de l'année. La construction vient largement en tête, surtout si l'on tient compte de la construction peu onéreuse opérée par les planteurs eux-mêmes pour les cases traditionnelles. Les voyages grèvent également les budgets, car l'Africain est très mobile, et il serait intéressant de pouvoir comparer ce taux à celui de planteurs d'autres villages moins isolés. Les femmes n'échappent également pas à cette mobilité...

Nous avons classé dans la rubrique « Divers » les dépenses peu habituelles par leur objet ou leur importance particulière, comme les impôts (la carte du P.D.C.I.), les quêtes à l'église (pour les catholiques), la participation aux frais en cas de réception d'une personnalité, ou le remboursement de dettes. Ce sont surtout les dettes qui accroissent ce taux.

Cet examen montre le mauvais équilibre des budgets grevés par des dépenses, à première vue indispensables et vitales, mais qu'une bonne organisation de l'espace cultivé, et une meilleure gestion des terres, réduiraient considérablement. Les frais d'exploitation devraient concerner l'achat d'engrais et de lindane, plus que le paiement inconsidéré d'une main-d'œuvre sans qualification. Dans le même ordre d'idée, il serait plus utile que le planteur achète une bicyclette qu'il utiliserait sans fatigue sur le trajet carrossable du village à ses plantations, plutôt qu'un transistor dont il n'est capable d'apprécier que la musique la plupart du temps... Ce déséquilibre conduit à l'endettement général et le planteur de Bettié, qui brasse des sommes d'argent relativement élevées, est en réalité un paysan pauvre souvent endetté.

D. L'ENDETTEMENT

Il pèse sur près de 39 % des planteurs et équivaut à plus de 7 % des revenus encaissés en 1963. Nous ne saurions cependant tenir ce pourcentage pour très rigoureux car il s'agit uniquement des dettes avouées, et sans possibilité de recoupements efficaces, nous avançons ce chiffre seulement comme une indication. En dépit de la confiance que nous avons acquise dans le village, sur un sujet aussi délicat, les uns ont pu se présenter sous des dehors pitoyables, alors que d'autres, soit par ruse, soit par orgueil, ont pu avouer seulement une infime partie de leurs dettes ou même les cacher toutes. Ce pourcentage doit donc être certainement pris par défaut. Il concerne exclusivement l'argent prêté de la main à la main, et ne tient pas compte des plantations mises en gage (« garanties ») (voir le fac-similé d'une donation en « garantie », fig. 20).

(1) L'importation de bananes s'étale à peu près régulièrement sur toute l'année. Nous avons choisi ces dates d'enquête, la première en fonction de "la saison" (production et offre fortes), la seconde en fonction du début de l'étiage monétaire à Bettié, correspondant au déclin de la production de ce fruit dans la région.

Je soussigné E. A. L. T. M.
 planteur à Bettie, avoir garanti
 et une de mes plantations à M.
 Nissim Gabon, planteur demeurant
 à Bettie d'une valeur de 11.000 F.
 dans un délai indéterminé
 - c'est-à-dire, toute fois qu'il
 lui rembourse, il reprend sa
 plantation.
 Le témoin a été M. N. Daffo
 Diacan, planteur originaire
 à Bettie - Signature illisible.
 Propriétaire de la plantation.
 Nouveau propriétaire -
 Bettie le 27 - 12 - 62

Fig. 20 — Fac-similé d'une donation "en garantie"

La réalité économique de Bettie : des rendements agricoles faibles correspondant à d'immenses superficies mises en culture ; des revenus monétaires très mal utilisés sur le plan de l'amélioration des plantations. Il s'agit d'un cercle vicieux qui conduit à la faillite. Mais avant d'examiner cette situation catastrophique, il convient d'analyser les raisons profondes qui engendrent les faiblesses de cette agriculture.

3. — LES RAISONS DE CES FAIBLESSES

Les faiblesses du système agricole de Bettie tiennent essentiellement à des facteurs écologiques et techniques et à des facteurs sociaux et psychologiques.

A. LES FACTEURS ECOLOGIQUES ET TECHNIQUES

Sans parler de l'absurde étirement en direction des quatre points cardinaux, le terroir de Bettie semble encore écartelé entre une certaine attirance édaphique (zone de la Comoé) et l'attrait du moyen de relation (la route). Cela aboutit à une effroyable vacuité, dont le taux général de 83,64 % est peut-être encore moins significatif que celui de 65,46 % pour la zone la plus densément occupée. Quant aux espèces cultivées, étant donné l'extrême liberté d'appropriation de la terre, on s'attendrait à

une colonisation plus systématique des terrasses fertiles de la Comoé par le cacaoyer, le caféier étant réservé pour l'arrière-pays. En fait l'examen et l'exploitation de la carte des cultures découragent l'interprétation, tant le mélange de ces deux cultures ne paraît tenir compte a priori d'aucun critère naturel ou écologique. Que cette inadaptation influe sur les rendements, il n'en faut point douter, mais la dispersion des parcelles dans un espace vierge en lui-même, aggrave encore les conséquences de celle-ci : le temps perdu par le planteur sur le trajet de ses plantations éloignées et dispersées, pourrait être utilement employé à un entretien plus intensif et efficace.

Nous devons souligner une autre faiblesse : l'isolement géographique de Bettié, sa situation en cul-de-sac. Situé très excentriquement par rapport à une zone de passage, Bettié n'est guère favorisé quant à la main-d'œuvre qui s'y aventure, tant sur le plan de la quantité que de la qualité. L'enquête menée auprès des étrangers sédentarisés indique les deux raisons primordiales à leur immigration au village et à leur installation : la sollicitation dont ils ont été l'objet par un planteur de Bettié, soit à Abengourou soit dans un autre village où ils travaillaient déjà, et l'abondance des terres d'autre part.

L'éventail des motivations est significatif :

- initiative personnelle du manœuvre : 27,27 % (mais 15,10 % étaient des commerçants ou des colporteurs)
- héritage, mariage, etc. : 24,10 %
- abondance de la terre : 21,20 %
- sollicitation par un planteur de Bettié : 15,10 %
- présence d'un parent ou d'un compatriote sur place : 12,10 %

Le pourcentage des immigrants venus par initiative personnelle est élevé : nombreux sont les commerçants et les colporteurs qui, attirés par une clientèle de salariés relativement aisés, se sont établis à Bettié, ont créé une plantation, et s'y sont sédentarisés après le départ de la Forestière Equatoriale.

Mais c'est par le jeu des relations familiales et sociales que l'émigrant est venu s'installer ici : les rubriques 2 et 5 totalisent 36,2 %.

L'abondance des terres vierges apparaît comme un attrait puissant pour l'étranger désireux de créer facilement sa plantation : plus de 21 % d'entre eux sont venus pour ce motif.

Enfin 15,10 % seulement des manœuvres sont embauchés par des planteurs, partis délibérément à leur recherche.

On doit ajouter à l'isolement, la réputation de Bettié d'être un « village à histoires » et nombre de manœuvres qui seraient tentés de franchir les 28 km du désert forestier qui le séparent de la piste dite « des caravanes », hésitent et préfèrent « rester sur la route ». Ainsi, venus en petit nombre de leur propre initiative, sollicités au loin et attirés par les planteurs, les manœuvres sont en position privilégiée pour discuter avec ces derniers et leur arracher ces contrats abou peign tronqués qui sont tout à leur avantage. En contrepartie, la concurrence n'ayant pas cours sur place en ce domaine, la qualité de leur travail ne sera pas très bonne, surtout lorsqu'ils sont des « primaires », c'est-à-dire venus directement de la zone des savanes et n'ayant jamais encore débroussaillé une plantation arbustive et encore moins récolté des cerises de café.

Ce problème de la main-d'œuvre, qu'essaie de résoudre de façon dynamique la jeunesse autochtone, s'ajoute au problème des pratiques culturelles et n'est point fait pour l'améliorer. La plantation de Bettié est une plantation mal conçue, mal entretenue, mal réalisée. Sans doute, à première vue, elle ne diffère guère des plantations d'autres villages forestiers, mais en fait, il s'agit d'une péjoration des méthodes employées ailleurs.

D'après les indications techniques fournies aux planteurs par les Services Agricoles, la forêt, au stade de démarrage d'une cacaoyère, doit sans doute être éclaircie, mais l'amoncellement des menus branchages ne doit pas être détruit par le feu. En pourrissant, ceux-ci « donnent à manger » au jeune plant, selon l'expression locale. Les grands arbres de couverture doivent être tués sur pied, au fur et à mesure que la croissance du jeune arbuste nécessite un ombrage de moins en moins épais.

Ces indications infirment l'idée de la nécessaire présence du bananier-plantain comme plante de couverture dans la jeune plantation, et plus encore, la « mise en sommeil » de celle-ci pendant plusieurs années dans un cycle de brousse d'ombrage, d'où le cacaoyer sort péniblement pour ne produire qu'à partir de la 7^e ou 8^e année, alors qu'il devrait normalement le faire dès la 5^e.

On comprend mieux qu'à Bettié, la perte de ces deux ou trois années de production se traduise

par d'immenses zones inutiles provisoirement, que l'on distingue nettement sur la carte des modes de faire-valoir (carte h.t. 7), et qui représentent un poids mort et un non-sens agricole, un manque à gagner pour le planteur.

La justification de cette pratique est déroutante. « On a toujours fait comme ça » répond le paysan à ces remarques. La force de l'habitude n'est pas une excuse valable, puisque le cacao n'a été introduit à Bettié que vers 1918, par la contrainte, il est vrai... L'habitude n'est donc pas issue d'une tradition ancestrale dans ce cas.

Dans le même ordre d'idées, sur le plan technique, le bananier-couverture n'est pas absolument indispensable au développement de la jeune plantation ; sur le plan de l'efficacité, dans tout le pays agni, règne la dualité des cultures arbustive et vivrière dont le chef de file est le bananier-plantain. Cependant à Bettié, cette constatation est à nuancer par suite du rôle moteur — et non plus annexe — joué par le bananier dans la création de la plantation. Tant et si bien que l'on peut se poser la question de savoir si le champ nouvellement ouvert est bien une plantation arbustive supportant temporairement une bananeraie, plutôt qu'une bananeraie se transformant peu à peu en plantation arbustive ? Cette idée apparaît moins insolite encore à la lumière des réponses des planteurs que l'on interroge sur les motifs qui les poussent à envisager un nouveau défrichement. On s'attend à ce qu'ils manifestent le désir de renouveler des plantations trop âgées ou d'augmenter leur production commercialisable, alors qu'invariablement la réponse est la suivante : « Je n'ai plus de bananes » (*bana bó oua viè*). Est encore significative la désignation d'une cacaoyère ou caféière (*koko bó ou café bó*) pendant les 3 ou 4 premières années de son existence : *bana bó*, autrement dit la bananeraie. Pour des raisons vitales de subsistance, le planteur de Bettié est entraîné dans une fuite en avant où la culture bananière est liée à celle des arbustes industriels. L'économie de subsistance n'est pas encore dépassée puisque l'économie de marché est à sa remorque.

Cet aspect de l'agriculture prend à Bettié une tournure dramatique, face à la décision gouvernementale d'interdire, à partir de la traite 1965-1966, l'abattage de nouvelles zones de forêt « noire », dans le but bien compréhensible d'obliger les planteurs à mieux traiter leurs arbres pour en augmenter le rendement, et de stopper la destruction inutile du capital forestier ivoirien. Ici, cette perspective s'est traduite par une véritable panique, car il apparaît impensable de fonder des parcelles sur les « jachères » d'anciennes plantations abandonnées. En effet, selon l'optique paysanne, ces nouvelles plantations créées sur la brousse secondaire ne pourraient pas valablement porter des bananiers : d'où l'angoisse de la population.

Cette mesure étant intervenue à la fin de notre enquête, nous n'avons pu savoir comment elle avait été appliquée et avec quelle rigueur. On est amené à penser, d'après les informations que nous avons eues indirectement, que l'exode de quelques planteurs avec leur famille, n'est pas seulement consécutif à la destruction d'une partie du village en avril 1965 (dans le cadre de l'opération nationale de Rénovation de l'Habitat Rural) mais bien plutôt en rapport avec la décision politique que nous venons d'indiquer. Une implication nettement foncière n'aurait-elle pas précipité leur décision ?

B. LES FACTEURS SOCIAUX ET PSYCHOLOGIQUES

Nous avons analysé de façon suffisamment approfondie le système de transmission des biens fonciers pour qu'il soit inutile d'y revenir. Nous soulignerons seulement que ce système, facteur important de dispersion des plantations, donne à tous égards des résultats catastrophiques. Bettié, avantagé par un capital forestier illimité, subit l'hypothèque d'un terroir hétérogène, faiblement occupé par des exploitations mal coordonnées et mal gérées.

Pour l'instant, à ces faiblesses liées au régime foncier, donc à la structure de cette société rurale, s'ajoutent des données psychologiques qui mettent en cause l'intégration même du planteur de Bettié au paysannat ivoirien. Sa démarche, anti-agricole, anti-économique, est contraire au type d'économie moderne dans lequel il est engagé et pour lequel il n'est pas mûr. Les signes sont légion pour attester qu'il s'agit d'un paysan occasionnel, ignorant l'amour de la terre : pauvreté du vocabulaire désignant les différents types de sols ; intérêt peu compris de l'adaptation des plantes au sol propice ; négligence des cultures au moment le plus critique, au profit d'activités sans aucun rapport avec l'agriculture ; facilité remarquable d'abandon des plantations aux soins peu intéressés et plus ou moins habiles de manœuvres inexperts ; voire abandon définitif de celles-ci à la brousse, sans raison apparente...

On doit rechercher les causes de ce drame du planteur de Bettié dans les difficultés d'adaptation de l'homme aux circonstances diverses de son histoire, au cours de laquelle il a essentiellement subi trois mutations :

Le *guerrier* conquérant. Après la fuite du Ghana, les Bettié ont conquis le pays où ils vivent actuellement, et l'ont organisé en « marche » militaire. De cette lointaine épopée, il reste la désignation toujours vivace des chefs de lignage, qui doivent former l'avant-garde du roi en cas de bataille. Cette survivance est anachroniquement curieuse, alors que de grands pans de l'histoire et des coutumes de Bettié ont sombré dans l'oubli. Cette mentalité de guerrier expliquerait en un sens l'absence d'attachement du paysan pour sa terre.

Installé sur les bords de la Comoé, le guerrier a subi une lente transformation. Il s'est d'abord établi sur cette voie stratégique ; il l'a contrôlée ; il a navigué sur son cours. L'arrivée des Blancs a été une aubaine. De *rançonneur*, il s'est transformé en *trafiquant*, aux profits plus réguliers, et en *pêcheur*, ravitailleur des caravanes circulant sur le fleuve, Bettié étant à l'amont de la rupture de charge de Daboissué. De là, ce constant attrait pour les activités amphibies (cf. fig. 21).

Cet homme du fleuve est revenu sur la berge, obligé par le colonisateur blanc à cultiver du cacao, puis conquis par les profits tirés des cultures commerciales. Guerrier, puis trafiquant, il est devenu *planteur* par nécessité et goût de l'argent. Cette dernière activité, exigeant des qualités très particulières, des soins constants, est difficilement compatible avec son tempérament. Il la pratique donc comme un pis-aller, abandonnant à la femme le plus clair des tâches, s'évadant à chaque occasion vers des occupations de diversion : chasse, pêche, fabrication du vin de palme, voyages, etc. Il a gardé des traits qui l'apparentent à un « seigneur » et se résout mal à des tâches qui lui paraissent dégradantes ou serviles. Dans le mépris avoué pour l'ignome, aberrant en pays agni, on retrouve cette désaffection pour l'effort physique sans gloire qu'implique l'acte de se courber vers la terre.

Le planteur de Bettié ne symbolise donc pas du tout le type du « soldat-paysan » entreprenant, loué par toutes les imageries populaires. A partir des nostalgies d'un passé prestigieux et révolu, il lui faudrait orienter ses valeurs positives de fierté et de noblesse vers le domaine agricole, seule voie de salut dans un proche avenir.

POUR UNE CONCLUSION SUR BETTIÉ

UNE IMAGE D'EPINAL DU SOUS-DEVELOPPEMENT

A. LE VISAGE DE L'HOMME DANS SES RAPPORTS AVEC LA TERRE

Quand il consent à porter un jugement de valeur sur la situation économique de son village, le planteur de Bettié ne lui trouve qu'une explication : « La terre est en colère » dit-il. Plus d'une décade après leur mort, les grandes funérailles des deux précédents rois de Bettié, Adou Koffi et Brou Diyhe, n'ont pas encore été célébrées.

Nonchalance, négligence, oubli, manque d'argent (ce genre de cérémonie engloutit des sommes considérables), tout peut être invoqué.

Isolé, ce microcosme rural est plongé dans un lourd climat social, reflet d'un fatalisme issu d'un déchirement dont la sociologie fouillerait peut-être mieux les fondements. Personne n'est heureux, mais les initiatives pour changer la vie sont rapidement vouées à l'échec. Sans doute, le planteur n'est pas satisfait des faibles rendements de ses champs, pas plus qu'il n'est satisfait de voir son argent passer dans ses mains sans y rester, mais il n'amorce aucune réaction salutaire. Il lui répugne de s'engager. L'agriculture reste toujours avilissante à ses yeux. D'ailleurs les quelque 30 planteurs étrangers, dynamiques au départ, ont été peu à peu « phagocytés » par le milieu et ils baignent, tout comme les Agni, dans une ambiance de palabres stériles.

Les initiatives heureuses, de caractère purement économique, apportées de l'extérieur ne suscitent qu'un intérêt passager, qui se dégrade rapidement.

Prenons l'exemple symbolique de l'opération de Régénération Cacaoyère : le paysan a été attiré par un double appât. Il a vu dans l'engrais la vertu magique du « médicament surnaturel » (*ayre*), venu du monde des Blancs, qui allait en un clin d'œil couvrir de cabosses les troncs de cacaoyers. Il a rapidement déchanté, et a bientôt trouvé trop pénible le portage à travers les plantations de sacs de 50 kg de « médicaments ». Les empilements de sacs restent abandonnés au hasard des pistes, livrés aux tornades ou emportés par la Comoé en crue.

En second lieu, il a considéré dans cette manifestation, le prêt d'argent dont il pouvait bénéficier. Ce prêt avait pour but de lui permettre de payer la main-d'œuvre utilisée pour l'épandage de l'engrais et le traitement anti-capsides. En réalité, il n'a vu là qu'un « cadeau » supplémentaire dont la restitution future lui est apparue très vague.

Vienne l'échéance du remboursement : on essaiera de gagner du temps et l'on s'enfuiera au campement ou ailleurs. Ce processus est en train de provoquer pour certains, une émigration plus ou moins définitive, accélérée encore par le passage du bull-dozer de l'opération dite de « rénovation de l'Habitat Rural », qui joue dans cette situation le rôle d'un catalyseur.

Sans foyer, sans aucune réserve monétaire pour le rebâtir, obligé d'observer les directives administratives, le paysan commence à émigrer vers la ville après avoir confié ou vendu ses plantations, ou s'égaye dans les campements, ce qui conduit à un résultat exactement inverse au but poursuivi par le pouvoir central.

B. LA PLACE DE BETTIE DANS LA REGION

Dans le contexte régional, Bettié est-il un exemple représentatif du village de plantation ? Est-ce un cas limite ?

1) Situé dans une région peu densément peuplée (4 habitants/km²) au sud d'Abengourou, Bettié participe à la vie de cette région, mais de façon marginale, du fait de son isolement. Cette partie sud du pays agni est homogène et la vie se concentre le long de la grande piste « des caravanes » nord-sud, en quelques gros villages comme Bossématié, Zanarou, Ebilassékro... Les activités agricoles sont également liées au cacao et au café, et pratiquées par les Agni, aidés de forts contingents étrangers. La rareté de la main-d'œuvre n'y est point ressentie. Est-ce à cette situation favorable que l'on doit l'impression, nécessairement empirique, d'un dynamisme plus efficace, de plantations plus prospères et mieux entretenues qu'à Bettié? Il y a lieu d'évoquer un fait que l'on constate chaque fois que l'on traverse l'une de ces agglomérations situées sur cette piste. Sur des tréteaux élevés à 2 m du sol devant les cases, sont exposés à la vente permanente, des monceaux de régimes de bananes, qu'achètent au passage les « taximen », les négociants d'Abengourou ou d'Aboisso et des chantiers forestiers avoisinants pour l'approvisionnement de leur personnel. Une seule remarque retiendra notre attention. Chaque vendredi, un camion de 6 t appartenant à un chantier forestier, parcourt 50 km de cette piste en s'arrêtant dans les villages et termine son chargement en peu de temps. C'est dire l'importance de leur production vivrière qui non seulement suffit à l'alimentation des habitants, mais en plus participe à une économie vivrière de traite, et cela tout au long de l'année. Il semble donc que cette région soit engagée au plus haut point dans la spéculation monétaire puisqu'elle y inclut des denrées qui sont normalement réservées à la seule auto-subsistance. Paradoxalement, Bettié est l'un des meilleurs clients de ces villages les plus voisins (Borobo, Diambarakro) pour la banane-plantain. Tous les chauffeurs de taxi connaissent cette situation et ne s'engagent jamais sur la bretelle de Bettié — quelle que soit la saison — sans avoir au préalable effectué un chargement de bananes le long de la grande piste, certains qu'ils sont de l'écouler sans effort et avec profit à l'arrivée.

Les Agni qui peuplent ces villages font partie d'une race réputée pour sa fierté et son goût faiblement prononcé pour le travail manuel en général, et le travail de la terre en particulier. Il semble cependant que, dans la région du sud-est, les plantations n'aient guère à souffrir de cette mentalité. L'Agni joue peut-être les « gentlemen-farmers », mais il surveille efficacement sa plantation, qui n'est pas livrée au laisser-aller de manœuvres incompetents. En outre, ses méthodes de culture s'avèrent plus rationnelles. Il se peut aussi que la présence permanente de nombreux étrangers sédentarisés ou itinérants ait créé une émulation qui est inconnue à Bettié. Il est incontestable que les étrangers jouent un rôle économique primordial dans cette région, et c'est pour le confirmer que nous avons opté, en deuxième lieu, pour l'étude d'un village qui soit l'antithèse de Bettié, c'est-à-dire où la population autochtone soit noyée au sein d'une colonie étrangère.

2) On retrouve à Bettié les faiblesses qui caractérisent l'économie de plantation régionale, mais d'une façon caricaturale, le village vivant replié sur lui-même. Certes, quelques tendances se dessinent qui vont dans le sens d'un progrès : dans un autre ordre d'idées, nous avons déjà évoqué le cas de quelques jeunes, groupés en associations de travail. Un groupe de Baoulé s'est installé à la limite des terres de Bettié et de la forêt classée de Songan, et défriche systématiquement la forêt selon un front uniforme, laissant derrière lui un ensemble de plantations sans hiatus. Ces méthodes rationnelles de travail s'accompagnent d'une vie très sommaire dans un campement permanent, installé au centre de la zone aménagée, pour éviter les dépenses onéreuses. Le planteur autochtone, à qui il répugne de coucher une nuit au campement, devrait méditer cet exemple.

C. LES REMEDES SUGGERES

Cet exemple montre combien le village gagnerait à s'ouvrir sur l'extérieur et les hommes à être pris dans un courant humain plus intense. Le problème est d'amener la vie de relation au fond d'un cul-de-sac de 28 km. D'une part, cette situation singulière est relative et a été voulue par l'Administration qui a laissé se fermer la route forestière qui reliait Bettié à Biébi et Adzopé à l'ouest et a enlevé le bac laissé par les forestiers en levant leur camp. Nous avons évoqué un très vieux trafic entre Bettié et le Ghana. A l'heure où les relations politiques ivoiriennes se sont nettement améliorées avec l'état voisin, serait-il utopique d'ouvrir une route dont le tracé est dessiné par une vieille piste pédestre, et qui rejoindrait Dadieso au Ghana, réduisant le trajet de liaison de ce pays avec Abidjan, la seule route terrestre praticable passant actuellement par Agnibilékrou au nord-est? Bettié, qui voudrait s'enorgueillir du titre de sous-préfecture, y gagnerait un rôle de carrefour et une importance qu'il ne

soupçonne pas. D'autre part, la création d'une voie de communication internationale attirerait l'homme, et le peuplement de ce no man's land s'amorcerait. C'est évidemment une solution à long terme, qu'il conviendrait d'étudier plus à fond, et dont la décision incomberait au pouvoir central ivoirien.

Dans l'immédiat, il faudrait « désenclaver » la mentalité du paysan par une action soutenue des Services Agricoles, même avec la perspective d'échecs nombreux, totaux ou partiels. C'est une œuvre de longue haleine qui demande une infinie patience sans cesse renouvelée. Dans cette perspective, l'école devrait être un lieu de promotion agricole, capable d'ouvrir aux jeunes gens des horizons nouveaux sur le plan technique et économique, de les rendre aptes à pratiquer une agriculture de type moderne, sans toutefois se lancer dans la monoculture, avec tous les dangers que cela comporte (l'abandon total des cultures vivrières par exemple aurait pour effet d'accroître considérablement les difficultés du paysannat en cas de crise économique). En somme, l'école devrait faciliter auprès des générations montantes, le passage d'une agriculture de type « ramassage » à une vraie agriculture de plantation, avec tout ce que cela exige de soins, d'attention, d'initiative.

AKIEKROU

MISE EN PARALLELE AVEC BETTIE

A. RAISONS DU CHOIX D'AKIEKROU

L'étude d'un second village de planteurs voisin de Bettié, dans une région aux caractéristiques géographiques homogènes, s'imposait-elle a priori? Assurément pas, s'il ne s'était agi que d'élargir la base quantitative de l'enquête précédente. Notre démarche ne se justifiait que par la fondamentale opposition de structure des deux communautés villageoises. La diversité ethnique d'Akiékrou permettait d'étudier un paysage agraire façonné et organisé par des agriculteurs venus d'autres horizons, familiers de cultures et de climats tout à fait différents, donc l'étude de leur adaptation au milieu d'accueil, leur degré d'implantation et la spécificité de leurs entreprises.

Notre choix d'Akiékrou reposait sur cette raison essentielle. De plus, cette communauté méritait comme Bettié le qualificatif de « gros » village, avec un effectif de population comparable (700 habitants). Enfin, par sa situation, elle s'identifiait parfaitement au contexte régional de villages de planteurs égrenés presque uniquement le long d'un réseau routier très lâche (1).

L'intérêt de l'étude de ce village est de pouvoir avec Bettié, confronter deux microcosmes au sein d'un même contexte régional, pour en dégager les lignes de force qui les rapprochent ou les singularisent, pour analyser à travers elles, les grands problèmes régionaux qui se trouvent posés.

B. PRESENTATION DU VILLAGE

a) Sa situation géographique

Akiékrou est le dernier village du Bettié au sud, et la bordure méridionale de son terroir fait office de frontière avec le Sanwi. La rivière Songan qui sert de limite administrative est cependant comprise toute entière dans le terroir, en amont du village. Traditionnellement, la frontière entre Sanwi et Bettié était établie au pont qui franchit le Songan à 1 km au sud du village. Situé sur la seule route nord-sud entre Comoé et frontière du Ghana, à 80 km de la sous-préfecture d'Abengourou et à 102 km d'Aboisso, la capitale du Sanwi, ce village a toujours eu une fonction de contact, soit entre les deux parties du pays agni (Indénié et Sanwi), soit entre la Côte-d'Ivoire et le Ghana. Cette fonction a même été à l'origine de son développement, puisque le village ne devait son existence première et sa consistance qu'au poste douanier installé vers 1925, pour surveiller le sentier menant à l'ex-Gold-Coast anglophone. Celui-ci devait voir passer un important trafic de contrebande (poudre),

(1) Cette étude complémentaire n'a pas été menée, comme à Bettié, de façon totalement exhaustive. Les enquêtes sur le terrain n'ont duré que cinq mois (juin - octobre 1965) et ont porté essentiellement sur :

- le parcellaire (recensement exhaustif - sur déclaration - des 720 parcelles et des diverses cultures) ;
- le cadastre d'un échantillon de 162 parcelles (soit 22,5 % de la totalité) portant sur le terroir de campements de tailles différentes. Ici, comme à Bettié, nous n'avons pu tenir compte du cadastre existant, comptant 214 parcelles sur un total effectif de 720 !
- les étrangers : répartition ethnique et professionnelle (planteurs-manouvres saisonniers) ; origine ; liens avec le village
- d'origine : voyages, incitation à l'émigration familiale ; envois d'argent ; motivations de l'émigration ;
- le rôle des campements (emplacement, population, ethnies) ;
- le contrôle de l'enquête démographique effectuée par la S.E.D.E.S.

Nous disposions pour ces enquêtes du même matériel (mission photographique en particulier) et du même personnel qu'à Bettié. Nos investigations ont cependant été facilitées par l'homogénéité plus grande du terroir cultivé, par la compréhension et la bonne volonté de la population.

car d'Ebilassékro et Niablé au nord, à Dibi près d'Ayamé au sud, les postes douaniers contrôlent tous des pistes se dirigeant vers le Ghana, carrossables en territoire ivoirien, donc de surveillance facile. Jusqu'en 1956 où il a été transféré à Ebilassékro, le poste d'Akiékrou surveillait tout au plus un sentier pédestre à peine esquissé dans la forêt, seulement connu des usagers clandestins et des autochtones (1). En dépit de ce départ de l'administration et d'un déplacement du village de quelques centaines de mètres vers l'ouest en 1957, provoqué par une rectification du tracé de la route d'intérêt général, l'établissement s'est maintenu et le potentiel d'exploitation agricole n'a cessé de s'accroître.

b) L'histoire du village

L'histoire d'Akiékrou est assez mal définie en ce qui concerne ses origines et appartenances anciennes. Ce territoire est une sorte de « Far-east », à la fois pour le Bettié, l'Indénien et le Sanwi (fig. 22). Revendiquée opiniâtement par le roi du Bettié, cette possession a été contestée par les Agni de Zaranou (Indénien), sans que de trop vifs palabres aient jamais envenimé les rapports entre les antagonistes. Aussi, au niveau d'Akiékrou, l'Indénien fixe-t-il sa frontière avec le Sanwi à la rivière Songan, alors que le Bettié, sans toutefois préciser exactement de limites, la fait rejoindre directement la frontière ghanéenne à l'est, selon la direction d'un parallèle à partir du pont du Songan sur la piste nord-sud.

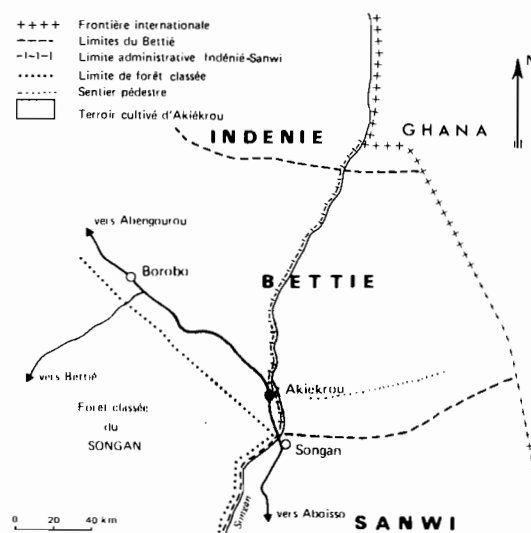


Fig. 22 — Croquis de situation d'Akiékrou

Le terroir d'Akiékrou proprement dit a des limites mieux définies avec les communautés villageoises de Borobo au nord (par un arbre au bord de la piste), de Songan au sud (par le pont sur le marigot du même nom). Vers l'ouest, court la limite nord nord ouest - sud sud est de la forêt classée de Songan, entièrement comprise dans le Bettié. Cette limite bloque toute extension agraire d'Akiékrou dans cette direction. A l'est, la frontière ghanéenne est commune au terroir d'Akiékrou, au Bettié et à la région administrative de l'Indénien.

C'est dans cette zone forestière marginale qu'est né Akiékrou. Ses origines sont très confuses et varient selon les témoignages : avant-poste guerrier contrôlant le Songan selon les Bettié, campement de chasse à l'éléphant selon la tradition formulée par les vieux notables du village. Si l'on en croit leur version, cette terre ferait partie de l'Indénien et non du Bettié. Le fondateur du village, un Agni de l'Assikasso nommé Atché (ou Akié), aurait demandé l'autorisation de s'installer à Amoikon Dihé, roi de l'Indénien, à la fin du XIX^e siècle, vers 1895. Plus tard, un noyau se serait constitué avec quelques Agni originaires de l'ouest du Gold-Coast voisin (Dadieso) et des Agni du Bettié qui auraient pris,

(1) Au cours de notre enquête, nous avons parfois été l'auteur involontaire de fuites éperdues dans la forêt, par suite de rencontres inopinées sur ce sentier, avec une colonne de contrebandiers croyant se trouver en présence d'un inspecteur des douanes «coopérant blanc».

avec la chefferie du village, actuellement issue de lignage Assao Kacou de Bettié, une option définitive sur cette partie du territoire contestée (1). Ce campement n'a survécu et ne s'est développé qu'avec l'installation du poste douanier ; ses fonctionnaires ont eux-mêmes créé des plantations de café, embauché des manœuvres étrangers, et il est certain qu'ils sont à l'origine de la promotion agricole du village et de sa fixation. Les étrangers étant assurés d'une sécurité plus grande auprès d'un personnel administratif, Akiékrou a été pour eux un pôle d'attraction certainement plus accueillant que d'autres villages desservis par la même route. Le premier allochtone sédentarisé a créé sa plantation en 1931, c'est-à-dire peu après l'installation du premier poste de douane. Longtemps Akiékrou n'a compté que quelques dizaines d'habitants, puisqu'un recensement administratif datant de 1951 n'en donne que 77. Il ne s'agit là certainement que d'un ordre de grandeur : le recensement administratif ne pouvait être qu'approximatif dans un village à habitat très dispersé comme on le découvre à Akiékrou. Par ailleurs, le chiffre de 699 habitants trouvé onze ans plus tard, souligne l'imperfection du dénombrement de la population au cours de la décennie précédente et témoigne en même temps d'une immigration importante entre 1951 et 1962. L'élan donné n'a été freiné ni par la suppression du poste douanier en 1956, ni par le déplacement du village vers son site actuel, un an plus tard, lié à un nouveau tracé donné à la route qui ne rend plus indispensable la construction d'un pont sur le Songan.

Cet afflux massif de population témoigne à la fois des possibilités et des facilités d'accueil de cette partie du Bettié.

C. LES SIMILITUDES AVEC BETTIE

a) Certains caractères naturels et agraires

● Le milieu naturel

Nous avons analysé les caractéristiques bio-climatiques, morphologiques et pédologiques régionales à propos de l'étude de Bettié. Il est donc inutile d'y revenir, puisque Akiékrou est situé à 23 km seulement à vol d'oiseau au nord-est de Bettié, et que 4° de latitude les séparent. Le relief revêt la même uniforme monotonie de croupes molles masquées par la végétation (118 à 150 m d'altitude). Seule la destruction systématique de la forêt à l'est du village fait place à un paysage dégagé et une vision « au ras du sol » de cette topographie sans hardiesse. Ici le réseau hydrographique n'a pas la puissance de la Comoé. Le Songan est un simple marigot de quelques dizaines de kilomètres de longueur, qui a laissé quelques terres noires de terrasses (assié blé) permettant la culture du cacaoyer. Ce petit affluent de la Bia interdit, à cause de ses crues de saison humide (juillet et août), la fixation de l'habitat sur ses rives. Pour des raisons identiques, Bettié s'est écarté du fleuve et Akiékrou s'est installé au sommet d'un promontoire qui domine de quelques mètres la vallée du Songan.

● L'environnement ethno-politique et la vocation économique

Relevant du royaume de Bettié, Akiékrou est situé au cœur du pays agni. Le chef de la terre étant en principe le roi du Bettié, tout planteur devrait en théorie lui demander l'autorisation de défricher le lopin de forêt où il désire créer son champ. Nous avons vu que cette portion de territoire était revendiquée par les Bettié, et en même temps quelle faible importance pratique elle avait revêtu pour eux. Sans doute par réflexe de défense du patrimoine, les Bettié ont-ils toujours protesté contre les tentatives annexionnistes de leurs voisins (de Zaranou par exemple). Mais sur les terres d'Akiékrou, sans maître nettement défini, la pression du groupe humain ne s'appesantit pas plus qu'à Bettié où elle était pourtant déjà faible.

Comme Bettié, Akiékrou est encadré par deux villages : Borobo (Bettie) au nord-ouest et Songan (Sanwi) au sud-est, qui gênent peu l'expansion agraire. Cependant, vers Songan, les plantations des deux villages se mêlent et les limites territoriales sont assez imprécises (en dehors de la piste le même phénomène existe entre Bettié et Akrébi).

Conformément à la vocation régionale des sols et du climat, Akiékrou, tout comme Bettié, se trouve engagé dans une agriculture spéculative fondée sur le café et le cacao. Ecologiquement, ces deux

(1) Le passage de six hommes seulement à la chefferie, montre que l'existence du village est relativement récente : Atché (fondateur) - Mida (Agni du Ghana) - Kabran Mahézan (mort en 1948) - Ya Pékon (détrôné en 1955, mort en 1957) - Kouassi Mida (1955-1964) - Kouakou Bouadou (1964 - 15 sept 1965).

cultures peuvent coexister, même si certains quartiers à l'ouest du terroir semblent apparemment plus propices au cacao et d'autres vers l'est plus favorables au caféier. Si la tendance à la monoculture caféière est très nette, cela tient à la conjoncture économique favorable au café payé 90 F CFA le kg au lieu de 70 pour le cacao. De plus, le caféier présente l'avantage de produire deux ou trois ans avant le cacao planté en même temps.

- Une production extensive justifiée par les réserves de terres à potentiel agricole.

En 1964, la production d'Akiékrou s'est élevée à 148,421 t de café, soit un rendement de 220,8 kg à l'hectare. Ces chiffres représentent le rendement des plantations adultes récoltées, soit 61,7 % des caféières. Le taux était légèrement inférieur à celui de Bettié (58 %). Il indique toutefois une productivité sans envergure et la faiblesse des rendements d'une agriculture à caractère intrinsèquement extensif.

Celui-ci s'explique partiellement par le fait que de faibles entraves ont joué jusqu'ici pour freiner l'expansion du terroir comme la multiplication des plantations individuelles.

A l'abondance des réserves de terres cultivables, à Akiékrou comme à Bettié, répond un souci moins aigu de faire produire davantage la terre cultivée.

- Les modes de faire-valoir et de culture

Que le cacao ou le café domine dans tel ou tel terroir forestier, les techniques culturelles demeurent les mêmes et les modes de faire-valoir varient peu. Qu'ils concernent la création de nouvelles défriches sur forêt ou sur jachère, ou bien l'entretien annuel des plantations adultes, les travaux agricoles incombent soit aux planteurs eux-mêmes, soit aux manœuvres saisonniers qui aident les premiers ou prennent en charge sous contrat (abou n'zan ou abou peign), les parcelles pour un ou plusieurs cycles saisonniers. Comme les formules des contrats ne varient guère d'un village à l'autre, la gestion agricole pourra être définie et jugée dans chacun d'eux, d'après le nombre et le type de contrats régissant tel ou tel nombre de parcelles. Il sera également utile de se rapporter aux superficies cultivées et entretenues directement par l'exploitant et à celles faisant l'objet d'un contrat partiel (débroussaillage) ou total (métayage au tiers ou à mi-fruit).

Il n'existe pas en zone forestière de technique africaine révolutionnaire ou originale pour la culture du caféier ou du cacao. Les mêmes principes et les mêmes méthodes sont appliqués d'un village à l'autre, et seuls certains détails dans leur application permettent d'apprécier l'efficacité ou le dynamisme de tel individu ou de tel groupe.

La répartition des tâches agricoles entre hommes et femmes ne connaît pas de grandes variantes d'un village à l'autre, mais l'apparition de cultures nouvelles ou de pratiques héritées de la tradition et importées dans le cadre d'accueil, fournissent des nuances qui influencent l'ensemble du système agraire.

Il va de soi, en schématisant, que les travaux considérés comme pénibles sont le lot des hommes et les travaux plus délicats et réputés moins fatigants ou moins prestigieux celui des femmes. Ici comme ailleurs, défrichement, abattage des arbres, plantation « noble » (c'est-à-dire café ou cacao), entretien des plantations à la machette, élagage des gourmands, sont des tâches masculines alors que les travaux de brûlage des branchages, le petit entretien (binage, etc.), certains travaux de cueillette, plantation et récolte de certains légumes sont réservés aux femmes.

b) Certains caractères du village

- sa taille

On ne peut fonder de critère valable de ressemblance ou de différence sur la taille respective des deux villages : 699 habitants pour Akiékrou, et 937 pour Bettié. Ces chiffres indiquent seulement qu'il s'agit de gros villages de planteurs puisque, dans cette région très faiblement peuplée, un village de 500 habitants est considéré comme de belle taille : la population moyenne des villages de la zone est de 327 (1). Cette population tend à se stabiliser après une progression qui a connu son apogée entre 1957 et 1963 :

(1) Rapport S.E.D.E.S. : La démographie p. 20, carte D.7.

- Recensement de 1959 (administratif) : 206 hab.
- Recensement de 1963 (S.E.D.E.S.) : 699 hab.
- Recensement de 1965 (avril) (administratif) : 664 hab. (1)

Il s'agit d'une population jeune semblable en cela à celle de Bettié, mais extrêmement composite dans sa structure ethnique ; elle fera l'objet d'une analyse particulière détaillée.

L'habitat présente des caractéristiques tenant au plan et à la construction identiques à celles de Bettié.

●son plan :

Akiékrou, à l'image des autres localités traversées par la route est aussi un village-rue présentant deux quartiers distincts :

— Agnikro au nord, petit pôle de cases où sont réunies l'école, la seule boutique existante et la case du chef du village. Comme son nom l'indique, c'est le quartier habité surtout par des autochtones ;

— Dioulakro au sud, où s'ordonnent les concessions d'un certain nombre de planteurs allochtones. La séparation entre les deux quartiers est soulignée par une courbe de la piste au sommet d'une butte.

A Bettié, deux quartiers existaient aussi : ils ne signifiaient pas la séparation de deux groupes ethniques, mais de deux groupes lignagers. Dans le plan d'urbanisme tracé par l'Administration, un troisième quartier devait être ajouté, pour être justement réservé aux étrangers.

●sa physionomie :

L'aspect d'Akiékrou ne diffère pas des villages de la région : cases rectangulaires en banco armé de nervures de palmes, ou en atakora, surmontées de toits de papo, mais d'un aspect général pauvre. Aucun toit de tôle (sauf pour la boutique), aucun enduit, aucune trace de revêtement en ciment, aucune décoration : le contraste est brutal avec Bettié, village reculé à première vue si pimpant, avec ses murs enduits de ciment, ses toits de tôle, voire ses colonnes à la terrasse d'une boutique ! La forme des cases d'Akiékrou s'identifie à celle des cases agni rectangulaires, aux murs percés d'étroites fenêtres, aux portes donnant sur une « cour » intérieure. Il apparaît que l'immigrant a abandonné ses techniques propres de construction (cases rondes des pays septentrionaux par exemple) pour se fondre mieux dans le paysage d'accueil. Seuls des détails qui ne tiennent pas à l'habitat, mais au mobilier (chaises longues en nervures de palmes par exemple) ou au costume (boubou) trahissent l'origine des habitants. L'apparente pauvreté des constructions du village, comme des campements, témoigne, ainsi que la structure même de la population, en faveur de préoccupations économiques assez éloignées de celles des autochtones de Bettié. Aussi, en dépit de quelques similitudes, c'est avant tout sur leurs différences que ces deux villages de planteurs, peuplés l'un d'autochtones, l'autre d'immigrants, peuvent être confrontés.

D. LES DIFFERENCES AVEC BETTIE

Bien plus nombreuses que les analogies, elles ont trait à la fois aux faits agraire et humain, et donnent à ce village toute son originalité. L'énumération cursive de ces différences ne sera que le prologue à une étude spécifique détaillée de chacune.

a) *Le fait agraire*

- la colonisation systématique du sol (taux d'occupation de 37,6 % contre 13 % environ à Bettié),
- une vigoureuse expansion du terroir qu'atteste une toponymie très particulière,
- l'attaque de la forêt « noire » en fronts de culture continus, opposée à la colonisation de type lacunaire de Bettié,

(1) La faiblesse de ce chiffre par rapport au précédent tient à la date du recensement. Quelques familles de ces immigrants étaient alors en voyage dans leur pays d'origine.

- la monoculture caféière presque absolue,
- la prédominance du faire-valoir direct,
- des rendements en général sensiblement supérieurs à ceux de Bettié et qui témoignent de techniques culturales appliquées plus efficacement,
- l'importance des cultures vivrières et leur diversité.

b) Le facteur humain

- la fondation récente du village (dans la seconde décade du siècle) opposée à l'origine plus ancienne de Bettié (fin du XVIII^e siècle),
- un peuplement composé presque exclusivement d'étrangers immigrants d'origines très diverses,
- sur le plan rural, ce type de peuplement se traduit de deux manières :

1. aucun cloisonnement lignager n'apparaît sur le terroir,
2. l'appropriation de la terre par le « rite de la demande » est interprétée comme un achat pur et simple et non comme une obligation coutumière,
 - un habitat éclaté en hameaux permanents, correspondant plus ou moins aux groupes ethniques,
 - la pauvreté surprenante de cet habitat,
 - la fonction-prétexte du village-centre.

LES TRAITS ORIGINAUX DE DIFFERENCIATION

C'est dans le paysage agraire, dans ses rapports avec le milieu régional et avec les hommes qui l'ont aménagé, qu'il convient de rechercher les caractères originaux du terroir d'Akiékrou.

1. — *LE PAYSAGE AGRAIRE ET SA SIGNIFICATION*

Nous n'avons pu malheureusement réaliser l'ensemble du cadastre. Toutefois l'échantillon parcellaire portant sur près de 311 ha, complété par l'examen des photos aériennes claires et précises (le couvert forestier est ici relativement aéré), enfin les quelques renseignements tirés d'un « cadastre exhaustif » conçu en 1963, par un service officiel, permettent de cerner et de définir le terroir.

A. DESCRIPTION DU PAYSAGE

La forte densité des cultures dans un espace relativement réduit, constitue la première originalité.

Faute d'un levé exhaustif, il a fallu renoncer à classer les parcelles selon leur éloignement du village. Cependant la carte donne un aperçu de la concentration des cultures, puisqu'elle englobe les parcelles situées à l'extrémité du front pionnier. Aucune de celles-ci ne s'étend en dehors d'un cercle de 6,800 km de rayon, ayant pour centre l'agglomération elle-même (1).

D'une manière générale, 80 % des cultures sont à moins de 5 km d'Akiékrou.

Ces distances, relativement faibles n'expriment pourtant qu'assez mal les relations étroites du planteur et du milieu agricole.

Il faut tenir compte en outre, de la dispersion de l'habitat. Les « campements » nombreux (leur présence est discrète dans la majesté du paysage forestier), s'égrènent en majorité le long de deux pistes maîtresses qui forment l'ossature du terroir.

Quant au paysage résultant de la colonisation agricole, les photographies aériennes permettent de systématiser les observations faites au sol. Contrairement à Bettié où l'arbre masquait les plantations, la forêt d'Akiékrou a subi une attaque systématique et intense, de sorte que le couvert résiduel conservé à Bettié pour la protection du cacaoyer, fait place ici, où le caféier est dominant, à des étendues bien dégagées, révélatrices de paysages de plantations vastes et continus. La photographie permet de suivre, au-delà du moutonnement uniforme de la forêt classée de Songan à l'ouest, la limite rectiligne où s'arrêtent les défrichements, et dans toute la partie est, une vaste aire de cultures, cernée par un secteur forestier à peu près intact au nord du côté de Borobo, et par un immense no man's land, en direction du Ghana. Cette forêt n'enserme plus le terroir au sud, où les plantations d'Akiékrou se mêlent à celles de Songan.

(1) Par rapport au village, les distances maximales sont les suivantes :

— au nord	: 5,300 km	— au sud-ouest	: 1,300 km
— au nord-ouest	: 6,200 km	— au sud-est	: 1,100 km
— à l'est	: 6,800 km	— à l'ouest	: 1,600 km

A l'intérieur de cet espace, le paysage est différencié : à l'ouest et autour du village, une multitude de parcelles coalescentes forment des ensembles (les seuls lisibles en stéréoscopie) séparés par de minces liserés forestiers. Par endroits, un taillis bas et touffu témoigne, par sa densité, d'une reprise de la végétation naturelle, à l'emplacement de vieilles plantations abandonnées à la brousse. Des galeries de forêt résiduelle jalonnent également le cours de quelques marigots. Lorsque les parcelles sont repérables sur les photographies aériennes, leurs contours souvent fantaisistes, apparaissent imprécis, de telle sorte qu'imbriquées les unes aux autres, il devient difficile sinon impossible de cerner l'ensemble des plantations relevant de tel ou tel campement. (Fig. 23).

Par contre, à l'est du village, la juxtaposition des photos 05 et 07 permet, sans l'aide du stéréoscope, de distinguer un paysage ouvert dans la masse forestière où les caféières adultes sont encadrées par le front pionnier à l'aspect dénudé, où la végétation domestique ne masque pas encore le sol. Les champs, facilement identifiables, apparaissent plus vastes qu'ailleurs et de formes assez régulières. Là encore les campements sont nombreux, échelonnés le long de la piste. La limite des plantations qui en dépendent peut être devinée sinon localisée avec précision.

A ce schéma, s'ajoute dans le même secteur mais plus au nord, une occupation du type lacunaire déjà rencontré à Bettié. Il s'agit en général, d'après la photo, de défrichements de l'année, ou de l'année précédente, très récents par conséquent. Compris entre la piste conduisant au Ghana et une autre parallèle à la première, utilisée par l'exploitation forestière, ces champs dispersés montrent une tendance marquée à la coalescence. Ceci devrait conduire à plus ou moins longue échéance à une situation comparable à celle que nous avons décrite pour la partie ouest du terroir. Aucun campement n'y est visible.

Il y a donc en matière d'occupation du sol, un contraste radical entre Bettié et Akiékrou. A la dilution lacunaire des plantations, caractéristique du premier terroir, s'oppose une expansion massive et systématique à partir des pistes, qui supprime toute trace de la forêt. D'ailleurs les chiffres sont éloquentes.

B. UN PROCESSUS DE COLONISATION SYSTEMATIQUE DU SOL

a) Son caractère intensif et récent

Faute d'un levé exhaustif, il est difficile de cerner avec précision l'aire dans laquelle s'inscrivent les cultures de l'ensemble villageois. Nous aurons encore recours à la photographie aérienne pour nous aider à en suivre approximativement les limites, et à une extrapolation à partir des données de l'échantillon cadastré pour estimer l'espace occupé par les plantations. Les 163 parcelles de cet échantillon mesurent en tout 306.74 ha, soit une superficie moyenne de 1.88 ha par parcelle. Pour les quelque 720 parcelles recensées, la superficie cultivée atteindrait donc approximativement 1.354 ha et serait presque équivalente à celle de Bettié (1.434 ha). L'aire dans laquelle s'inscrivent ces cultures est de 3.600 ha environ, à 100 ha près. Avec un taux d'occupation du sol de 37,6 %, Akiékrou fait preuve d'un dynamisme agricole peu commun dans la région forestière avoisinante, d'autant plus qu'il n'est pas tenu compte dans la surface considérée, des jachères constituées par quelques vieilles plantations de caféiers abandonnées à la brousse. Celles-ci sont néanmoins appropriées et peuvent être défrichées à nouveau après une période plus ou moins longue pour porter soit des cultures vivrières pures, soit à nouveau du café. En dépit de son importance, ce taux traduit mal la compacité de cette occupation et l'attaque des réserves forestières orientales sur des fronts continus.

D'une manière générale, en se fondant sur le paysage et l'âge des plantations (cf. carte h.t.13), il est possible de suivre les étapes de l'occupation du sol. A Akiékrou, la quasi-monoculture caféière permet de lire facilement l'histoire du terroir fixé pour un certain laps de temps par l'arbuste, mais le caféier ne produit que pendant 15 ans tout au plus, et les cultures antérieures restent difficiles à identifier. D'autre part, après cette extinction relativement rapide de l'arbuste, les vieilles plantations sont abandonnées, très rarement régénérées. Il en résulte une jachère, repérable sur le terrain ainsi que

sur les photos aériennes, qui sera réutilisée au bout de 5 à 15 ans seulement. En dépit d'une réserve importante de forêt, quelques plantations, à la périphérie du village, succèdent en effet à une brousse secondaire ; une deuxième génération de caféières (comptée depuis l'abattage de la forêt originelle) occupe le terrain. Rien de tel à Bettié où la brousse, on s'en souvient, n'est redéfrichée que pour quelques rares cultures vivrières annuelles.

La nature de la culture d'exportation, renouvelée au bout d'un temps assez court, contribue à donner du terroir une image de jeunesse, en comparaison de celui de Bettié. A peine 2,6 % des plantations ont plus de 20 ans et ce taux englobe 0,7 % de vieilles cacaoyères. Sur 720 parcelles en tout, 554 sont formées par des caféiers de moins de 15 ans.

Cette jeunesse est uniquement liée à la présence du caféier. Le diagramme de la fig. 24 témoigne d'un accroissement régulier des surfaces cultivées avec, à deux périodes successives (1957-1960 et 1963-1965) une brutale extension des domaines. Nous pouvons préciser que le brusque élargissement des terres mises en valeur entre 1963 et 1965 correspond à l'ouverture de champs consacrés

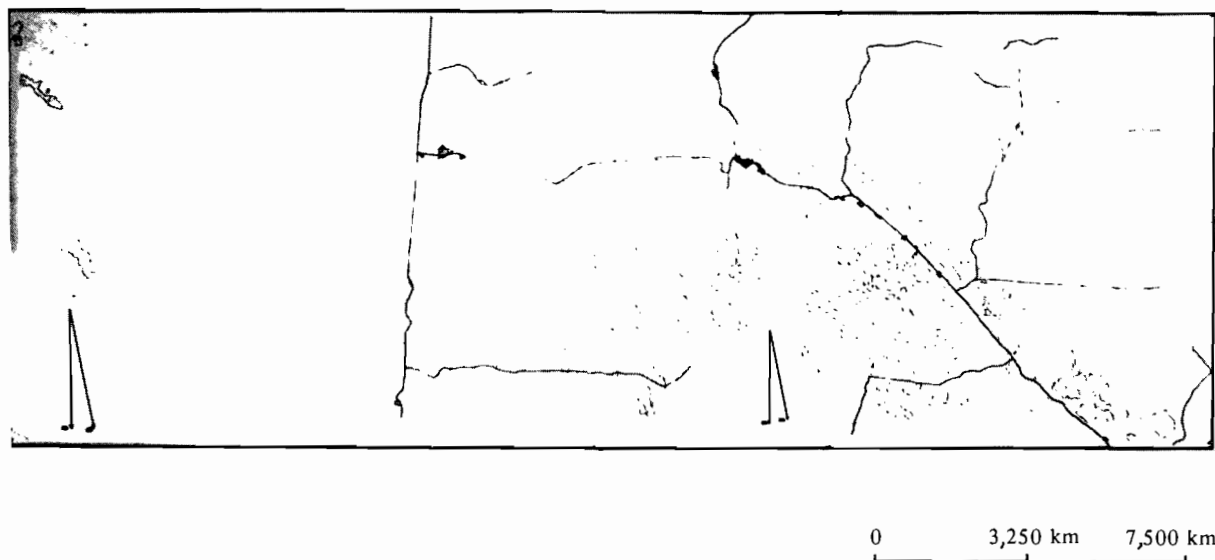


Fig. 23 — Parcelles cultivées et abandonnées d'Akiékrou d'après photos aériennes à 1/25.000 (31-3-64)

aux cultures vivrières pures. On vérifie toujours pour l'année d'enquête et celle qui la précède cette inflation parcellaire. Plus significative est la période de 1957-1960, dépouillée en 1965 de ses champs vivriers retournés à la brousse, qui accuse un accroissement brutal des caféières. Celui-ci résulte de l'essor d'Akiékrou sur les plans démographique et agricole. La disparition du poste de douane en 1956 « libère » le village des représentants de l'Administration, élément de protection mais aussi gêne pour l'établissement des manœuvres étrangers soucieux de ne pas « s'attirer des histoires ». Le déplacement du village sur son site actuel a aidé à la fixation d'un plus grand nombre d'entre eux, et Akiékrou connaît un « boom » démographique qui entraîne une extension plus massive encore des cultures spéculatives.

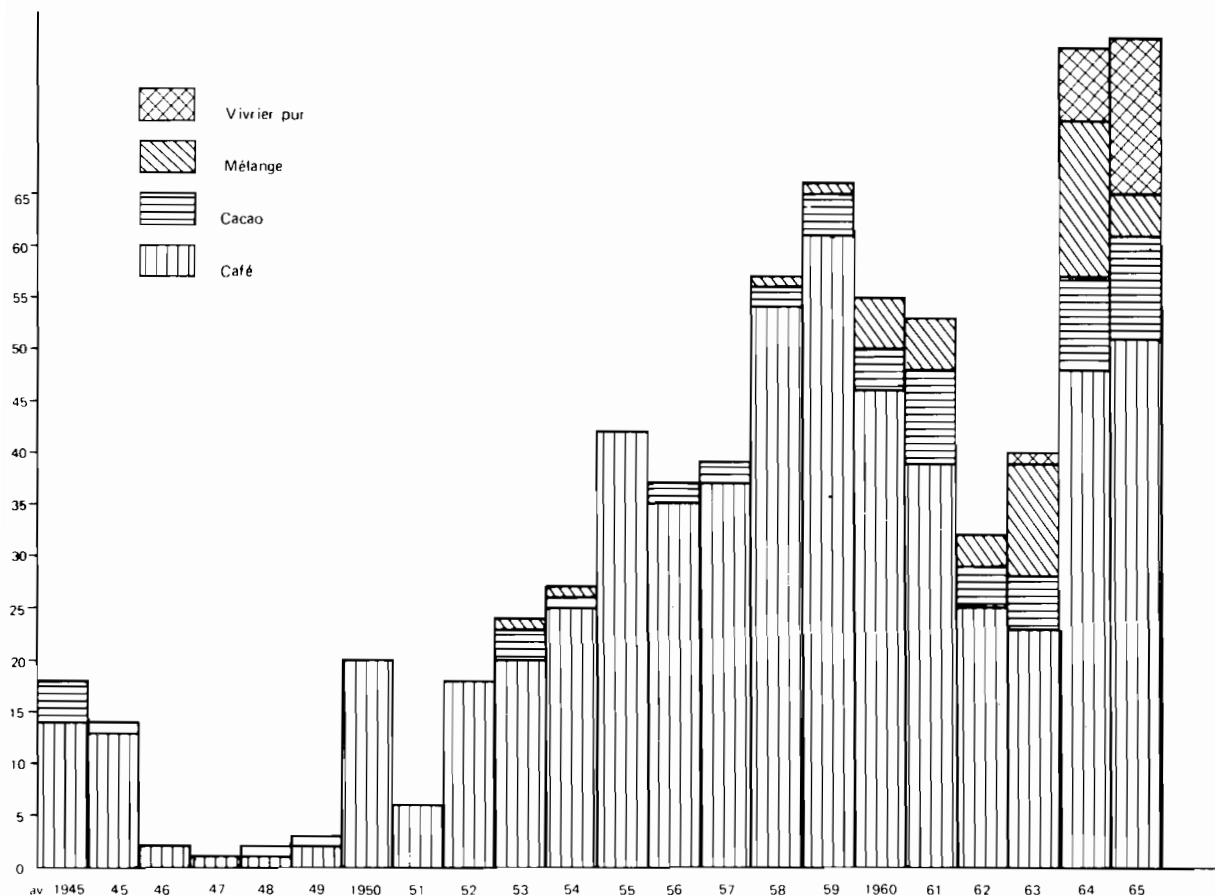


Fig. 24 – Age des plantations

En somme, la croissance rurale d'Akiékrou connaît un essor considérable et rapide qui n'a cessé de s'amplifier jusqu'ici, provoqué par les commodités d'accès d'une part, l'abondance de terres vierges et les formalités relativement simples nécessaires pour les acquérir d'autre part.

Rien ne traduit mieux cet essor et cette rapidité que la désignation des différents quartiers du village ou lieux-dits qui tous, comme à Bettié, ont une signification précise. L'origine toponymique de ces quartiers se rapporte, soit à un aspect géographique du lieu (marigots Songan Si, Songan Nouan, Karamo Assué Si), soit au patronyme du premier défricheur auquel vient s'accoler le suffixe kro (ex. Gastonkro). Plus rarement, il traduit l'éloignement du lieu par rapport au village (Congo Dia, Bamako). Toutefois on remarque (carte h.t. 11) que les toponymes d'origine agni sont situés autour du village, voire à sa périphérie immédiate, alors que ceux dérivant de planteurs étrangers — comportant le suffixe kro — désignent des quartiers ou campements beaucoup plus éloignés (Diakro, Vamarakro, Béma Konatédro). Cette originalité semble indiquer que l'extension du terroir sous l'impulsion des émigrés s'est développée dans des proportions telles que l'on n'a eu, pour désigner ses marges sans cesse plus lointaines, que le temps de les baptiser du nom de chaque pionnier (l'imagination paysanne ne suivant pas le rythme des défrichements). Autre hypothèse plus rationnelle : en baptisant de son patronyme le secteur où il s'établit, le pionnier prend une option juridique coutumière sans équivoque sur la terre qu'il défriche.

b) L'implantation progressive des ethnies et des campements

Akiékrou est peuplé en grande majorité d'étrangers, et de quelques Agni appartenant plus ou moins directement au lignage Assao Kacou de Bettié. De ce fait l'agencement du terroir et la répartition des terres ne sont pas effectuées selon le lignage, mais plus ou moins en fonction de l'ethnie. La carte du terroir de Bettié montrait qu'en dépit de l'abondance des terres, donc de leur libre accès, chaque lignage tend à cultiver dans une direction déterminée, et à se constituer même confusément, un certain patrimoine. A Akiékrou, cette tendance n'existe pas : la structure de la population étant différente, une multitude d'ethnies où prédominent Baoulé, Mossi, Bambara, et Sénoufo se pressent autour du petit noyau agni et donne à la répartition spatiale des cultures, un caractère original. Les Agni ont établi leurs plantations immédiatement au nord du village. Les étrangers, au fur et à mesure de leur arrivée, ont égrené linéairement les leurs à partir d'Akiékrou, le long de deux ou trois pistes qui s'enfoncent dans la forêt en direction des confins territoriaux de Borobo au nord, Songan au sud et vers la frontière ghanéenne à l'est.

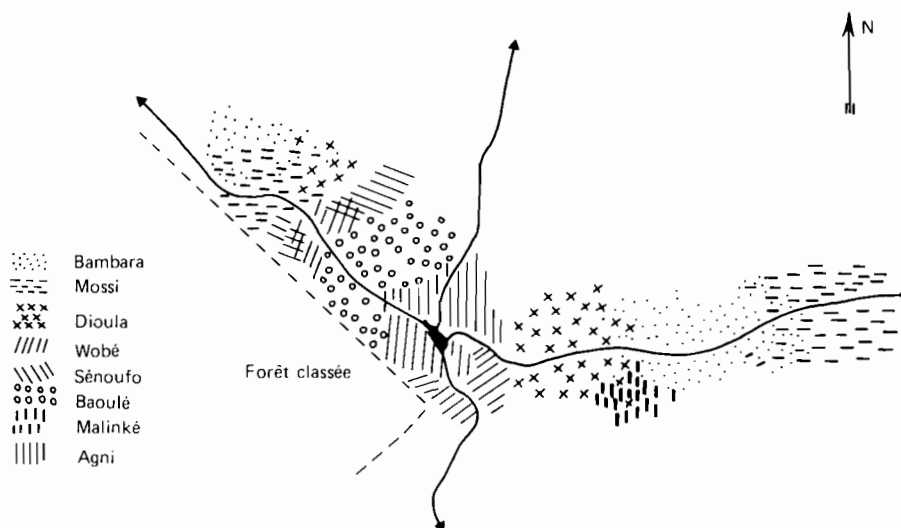


Fig. 25 – Les domaines fonciers des principales ethnies

L'instinct grégaire entre gens d'une même ethnie se manifeste ici par le regroupement de tous leurs champs sur un même secteur du terroir : par exemple les Baoulé « colonisent » de part et d'autre de la route de Borobo, tandis que les autres ethnies allochtones (Wobé, etc.) s'installent au voisinage de cette route où elles accaparent les terres laissant aux ethnies étrangères (Mossi, Bambara, Dioula, etc.), les espaces forestiers éloignés de cet axe et du village.

La carte du parcellaire et de l'implantation de l'habitat (h.t. carte 11) fait apparaître une colonisation de la forêt en fonction de l'ordre d'arrivée des émigrants (elle est en même temps la transposition miniaturisée de la carte ethnique des pays qui envoient leurs ressortissants : cf carte h.t. 18. Ainsi, dans le nord et l'est, et jamais ailleurs, sont construits les campements d'étrangers venus du nord de la Côte-d'Ivoire. Cette implantation loin du village et des axes de communication semble correspondre à l'extension des plantations et à un appel pressant à la main-d'œuvre de plus en plus lointaine, pour leur mise en valeur.

Le net déséquilibre de la population en faveur des hameaux de culture semble refuser au village, une quelconque vocation centralisatrice. La plupart des cases sont très irrégulièrement et très peu occupées par des planteurs qui possèdent ailleurs leur résidence habituelle. Justifiant ainsi auprès de l'Administration sa présence dans le village, l'étranger consacre en fait le plus clair de son temps à l'entretien de ses plantations de brousse. Il se sédentarise sur son domaine particulier. La population moyenne de chaque hameau est de 14 habitants (le plus important en compte 80). Cependant le graphique de la répartition de cette population dispersée (fig. 28, p. 100) montre la très grande hétérogénéité de ces derniers : deux d'entre eux seulement se rapprochent de la moyenne. Toutefois,

on constate un accroissement de leur taille, à mesure que l'on se rapproche du village. Ceci indique, par conséquent, qu'à l'origine, celui-ci a tout de même joué un rôle attractif sur les populations nouvellement arrivées, qui par la suite se satellisaient à proximité des plantations de brousse.

Les dates d'implantation de chacun de ces hameaux portés sur la carte h.t. 11 indiquent parfaitement (avec quelques années de décalage, dues à l'absence de simultanéité entre premier défrichement et installation du campement individuel), les étapes de la progression du front pionnier des cultures en direction de l'est. L'exemple de Diakadidjakro est significatif, ainsi que le souligne la carte h.t. 17. On peut également remarquer sur celle-ci, qu'en direction du Ghana l'avancée « en tache d'huile » du front pionnier est massive, progressive et ordonnée, contrairement au secteur de la route de Borobo où règne plus de confusion, la colonisation des terres s'étant faite de ce côté selon plusieurs impacts simultanés. Deux campements au moins le long de cette route sont contemporains de la fondation du village. Ce phénomène de colonisation par hameaux de culture n'est donc pas récent. Il demeure peu répandu dans la région.

c) Le façonnement du paysage agraire au sein de la forêt

En schématisant très sommairement les caractéristiques de l'expansion de ce terroir, on peut discerner deux tendances régies à la fois par l'ancienneté de l'implantation humaine, par le dessin des axes de communication et par la pression administrative. Le village lui-même occupe une position locale au carrefour de deux pistes, l'une de direction nord-sud, carrossable et fréquentée depuis longtemps (la route des caravanes), l'autre de direction ouest-est, véritable sentier secret en direction du Ghana. Excentré vers le sud-ouest de son aire géographique, il sert de charnière, révélatrice de deux modes différents d'occupation du sol.

La zone nord-ouest est la partie la plus anciennement et systématiquement cultivée du terroir, et le rapport des cultures à la forêt noire résiduelle est largement positif en faveur de celles-ci. L'occupation massive du sol est influencée par la piste principale et la situation du village, et depuis 1956 par le tracé des limites de la réserve forestière classée qui a bloqué le développement de la zone cultivée dans la direction de l'ouest. Quelques infractions ont été sévèrement réprimées depuis peu, aussi le terroir doit-il s'étendre soit vers le nord, où il rencontre le village de Borobo (Bettie), soit vers le sud où il rencontre celui de Songan (Sanwi), soit vers l'est où, jusqu'au Ghana, aucune entrave humaine ne vient s'interposer.

Dans le premier cas, la limite précise (un arbre sur la piste) reconnue par les gens de Borobo et d'Akiékrou, n'a été atteinte que récemment par quelques parcelles d'Akiékrou, et dépassée en direction de l'autre village. Il semble que les traditions de demande de la terre soient de temps en temps respectées ici, certains planteurs néophytes d'Akiékrou s'étant adressés individuellement au chef du village voisin pour solliciter son autorisation. Aucun contact ne s'est encore établi au niveau des deux communautés, mais le chef de Borobo est assez mécontent des ambitions « conquérantes » d'Akiékrou : il se sent incapable d'arrêter cette marée le jour où la menace se précisera mieux aux portes de son terroir.

Dans le second cas, l'extension du terroir a eu vite fait d'ouvrir un front du côté du Songan. Le long de ce marigot les champs des deux villages semblent s'imbriquer dans une zone de défrichement plus radicale que partout ailleurs. Les conflits au sujet des terres ne paraissent pas très aigus actuellement. Seul, un palabre fameux s'est élevé il y a une vingtaine d'années entre le chef d'Akiékrou et celui du Songan, dans lequel d'ailleurs d'autres griefs intervenaient. A l'heure actuelle, le vieux chef de Sangon, par une sorte de défaitisme, paraît impuissant à endiguer l'attaque foncière des planteurs d'Akiékrou. Aucun de ces derniers ne vient lui demander l'autorisation de cultiver une terre de son territoire. Les contacts étant assez étroits entre les deux villages, ces conflits peuvent se réveiller sous d'autres chefs plus jeunes, en dépit des réserves forestières importantes restant à la disposition des deux communautés du côté de l'est.

A l'est au contraire, 12 km de forêt « noire » s'étendent entre le village et la frontière ghanéenne. La présence de la piste dans cette direction conditionne le deuxième aspect du façonnement du terroir. La forêt se présente ici sous la forme d'un océan immense et uniforme éventré par l'étrave puissante du front de plantations jeunes. Sur une étroite bande de part et d'autre de la piste, les défrichements ont radicalement supprimé la forêt, remplacée par un parterre de caféiers. Cette colonisation linéaire se poursuit dans trois directions : est, puis nord et sud, selon un schéma directeur donné par la piste.

Dans cette zone pionnière, le front d'attaque ouvert par les nouveaux planteurs se développe

vers l'est, tandis que les plus anciens ont installé leurs campements le long de la piste, créant ainsi vers le nord et le sud deux fronts au fur et à mesure de leurs défrichements périodiques.

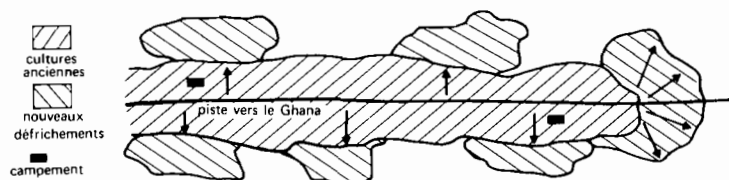


Fig. 26 – Front d'attaque à l'est du terroir d'Akiékrou

Au nord de ce secteur, la région de colonisation relativement récente comprise dans l'angle obtus fait par les deux pistes maîtresses, mal desservie par un sentier précaire, semble pourtant se rattacher à la zone nord-ouest déjà décrite. L'absence de campements indique ici que cette colonisation est le fait de planteurs s'autorisant d'une implantation déjà ancienne dans le terroir. En toute hypothèse, il s'agirait d'individus habitant depuis longtemps l'agglomération ou les hameaux construits le long de la route. A l'étroit dans leur zone presque totalement colonisée, ils tenteraient de s'infiltrer dans cette région de « forêt noire », jusque-là délaissée, pour poser les jalons de nouvelles cultures.

C. L'UTILISATION DE L'ESPACE AGRAIRE

Nous nous référerons en général au nombre de parcelles recensées systématiquement et compléterons ces données générales en nous reportant aux précisions (superficies en particulier) extrapolables fournies par l'échantillon cadastré portant sur 162 parcelles.

a) *L'association des cultures industrielles et des cultures vivrières* (cf. carte h.t. n° 12)

586 parcelles sont plantées en caféiers, soit 81,4 % de l'ensemble des plantations, contre 63 cacaoyères (8,7 %) et 48 parcelles de mélange café-cacao (soit 6,6 %). Nous découvrirons ici une situation semblable à celle décrite à Bettié : les champs exclusivement réservés aux cultures vivrières sont peu nombreux (24, soit 3,2 % des surfaces cultivées). Ici aussi la monoculture à base de café prédomine nettement, d'une façon plus accentuée encore qu'à Bettié : les 24 parcelles vivrières correspondent aux jardins de case de quelques femmes.

Mais cette impression est trompeuse : sur 125 parcelles de café, 20 de cacao et 29 de mélange, on découvre des cultures vivrières. Ainsi, en excluant les jardins vivriers, plus de 24 % du terroir cultivé contribuent à nourrir la population, soit près du quart des terres mises en valeur. Rappelons que la proportion atteignait seulement 17 % à Bettié. A eux seuls, ces deux chiffres soulignent les différences essentielles des systèmes cultureux qui séparent les deux villages.

Si on se reporte au critère des superficies, l'échantillon cadastré confirme ces résultats. Sur 296.97 ha, la répartition s'établit comme suit :

— caféières adultes sans vivrier	: 236.76	— café + cultures vivrières	: 30.95
— cacaoyères adultes sans vivrier	: 7.65	— cacao + cultures vivrières	: 0.15
— mélange adultes sans vivrier	: 5.27	— mélange + cultures vivrières	: 14.11
TOTAL	: 249.68 ha	— cultures vivrières pures	: 2.08
		TOTAL	: 47.29 ha

Dans cet exemple, les terres portant des cultures vivrières, soit pures, soit associées aux cultures industrielles, ne représentent en superficie que 15,82 % de l'ensemble du terroir cultivé. Ce pourcentage légèrement plus faible des surfaces consacrées à ces cultures provient de la localisation excentrique par rapport à l'agglomération des parcelles de l'échantillon retenu : il comporte l'une des plus grosses exploitations d'Akiékrou, forte de 68.20 ha, où dominent les caféières en rapport. Ce

taux nettement supérieur à celui de Bettié (11 %) serait plus élevé encore si l'on avait compté, comme jardins vivriers, les caféières de 3^e et 4^e années qui ne portent plus que des plantes vivrières résiduelles. Au-delà de 2 ans, le caféier ne tolère guère leur voisinage. On voit donc apparaître à Akiékrou un phénomène inconnu à Bettié : la recherche d'une production rapide de grosses quantités de produits d'exportation. Aussi le caféier, dont la vie utile ne dépasse pas 15 ans est préféré au cacaoyer qui reste productif plus longtemps ; mais le caféier commence à produire plus tôt.

b) L'éventail des cultures vivrières et leurs combinaisons

La technique agricole couramment répandue tend à gêner le moins possible le développement de l'arbuste. Aussi les cultures vivrières sont-elles rapidement éliminées, le bananier-plantain n'ayant guère l'occasion de fournir plus de deux récoltes. Inversement, la mise en place du caféier est souvent précédée d'une culture de riz à développement rapide (semis en mai ; récolte en septembre) qui assurera une récolte prête à la consommation pendant la soudure.

Si l'on se réfère au nombre et aux espèces des plantes cultivées, rien ne distingue le planteur agni de Bettié du planteur « étranger » d'Akiékrou. Chaque saison élimine progressivement les espèces vivrières et la diminution quantitative de la production de celles qui subsistent s'accroît. Cependant à Akiékrou, de nombreuses cultivatrices réitèrent au cours d'une 2^e année le semis de telle ou telle espèce qui a bien réussi la première fois (maïs, voire riz).

En suivant d'année en année, l'évolution d'un champ-type à partir du défrichement initial, on perçoit néanmoins certaines nuances qui le différencient de ce qui se passe à Bettié. Les plantes entrant dans l'association s'y classent de la façon suivante, selon un ordre quantitatif décroissant :

1^{re} année :

café (accessoirement cacao)	bananiers poyo (bananes douces)
riz (occasionnellement après le défrichement)	patates - manioc (doux) - tomates
bananiers plantain - ignames tardives	arachides
taros - maïs	oignons
ignames précoces	mil (occasionnel)
piments - aubergines - ananas - gombo	

2^e année :

café	aubergines (tropo)
bananiers plantain	piments
taros	maïs (2 ^e semis occasionnel)
ananas	gombo
bananiers poyo	

3^e année :

café	taros (facultatifs)
quelques pieds de bananiers plantain	ananas
touffes de bananiers poyo	quelques piments (facultatifs)

4^e année :

café
rares pieds de bananiers plantain ou poyo
et d'ananas résiduels

L'éventail des cultures vivrières compte à Akiékrou un tubercule (igname) et une céréale (riz) que le paysan de Bettié ignore délibérément. Ici comme là, les divers semis, la mise en terre des souches de bananier, le débroussaillage, l'entretien (binage) et la récolte des parcelles à leur premier stade de champs vivriers, sont accomplis par les femmes. Cependant les hommes leur apportent parfois de l'aide au cours du débroussaillage. Par contre ils sont seuls à s'occuper du semis, de l'entretien et de la récolte du riz, de la mise en terre et du buttage des ignames, qui nécessitent l'emploi d'une grosse daba. Faut-il voir dans ces tâches masculines supplémentaires la cause essentielle de l'absence de riz et d'ignames de la nourriture du planteur de Bettié, où les boutiques vendent du riz importé des U.S.A. ! On comprend mieux que la crise alimentaire, endémique à Bettié, soit inconnue à Akiékrou.

Chaque nouvelle plantation, nous l'avons vu, porte toujours des cultures vivrières. Elle est l'objet d'un soin jaloux, inconnu à Bettié où nous n'avons jamais découvert de système de protection contre les animaux déprédateurs (agoutis, biches, etc.), ou dévastateurs (hippopotames), à l'exception de quelques rares pièges destinés plus à la chasse qu'à la défense des cultures. A Akiékrou, toute parcelle nouvelle portant des plantes vivrières est systématiquement clôturée de toutes parts, la clôture devant normalement assurer la protection pendant deux ou trois ans, c'est-à-dire le temps du cycle vivrier. A la fin de cette période, humidité et termites ont raison des clôtures d'épineux ou de pieux.

On doit insister sur ce mode de protection, tant pour l'ingéniosité dont il témoigne, que pour son efficacité. Mais on imaginera mieux le temps investi, la patience déployée et la fatigue endurée, à la seule évocation de champs dont certains atteignent 2 ha, entièrement cernés par des pieux de nervures de palmes affûtés, juxtaposés et tressés avec des lianes. Ces pieux ne sont pas plantés

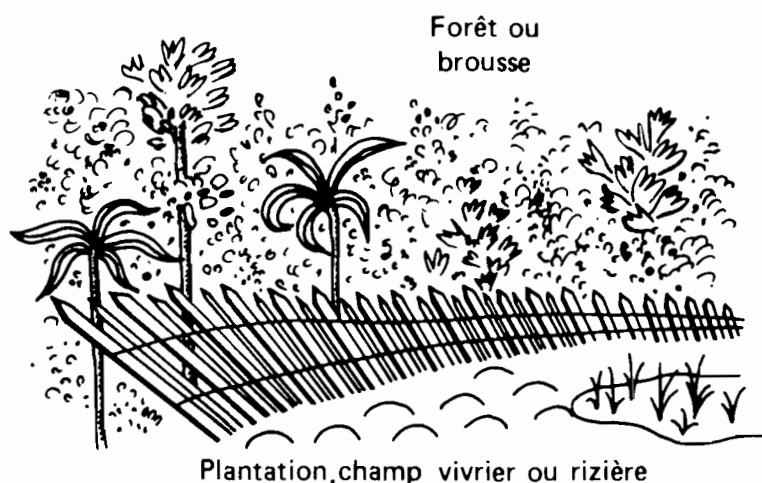


Fig. 27 — Haie de protection d'une jeune plantation

verticalement, mais font avec le sol un angle d'environ 60° , leur pointe aérienne étant dirigée vers l'extérieur de la parcelle, si bien qu'elle prend la forme d'un gigantesque vase dont l'accès aux rongeurs nuisibles est interdit. Ce travail de longue haleine, dont la technique est importée de régions plus septentrionales où elle est couramment pratiquée (pays baoulé par exemple et zones de savane), réclame de l'homme des soins minutieux pour tailler les pieux, les enfoncer dans le sol, ou creuser des tranchées, et tresser des lianes épineuses pour consolider l'ensemble. Ce travail trouve sa récompense dans une protection des récoltes très efficace mais que l'on peut difficilement évaluer.

L'importance prise par l'igname et le riz à côté du bananier, du manioc et du taro, cultivés presque exclusivement par la femme, établit une sorte d'équilibre entre travaux féminins et masculins, alors qu'à Bettié, la participation agricole féminine était beaucoup plus marquée.

D. LA DISTRIBUTION DE L'ESPACE CULTIVE

Plus cohérent, plus homogène que le terroir de Bettié, celui d'Akiékrou connaît une répartition très différente des terres cultivées au sein d'une population relativement inférieure à celle de Bettié. Le planteur dispose généralement de superficies légèrement supérieures, mieux réparties selon le type de culture.

a) Entre les individus

Chaque habitant possède 1,03 parcelle inscrite dans le terroir, et chaque chef de famille élémentaire 3,93 parcelles. Chaque famille est donc à la tête de près de 4 parcelles cultivées, ce qui représente au moins un cycle de défrichements annuels de 4 ans. Cependant ces chiffres n'ont qu'une simple valeur indicative s'ils ne sont pas rapportés aux superficies qui leur correspondent. Nous

n'avons fait que procéder ici à des évaluations et des extrapolations à partir de l'échantillon cadastral. Celui-ci demeure très représentatif de la section du terroir relevant des hameaux de culture. Il l'est un peu moins pour ce qui touche aux plantations appartenant à la population résidant au village même. Celles-ci se situent presque toujours aux abords immédiats de l'agglomération et une seule parcelle a été cadastrée dans cette zone-là. Or il est indéniable que la concentration des jardins vivriers des femmes est plus forte autour des cases du village.

Toutefois, les contingences matérielles nous ayant imposé un choix, il nous paraissait essentiel de le fixer sur la caractéristique majeure de cet ensemble rural : la structure par hameaux de culture dispersés. Ceci précisé, nous étendrons à tout le terroir les données extrapolées à partir de l'échantillon, lorsqu'elles ne risqueront en rien de fausser les résultats dans leur ensemble. Ainsi, la taille moyenne d'une parcelle reste fixée à 1.88 ha d'après l'échantillon. La superficie cultivée dont dispose chaque habitant est de 1.93 ha, c'est-à-dire plus que n'en disposait chaque membre de la communauté de Bettié (1.53 ha).

b) Entre les exploitations

Il en est de même pour la superficie moyenne de chaque exploitation qui atteint 7.52 ha contre 7.13 à Bettié et dépasse légèrement la moyenne régionale enregistrée par la S.E.D.E.S. (7.25 ha). Par contre, cette moyenne s'élève à 8.16 ha si l'on s'en tient seulement aux 36 exploitants qui ont vu leur domaine entièrement cadastré, ce qui justifie notre mise en garde à propos de ces données.

Le planteur d'Akiékrou, bien que récemment installé, est un gros défricheur dont la surface d'exploitation a rapidement atteint la moyenne régionale. Cependant il est plus intéressant encore d'étudier la structure interne de son exploitation :

superficie exploitée en	{	café adulte	: 4.54 ha soit 61 %
		café + cultures vivrières	: 1.54 ha soit 20,8 %
		mélange café-cacao	: 0.46 ha soit 6,5 %
		cacao	: 0.78 ha soit 8,54 %
		cultures vivrières pures	: 0.20 ha soit 3 %

L'énorme prédominance du café en fait presque une monoculture, avec près de 82 % de la superficie cultivée, dont 61 % sont plantés de caféiers en rapport de plus de 4 ans. En outre, les jeunes caféières portent pendant deux ou trois ans des cultures vivrières entretenues correctement en général, qui produisent régulièrement, alors que le fléchissement dès la fin de la première année, était chose courante à Bettié par manque de soins. A celles-ci s'ajoutent les jardins vivriers féminins dans une proportion de 3 %, vraisemblablement inférieure à la réalité, car la zone circumvillageoise n'a pas été comprise dans notre enquête cadastrale. C'est donc environ 25 % de l'exploitation agricole qui portent des bananiers, ignames, taros, du riz ou du manioc. Puisque, statistiquement, chaque planteur dispose d'environ 4 parcelles de cultures, on peut affirmer que l'une d'entre elles porte nécessairement une culture vivrière — exclusive ou en partage avec le café. Aussitôt qu'une caféière entre dans son cycle de production, au bout de quatre ans environ, l'exploitation s'accroît automatiquement d'un nouveau défrichement. Autrement dit, le paysan crée une plantation, et, par voie de conséquence, un champ de cultures vivrières, chaque année avec une belle régularité. Etant donné la courte longévité du caféier, il s'ensuit un retour plus rapide d'anciennes caféières à la brousse, et le remploi de cette brousse après une jachère plus ou moins longue (entre 5 et 15 ans mais sans aucune régularité). 53 parcelles recensées ont été défrichées à partir d'une brousse secondaire. Pareil chiffre était inconnu sur le terroir cacaoyer de Bettié, où seules les femmes avaient recours à la brousse secondaire pour les jardins de cases. A Akiékrou, les jachères restent le patrimoine du premier défricheur, à moins que celui-ci ne cède son droit à un membre de sa famille (fils, neveu) ou à un tiers. La comparaison de deux hameaux de culture, l'un de fondation ancienne (Tetekpankro vers 1930), l'autre récente (Diakadidjakro en 1952), oppose une structure en grappes de parcelles entre lesquelles s'intercalent à la fois des zones de brousse secondaire et de forêt « en réserve », à une structure compacte témoignant de plantations récentes dont aucune n'a encore été abandonnée à la brousse.

E. UN SOL EXPLOITE AVEC METHODE

En 1964, le recensement parcellaire a montré que 16 parcelles en rapport seulement n'ont fait l'objet d'aucun soin et, par voie de conséquence, n'ont fourni aucune récolte. Cette faible proportion (surtout comparée à Bettié) montre que les « potentialités » du sol sont bien utilisées. Sans interruption ni répit, la même parcelle est exploitée dès l'instant où la forêt y est abattue. C'est d'abord le cycle vivrier pendant deux ou trois ans, ensuite dès la 4^e année le cycle du café jusqu'à l'épuisement de l'arbuste et le retour à la brousse. Pendant toute cette période, la parcelle est correctement entretenue pour faciliter le croît des arbustes et leur récolte. L'invasion de la brousse par négligence, manque d'argent ou tout autre cause est l'exception ou un fait purement accidentel, ainsi qu'en témoigne le faible nombre de parcelles non récoltées recensées chaque année. Le souci constant de tirer le maximum de profit d'un minimum de terre exploitée est souligné par la relative importance du nombre de parcelles de mélange de café et de cacao qui représentent 6,5 % de l'exploitation moyenne. Ces champs mixtes ont presque tous moins de 8 ans, et, dans une proportion des 2/3, moins de 5 ans. La démarche du planteur se décèle facilement : désireux avant tout de récolter à coup sûr un produit de traite qui lui procurera rapidement de l'argent, quel que soit le terrain où il établit son défrichement, il mélange systématiquement café et cacao, dans l'espoir que, sur les deux espèces, l'une d'elles survivra et se développera. De croissance plus rapide, plus vivace, le café l'emporte en général, et, au fil des ans, le cacaoyer plus fragile et manquant de couvert forestier, dépérit sans que le planteur essaie d'y porter remède. Si la plantation de café est belle et productive, il peut même abattre les quelques pieds de cacaoyers qui ont survécu. C'est ainsi que la plantation, présentant au départ une association de deux cultures, devient rapidement et uniquement une caféière. Voilà un cas de pragmatisme agricole.

La forêt défrichée connaît une utilisation que l'on pourrait presque qualifier d'intensive (1), car la terre ne connaît pratiquement jamais de période de repos au cours de son cycle de culture, c'est-à-dire durant près de 18 ans. Comment cette terre ne s'épuise-t-elle pas rapidement, puisque l'emploi des engrais est encore inconnu ? Le plan expérimental de la S.A.T.M.A.C.I. n'a d'ailleurs pas compris Akiékrou dans son aire d'action. D'autre part, l'achat délibéré d'engrais serait considéré comme superflu et trop onéreux par les planteurs. Soucieux de tirer le maximum du sol, mais peu enclins à lui restituer un quelconque fertilisant coûteux, ils ont pourtant une notion confuse de la bonification des terres. Les modes de faire-valoir et le travail dans cette communauté paysanne peuvent donner une réponse. Cependant production et rendement reflètent mieux encore l'acharnement du cultivateur à exploiter le sol selon des conceptions qui lui sont propres.

F. LA PRODUCTION ET LES RENDEMENTS

Le questionnaire portant sur le parcellaire mentionnait pour chaque champ la production des deux années précédant l'enquête, soit 1963 et 1964. 1963 a connu une bonne récolte de café, suivie d'une récolte déficitaire en 1964. L'inverse s'est produit pour le cacao (cf. Bettié). Pour la production d'Akiékrou, il est permis de raisonner sur le seul café, sans risque important d'erreur, puisque d'autre part l'activité agricole a porté seulement sur 5 cacaoyères en 1964, 4 en 1963 et sur une production respective de 239 et 214 kg. La récolte caféière s'est élevée à :

- 148,421 t en 1964 (soit 13.357.890 F_o CFA),
- 212,408 t en 1963 (soit 19.116.720 F CFA),

soit un ordre de grandeur comparable aux revenus agricoles de Bettié (16.174.430 F CFA en 1963). Ces chiffres bruts doivent être considérés en regard de l'étendue du terroir et du nombre de parcelles en rapport. Compte tenu des parcelles existantes au moment de la récolte pendant les années de référence, 61,7 % en 1964 et 63,7 % en 1963 de l'ensemble des plantations ont été récoltées. Cette proportion élevée tient au faible temps mort existant entre le repiquage de l'arbuste et son entrée dans le cycle de production. Pour son calcul on n'a pas tenu compte des caféières adultes qui, pour des raisons

(1) Tout est relatif. Nous ne raisonnons que par comparaison avec Bettié.

diverses, n'ont été ni entretenues ni récoltées au cours de ces deux années agricoles, ni des jeunes plantations entre 0 et 4 ans, ni des parcelles vivrières.

Le tableau 10 donne les indications relatives à l'échantillon cadastré.

Tableau 10

	1964	1963
Nombre de parcelles récoltées (café)	90	80
Superficie récoltée (ha)	200.36	182.47
Quantités (en kg)	44.257	65.021
Rendement à l'hectare (en kg)	220,8	356

Les données de production chiffrées fournies par les planteurs, rapportées à la superficie globale des plantations de café obtenue par extrapolation, indiquent en 1964 un rendement moyen de 239 kg/ha et en 1963 de 386,4 kg/ha, donc un ordre de grandeur très voisin des données de l'échantillon. Le fossé qui sépare les moyennes de 1964 et de 1963, tient à la médiocrité de la récolte la première année, jointe au fait que de très nombreuses jeunes plantations mises en valeur en 1959-1960 entraient massivement en production cette année là. A cause de leur rendement initial extrêmement faible (parfois une charge de café pour deux hectares!), la moyenne se trouvait être faussée. Or, celle-ci englobe automatiquement toute parcelle récoltée. Les rendements de 1963 apparaissent comme le meilleur reflet de la situation agricole d'Akiékrou. Ils correspondent d'ailleurs à la moyenne enregistrée par la S.E.D.E.S. pour la strate où est compris le village (300-350 kg). La faible rentabilité des plantations de Bettié apparaît : ses rendements caféiers moyens (239,1 kg/ha en 1963) correspondent sensiblement aux plus mauvais rendements d'Akiékrou (239 kg/ha).

Pour le cacao, il est impossible de calculer les rendements : sa présence, nous l'avons vu, est purement symbolique.

Si la nature de la culture spéculative de base sur laquelle est fondée l'activité des deux villages n'est pas un facteur suffisant pour les différencier, la comparaison des rendements caféiers est assez éloquente pour exprimer l'importance respective de leur économie propre. Les différences dans la rentabilité agricole ne sont point motivées par des conditions édaphiques locales. Il convient d'en rechercher les causes profondes dans les activités humaines, et de les analyser.

G. LE CAMPEMENT DE BROUSSE, PIVOT DE L'ORGANISATION AGRAIRE

Tout d'abord, nous devons examiner l'organisation spatiale du terroir : l'agencement des exploitations entre elles, leur disposition par rapport aux hameaux, au village et aux pistes, l'efficacité de ces structures sur le plan de l'économie agraire. Pour répondre à ces questions, notre base de travail réside dans l'échantillon parcellaire cadastré, choisi justement en fonction de ces différents critères.

a) *Habitat satellite et micro-terroirs*

La population résidant à Akiékrou se répartit ainsi :

- campements permanents : 418 habitants dont 188 agriculteurs ;
- village : 283 habitants dont 132 agriculteurs.

Sur un effectif de 37 campements, 29 sont habités en permanence et font figure de hameaux. Deux d'entre eux, d'ailleurs, comptent respectivement 80 et 67 résidents. Or ces campements, dont le plus grand nombre est disséminé le long de la route et de la piste du Ghana (cf. carte h.t. 11, ont organisé autour d'eux un micro-terroir qui leur est propre ; pour avoir une échelle exacte de la dispersion des plantations et des exploitations, par rapport au village ou aux divers campements, il est

préférable d'étudier l'unité agraire formée par le hameau de culture plutôt que le village proprement dit.

Dans l'impossibilité matérielle de réaliser un cadastre complet, notre choix de l'échantillon s'est porté exclusivement sur des campements, puisque ceux-ci sont l'élément original et moteur de l'entité villageoise. Il a été guidé, pour chacun d'eux, par des critères de dispersion des parcelles, d'éloignement du village, de superficies et de diversité ethnique. Ce n'est point la famille, même étendue, moins encore le lignage, qui crée une relative homogénéité dans l'établissement du campement, mais l'ethnie. Ainsi, tel campement peut comprendre une ou plusieurs familles de même origine ethnique, donc plusieurs chefs de famille exploitant une plantation de plusieurs parcelles. Par contre, il est exceptionnel que tel autre hameau rassemble des familles issues d'ethnies différentes (Mossi et Baoulé par exemple). Pour illustrer cette organisation, prenons l'exemple des deux campements les plus importants du terroir par leur superficie cultivée : Tetekpankro et Diakadidjakro. Le premier, fort de 99 parcelles, compte 15 chefs d'exploitation, tous baoulé. Aussi la dispersion, en dépit de l'homogénéité ethnique y est-elle relativement importante : son terroir se compose de 7 blocs distincts de parcelles contiguës (cf. carte h.t. 16). Cependant l'éloignement par rapport à l'habitat résidentiel est faible :

— de 0 à 1 km	: 37 parcelles
— de 1 à 2 km	: 29 parcelles
— de 2 à 3 km	: 30 parcelles
— de 3 à 3,4 km	: 3 parcelles

Ici, la forêt classée du Songan, située à 600 m à l'ouest du campement, oblige les planteurs à éloigner leurs nouvelles plantations en direction du nord. A l'intérieur de ce micro-terroir, les parcelles de chacun des exploitants se présentent en un seul ou en deux blocs, éloignés l'un de l'autre de quelques dizaines ou centaines de mètres. Ainsi le planteur n'est jamais à plus d'une heure de marche de son lieu de travail habituel. Une telle situation était l'exception à Bettié.

L'exemple du hameau de Diakadidjakro est plus significatif encore. Situé sur le sentier du Ghana, il héberge trois planteurs minianka et sénoufo. Le pionnier — qui a donné son nom au campement — exploite 68.20 ha de plantations de café au voisinage immédiat des habitations. Le point le plus éloigné de la caféière est distant de 1,100 km seulement du campement. La colonisation et la mise en valeur de la forêt sont ici systématiques et rationnelles. Un trait original illustre ce campement : à l'inverse de tous les autres hameaux qui, par crainte des fréquentes incursions du service des Douanes, se sont établis à l'écart, de part et d'autre de la piste du Ghana, les terres de Diakadidjakro sont entièrement traversées par celle-ci. D'ailleurs, la piste longe les cases du domaine. Ici le planteur n'a rien à cacher aux autorités, tout trafic illicite (contrebande) est banni ; seule la culture du café contribue à la prospérité de tous.

Les deux autres planteurs de ce campement sont en quelque sorte des hôtes provisoires de Diakadidja Coulibaly. Ils possèdent les jeunes plantations les plus avancées en direction de l'est, faisant ainsi franchir au front pionnier la piste d'exploitation forestière nord-sud des Ets Corre Frères. N'ayant pas eu jusqu'à présent les moyens de construire leur propre campement sur leurs terres, ils se sont établis provisoirement à Diakadidjakro par affinité ethnique, et leurs plantations, pourtant distantes de 5 km, ne peuvent à proprement parler, être comprises dans l'orbite de celui-ci.

L'examen de ces deux campements aux caractéristiques opposées, définit les pôles extrêmes entre lesquels on peut distinguer maintes formes de dispersion ou d'aggrégats de parcelles, mais ceci n'infirme pas la règle générale du faible éloignement de la plantation de la résidence habituelle du planteur. Le village lui-même apparaît encore ici comme un campement géant, puisque les parcelles de ses habitants permanents (Sénoufo, Bambara, Malinké, etc.) se situent toutes à ses abords immédiats et le long d'un sentier long de 5 km qui s'enfonce directement vers le nord. La seule exception est illustrée par le cas d'un gros planteur mossi, Zongo M'bi, qui a sa résidence principale à Akiékrou, et possède deux campements temporaires, l'un d'eux étant très éloigné vers le nord du terroir. Cependant, par la route de Borobo et une ancienne piste forestière qui s'y embranche, ce dernier est accessible à bicyclette en moins d'une demi-heure. Or ce planteur emploie quotidiennement ce moyen de transport pour s'y rendre et effectue de longs séjours dans ses campements à l'époque des grands travaux.

Une impression d'efficacité se dégage des structures originales qui régissent le terroir et

l'habitat. Tous les points du terroir sont accessibles, à partir de la demeure de chaque planteur, en un laps de temps assez court, favorisant ainsi une économie de temps et de fatigue et l'augmentation de la capacité de travail, tant pour le planteur que pour le manoeuvre qu'il héberge et qu'il peut mieux surveiller. A cette concentration des plantations s'ajoute une centralisation des propriétés en des secteurs du territoire villageois bien déterminés : rares sont les parcelles d'un même planteur dispersées dans toutes les directions. Lorsqu'exceptionnellement on découvre un éparpillement de la propriété (tel est le cas de Zongo M'Bi), il est la conséquence d'opérations transactionnelles ou successorales.

b) Le monde des campements

Contrairement à Bettié, Akiékrou se définit par un habitat satellite important à fonction résidentielle permanente, qui s'apparente au hameau.

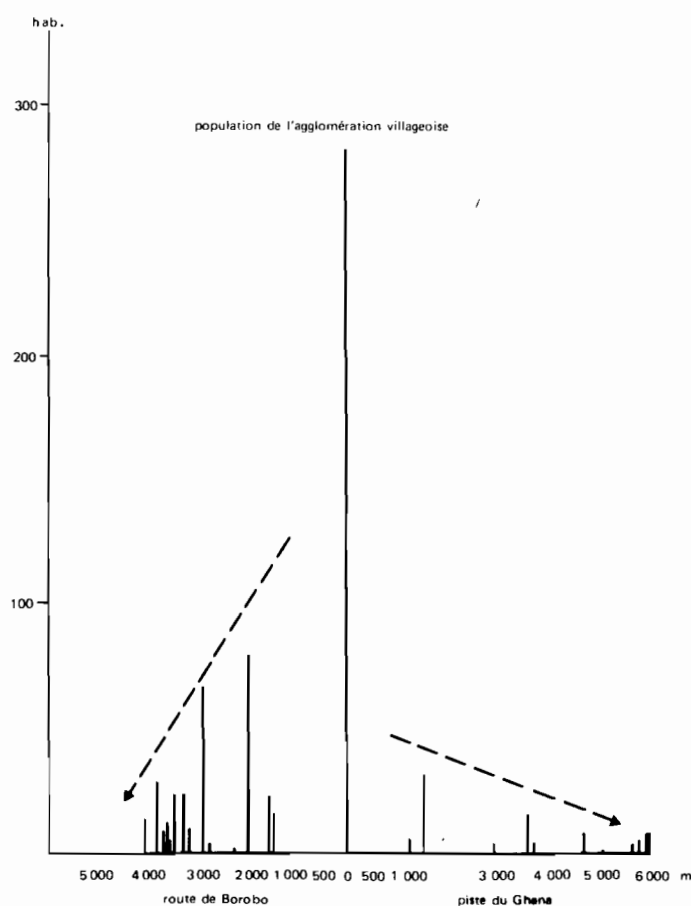


Fig. 28 – Relations entre l'éloignement du village et la population des campements

L'opposition des campements à résidence temporaire et des campements à résidence permanente, nous amène à adopter un vocabulaire plus significatif adapté à chacun de ces deux types :

- campement temporaire dans le premier cas,
- hameau de culture dans le second,

nous réservant le terme général et singulier de « campement » pour désigner en dehors du village, tout habitat isolé susceptible de servir d'abri.

45 campements ont été recensés. Ils peuvent être classés de la façon suivante :

- 30 hameaux de culture
- 10 campements temporaires
- 5 campements-abris (1)

Le village constitue le pôle charnière du terroir. Sur les deux axes figurés par la route de Borobo et la piste du Ghana, hameaux et campements se succèdent : à partir de 1.300 et 1.500 m du village, tous les 400 m environ le long de la route, tous les 6 à 800 m, mais couplés deux à deux, de part et d'autre de la piste du Ghana. On en dénombre 17 sur la route et à ses abords immédiats à l'ouest, où la facilité des moyens de communication a favorisé leur installation. 14 sont disséminés de part et d'autre de la piste à l'est ; on peut penser que leur nombre augmentera inévitablement, au fur et à mesure de l'avancée du front des cultures.

c) Un habitat sans confort, sans originalité et sans joie, à caractère provisoire

Villages-rues formés de cases basses aux murs de torchis et toits de papo enserrant des cours (2) rectangulaires, l'image est classique, monotone et trop stéréotypée pour que l'on y insiste. Valable pour l'ensemble des villages de la région, elle se répète à Akiékrou. Mais ici, contrairement à Bettie par exemple, où de nombreuses cases s'agrémentent de toits de tôle, de claustrats, d'enduits de ciment, de quelque ornementation naïve, le premier toit de tôle couvrant des murs cimentés a scintillé seulement en 1965 au-dessus de la case de l'unique boutiquier du village qui, par conséquent, ne tirait pas directement ses revenus de l'agriculture. De plus, nous l'avons déjà noté, les émigrants qui constituent la presque totalité de la population ont abandonné leurs propres techniques de construction pour adopter celles des Agni (3). Y a-t-il réel désir de se fondre dans la masse du pays d'accueil ou adoption de la solution de facilité ? La question reste posée.

Les hameaux de culture et les campements temporaires sont à l'image du village, qui n'est en somme qu'un agrégat de campements. Ils sont constitués, selon leur taille, d'une ou plusieurs cours formant un quadrilatère souvent irrégulier, encombrées de séchoirs à café, limitées par des cases traditionnelles de type agni (banco armé, papo). Celles-ci, aveugles vers l'extérieur, s'ouvrent sur la piste par une terrasse couverte qui sert surtout de local pour le repos et parfois de cuisine. L'originalité réside dans l'économie des moyens : l'impression a priori dominante est celle de la pauvreté, ce qui constitue un paradoxe sur une terre qui a permis la vente en 1964 de 148 t et en 1963 de 212 t de café ! Les douchières existent, mais sommairement construites et souvent délabrées. Pas de cabinets creusés, mais des feuillées dans la nature toute proche. Absence de puits : les femmes doivent aller chercher l'eau au marigot parfois lointain, une fois taris les quelques fûts d'essence recueillant l'eau de pluie collectée au moyen d'un enchevêtrement hétéroclite et savant de gouttières. Cette situation aberrante a motivé le déplacement de l'un de ces hameaux à l'est du terroir. Le planteur avait trop présumé de l'abondance des chutes de pluie et de l'endurance des femmes du campement : assoiffé, il a préféré déplacer son campement et le rapprocher d'un cours d'eau, plutôt que de faire creuser un puits (4). Le village lui-même ne compte pas de puits — l'eau est puisée dans deux trous creusés dans le lit même de deux marigots voisins — mais possède des lieux d'aisance publics couverts et agrémentés du luxe d'une dalle cimentée !

La présence quasi-générale chez les planteurs étrangers d'un habitat des plus rustiques, des plus sommaires, ne correspondant pas à l'économie somme toute assez florissante pour le pays, paraît d'autant plus aberrante que les cases des autochtones d'Agnikro sont construites en atakora, mode de construction onéreux faisant appel à des spécialistes dahoméens. Pour essayer de résoudre cette contradiction, il convient d'examiner le problème sous l'angle purement humain.

(1) Un cadastre systématique du terroir en aurait indiqué un nombre plus important : étant donné leur faible utilité (abri en cas de tornade) les planteurs omettent la plupart du temps de les signaler, et on ne découvre leur existence qu'en cours d'enquête sur le terrain.

(2) Cour : au sens propre, espace limité par 4 cases ou 4 séries de cases.

La sociologie définit la cour (aoulo) comme l'espace global occupé par les cases et la cour intérieure, où vit une famille étendue.

(3) On a également parlé de l'interdiction officielle de laisser les étrangers construire en pays d'accueil selon leurs techniques traditionnelles propres. Cette entrave est méconnue à Akiékrou.

(4) Des puisatiers itinérants parcourent la brousse en offrant leurs services.

On a affaire ici à des immigrants venus de contrées très pauvres (Mali, Haute-Volta, etc.), qui ont connu une vie rude, difficile. Etablis en Côte-d'Ivoire forestière dans le seul but d'amasser rapidement une petite fortune, dont ils pourront jouir prochainement dès leur retour au pays natal, le Mossi, le Bambara, ne se soucie de dépenser à Akiékrou que le strict nécessaire pour satisfaire ses besoins. L'installation d'un toit de tôle ondulée, le forage d'un puits, le crépissage au ciment des murs de sa case, apparaissent dans ces conditions des dépenses somptuaires, superflues, qui retarderont la réalisation de ses projets et son retour au village natal. Tout compte fait, le toit de chaume, l'eau du ruisseau, le mur en torchis... suffisent à lui assurer des conditions de vie acceptables. Par contre, il ne lésine pas sur les moyens modernes, indispensables à rentabiliser son travail et à accroître ses revenus : bicyclette (voire mobylette) pour se rendre rapidement sur les champs éloignés, décortiqueuse de café (trois fonctionnent au village). A cela, il faut ajouter un effort constant du planteur pour bien entretenir ses champs par un faire valoir direct.

H. UNE FORMULE EFFICACE : LE FAIRE-VALOIR DIRECT (cf. carte h.t. 15)

Nous n'avons fait qu'un séjour continu assez bref à Akiékrou (juin-octobre 1965) et les impressions relatives à l'entretien des champs ne sauraient être définitives et catégoriques. Cependant elles confirment celles que nous avons pu nous forger au cours de randonnées-éclair effectuées à différentes époques, pendant les années 1964 et 1965. D'une manière générale, le terroir d'Akiékrou est bien cultivé, maintenu en bon état tout au long de l'année. Même pendant la longue période qui suit la récolte, les plantations sont l'objet de soins attentifs.

Cette prospérité tient, selon nous, au type même de l'organisation du travail et du système du faire-valoir. En établissant sa résidence habituelle à proximité de ses champs, le planteur économise son temps et sa fatigue lorsqu'il travaille seul ; il est capable de surveiller de près sa main-d'œuvre contractuelle lorsque les dimensions de son entreprise l'obligent à utiliser des salariés.

Cette vérité banale explique peut-être comment s'ordonnent les systèmes du faire-valoir à Akiékrou. La spécialisation du village dans la culture du café exige cependant des travaux constants, une surveillance plus étroite que celle du cacao, abandonné pratiquement plusieurs années à la « brousse d'ombre ». Logiquement, on peut imaginer que l'utilisation d'une main-d'œuvre salariée abondante pour l'entretien des caféières est indispensable. Or il n'en est rien : les deux cartes des modes de création des caféières (h.t. 14 et du faire-valoir en 1964 (h.t. 15) à Akiékrou indiquent une prédominance du faire-valoir direct dans les deux cas. Pour mémoire, rappelons que la répartition du système de faire-valoir ne présente pas d'originalité fondamentale de structure, mais le classique régime du métayage à 2 ou 3 parts en usage en Basse Côte comme au Ghana (1).

En 1964, il se résume ainsi (tableau 11, page suivante).

Etant donné que tous les contrats (métayage ou débroussaillage simple), sont octroyés selon l'unité parcellaire dont la superficie n'entre pas directement en ligne de compte, le décompte numérique des parcelles est meilleur qu'une comptabilité de leurs superficies. La première remarque concerne l'importance du faire-valoir direct, même si l'on met entre parenthèses les parcelles de cette catégorie qui n'ont en fait, reçu aucun travail. Le faire-valoir direct pur, pour lequel le planteur n'a effectué aucun versement, ni en nature, ni en argent, ni même en cadeaux, porte sur 399 parcelles, auxquelles s'ajoutent 169 autres faisant l'objet d'un faire-valoir direct assisté, c'est-à-dire portant sur des contrats de débroussaillage ou d'éclaircissement de la forêt en vue de défrichements, ou bien encore ayant motivé l'octroi d'un cadeau aux femmes de la famille qui ont aidé à la récolte. Les 124 parcelles au total gérées par métayage simple (abou n'zan - abou peign) ou par le système de contrats multiples, ne représentent que 17,5 % de l'ensemble du terroir. Il est vrai qu'il s'agit souvent de très grandes parcelles qui dépassent les possibilités du seul propriétaire. D'après la production comptabilisée en charges de 34 kg, signalée par les exploitants, et vérifiée par recoupement avec le nombre de charges réservées au métayer abou n'zan ou abou peign, nous avons pu dégager une estimation de l'importance des plantations concédées selon tel ou tel type de contrat. Ainsi le nombre de parcelles sous contrat fléchit notablement dès que le taux des redevances versées en nature au contractuel s'accroît : pour le système abou n'zan on dénombre 100 contrats, contre 17 seulement

(1) POLLY HILL : 1956, chap. 1.

Tableau 11

	F.V. direct			F.V. indirect			
	Faire- valoir direct	Faire- valoir direct + cadeau	Faire- valoir direct + contrats de : débrouss. de forêt débrouss. de plan- tation	abou n'zan 3 parts	abou peign 2 parts + abou n'zan	contrat de débrouss. + abou n'zan	contrat de débrouss. + cadeau aux femmes (aide à la récolte)
Parcelles adultes	242	31	111	100	17	2	5
Parcelles défrichées et mises en culture dans l'année (1)	157	—	27	—	—	—	—
Parcelles n'ayant fait l'objet d'aucun travail	16	—	—	—	—	—	—

(1) Il s'agit des nouveaux défrichements entièrement créés par le planteur et, selon l'époque de l'année, au moment du passage de l'enquête, du mode de faire-valoir des cultures et l'entretien de la parcelle.

au système abou peign et 7 contrats multiples. Il convient de souligner qu'une proportion importante de ces derniers s'applique à des plantations très étendues : 43 parcelles sur 100 cultivées sous contrat abou n'zan, 6 sur 17 sous contrat abou peign dépassent 2 ha.

Le système privilégié du faire-valoir direct est beaucoup plus répandu lorsqu'il s'agit du défrichement de la forêt. Si chaque année le nombre des parcelles créées de toutes pièces selon ce mode de faire-valoir est toujours supérieur à celui des plantations adultes gérées par le même procédé, cela tient au fait que les planteurs l'utilisent à la fois pour leurs défrichements et pour leurs plantations adultes, et qu'en plus, bon nombre de défrichements sont pratiqués par de jeunes paysans impécunieux qui ne peuvent faire autrement que de l'adopter.

Par contre, les propriétaires qui donnent en métayage des plantations adultes peuvent également se permettre de créer chaque année sous contrat de nouvelles plantations. On note alors que ces parcelles récemment ouvertes représentent 16,8 % de la totalité du terroir, soit une proportion très voisine de celle des plantations adultes cultivées annuellement par métayage. Là encore, le contrat le moins onéreux demeure le plus répandu (défrichement forestier simple : 109 parcelles, abattage des grands arbres : 11, défrichement + abattage : 1).

Ces constatations prouvent chez le planteur une conscience assez vive de la notion de rentabilité du travail. A plantation bien tenue, récolte meilleure. La pratique du double débroussaillage annuel — les contrats de métayage sont, paraît-il, rigoureux sur ce point —, en dépit de l'absence de données chiffrées, paraît à peu près générale d'après les observations personnelles et quelques sondages que nous avons pratiqués, ce qui entraîne une série obligatoire de trois grands travaux : débroussaillage pré-récolte, récolte, débroussaillage post-récolte ; Bettié ne connaissait pratiquement que les deux premiers. Dans cette perspective, il apparaît naturel que le planteur se décharge sur des contractuels de

ses parcelles les plus vastes, qui, en dépit de l'amputation du tiers ou de la moitié de la récolte, lui laisseront un revenu amplement bénéficiaire. Il s'agit certes moins de technique de gestion agricole que de calcul instinctif. Une main-d'œuvre abondante et docile appartenant à la même ethnie que celle du propriétaire avantage sérieusement le planteur d'Akiékrou. Les liens tissés entre le pays d'origine et les planteurs sédentarisés sont très forts : longtemps à l'avance tel planteur sait qu'il peut compter sur tel membre de sa famille, de son village ou de sa contrée pour venir l'aider.

Au sens de l'organisation matérielle du travail s'ajoute la notion de profit. A trois exceptions près, les 31 parcelles en faire-valoir direct pour lesquelles l'exploitant a déboursé un cadeau en numéraire ont été cultivées par des aides familiaux masculins bénévoles venus de Haute-Volta, du Mali ou du nord de la Côte-d'Ivoire. Régime de faire-valoir et organisation du travail révèlent une fois encore la recherche de l'efficacité par l'exploitant immigré et son sens de la spéculation : dans la mesure de ses possibilités, il travaille par lui-même. Obligé de se décharger d'une partie de cette tâche sur autrui, il fait en sorte qu'elle soit convenablement menée pour un coût minime. A Akiékrou, on découvre un paysannat qui détient un sens certain de l'efficacité, de la rentabilité, tandis qu'à Bettié le planteur se comporte en amateur.

I. DES RESULTATS SATISFAISANTS : UNE RICHESSE DISCRETE SOUS UNE PAUVRETE D'EMPRUNT

Maints éléments nous permettent de conclure à l'efficacité de l'appareil agraire d'Akiékrou : une exploitation de superficie moyenne, des plantations groupées à faible distance de la résidence du planteur, un mode de faire-valoir de type familial assisté, provoquant rarement des hémorragies d'argent motivées par le recrutement de la main-d'œuvre, enfin une exploitation équilibrée et rentable.

Il faut insister sur cet équilibre, qui fait que, bon an mal an, chaque planteur ouvre une parcelle, associée *ipso facto* à un jardin vivrier.

Or ces champs vivriers dont nous avons noté la fréquence, rassemblent une grande diversité d'espèces cultivées : banane-légume, taro, manioc, riz, ananas, igname, arachide, permettant de spéculer sur la vente de tel ou tel produit (1).

Dans ces conditions, Akiékrou est capable de vendre des produits vivriers sans jamais connaître la disette ; ressemblant en cela à de nombreux villages jalonnant la route au nord, on y voit s'élever devant quelques cases, les hauts tréteaux faits de quatre pieux soutenant un « plancher » de bambous, où sont exposés à la vente les régimes de bananes plantain, rapidement enlevés par les taxis-brousse ou les camions de ravitaillement des deux chantiers forestiers voisins (Corre Frères à Akiékrou, Forestière Equatoriale à Ebilassékro). Des véhicules d'Aboisso sont spécialement frétés pour venir à Akiékrou acheter les régimes de bananes-légumes. La demande de bananes prend certains jours des allures de « razzia » le long de la piste et les paysans ont beau jeu d'imposer des prix élevés. Akiékrou entre à fond dans le jeu d'une économie moderne et concurrentielle, et nous ressentons comme une grave lacune de n'avoir pas eu matériellement la possibilité d'étudier ce phénomène. Quand on a vu un camion de 3 t partir chargé à ras bord de régimes de bananes-plantain appartenant à un seul et même planteur, il ne s'agit plus pour celui-ci d'un petit revenu d'appoint, mais bien d'une vente spéculative. On ajoutera que ce changement n'a pas été unique pour celui-ci au cours de l'année agricole, et que, dans des proportions moindres et variables, de nombreux exploitants caféiculteurs tirent des revenus annexes importants des produits vivriers, de la banane surtout, de l'igname, des ananas et des arachides. A ces ventes quotidiennes s'ajoutent celles saisonnières de cola. Produit apprécié de la traite interafricaine, la cola s'est naturellement développée à Akiékrou où la plus grande partie de la population d'origine musulmane mâche de la noix amère. Dans les caféières, des colatiers sont souvent plantés et toujours protégés s'ils poussent spontanément. Sans doute le commerce de ce produit ne revêt-il pas l'intensité qu'il connaît dans la région voisine de la Mé (Yakassé), mais il est suffisamment important pour le mentionner.

Ainsi la production caféière n'est point la seule source de revenus pour le planteur, mais elle demeure certes la principale et les renseignements recueillis sur les récoltes 1963 et 1964 permettent de la situer et de l'estimer. Le revenu des produits de la traite caféière par tête d'habitant a été de

(1) S'il possède du riz en stock, le planteur évite de consommer des bananes-plantain dès que leur prix s'accroît.

19.130 F CFA en 1964, de 27.330 en 1963, donc en moyenne de 23.230 F CFA. Par chef de famille et d'exploitation, il se situe autour de 90.300 CFA.

Cependant, si nous nous en tenons à la récolte de 1963 qui peut être considérée comme moyenne ou assez bonne, et qui a servi de base pour le calcul de Bettié, le revenu de traite moyen par exploitant s'élève à 106.290 F contre 103.682 F au planteur de Bettié. Le profit plus élevé du paysan d'Akiékrou tient moins dans ce léger excédent de 3.000 F que dans l'importance des revenus agricoles annexes précédemment évoqués, et dans l'absence de toute dépense relative à son alimentation de base. (Contrairement aux gens de Bettié, le paysan d'Akiékrou produit plus de produits vivriers qu'il n'en consomme.)

Ces profits sont d'ailleurs très inégalement répartis, puisque le seul planteur dont nous avons signalé plus haut les grosses ventes de bananes, réalise à lui seul 7,5 % du produit des ventes de café au village, soit 1.435.700 F!

Ainsi, le planteur d'Akiékrou peut être défini comme un travailleur, un producteur âpre au gain et économe : vivant sur son exploitation, il ne dépense guère que pour le strict nécessaire, à l'unique boutique du village (contre 6 à Bettié). Attentif à ses plantations, il ne se laisse pas distraire par des occupations extra-agricoles. La pêche, la chasse qu'il pratique peu, sinon au moyen de pièges le long des haies de pieux protégeant ses jeunes plantations, ne sont pas source de profit, car elles ne fournissent que des appoints de nourriture occasionnels. Pourtant il consomme de la viande : un embryon de petit élevage existe au sein du village. Un troupeau d'une centaine de cabris et moutons vit en liberté, stationnant et couchant en travers de la piste. Aucun d'entre eux n'est sacrifié, mais au passage des taxis, des bêtes sont régulièrement écrasées et consommées aussitôt.

Comment le planteur d'Akiékrou investit-il ses revenus qui ne sont utilisés, ni à améliorer son habitat, ni à améliorer des moyens de production (emploi d'engrais par exemple) qui restent très traditionnels? C'est en étudiant les hommes eux-mêmes que nous pourrions tenter de répondre.

2. — LE PANORAMA HUMAIN

Nous avons vu que l'élément autochtone agni était très faiblement représenté à Akiékrou. C'est donc sur les allochtones ivoiriens et étrangers et le phénomène migratoire qu'il convient de se pencher (1). L'immigration a commencé très tôt à Akiékrou, dès l'extension à grande échelle de la culture du café. Certains planteurs actuels ont commencé à façonner le terroir dès 1927. Mais cette immigration n'a fait sentir ses premiers effets qu'entre 1930 et 1937. Les contingents pionniers ont été d'abord baoulé, ensuite wobé et sont restés longtemps ivoiriens, avant que ne grandisse l'apport des ethnies de Haute-Volta et du Mali.

A. LA MISE EN PLACE D'UNE SOCIÉTÉ DE PLANTEURS

a) *Akiékrou, melting-pot d'ethnies diverses*

Il est facile d'affirmer qu'Akiékrou est une terre d'élection pour l'étranger. 27 ethnies sont représentées au village, très inégalement bien sûr, surtout si l'on s'en tient à une double distinction : d'une part, les planteurs sédentarisés et les manœuvres saisonniers, d'autre part les allochtones ivoiriens dont les ethnies sont exclusivement implantées dans le territoire de la République de la Côte-d'Ivoire ou à cheval sur d'autres pays voisins (Baoulé, Dioula, Malinké, Wobé, Lobi, Bété, Agni du Ghana), et les étrangers à part entière ethniquement et politiquement (Mossi, Bambara, Foulah, Djerma, Dagari, Brassah, etc.).

(1) Notre enquête porte sur un ensemble de 320 personnes de sexe masculin qui forment l'élément dynamique sans lequel les cultures commerciales ne pourraient être pratiquées dans le contexte local. Il s'agit donc de planteurs sédentarisés et des manœuvres saisonniers interrogés pendant la période qui précède la récolte (juillet-octobre), période pendant laquelle le contingent de travailleurs est le plus important. Ainsi certains manœuvres saisonniers arrivés au village quelques mois ou même quelques heures avant notre passage n'avaient évidemment pas été recensés par l'enquête démographique d'avril 1965. D'autre part, en dépit de nos précautions, un certain nombre de planteurs étaient absents pour des causes diverses (voyage au pays, maladie, prison, etc.). Ces défections expliquent certaines légères variations des données chiffrées dans la classification ethnique de la population.

Le tableau 12 met en évidence la prépondérance de l'élément national : 172 Ivoiriens contre 147 étrangers. Dans la répartition socio-professionnelle, l'élément ivoirien détient le monopole lorsqu'il s'agit des exploitants (98 contre 52 étrangers), mais il le perd dès qu'on aborde la main-d'œuvre saisonnière (74 autochtones contre 95 manœuvres étrangers). On obtient ainsi le reflet de l'image par trop classique d'une puissante migration saisonnière venue du Nord (Guinée, Mali, Haute-Volta) déferlant sur la Côte-d'Ivoire forestière pour « faire les six mois », chacun s'en retournant par la suite au pays avec un petit pécule ou bien enrichi d'une bicyclette ou d'un poste à transistors. La répartition numérique apparaît sur le tableau 13.

Tableau 12

	<u>Allochtones ivoiriens</u>	<u>Allochtones étrangers</u>	<u>Autochtones agni</u>
Planteurs sédentarisés :	98	52	2
Manœuvres saisonniers :	74	95	
Total :	172	147	2

Tableau 13

<u>Ethnie</u>	<u>Planteurs sédentarisés</u>	<u>Manœuvres ou aides bénévoles</u>	<u>Total</u>
Mossi (Haute-Volta)	28	35	63
Baoulé	42	6	48
Dioula (Mali)	25	23	48
Sénoufo	12	27	39
Bambara (Mali)	12	19	31
Foulah (Mali)	4	17	21
Malinké	7	12	19
Wobé	9	1	10
Minianka (Mali)	0	7	7
Siamou (Mali)	2	3	5
Lobi	0	5	5
Bougouni (Mali)	1	3	4
Agni (du Ghana)	2	0	2
Djerma (Niger)	1	1	2
Brassah (Guinée)	0	2	2
Dagari (Haute-Volta)	0	2	2
Samogo (Haute-Volta)	0	2	2
Divers n'ayant qu'un seul représentant	4	6	10
Totaux	149	171	320

Puisque 7 de ces ethnies ont plus de 10 individus et représentent 87 % de la population masculine laborieuse, on est en droit, pour mesurer cette diversité et son importance numérique, de négliger celles qui ne jouent qu'un rôle insignifiant dans l'économie du village.

b) Chronologie de l'immigration et éventail des statuts :

Il convient de faire au départ la distinction entre la main-d'œuvre mouvante annuelle qui, n'ayant pas d'attaches profondes avec la population locale, peut être qualifiée d'immigration sauvage et le lot de migrants « organisés » sollicités par les planteurs. A la première, personnel d'appoint fourni par la piste, s'oppose le second sur lequel il conviendra de s'attarder. Ce lot englobe à la fois des manœuvres, des « planteurs-potentiels » et des planteurs à long terme. C'est par l'étude détaillée d'une émigration qui s'intègre très rapidement à la vie rurale locale pour en constituer les forces vives et l'ossature, que l'on peut comprendre à la fois son originalité, ses buts, ses possibilités de développement et ses prolongements économiques dans la vie régionale.

Replacée dans son cadre géographique d'origine (cf. carte h.t. 18) on constate que l'immigration y est alimentée par trois grands foyers : voltaïque avec les Mossi, malien (Bambara, Dioula, Sénoufo), et centre-ivoirien avec les Baoulé. Une sorte de classification peut s'établir à partir de ces pays d'origine, entre ethnies « possédantes » premières occupantes, et ethnies « prolétaires » arrivées plus récemment. Pour les premières, le nombre des planteurs est écrasant par rapport à celui des manœuvres saisonniers. Pour les autres, le phénomène est exactement inverse.

Voici le pourcentage des planteurs sédentaires par rapport aux manœuvres saisonniers selon les principales ethnies représentées :

ivoiriennes :			
Baoulé	: 87,5 %	Wobé	: 90 %
non ivoiriennes :			
Dioula	: 52 %	Malinké	: 36,3 %
Mossi	: 44,4 %	Bambara	: 30,7 %
Sénoufo	: 38,7 %	Foulah	: 23,5 %

Cette constatation éclaire mieux le monde du travail saisonnier d'Akiékrou : alors que la plupart des planteurs étrangers recrutent leur main-d'œuvre dans leur entourage familial et ethnique dont ils provoquent l'immigration durable ou sollicitent simplement le voyage, les planteurs allochtones ivoiriens, tout comme les Agni, sont obligés d'avoir recours à la main-d'œuvre des ethnies voisines (Mossi et Foulah en particulier). Ces observations nous amènent à poser le problème de l'absence à peu près totale de main-d'œuvre ivoirienne sur les plantations d'Akiékrou. Il ne semble pas qu'elle répugne aux tâches considérées comme serviles : certains Ivoiriens acceptent de travailler comme manœuvres. Une rupture de contact entre planteurs ivoiriens allochtones et leurs villages ne paraît guère plausible : des relations suivies sont entretenues entre émigrants et leur foyer d'origine. La solution découlerait plutôt d'une volonté de l'émigrant ivoirien de s'établir comme planteur sans passer par le stade de salarié sous contrat. En somme, la promotion sociale exigée par la plupart des émigrants ivoiriens venus à Akiékrou, conduit chacun d'entre eux, pour le succès de son entreprise, à rechercher des manœuvres parmi les émigrants des savanes septentrionales.

B. UNE EMIGRATION « ENGAGEE » DANS LA SPECULATION AGRICOLE

a) Une émigration de type « exode local »

Une fois grossièrement localisés les divers foyers migratoires, il convient d'examiner dans le détail, comment s'organise la migration au sein de chacun des groupes ethniques évoqués. On constate avec surprise que seules quelques localités souvent très voisines sont affectées par le phénomène. Ceci va à l'encontre de l'image classique de jeunes gens ne se connaissant pas, partant à l'aveuglette, de tous les horizons de la savane, pour rechercher un travail hypothétique au hasard des routes ivoiriennes. L'émigration concerne, pour chacune des ethnies dominantes, quelques villages, souvent de faible importance numérique, dont presque tous les foyers ont un représentant mâle à Akiékrou, tel ce Bananso en pays bambara (7 hommes), ou Sadjoula en pays minianka (6 hommes), qui paraissent, d'après les allégations des planteurs enquêtés, comme saignés à blanc par ces départs vers le Bettié (1).

(1) Une vérification approfondie aux sources eût été hautement souhaitable, et nous déplorons qu'elle ait été impossible.

Généralement ces villages sont localisés dans un espace régional restreint. C'est le cas pour le groupe baoulé, dont quelques communautés satrikan, n'zipri et faafoué autour de Botro, Diabo et Bouaké (8 chefs de famille du village de Kombo — Botro — sont représentées et ont entre elles des liens de parenté ou plus simplement des relations amicales de voisinage. C'est le cas chez les Mossi de quelques villages autour de Koudougou et Godin-Walotinga. C'est le cas encore pour les Foulah de la région de Yanfolila et les Sénoufo de Sanankoro, Sotien et Kaboïla. La dispersion très poussée n'existe que pour quelques ethnies minoritaires ou seulement représentées par quelques rares individus. Il s'agit donc, comme l'exprime la représentation cartographique détaillée, d'une émigration concertée, orientée et spontanément organisée, qui revêt par certains côtés et toutes proportions gardées, les caractères d'une émigration massive.

b) Une émigration concertée

Par-delà les relations familiales ou amicales qui garantissent la perfection du mécanisme migratoire, il ne demeure pas moins nécessaire d'étudier les motivations profondes qui poussent des hommes, jeunes le plus souvent, à s'expatrier pour longtemps.

Nous nous sommes efforcé de mesurer le temps écoulé entre la date d'arrivée à Akiékrou du migrant hanté par le désir de devenir planteur et celle où il se trouve effectivement pour la première fois à la tête d'une plantation, soit qu'il l'ait achetée, soit qu'il en ait hérité, soit qu'il l'ait tout simplement fondée comme c'est le cas le plus fréquent. Les trois conditions peuvent d'ailleurs coexister simultanément ou partiellement. 145 planteurs étrangers ont ainsi été recensés : 97 ont créé leur plantation, 11 l'ont achetée sans l'accroître ultérieurement par création ou héritage (c'est-à-dire que cet achat est en général très récent ou relativement tardif), 32 ont à la fois acheté ou fondé eux-mêmes des plantations, 2 ont hérité de leur domaine et 3 ont, en plus d'un héritage, planté quelques parcelles.

Le tableau 14 permet de faire une remarque essentielle : 31 % des immigrants sont devenus planteurs l'année même de leur installation à Akiékrou, soit par achat d'une plantation, soit par création personnelle, soit par ces deux opérations simultanées.

Après deux ans de séjour, cette proportion s'élève à 67,5 %, et après 5 années elle passe à 88,9 %. Ce taux traduit une attitude psychologique : l'émigrant qui désire accéder au titre de planteur, essaie de parvenir très tôt à cette fin. Comment ? D'abord en créant une plantation, moyen le moins onéreux. Si le colon est courageux, il pourra défricher et planter seul et n'aura que les frais d'autorisation de défricher la forêt à verser au chef du village. Il pourra parfois s'en acquitter seulement à la première récolte de café. Ainsi, 37 immigrants ont payé comptant cette redevance et 64 au bout d'un an. Inobservée à Bettié en ce qui concerne les autochtones, un peu mieux respectée en ce qui concerne les étrangers, la coutume voulant que la terre fasse l'objet d'une demande est rigoureusement respectée sur le territoire d'Akiékrou. Chaque cultivateur qui désire devenir planteur s'adresse au chef du village, donc à un Agni, pour lui demander la permission de créer un champ, en lui indiquant l'endroit à sa convenance. Cette proposition est toujours acceptée contre l'acquittement à peu près immuable d'une somme d'argent variant en fonction de la richesse présumée du demandeur, mais n'excédant jamais 6.000 CFA. Il n'est jamais question de limiter la superficie et de délimiter le terrain. La somme d'argent versée correspond vraisemblablement à une redevance qui donnera droit au demandeur d'utiliser la terre. Cette redevance en argent s'accompagne d'un cadeau au même chef, constitué par une ou deux bouteilles de gin grand modèle : c'est le « remerciement ». Théoriquement facultatif, il s'agit en réalité d'une obligation à laquelle ne faillit aucun nouveau planteur. Celui-ci préférera s'endetter plutôt que de ne pas l'acquitter. Il aura ainsi pleinement conscience d'être définitivement le possesseur de la terre et de pouvoir en disposer à son gré. C'est dans le strict respect de cette coutume qu'il faut chercher son interprétation par les immigrants et la fréquence des transactions portant sur les plantations en rapport. A Bettié, ces transactions étaient l'exception. A Akiékrou, elles sont monnaie courante, et ne revêtent aucun caractère de nécessité aiguë. Le vieux planteur qui décide d'aller se retirer au pays natal vend son bien en bloc, ou le fractionne entre plusieurs acquéreurs. Rien ne le retient, la terre étant considérée comme un instrument utilitaire plus que comme un bien sacré. Aussi la demande traditionnelle est-elle envisagée psychologiquement comme un « contrat de vente » liant le chef du village, au paysan « acheteur ». Il est symptomatique de constater que les planteurs, en étendant leurs défrichements sur les marges du terroir de Songan, ne se soucient guère de consulter le chef de ce village. Ils ont payé leur droit à la terre à Akiékrou, considèrent qu'il l'est une fois pour toutes et veulent ignorer les éventuelles entraves procédant de l'environnement régional.

De toute façon, la terre était abondante, aucun refus n'est jamais exprimé, d'autant plus que, nous l'avons vu, cet octroi est une source de revenus non négligeable pour le chef de la terre.

Deuxième moyen d'accès à la propriété d'une plantation : l'achat. Certains, sitôt installés, ont acheté une ou plusieurs parcelles : 3 d'entre eux dès leur arrivée, 3 après un an. Sur 11 opérations d'achat de propriétés, 10 d'entre elles ont été réalisées au cours des 5 premières années de résidence. Toujours en moins de 5 ans, 9 immigrants ont pratiqué simultanément achat et défrichement. Vingt trois ont réparti ces deux opérations sur une durée plus longue, mais la création intervient en moins de 5 ans dans 20 cas, et l'achat selon les mêmes critères dans 15 cas. Nous n'indiquerons que pour mémoire les immigrants venus à Akiékrou héritier d'un défunt ou d'un parent retourné au pays, et qui n'ont pas fait réellement œuvre novatrice de colonisation agraire ; mais 3 d'entre eux sur les 5 qui, en plus de leur accès à la succession foncière, ont créé leurs parcelles individuelles, doivent être mentionnés (cf. tableau 14).

Tableau 14

Processus de genèse de la propriété des immigrants d'après leur temps de résidence à Akiékrou

Nbre d'années après la date d'arrivée	I			II				
	Création	Achat	Héritage	Création et achat		Fondation et achat simultanés	Création et héritage	
				Création d'abord	Achat d'abord		Création d'abord	Héritage d'abord
0	36	3	1	1	6	1		1
1	23	3		6	7	2		
2	11	2		8	2	1	1	
3	5			6	4	2		
4	4			2	2			
5	8	2		6	3	3		
6	2			1	2			1
7	1			1	1			
8	2	1						
9	2		1	1			1	
10	1							
11								
12							1	
13					1			
14	1							
15								
16					1			
17								
18								
19								1
20	1				1			
plus de 20					1			

I : La propriété est issue d'un seul processus : création, achat ou héritage.

II : La propriété est issue de la combinaison de deux processus.

On est en droit de se demander quelle est la condition sociale des immigrants qui achètent fort cher une plantation aussitôt qu'ils résident à Akiékrou. Par définition, l'émigrant qui vient en Basse-Côte, est un homme très pauvre, encore que ce qualificatif soit très euphémique ! Y aurait-il une exception bien aberrante pour Akiékrou qui enregistre des ventes de plantations atteignant 110.000 et

même 177.500 CFA? et où le prix moyen des lots vendus s'élève à 60.400 F CFA? Aucun émigrant à son arrivée à Akiékrou ne possède le centième de cette somme, fabuleuse pour un naturel du Mali ou de Haute-Volta. Alors?

Le processus est simple. Nous avons assez insisté sur les liens existant entre les habitants d'Akiékrou et leurs compatriotes restés au Mali, en Haute-Volta, ou dans le centre et le nord de la Côte-d'Ivoire. Ces ressortissants, jeunes en très grande majorité, viennent en Basse Côte prendre la relève de vieux planteurs désireux d'aller finir leur vie dans leur village d'origine. Au cours de leur séjour à Akiékrou, ces pionniers âgés aujourd'hui, ont suffisamment amassé d'argent pour acheter du bétail, faire construire une case confortable pour leurs vieux jours et acquérir un prestige enviable au pays. Ne se sentant plus assez de force pour diriger leur exploitation, ils la vendent ou la cèdent à des « frères » de même ethnie, du même village, qu'ils connaissent bien. 63 parcelles ont ainsi fait l'objet de transferts inter-ethniques, d'après l'enquête parcellaire. Les conséquences du départ massif des planteurs malades ou au seuil de la vieillesse sont nettes. Le profil de la pyramide des âges, s'affine sérieusement à partir de 50 ans, et l'on est frappé par la quasi-absence de tombes aux alentours des cases du village et des campements, sauf autour d'Agnikro où résident les autochtones. Quant aux acheteurs sans fortune, ils empruntent ou s'engagent à rembourser leur dette par tranches après chaque traite. Le créancier n'a guère de souci quant à la solvabilité de son débiteur : il s'agit souvent d'un parent, ou d'un jeune homme parfaitement connu, lié à Akiékrou par la plantation, bien immeuble dont il ne peut disposer à sa guise et qu'il doit travailler coûte que coûte, surveillé par l'entourage ethnique issu des mêmes contrées. Tôt ou tard, serait sanctionnée l'indélicatesse à l'égard du créancier qui se confond presque toujours avec un vieillard vénérable. Tout un réseau de liens physiques, matériels et moraux sont tissés pour garantir la solidité du système. Une dernière solution, peu avantageuse, existe : le recours à l'usurier.

Il va de soi que la solidarité ethnique joue un grand rôle dans l'organisation foncière des villages de planteurs. Le nombre de jeunes émigrés — impécunieux par définition — qui, dès leur installation se lancent dans le défrichement et la culture, est trop élevé pour qu'il recouvre uniquement l'investissement de leurs ressources financières propres. Sans la solidarité du groupe, ils devraient patienter plusieurs années dans la condition subalterne de manœuvres contractuels, avant de pouvoir engager les frais qu'entraîne la création d'une cafetière. L'existence d'ethnies à dominante exploitante (Baoulé, Dioula, Wobé) et d'ethnies à dominante de manœuvres (Mossi, Sénoufo, Malinké, Foulah, Lobi, Minianka), le prouve assez. Ce clivage subtil n'implique cependant pas l'image d'un groupe d'ethnies, aristocratie de planteurs, face à une sorte de « prolétariat » de la machette. Il va sans dire que tout jeune créateur de plantation quel qu'il soit, comme tout nouvel acheteur, travaille en plus un lopin comme manœuvre contractuel, ou comme aide bénévole chez un frère aîné, un oncle ou un père.

C. UNE EMIGRATION LARGEMENT CONTROLEE

La main-d'œuvre saisonnière immigrée se reconnaît immédiatement à son âge. Entre le planteur sédentarisé et la main-d'œuvre mouvante, l'âge moyen passe de 38 à 26 ans (1). Le pincement de la pyramide des âges au niveau des jeunes gens de 12 à 25 ans, marque le déficit en très jeunes travailleurs et indique implicitement que, pour cultiver ses plantations, le planteur se fie surtout aux adultes en pleine possession de leurs moyens physiques. Les jeunes ne sont guère sollicités et sont parfois refoulés s'ils viennent demander à être embauchés. Ceci implique d'ailleurs que le planteur — contrairement à celui de Bettié — est effectivement en mesure d'opérer facilement ce choix : soit au sein d'une main-d'œuvre « errante » pléthorique, soit par le truchement de l'immigration saisonnière qu'il organise lui-même depuis son pays natal. Les formes d'émigration révélées par les travailleurs saisonniers prouvent que l'anarchie et le hasard tiennent peu de place dans les mouvements migratoires à Akiékrou.

(1) Moyennes calculées d'après le recensement de 1963. Les moyennes du tableau 18 sont calculées d'après l'enquête portant individuellement sur chaque immigrant au 1-8-1965. On enregistre un écart en amplitude, mais l'orientation reste identique dans les deux cas.

a) *L'aspect matériel de l'émigration*

Lorsque la saison des grands travaux approche, les routes ivoiriennes de Basse-Côte en général, et la piste d'Abengourou à Aboisso en particulier voient défiler, soit en groupes, soit solitaires, des manœuvres en quête de contrats ou de travail salarié. Ces aventuriers s'arrêtent dans le premier village, chez le premier planteur qui fait appel à eux. Il s'agit là du schéma général de la migration « sauvage » saisonnière dans la région.

La migration concertée vers Akiékrou, est moins spectaculaire, puisqu'à l'époque opportune, le manœuvre recruté directement dans son village, se rend sur son lieu de travail, en train ou en taxibusse, comme un simple voyageur, les frais de voyage lui ayant été souvent payés par le planteur recruteur. Ainsi à Akiékrou, 113 hommes se sont arrêtés et installés spontanément, soit pour défricher un coin de forêt « noire », soit pour s'embaucher pour des travaux de culture. Par contre, 207 autres, soit 64,6 % ont été sollicités sous diverses formes (voyage d'un membre de la famille venu au pays demander leur aide bénévole, recrutement de voisins par l'intermédiaire de voyageurs, conversation au pays où tel jeune paysan a vu miroiter l'espoir de créer une riche plantation, etc.) et dans ce cas ont entrepris leur voyage à coup sûr. D'autres, sans avoir été ouvertement sollicités, ont entendu parler d'Akiékrou, des possibilités d'y trouver du travail, ou des étendues de forêt « vierge » susceptibles d'être appropriées. Ils s'y sont rendus directement, certains d'y trouver un compatriote de même origine qui les aide dans leurs recherches, qui les héberge — la solidarité africaine étant bien connue — et les recommande auprès du chef du village, au cas où ils solliciteraient de la terre à défricher.

Ces deux formes d'émigration entraînent un comportement différent des individus pour leur déplacement. Ainsi, dans le cas de l'émigration concertée, les voyages en groupe sont fréquents. La destination étant parfaitement connue à l'avance, le transport en taxi s'effectue rapidement pour une participation modeste de chacun aux frais. Psychologiquement aussi, le voyage en groupe de personnes apparentées ou de compatriotes se rendant en un lieu où ils seront les hôtes d'autres compatriotes, évite des conflits de divers ordres. En outre, cette façon de concevoir l'émigration permet de voyager en famille, mari et femme surtout, les enfants, s'il y en a, étant laissés en garde au village. 62,7 % des émigrés, soit 189 hommes sont venus de cette façon à Akiékrou. Parmi eux, 72 étaient accompagnés seulement par leur femme, et 33 de leur épouse et d'un groupe de compatriotes. Par contre, 128 se sont présentés individuellement. Il est vraisemblable que la plupart de ces derniers n'avaient aucune relation sur place.

L'émigration par couples constitue un phénomène très original qui traduit à la fois la détermination de créer ou d'acheter une plantation où la femme aura immédiatement un rôle important à jouer, et la certitude de trouver de la terre et des facilités d'installation, ce qui implique une information préalable et des relations solides. Ainsi, parmi les ethnies les mieux représentées quantitativement et les plus opportunistes, le nombre d'arrivants nouveaux accompagnés de leurs épouses est parfois du même ordre que le nombre des solitaires ou celui des migrants venus en groupe (tableau 15).

Tableau 15

Ethnie	Individus venus avec leur femme	Individus venus en groupe	Individus venus seuls
Dioula	24	5	19
Mossi	25	15	23
Baoulé	13	15	18
Foulah	8	8	5
Sénoufo	8	11	19
Bambara	7	8	12
Malinké	5	8	6
Wobé	1	2	7
Minga (Minianka)	5	1	1
Total	96	73	110

Les chiffres du tableau 15 sont suffisamment éloquentes pour rectifier les clichés simplistes que l'on se fait généralement sur le phénomène migratoire présenté toujours comme une aventure ou une entreprise inorganisée et anarchique : près des 2/3 des émigrés saisonniers, au moins, connaissent le lieu où ils seront employés.

Akiékrou, comme beaucoup de villages de planteurs, joue de façon certaine le rôle d'un pôle d'attraction pour les groupes ethniques représentés. Il est nécessaire d'étudier le mécanisme qui amène la main-d'œuvre « étrangère » à le rallier.

b) La dynamique de l'émigration

Le voyage du village d'origine jusqu'à Akiékrou peut être entrepris de plusieurs façons :

- 76,4 % des émigrés l'effectuent d'une traite, sans chercher ailleurs d'autre lieu d'embauche. Ce pourcentage élevé indique sans ambiguïté les relations étroites entre l'antenne agricole ivoirienne et certains villages de savane.

En quittant son pays, l'émigré sait exactement ce qu'il veut faire : reprendre ou créer une plantation dès son arrivée, aider un parent, ou encore travailler sous contrat. Suivant les intentions qu'il nourrit au départ, quels liens attachent a priori l'émigré à Akiékrou? Le tableau 16 résume les motivations du départ direct vers ce village :

Tableau 16

Migration directe	Planteurs		Manœuvres saisonniers		Total	%
	nb	%	nb	%	nb	
Individus ayant un parent sur place	35	11	54	16,9	89	27,9
Individus n'ayant pas de parent sur place, mais ayant « entendu parler » d'Akiékrou	64	20	90	28,3	154	48,3
Total	99	31	144	45,2	243	76,2

Près du tiers des émigrés ont un parent sur place (père, frère aîné, oncle). Pour eux, l'intégration au milieu villageois ne pose aucun problème. Parmi ces privilégiés un certain nombre de jeunes émigrés sont venus recueillir l'héritage d'un parent défunt ou « retiré » au pays. La proportion d'émigrés venus directement à Akiékrou sans y posséder des attaches familiales reste importante, mais leur venue a été sollicitée par un ami ou une connaissance et par là-même, ils peuvent déjà apprécier Akiékrou pour en avoir entendu vanter les nombreux avantages.

- La seconde façon de gagner Akiékrou est ce qu'il conviendrait d'appeler une émigration indirecte ou par « étapes », et dans de nombreux cas, une émigration du hasard, de l'aventure. (Tableau 17, page suivante).

Les étapes sont dans la plupart des cas des villes (88 %) ou bien des villages de brousse où le migrant essaie, souvent en vain, de gagner quelque argent. 73 % d'entre eux s'en tiennent à l'unique expérience d'une seule localité. C'est ainsi qu'Abengourou, important carrefour commandant la piste vers Akiékrou, figure pour 24 % des cas devant Abidjan (8 %). La ville exerce une attraction irrésistible sur les ruraux qui pensent trouver là un travail simple et lucratif leur permettant de vivre et de jouir des facilités, des plaisirs urbains dont ils rêvaient au village. Rapidement désenchantés, ils ne renouvellent pas de sitôt cette expérience décevante et s'empressent de gagner le village de plantation qui était leur but initial. On remarque d'ailleurs que les émigrés ayant une attache familiale sont moins attirés par cette aventure urbaine, qu'ils soient planteurs ou saisonniers (2,7 %). Quant aux

Tableau 17

Migration indirecte	Planteurs		Manœuvres saisonniers		Total	%
	nb	%	nb	%		
Individus ayant un parent sur place	6	1,8	3	0,9	9	2,7
Individus ignorant l'existence d'Akiékrou	42	13,2	24	7,5	66	20,7
Total	48	15	27	8,4	75	23,4

autres, ceux qui ont l'intention bien affirmée de venir en Basse-Côte pour créer leur plantation, ils sont proportionnellement moins nombreux que les manœuvres à désirer tenter leur chance en ville (66 % contre 85 %).

Les chiffres présentés dans les tableaux 16 et 17 soulignent le pourcentage important d'émigrants (près de 80 %) venus sur les plantations de Côte-d'Ivoire, et tout spécialement vers Akiékrou, avertis des conditions de vie qui les attendent et de l'accueil favorable qu'ils peuvent espérer. Les relations familiales, sociales, les contacts entretenus étroitement avec les villages de savane, sont pour le planteur sédentaire autant de gages sérieux, favorables au recrutement d'une main-d'œuvre nombreuse, présentant des qualités de travail et de fidélité. Ne faut-il pas rechercher dans la réunion de ces conditions, le secret de l'incontestable prospérité agricole d'Akiékrou?

D. LE SANG DE L'EMIGRATION : JEUNE ET RENOUVELE

a) La jeunesse de l'émigration

La population laborieuse d'Akiékrou se renouvelle chaque année avec l'arrivée de nouveaux immigrants dont une forte majorité s'établira pour longtemps au village et contribuera à l'extension du terroir. En 1965, 64 hommes sont venus apporter le concours de leur force et leur appétit de gains. (1)

Suivant l'âge à leur arrivée à Akiékrou, on peut facilement deviner leurs options agricoles : entre 15 et 24 ans, le jeune émigrant — rare en général — pense d'abord gagner immédiatement beaucoup d'argent pour payer la dot, retourner au pays, et s'y marier. Il reste donc manœuvre. Au-delà de 26 ans, la résolution du nouveau venu est autre : il veut devenir planteur sans retard. Ainsi, l'âge moyen des manœuvres saisonniers à leur arrivée est de 24 ans, alors que celui des futurs planteurs s'élève à 28 ans et demi. Pour chacune des ethnies en présence, le décalage est remarquablement respecté : les planteurs sont toujours les aînés des manœuvres. (Tableau 18, page suivante).

L'âge des différentes catégories d'immigrants appelle une remarque. L'émigration n'amène à Akiékrou que des adultes, dans la pleine force de l'âge. Il semble qu'une sélection s'établisse, éliminant rapidement les très jeunes éléments. La main-d'œuvre appelée doit être capable de faire face aux exigences des planteurs et ceux-ci ne peuvent se permettre de faire confiance aux adolescents. Quant aux planteurs, ils accèdent tard aux responsabilités agricoles et à la propriété, mais il s'agit d'un phénomène assez général en Afrique, conséquence indirecte des mariages tardifs qui les privent jusqu'à un âge relativement avancé de la collaboration féminine pour les travaux de la plantation.

Une étude plus générale de l'ensemble de la population traduit et situe ce phénomène de jeunesse et de brassage.

(1) Il eut été intéressant de mettre en parallèle le nombre des arrivants et celui des partants ; nous n'avons pu obtenir ce dernier : dans les absents du village à une date donnée, il est impossible de distinguer les simples voyageurs des partants définitifs.

Tableau 18

Age moyen à l'arrivée à Akiékrou

<u>Ethnie</u>	<u>Saisonniers</u>	<u>Planteurs</u>
Dioula	25	30
Mossi	23	26
Baoulé	20,5	24,6
Sénoufo	21,3	30
Bambara	24	30,8
Malinké	24	31,6
Wobé	27	32,7
Foulah	22,7	23,2
Siamou	25,7	25
Autres ethnies minoritaires	26,6	30,8
Moyenne	≈ 24	≈ 28,5 (1)

(1) Cf. note p. 110.

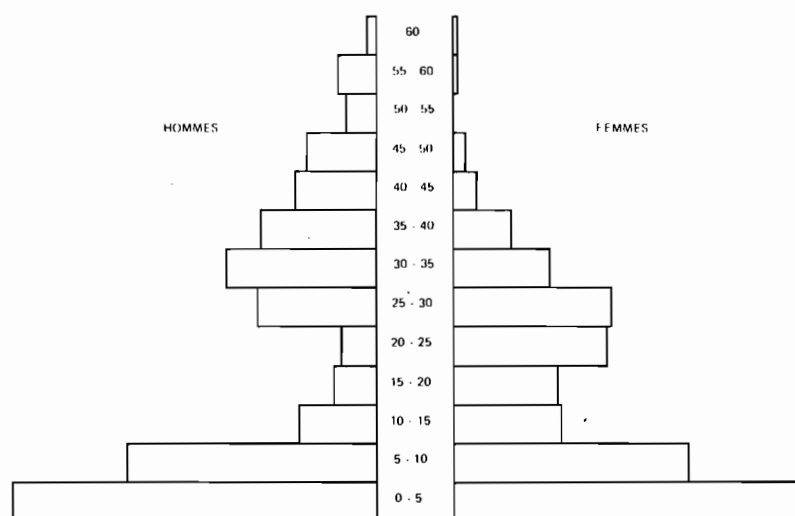
b) La jeunesse de la population

Fig. 29 – Pyramide des âges (Akiékrou)

La pyramide des âges présente une irrégularité fondamentale : base très large, disproportionnée par rapport à l'ensemble, correspondant aux classes de 0 à 10 ans ; hiatus prononcé des couches de 10 à 25 ans ; large assise des strates adultes de 25 à 40 ans qui sont par essence des classes productives. Quant aux couches de population plus âgées, elles s'amenuisent très rapidement après 40 ans. Cette situation traduit un double phénomène : une extrême jeunesse de la population issue d'une forte proportion d'adultes de plus de 25 ans en âge de procréation. L'explication en est aisée dans ce village-type « de colonisation » : ce sont des adultes de 25 ans et plus, qui peuvent s'établir et disposer à la fois de revenus suffisants et des moyens physiques indispensables pour défricher et créer des plantations (demande de la terre, frais de défrichement, etc.). Mariés tardivement, presque toujours dans leur pays d'origine, certains ont amené leurs femmes, ce qui explique la présence de jeunes enfants auxquels le soutien maternel est indispensable (1). Ces enfants sont une charge pour la mère qui aide son mari sur

(1) Les exemples de mariages inter-ethniques, surtout avec les autochtones ivoiriens, sont extrêmement rares.

la plantation. Aussi, lorsque les soins maternels ne sont plus nécessaires, certains parents, à l'occasion d'un voyage, laissent leurs enfants au pays, dans le milieu tribal où ils grandiront. Ces enfants, s'ils reviennent à Akiékrou, ne le feront qu'une fois parvenus à l'âge adulte, soit appelés par la famille pour l'aider, soit pour hériter d'un oncle, d'un père, d'un frère aîné, etc.

A cette remarque, s'ajoute un correctif émanant de la technique de l'enquête : ce faible effectif des classes d'âge de 10-25 ans est trop surprenant pour ne pas ressembler à une anomalie. Il faut donc tenir compte d'une tendance fréquente chez les parents interrogés, à rabaisser de plusieurs années l'âge de leurs enfants scolarisables (à partir de 10 ans) ou scolarisés pour les garantir d'un éventuel renvoi en cas de « piétinement » scolaire marqué.

A l'inverse, il est rare que de vieux planteurs meurent à Akiékrou. L'enquête montre que tout émigré désire mourir dans son pays natal. S'il décède à Akiékrou, c'est par accident ou bien parce qu'il est surpris par la mort. Dès qu'un homme âgé se sent gravement malade, il se fait transporter à la hâte au pays. S'il guérit, il lui arrive de revenir. Aussi, au-delà de 50 ans, l'effectif des « vieux » est-il faible, ce qui ne traduit certes pas automatiquement une radicale mortalité à partir de cet âge. En somme, ne réside à Akiékrou, en pays d'accueil, qu'une population active, retenue par la stricte nécessité agricole. La population de Bettié, jeune elle aussi, ne présentait pas un phénomène semblable.

La répartition par sexe confirme cet état de fait et le souligne : la suprématie masculine (359 hommes contre 340 femmes) — en dépit de sa modestie (1) — atteste que ce village de « colonisation » a besoin de bras, et que les femmes ne doivent leur présence qu'à leur seule utilité. Cette distorsion au profit des hommes ne se retrouve pas au niveau le plus bas, chez les enfants. La répartition des garçons et des filles est égale entre 0 et 10 ans, mais le fléchissement est très fort chez les adolescents. Cependant, la tranche 20-25 ans est beaucoup mieux représentée du côté féminin que masculin (40 contre 9). Ceci est dû au fait que les femmes se marient beaucoup plus tôt que les hommes, que les garçons adultes vont au pays se marier avec des filles beaucoup plus jeunes qu'eux, aptes à procréer et à travailler : la tranche 20-35 ans est représentée par 106 femmes, alors que du côté masculin, le chiffre est sensiblement équivalent (99 hommes) dans la tranche 25-40 ans. Corollairement, la tranche supérieure à 40 ans est très faiblement représentée du côté féminin : 11 femmes contre 59 hommes. Les épouses âgées, les femmes divorcées qui n'ont plus rien à attendre du village d'immigration, retournent au pays, alors que les hommes, jusqu'aux abords de la soixantaine, peuvent gérer normalement leur exploitation. L'absence de vieillards se manifeste, nous l'avons vu, par la rareté des tombes. De ce fait, les taux de natalité (50 ‰) apparaissent d'autant plus élevés, et ceux de mortalité (11,4 ‰) d'autant plus faibles. Ce dernier chiffre est influencé surtout par un taux de mortalité infantile élevé : sur 8 décès enregistrés, on relevait 6 enfants de moins de 1 an, un enfant de 3 ans, un adulte de 32 ans. Il s'agit là d'un exemple aberrant dans un pays africain en voie de développement.

La polygamie est assez peu répandue au sein d'une population d'immigrants qui ressemble en cela aux autochtones agni de Bettié. Le désir de s'enrichir, donc de posséder un patrimoine important, n'est pas la motivation exclusive pour acquérir plusieurs femmes, donc de multiples bras : le taux de polygamie s'établit à 18,2 % pour les planteurs mariés. Il apparaît au contraire, qu'un mariage est considéré comme un facteur de forte dépense, à cause de la dot : les planteurs célibataires sont au nombre de 40 (veufs : 4 ; divorcés : 7). Les planteurs polygames ont un nombre d'épouses peu élevé

monogames	: 108	trigames	: 5
bigames	: 18	quadrigames	: 1

Très ouvert sur l'extérieur, parce que peuplé presque uniquement d'allochtones ivoiriens ou étrangers, le village semblé établir un contrôle sélectif de ses éléments humains : ne résident à Akiékrou qu'une population active et une population très jeune ne pouvant être séparée de ses parents. Cet exemple frappant de pragmatisme ne se retrouve en aucun cas à Bettié.

(1) En milieu rural autochtone, la suprématie féminine est une règle à peu près absolue.

E. LES LIENS ETROITS ENTRE AKIEKROU ET LES DIVERS FOYERS ETHNIQUES

Une fois installé à Akiékrou, le Mossi, le Sénoufo ou le Bambara émigré, ne rompt pas pour autant avec son milieu d'origine, et moins encore le Baoulé ou le Wobé. Outre les attaches sentimentales ou sociales avec le pays natal, les raisons en sont multiples : possession de biens confiés temporairement à un parent, désir de puiser facilement dans une source de main-d'œuvre docile et dure à la tâche, etc. Ainsi les liens sont-ils respectés et conservés de diverses façons, dont les principales sont naturellement les voyages et, quand ces derniers sont impossibles, les envois d'argent, les deux procédés s'ajoutant souvent l'un à l'autre.

a) Les voyages

Ils représentent le trait d'union par excellence, mais leur fréquence par individu et leur nombre dépend de facteurs aussi nombreux que divers, tels que la date d'installation, donc les possibilités pécuniaires, l'éloignement du foyer ethnique, la catégorie professionnelle, l'âge, l'existence de parents ou de biens plus ou moins nombreux laissés au pays, ou la traite plus ou moins heureuse. D'une manière générale, la date d'installation représente le critère fondamental. Sur 320 émigrés masculins touchés par l'enquête en 1965, nous devons faire abstraction des 69 arrivés cette année-là, et de 35 installés en 1964 qui n'ont pas eu de toute évidence les moyens (sauf un seul) d'effectuer un voyage au pays. Sur les 216 restants, habitant Akiékrou depuis 1963 au moins, et qui auraient éventuellement pu s'offrir un déplacement, 96 ne l'ont jamais fait. Cependant, plus la date d'installation est ancienne, plus le nombre de résidents n'étant jamais retournés dans leur pays diminue. Par contre, il s'élève à 51 pour les seuls planteurs installés depuis 1962 et 1963. Pour des Mossi ou Bambara habitant le village depuis un ou deux ans, le déplacement représente des frais trop considérables : l'épargne thésaurisée en si peu de temps ne suffirait pas à couvrir les frais du voyage et ceux, deux ou trois fois plus élevés des inévitables cadeaux de prestige. Or, le prix du taxi-brousse ou du chemin de fer s'élève environ à 3.500 F CFA pour la région de Koudougou (1.200 km), à 2.750 F pour celle de Bobo Dioulasso, à près de 3.500 F pour celle de Sikasso, à 4.000 pour Bougouni et à 1.650 F pour le pays Baoulé le plus proche (300 km). A ces dépenses vient s'ajouter le manque à gagner dû au séjour hors du lieu de résidence et de travail. Il faut donc deux ans au moins avant que l'émigré pense entreprendre une première visite à son pays. Ainsi, plus la date de l'émigration est ancienne, plus l'émigré est fortuné, plus il voyage. De tous les planteurs ou manœuvres installés la même année à Akiékrou, chacun d'eux, en moyenne, au cours de la :

1 ^{re} année, a accompli	0 déplacement
2 ^e année, a accompli	0,41 déplacement
3 ^e année, a accompli	0,66 déplacement
4 ^e année, a accompli	0,85 déplacement
de la 5 ^e année à la 10 ^e année, a accompli	2,32 déplacements
de la 11 ^e année à la 16 ^e année, a accompli	3,04 déplacements

Au-delà, les données ne sont plus suffisantes pour établir une moyenne, mais voici un exemple éloquent : celui d'un Baoulé installé en 1935, soit depuis 29 ans en 1964, et qui a effectué 40 voyages dans son pays d'origine, c'est-à-dire, en tenant compte du hiatus des premières années de nécessaire épargne, régulièrement un voyage annuel et souvent deux, ainsi qu'il l'a avoué en 1964, avec cinq autres émigrés de la même ethnie. Il s'agit, dans ces six cas, de vieux planteurs qui préparent leur « retraite ». Mais la fréquence des déplacements augmente en raison inverse de l'éloignement du pays natal, et par conséquent du prix du transport. Les Baoulé, plus proches géographiquement d'Akiékrou, se rendront plus fréquemment dans leur patrie que les Mossi, et se paieront parfois même le luxe d'un deuxième voyage annuel. De la même façon, le tableau 19 ci-dessous montre que le nombre de planteurs n'ayant jamais voyagé varie selon les mêmes critères de localisation ethno-géographique.

En dehors des 6 planteurs évoqués, 44 émigrés ont revu leur village en 1964. Ces 50 voyageurs représentent 27 % du total des 184 émigrés installés à Akiékrou depuis deux ans ou plus. Ce taux des déplacements n'affecte en fait qu'une seule catégorie professionnelle : celle des planteurs. Celui-ci, par définition plus fortuné, se double d'un voyageur.

Les travailleurs temporaires représentent 73 % des émigrés : ils ne peuvent guère entreprendre de voyages qui grèveraient dangereusement leurs maigres économies.

Tableau 19

Ethnie	Nombre de planteurs	Individus n'ayant jamais effectué de déplacement depuis leur installation	Individus ayant voyagé en 1964	Nombre moyen de déplacements
Baoulé	37	3	11 + 6 x 2 (1)	8,64
Agni (du Ghana)	3	0	0	3,30
Foulah	4	0	1	2,75
Sénoufo	15	3	4	2,26
Mossi	28	6	9	1,75
Bambara	11	4	2	1,54
Dioula	23	9	6	1
Malinké	7	3	1	1
Bougouni	2	1	1	0,66
Siamou	2	1	0	0,50
Wobé	9	8	0	0,22
Autres ethnies (6)	6	5	0	0,16
TOTAL	147	43	41	3,25

(1) 6 x 2 signifie que 6 planteurs ont effectué deux voyages en pays Baoulé pendant l'année 1964.

Le goût, comme la pratique du voyage, n'est cependant plus à démontrer chez les habitants d'Akiékrou ; le seul frein à cette propension est encore le manque d'argent, car il est rare que le voyageur s'engage seul, soit à l'aller soit au retour. Sa femme l'accompagne une fois sur deux (selon un sondage), et souvent c'est un frère, un neveu, un fils. Au retour, il est parfois accompagné d'un camarade, d'une recrue pour les « 6 mois » à qui il a généralement avancé ou offert le prix du transport. Les voyages deviennent ainsi rapidement très onéreux. Si le phénomène est général à 71 %, le seul fait que 43 planteurs n'aient jamais entrepris de voyage depuis leur installation déjà ancienne (plus de deux ans), montre aussi qu'il n'est pas absolument universel, ce qui n'implique cependant pas que ces hommes aient totalement rompu avec leur patrie natale. D'autres liens que la seule présence physique existent : la circulation de main-d'œuvre, que nous avons étudiée, et les envois d'argent, constituent les manifestations les plus spectaculaires.

b) Les envois d'argent

Ils contrastent avec l'aspect misérable de l'habitat d'Akiékrou et le justifient. L'hémorragie monétaire reste la seule explication satisfaisante à un état de choses aberrant. Sous quelles formes se présente-t-elle ? A quelles fins sont destinées les sommes déversées dans les villages d'origine des émigrants ?

● le volume considérable des envois

Les questions d'argent entraînent toujours des réticences de la part de l'interlocuteur africain, surtout dans le monde paysan, et le planteur, consciemment ou non, se dit toujours plus pauvre qu'il n'est. Aussi, pour la commodité de l'argumentation, nous nous en tenons à la lettre des données obtenues, mais nous estimons, pour rester objectifs, que les sommes chiffrées doivent être triplées au moins, quintuplées au plus, pour approcher de la vérité. Notre séjour à Akiékrou a été trop bref pour

obtenir une confiance tranquille et sans arrière-pensée d'une population transplantée en pays étranger, toujours méfiante envers l'enquêteur, et bien plus encore lorsqu'il aborde des questions touchant l'épargne.

En suivant la répartition entre planteurs et main-d'œuvre saisonnière, sur les 128 individus du premier groupe, 47 (soit 36,7 %) ont envoyé en 1964 une somme d'argent à leur famille. La proportion est beaucoup plus faible chez les manœuvres saisonniers : 27 sur 131 (20,6 %). Ces envois représentent par catégorie socio-professionnelle, une somme respective de 1.059.320 F CFA et de 211.000 F CFA, soit en moyenne 22.538 F CFA par planteur et 7.814 F CFA par manœuvre. En faisant la comparaison avec la somme des seuls revenus procurés par la récolte de café de 1963, soit plus de 19 millions de F CFA, on conviendra de la relative faiblesse des envois ; or divers recoupements nous permettent d'avancer qu'ils dépassent en réalité, au total, 3 millions de F CFA. Ces sommes qui paraissent relativement faibles pour la Basse-Côte, prennent une valeur accrue dès qu'on s'éloigne vers le nord, et sitôt passé les frontières de Côte-d'Ivoire, bénéficient d'une plus-value tout à fait impressionnante. C'est dans cet esprit de relativité que leur intérêt doit être mis en relief. L'exemple parmi d'autres d'un planteur Dioula qui envoie 10.000 F CFA à son frère pour l'achat de bœufs est à ce titre significatif. Un bœuf vaut 5.000 F dans la région de Sikasso. Cette faible somme, presque dérisoire, en Basse-Côte-d'Ivoire permettra l'acquisition de deux bœufs... et d'obtenir un prestige immense ! L'intérêt réside peut-être moins dans le volume des fonds que dans la proportion d'épargnants qui thésaurisent pour « exporter » leurs économies. Il est à peu près inconcevable qu'une régularité du rythme des envois d'argent puisse exister, chaque planteur attendant d'une part, d'amasser un pécule assez substantiel, d'autre part l'occasion d'effectuer un voyage ou de « commissionner » un ami, selon l'expression courante. Cependant, 60 % des planteurs ont envoyé de l'argent au moins une fois depuis leur arrivée, contre 26,7 % seulement des manœuvres contractuels. Pris individuellement depuis son installation à Akiékrou, le planteur a effectué une moyenne de 3,4 envois d'argent, le manœuvre 1,7.

● La destination des sommes envoyées en 1964 : l'impôt, les cadeaux.

Les rubriques dans lesquelles s'inscrivent les divers envois d'argent forment une liste assez restreinte. La diversité en est faible, se résumant presque exclusivement au chapitre des cadeaux, étroitement imbriqué avec celui de l'impôt. Si ce dernier occupe un rang relativement de second plan chez les planteurs, il vient immédiatement à la première place pour la main-d'œuvre saisonnière. L'impôt entre en ligne de compte dans 30 envois sur un total de 48 chez les planteurs, mais dans 24 opérations sur 27 parmi la main-d'œuvre contractuelle. On isole ainsi la principale motivation contraignant le Mossi, le Sénoufo, le Bambara ou le Dioula à s'expatrier : le paiement de l'impôt, pour lequel il doit se procurer un argent liquide que l'économie traditionnelle de subsistance dont il relève, ne lui procure qu'à titre presque symbolique. Ainsi, chez les manœuvres saisonniers, 14 envois totalisant 71.000 F CFA ont été déclarés comme destinés exclusivement à l'impôt, et 10 s'élevant à 74.000 F CFA, destinés à la fois aux cadeaux traditionnels et à l'impôt, sans qu'on puisse exprimer la part revenant à l'un et à l'autre. Chez les planteurs, l'importance donnée à l'impôt se retrouve dans le nombre des envois d'argent, mais dans l'ordre des priorités il n'occupe que la deuxième place. Il a été à l'origine de 8 envois simples pour un total de 62.200 F CFA. Associé aux cadeaux traditionnels, il est compris dans 19 envois pour un total de 183.250 F CFA. Dans trois autres cas, il est associé aux rubriques mariage, achat de bœufs et construction de cases. Cependant, les sommes utilisées au pays natal pour l'achat de bétail, la construction de cases, etc., intéressent 7 envois et un total de 550.000 F CFA, et 3 envois (40.000 F CFA) ont eu pour but de couvrir les dépenses d'exploitations agricoles laissées en gérance. Les autres dépenses concernent les cadeaux (achat de pagnes en particulier, de chaussures, etc.), la compensation matrimoniale, le mariage et les funérailles. Elles font l'objet de 11 envois totalisant 223.870 F CFA, mais il est impossible d'opérer une répartition quelconque entre les différents secteurs. On peut seulement déduire que l'impôt reste le souci principal du planteur, mais étant donné l'importance de ses revenus, il figure à un rang secondaire par rapport à des investissements à caractère plus personnel, lucratif ou prestigieux.

● variété des modes d'acheminement

Nous avons remarqué que, chaque année, tous les immigrants du village ne partaient pas systématiquement en pèlerinage dans leur patrie d'origine. De la même façon, nous avons remarqué que bon nombre d'entre eux n'y envoyaient pas régulièrement leurs économies. Ceux-ci peuvent

effectuer ces opérations simultanément ou séparément. Il va sans dire que le voyageur emporte généralement une somme d'argent qu'il laissera dans son village et que le transport de ces fonds constitue bien souvent la cause profonde, mais jamais unique, du voyage. A part la visite personnelle, d'autres procédés existent, le plus couramment employé consistant à confier les fonds à un compatriote qui part en voyage, le plus moderne — il commence à entrer dans les mœurs du paysan de la brousse — à envoyer un simple mandat-poste d'Abengourou ou du poste douanier d'Ebilassékro. Cependant, il existe une dernière façon de procéder : quand la somme à expédier est trop forte pour être confiée à un compatriote qui pourrait être tenté... ou que la gêne d'un parent du village d'origine est trop pressante, ce dernier peut se rendre spécialement à Akiékrou pour chercher de l'argent et repartir aussitôt. Les frais du voyage lui sont alors payés ou remboursés sur place.

Tableau 20

Mode d'acheminement	Nombre d'émigrants ayant pratiqué ce moyen	Nombre d'envois effectués par ce mode	Moyenne
Voyage personnel	46	106	2,34
Compatriote se rendant au pays	78	198	2,53
Mandat postal	9	10	1,11
Parent venant exprès à Akiékrou	12	20	1,66

Le tableau 20 souligne à la fois la nette préférence des immigrants pour « commissioner » leurs camarades allant en voyage au pays natal, ce mode d'acheminement recueillant les plus nombreux suffrages, mais aussi pour les solliciter à plusieurs reprises, ce qui semblerait prouver son infaillibilité et sa perfection. L'utilisation du mandat postal ne semble pas très répandue, et suscite quelque méfiance. Cependant seul l'éloignement d'Abengourou est certainement la cause d'un recours moins fréquent à ce moyen.

Cette vue d'ensemble des problèmes posés par l'émigration conduit à trois sortes de conclusions : d'une part, l'émigré installé en Basse-Côte ne se coupe jamais de son milieu d'origine ; en second lieu, il intègre autant qu'il le peut ses pratiques habituelles de travail et de vie au système agricole d'adoption ; d'autre part, entièrement tourné vers l'investissement de ses bénéfices dans son pays natal, il s'écarte délibérément de toutes les activités qui n'ont pas de rapport direct avec sa préoccupation fondamentale : la plantation. De même, il ne favorise guère le développement des structures tertiaires telles que le petit commerce, par son souci constant de dépenser peu.

F. LES INCIDENCES SUR LE COMMERCE

Le secteur tertiaire artisanal et commercial doit être simplement évoqué. Sa faible implantation, ses non moins faibles possibilités d'expansion, sont dues aux conditions locales très particulières.

Il est représenté par 6 artisans et 5 commerçants qui constituent un éventail ethnique à dominante ghanéenne :

1) artisans :

3 menuisiers (1 Fanti, 1 Ouassah, 1 Agni de Dadieso)
1 scieur de long (Achanti)
2 tailleurs (Baoulé et Malinké)

2) commerçants :

1 boutiquier (Dahoméen)
1 « tablier » (Foulah)
2 colporteurs (Sonraï)
1 usurier (Achanti)

Le boutiquier est le plus anciennement installé (1955) avec l'usurier (1957), l'arrivée de tous les autres étant postérieure à 1960. La présence d'un seul boutiquier et d'un seul petit « tablier » contre 6 et 1 à Bettié, indique assez la propension de la population à l'épargne. Seuls les achats de première nécessité (savon, pétrole, piles électriques, sel, etc.) sont consentis et le vin, par exemple, n'est qu'exceptionnellement vendu en de solennelles occasions (d'ailleurs la plupart des immigrants sont musulmans). Les achats de riz sont rares, alors qu'ils constituaient l'essentiel des bénéfices des boutiquiers de Bettié. Ce fait souligne l'étendue d'une économie de subsistance bien conçue, où le vivrier ne fait jamais défaut.

Inconnue à Bettié, la présence d'un usurier à Akiékrou a une signification facile à expliquer. Son négoce à peine discret, unique source de ses revenus, fructifie grâce à « l'aide » intéressée qu'il apporte à certains immigrants qui désirent créer rapidement leur plantation, et qui ne possèdent aucun argent.

Ceux-ci, lorsqu'il ne peuvent bénéficier de la solidarité ethnique, doivent nécessairement avoir recours à ses bons offices. Ils sont alors redevables, à la récolte, d'un intérêt très lourd de l'ordre de 100 %, presque toujours payable en nature. De ce fait, l'usurier, sans toutefois posséder de plantation, fait figure de véritable producteur au moment de la traite : la rentrée des redevances de ses débiteurs, lui permet des ventes de café supérieures à celles d'un caféiculteur moyen. Il va sans dire que les renseignements le concernant sont très rares, très vagues, très contradictoires et ne permettent aucune déduction objective qui serait d'un intérêt capital pour l'étude économique approfondie du village.

Ainsi, l'encadrement commercial squelettique d'Akiékrou, du boutiquier unique à l'usurier, donne une dimension nouvelle à l'idée maîtresse qui domine l'économie de ce village d'immigrants : une volonté exercée au travail, tendue vers un seul but : la production ; une âpreté au gain alliée au sens de l'épargne ; une conscience vive de l'investissement, productif ou rentable à court terme.

CONCLUSION SUR AKIEKROU

La présente étude, en dépit de ses lacunes (en particulier en ce qui concerne les temps de travaux et les budgets familiaux), montre un village qui connaît une incontestable réussite économique due à une organisation rationnelle du travail, une constance, une application et une adaptation rapide au milieu. On ne saurait reprocher à ces étrangers leur faible attachement à un pays d'adoption qui ne peut les retenir jusqu'à leur mort. Si la fuite des « capitaux » locaux contribue à améliorer le sort de populations plus septentrionales, au lieu de se traduire sur le sol de Basse-Côte par des murs en briques et des toits en tôle, il faut se dire que ces planteurs immigrants sont un exemple pour l'agriculteur autochtone agni. Cependant, un double problème se pose d'ores et déjà à cette population immigrée, qui risque de détruire l'équilibre actuel et d'orienter l'évolution du village, soit vers une mutation de l'arboriculture caféière, soit vers un départ progressif des planteurs, ou du moins leur dispersion.

a) en 1965, l'interdiction d'étendre les cultures de café peut avoir un effet contraire :

- soit amorcer le départ des planteurs ou, dans le cas le meilleur, freiner l'expansion du village et du terroir,

- soit amener ceux-ci à reconsidérer la question des plantations en mettant radicalement l'accent sur la productivité et la culture intensive. Dans cette hypothèse heureuse, se poseraient des problèmes d'encadrement et d'information (conseillers agricoles par exemple). Ces problèmes pourraient être réglés ici plus facilement qu'ailleurs, car la bonne volonté et l'attention pour tout ce qui touche la terre, sont évidents.

Ces paysans venus des savanes septentrionales savent la valeur de la fumure organique qu'ils utilisent dans leur pays, autour de leur ferme, et reconnaissent volontiers la production accrue des caféiers plantés à proximité immédiate de leur campement qui bénéficient des déchets ménagers. Il est vraisemblable que le planteur serait prêt à consacrer une partie de ses économies à l'achat d'engrais chimiques s'il lui était prouvé (par les Services de l'Agriculture, par exemple) que le sacrifice d'argent consenti est susceptible d'améliorer les rendements et, partant ses revenus. Plus sensible aux choses de la terre que le paysan de Bettié, mais se méfiant des innovations, le planteur d'Akiékrou, solidement encadré, est capable de s'adapter parfaitement à des techniques modernes.

b) l'opération de rénovation de l'habitat risque d'avoir des effets néfastes

L'administration s'est étonnée à la fois de la multitude des campements et de leur éparpillement. Or, elle poursuit une politique de regroupement rural motivé par le mauvais état général de l'habitat villageois. Son objectif est donc d'obliger tous les habitants des campements à construire une case « en dur » au village. Elle fonde son action sur l'idée qu'ils abandonneront délibérément leur habitat isolé, aussitôt qu'ils y auront construit un foyer agréable et solide. Ce projet rigide, ignorant tout de la structure interne du village et de sa sociologie, risque de ruiner un équilibre, de restreindre la source de revenus qui alimentent les familles des émigrants et de les contraindre au départ.

En effet, l'agglomération d'Akiékrou est, en réalité, un énorme campement où, en plus des autochtones Agnikro, voisinent 6 ethnies allochtones principales (Dioulakro), dont les chefs de famille sont au nombre de 72 et se répartissent ainsi selon les catégories professionnelles agricoles :

Tableau 21

<u>Ethnie</u>	<u>Planteurs</u>	<u>Saisonniers (1)</u>	<u>Total</u>
1) Senoufo	11	22	33
2) Bambara	10	9	19
3) Malinké	7	12	19
4) Mossi	9	6	15
5) Foulah	4	9	13
6) Dioula	6	6	12
7) Autres ethnies (12)	14	8	22

(1) 39 saisonniers issus de ces 6 ethnies doivent être considérés comme "mouvants", car ils ne sont pas nécessairement fidèles chaque année à Akiékrou.

Notre étude a montré que chaque campement était exclusivement habité par une ou deux ethnies. On voit mal comment la pression administrative pourrait obliger 18 ethnies à cohabiter dans l'espace villageois, sans que des conflits éclatent et rendent rapidement cette vie en commun impossible, donc le projet caduc. D'autre part, en admettant qu'il se réalise par le plus grand des hasards, rien ne peut cautionner dans le cadre d'une économie agricole, une mesure aussi dirigiste, visant à couper le paysan de son champ, pour l'obliger à vivre en un lieu artificiel où il ne s'intégrera jamais complètement, et surtout l'obliger à parcourir tout à fait inutilement des distances considérables pour se rendre sur ses terres. En milieu africain forestier, où les moyens de transport autres que la marche à pied ou au mieux la bicyclette sont inexistantes, cette solution est anti-économique, et l'exemple de Bettié qui s'est forgé de lui-même des structures aussi inadaptées à ses moyens devrait être médité avec profit.

En troisième lieu, l'obligation de construire une case en dur au village risque de paraître au planteur aussi inutile qu'absurde et onéreuse. Mais surtout onéreuse, et cette dépense impopulaire n'aura aucun sens pour lui qui, sur ces vieux jours, quitte le village et la région. Pourquoi construirait-il pour l'avenir alors qu'il destine habituellement ses capitaux à d'autres fins et à d'autres régions qui lui sont chères? Il ne comprendra pas mieux la raison pour laquelle on l'oblige à vivre éloigné de ses champs.

Les réactions risquent d'être très diverses là aussi : départ pur et simple, soumission au projet administratif mais dégradation lente d'une agriculture équilibrée, ou bien tricherie sur tous les plans : la case sera sans doute construite avec des apparences de légalité, mais on ne l'habitera que de façon très épisodique.

De toute façon, l'équilibre d'Akiékrou paraît menacé, moins par la pénurie de terres qui, sous réserve d'un afflux subit et massif d'immigrants, ne se pose pas pour l'instant, que par ces décisions à l'emporte-pièce, ne s'adaptant guère aux données de la réalité et de l'objectivité.

CONCLUSION GENERALE

L'étude comparée des deux villages nous a mis en présence d'un éventail de situations socio-économiques extrêmes : d'un côté, une mentalité économique de subsistance en milieu autochtone, associée à une agriculture de plantation aussi rentable qu'exigeante quand elle est bien conçue, mais qui s'apparente ici à une agriculture ancestrale de cueillette, de « butinage des champs » selon l'heureuse expression de G. ROUGERIE, de l'autre, un rassemblement artificiel d'échantillons ethniques disparates immigrés sur un sol, sous un climat, au sein d'une nature étrangère, donc « hostiles » a priori, mais dont l'unité tient à un comportement pionnier que sous-tend une ardente âpreté au gain en prise avec l'économie de traite. En outre, cette unité puise sa force dans les liens maintenus avec les pays d'origine au moyen d'une circulation, manouvrière dans un sens, monétaire dans l'autre. Cette mentalité pragmatique est ouverte essentiellement à l'efficacité, et se rallie à tout ce qui y concourt : méthodes de culture, espèces vivrières de rapport ou d'appoint, et surtout travail bien compris.

Faut-il conclure hâtivement et de façon simpliste que les caféiculteurs « étrangers » sont exemplaires à Akiékrou, et qu'à Bettié les planteurs autochtones sont médiocres ? Le problème est bien plus complexe, les arguments plus nuancés, mais la confrontation des structures géographique, agraire et humaine fournit suffisamment d'éléments pour y répondre et éventuellement avancer des solutions.

L'isolement, l'immensité du territoire sont les caractères essentiels de Bettié, auxquels il convient d'ajouter le sous-peuplement. Ces trois caractéristiques dominent, selon nous, toute la vie du village, qui végète replié sur lui-même : aucun grand brassage humain ne vient secouer la torpeur des habitants et faire jaillir un dynamisme nouveau, une émulation salvatrice. La culture du café et du cacao est considérée ici comme une nécessité vitale à laquelle on doit se plier. Mais les méthodes utilisées dans la pratique, se réfèrent plus au système de cueillette ancestral qu'à une véritable agriculture.

L'adaptation ne s'est faite ni sur le plan agraire, ni sur le plan agricole. La nature exubérante de la sylve est d'une générosité telle, qu'elle permet à l'homme de survivre en glanant seulement ses fruits naturels, d'ignorer la famine déchirante en fournissant seulement un effort léger pour la domestiquer. Cette générosité a contribué indirectement au malheur du paysan : l'effort demandé, si faible soit-il, a été fourni jusqu'à une époque récente, uniquement par la femme ou par l'esclave.

Né du développement de la colonisation blanche, le rêve de l'argent-miracle n'a cessé de grandir. L'agro-arboriculture apportée par les Européens, s'est rapidement trouvée être le seul moyen de le réaliser. Dans la conception du travail, de la technique et dans la mentalité paysanne, l'échelle et la hiérarchie des valeurs se sont progressivement modifiées. Jusqu'alors profiteur souverain du travail servile, le paysan s'est vu nécessairement obligé de payer de sa personne devant la dimension prise par ce type nouveau d'agriculture. Celle-ci n'a pourtant bénéficié d'aucune adaptation, d'aucune promotion, d'aucun privilège spécial, par manque d'esprit d'entreprise : le système de cueillette de type sylvestre a été transposé à l'agriculture de plantation. Les résultats ne pouvaient que décevoir.

En toute hypothèse, on comprend mieux le choix de Bettié par les Services de l'Agriculture pour une expérience d'animation et de développement rural. Les premiers résultats de celle-ci font apparaître malheureusement qu'il était peut-être trop présomptueux de s'adresser à des « cueilleurs » et de vouloir les transformer en cultivateurs. Pris plus tôt, à la base, au niveau scolaire, le planteur aurait pu amorcer une évolution, et l'émulation aidant, la poursuivre et la mener à bien. Chez l'adulte impréparé, peu disposé à l'effort par une sorte de dignité qui tient surtout à son passé, les difficultés n'étaient guère surmontables.

D'autre part, pour Akiékrou, les problèmes sont de nature différente, voire radicalement opposés. Chez l'immigrant ivoirien, voltaïque ou malien, l'attitude spéculative est déterminante, l'esprit d'entreprise exacerbé. Les conditions de vie dans les savanes septentrionales, sont assez précaires, liées à un milieu naturel difficile qui rentabilise bien peu un travail ingrat et pénible. Confronté avec la forêt noire éburnéenne, l'immigrant de la savane croit y trouver un eldorado. Habitué à un travail acharné et à manier des techniques destinées à ruser avec un sol et un climat peu généreux, il pratique dans le milieu d'accueil les méthodes qui lui sont familières et qui donnent des résultats. Sur le plan humain, confronté avec ses co-migrants, l'émulation reste à un niveau élevé. La torpeur du bien-être et de la facilité ne l'envahit guère, puisqu'il ne désire pas terminer sa vie en exil et qu'en permanence, par le canal familial ou par celui des « petits frères », se renouvelle le flot de l'immigration. Il n'est qu'à comparer ces planteurs avec les émigrés installés depuis de très nombreuses années à Bettié, qui ont été « digérés » par le milieu agni, auquel ils ont emprunté peu à peu les méthodes de culture et le style de vie (1).

Le portrait contrasté du paysan nous amène tout naturellement, à travers le bilan de son action, à envisager quelles orientations économiques et politiques peuvent se dessiner sur le plan local et régional.

a) Les perspectives agraires d'avenir

Sur le plan de la dynamique et de la géographie agraire, cette analyse des structures nous fait conclure à une faible élaboration des terroirs, tant à Bettié qu'à Akiékrou. Il faut en rechercher la cause cardinale dans la profusion des terres qui existe dans un cas comme dans l'autre. Cependant, une analyse plus poussée fait ressortir des nuances. Dans le cas de Bettié, anarchie, gaspillage de terres forestées accréditent la thèse des responsables qui ont élaboré le projet d'interdiction d'étendre les défrichements en forêt. Nous ne voyons comme remède immédiat qu'un désenclavement territorial et psychologique du village.

En ce qui concerne Akiékrou, on se trouve en présence d'un terroir de colonisation, semblable à ceux décrits par G. ROUGERIE dans son étude sur le Sanwi, c'est-à-dire d'un terroir en pleine expansion. Il apparaît ici que la raréfaction des terres, lorsqu'elle deviendra vraiment menaçante, contribuera à une élaboration plus poussée du terroir et peut-être à son éclatement en plusieurs micro-villages (donc micro-terroirs) distincts où l'ethnie prépondérante créera la cohésion et l'unité ainsi que l'annonce la présence de certains hameaux de culture fortement structurés. Des tendances modernistes se dessinent d'ailleurs, avec la constitution de véritables campements-fermes, dont le meilleur exemple est Diakadidjakro, où plus de 60 ha d'un seul tenant sont exploités autour d'un campement aux cases multiples, par un même planteur. Ici le terme européen de « ferme » prend tout son sens. Si des entraves administratives ne viennent pas bouleverser ces dispositions il apparaît qu'elles tendront naturellement à s'affirmer.

b) Que représentent Bettié et Akiékrou sur le plan local ?

Les deux villages font figure de symboles. Ils sont fortement peuplés, et s'intègrent dans un contexte territorial immense en regard de la densité générale de l'occupation humaine : 2.548 habitants pour 1.100 km² environ, soit 2,3 au km², encore qu'au sud de Bettié, à l'ouest et l'est d'Akiékrou, près de la moitié de cette étendue soit radicalement vide d'hommes. Symboliques par leur importante population respective, ils le sont aussi par leur situation géographique et leur rôle historique et social. Bettié est le village-chef, la « capitale » historique du Bettié, raison pour laquelle il entend jouer un rôle administratif plus important. Akiékrou est la « capitale » de l'immigration, c'est-à-dire le village le plus dynamique et tourné vers l'avenir. Mais leur position géographique les définit mieux, et conditionne toutes les tendances et les situations que l'on retrouvera dans les autres villages du royaume.

(1) La comparaison inverse ne peut être valable pour les autochtones agni d'Akiékrou qui ne semblent pas devoir bénéficier du contrecoup stimulant de l'exemple étranger.

La faiblesse de l'échantillon qu'ils représentent n'a pas permis de dégager des conclusions originales à leur égard. Repliés dans leur microcosme d'Agnikro, leurs techniques agraires, leur production, leur mode de vie comme leur habitat ne se différencient en rien de ceux de leurs homologues de Bettié les moins en vue. Cernés par le flot migratoire, ils constituent un îlot impénétrable aux influences et aux apports extérieurs. Autrement dit, l'exemple du laisser-aller est plus facilement contagieux que celui du dynamisme.

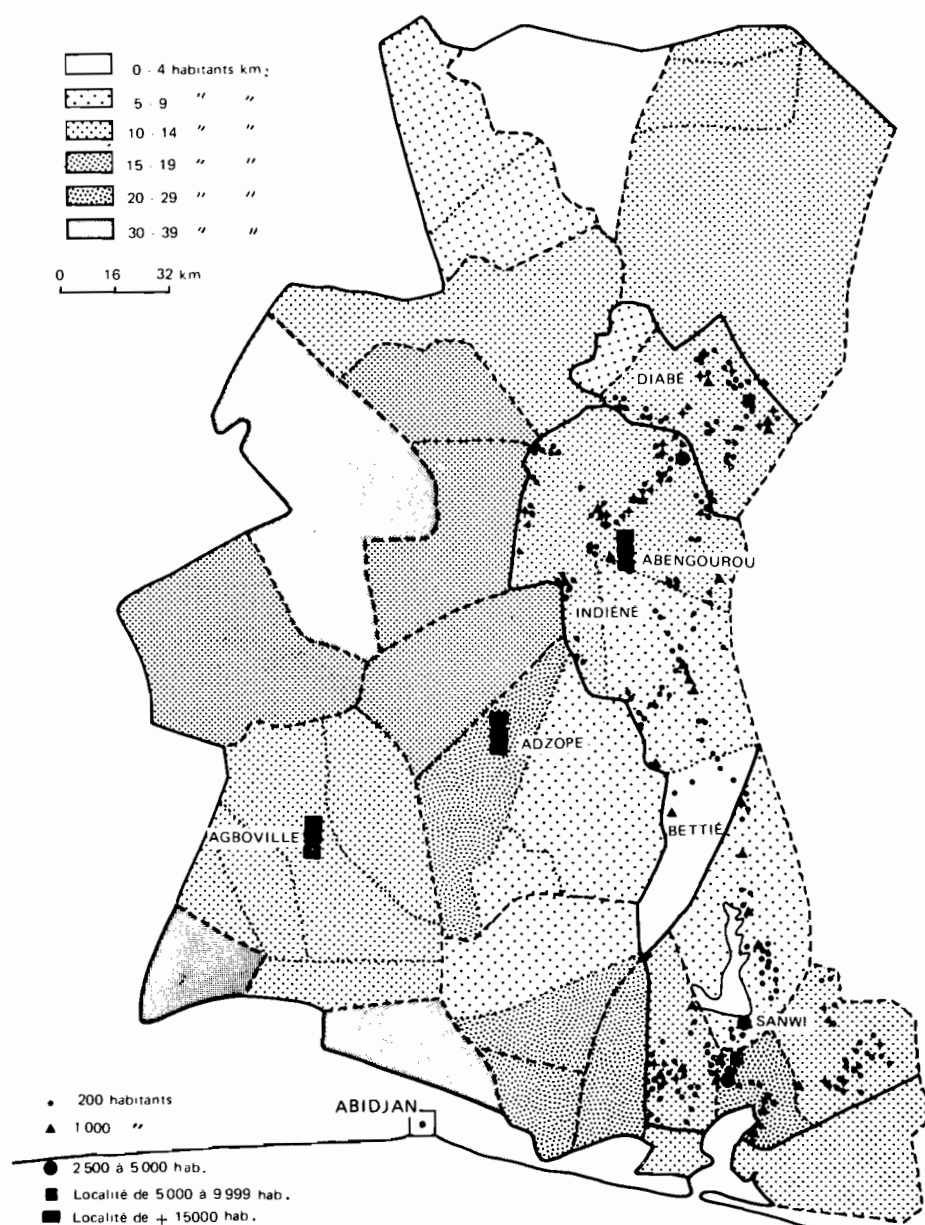


Fig. 30 – Densité démographique par canton et localisation de la population (d'après la SEDES)

Si l'on groupe en deux catégories les villages du Bettié (tableau 22) selon leur implantation géographique, l'étude de leur population est intéressante à plusieurs titres.

Tableau 22

a) *Villages de la piste des caravanes* (du nord au sud)

<u>Villages</u>	<u>Autochtones</u>	<u>Etrangers</u>	<u>Total</u>
Diambarakro	121	129	250
Aneykro	47	40	87
Borobo	125	126	251
Akiékrou	24	675	699
Total	317	970	1.287

b) *Villages isolés ou semi-isolés* (du nord-est au sud-ouest)

<u>Villages</u>	<u>Autochtones</u>	<u>Etrangers</u>	<u>Total</u>
Akacomoékro	59	57	116
Akrébi	171	37	208
Bettié	780	157	937
Total	1.010	251	1.261

Une première remarque s'impose : le Bettié compte 48 % d'immigrants « étrangers » et 52 % d'autochtones. Sans le renfort de l'immigration, le Bettié ne compterait que 1,2 habitant agni au km² !

En second lieu, l'examen des deux groupes de villages fait apparaître le rôle primordial de l'ancienne piste des caravanes. Le long de cette piste, la population est représentée seulement par 24,63 % d'autochtones. Cette zone de circulation donne l'image d'un pays investi pour plus des 3/4 par les immigrants, alors que l'arrière-pays de l'ouest, où sont isolés les trois autres villages, compte 19,9 % d'étrangers seulement, soit moins d'un cinquième. Le rôle de la piste est déterminant à ce point que, dans ce dernier groupe, le seul centre où les étrangers parviennent presque à égaler en nombre les autochtones (57 contre 59) est le moins éloigné de la grande piste. En effet, Akacomoékro n'est distant de Diambarakro que de 7,5 km, mais le sentier filiforme qui relie les deux agglomérations est impraticable autrement que par les piétons.

La dichotomie qui marque ces deux groupes de villages du royaume de Bettié sur le plan géographique et humain, se retrouve sur les plans agricole, économique et social. L'unité semble réalisée par la communauté ethnique, linguistique et économique, puisque toute la région s'adonne aux cultures industrielles spéculatives. Cependant une vue approfondie des réalités montre que dans ce premier groupe de villages, une inflation migratoire caractérisée coïncide avec une agriculture diversifiée, relativement bien engagée sur le plan des cultures arbustives, compétitive sur le plan de l'économie agricole, puisque les produits vivriers (bananes-plantain, ignames) interviennent dans le circuit monétaire avec les produits agro-industriels. Elle coïncide aussi avec une dynamique sociale marquée. De l'autre côté, l'isolement confine le planteur dans une économie précaire et mal organisée, qui nourrit difficilement son homme. Cette situation induit une attitude mentale de repli, de désenchantement, de dégoût de la terre et de ce qui touche à l'agriculture, plus marqué que partout ailleurs dans le milieu rural régional. Traumatisé au plus profond de lui-même, l'Agni semble se

détacher peu à peu de ce qui fait la richesse des fondements de son passé historique. Désabusés, les vieux négligent depuis longtemps de transmettre cette richesse aux jeunes générations, et en milieu africain traditionnel, cette carence apparaît comme l'un des signes les plus sombres de dégradation, sinon de déchéance.

c) La place du Bettié dans la région du sud-est ivoirien

Le Bettié est, nous l'avons dit, une région à peu près vide d'hommes, aux confins de l'Indénié au nord et du Sanwi au sud (1).

N'ayant pas acquis de personnalité forte, que lui donnerait une population dense, il apparaît délaissé et coincé entre deux régions dont les noyaux de peuplement sont nettement rejetés au sud dans la zone Ayamé-Aboisso-Krinjabo, et au nord dans celle d'Abengourou-Agnibilékrou. Les débouchés vers Abidjan de ces zones passent respectivement par Aboisso et Abengourou et les voies de trafic intense forment une sorte de tenaille ouverte dans laquelle flotte le Bettié. Le trafic automobile entre Songan, dernier village du Sanwi, et Apompron, premier village de l'Indénié, se résume à une moyenne de 4 à 5 véhicules quotidiens, des taxis-brousse dans la plupart des cas. Administrativement relié à l'Indénié, il a toujours manifesté un individualisme qui voudrait encore s'affirmer par la création d'un chef-lieu de sous-préfecture à Bettié. Cette mesure se justifierait uniquement par le fait qu'elle pourrait désenclaver le village. En fait, ce micro-royaume est isolé à la fois de l'Indénié et du Sanwi. C'est la raison pour laquelle le Bettié sera toujours tributaire de ses deux grands voisins. Il ne connaîtra un apport progressif de population étrangère qu'à partir du moment où le nord du Sanwi et le sud de l'Indénié auront été eux-mêmes massivement colonisés par les hommes et les cultures. Pour rompre cet isolement il suffirait de désenclaver le Bettié en l'ouvrant sur le pays attié vers l'ouest par une route qui le rapprocherait d'Abidjan et surtout d'Adzopé.

Cependant, en dépit de cette situation, le Bettié constitue, d'ores et déjà dans le contexte régional, un foyer important d'immigration, et là réside la plus grande partie de son intérêt. Éloigné de tous les grands centres, il est connu pour l'abondance et la facilité d'acquisition de ses terres, plus que d'autres secteurs régionaux mieux desservis. G. ROUGERIE indique dans son étude que « le tiers de la population fixée dans le royaume de Krinjabo est constitué d'immigrants ». L'enquête toute récente de la S.E.D.E.S. mentionne pour l'ensemble du sud-est forestier 24 % d'étrangers installés. Or cette proportion s'élève à 48 % pour la région marginale du Bettié. Il y a là un signe. Est-ce une menace ou une raison d'espérer ?

Le chef du village d'Akiékrou, Kouassi Mida, décédé en 1964, a eu pour successeur Kouakou Bouadou, un autre Agni. Mort prématurément en septembre 1965, celui-ci n'a pas trouvé de remplaçant immédiat. La vacance de la chefferie du village n'a pu être comblée par un autochtone. Si aucun chef n'est désigné et mandaté depuis Bettié, à la limite, un chef « étranger » (Baoulé par exemple) ne risque-t-il pas d'être nommé ? De la colonisation agraire, l'immigration passerait au stade de la colonisation politique. N'y aurait-il pas une menace pour l'unité et la cohésion du Bettié et, par extension, du pays agni ? Des situations analogues étaient signalées par G. ROUGERIE au Sanwi il y a déjà plus de dix ans. Les étrangers « mangent » la forêt ; ne dévoreront-ils pas lentement le pays du sud-est dans son ensemble ? Un nouvel avenir se prépare-t-il ?

(1) Cf. Carte des densités p. 142 de l'étude de ROUGERIE : "Pays Agni du S.E. de la Côte-d'Ivoire forestière".

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

OUVRAGES ET ARTICLES

- AMON D'ABY (F.) 1960 - *Croyances religieuses et coutumes juridiques des Agni de la Côte d'Ivoire*. Paris, 184 p.
- BAUMANN (H.) et WESTERMANN (D.) 1962 - *Les peuples et les civilisations de l'Afrique*. Paris, 604 p., 461 fig., 23 cartes.
- BINGER (L.G.) 1892 - *Du Niger au Golfe de Guinée*. Hachette, Paris, 2 vol.
- CHERUY (P.) 1911 - *Monographie du Cercle de l'Indénié*. 196 p. ronéot.
- CHERUY (P.) 1914 - 1919 - *Notes sur les Agni de l'Indénié*. Revue d'Ethnologie et de Sociologie, T. 5.
- COLMET-DAAGE (F.) 1956 - *Observations sur quelques sols à cacaoyers et caféiers en Côte d'Ivoire forestière*. Inédit ORSTOM, 26 p.
- DABIN (B.) 1957 - *Reconnaissance pédologique du secteur de la Comoé dans la région d'Alépé*. Inédit ORSTOM, 29 p.
- DELAFOSSÉ (M.) - *Les Agni*. Extrait de l'Anthropologie, T. 4, p. 402-405.
- DUPIRE (M.) 1960 - *Planteurs autochtones et étrangers en Basse Côte d'Ivoire orientale*. Etudes Eburnéennes VIII, 236 p.
- GOUROU (P.) 1960 - *Les plantations de cacaoyers en pays Yorouba*. Annales (Economies, Sociétés, Civilisations, janv. fév. pp. 60-82).
- GOUROU (P.) 1966 - *Les pays tropicaux*. P.U.F., Paris, 271 p.
- HILL (P.) 1956 - *The Gold Coast Cocoa Farmer*. Oxford University Press. Accra. Ibadan. 139 p.
- HILL (P.) 1961 - *The migrant cocoa farmer of Southern Ghana*. Africa, juillet, p. 210-230.
- KOBLEN (A.) 1954 - *L'héritage chez les Agni : l'influence de l'économie de profit*. Africa, 24, 4 octobre 1954.
- KOBLEN (A.) 1956 - *Le planteur noir*. Etudes Eburnéennes. Vol. V, 190 p.
- LAPLANTE (A.) 1949 - *Etudes pédologiques dans l'est et le sud-est de la Côte d'Ivoire*. Congrès International des Africanistes de l'Ouest. Ibadan.
- MANGENOT (G.) 1955 - *Etude sur les forêts des plaines et plateaux de la Côte d'Ivoire*. Etudes Eburnéennes, vol. IV, 61 p.
- MIEGE (J.) 1953 - *La végétation entre Bia et Comoé (Côte d'Ivoire orientale)*. Bulletin IFAN, XV, p. 798-817.
- PAULME (D.) 1964 - *Régimes fonciers traditionnels en Afrique*. Présence Africaine.
- RAULIN (H.) 1957 - *Mission d'étude des groupements immigrés en Côte d'Ivoire : problèmes fonciers dans les régions de Gagnoa et Daloa*. ORSTOM, 139 p. ronéot.
- ROUGERIE (G.) 1951 - *Etude morphologique du bassin français de la Bia et des régions littorales de la lagune Aby (Basse Côte d'Ivoire orientale)*. Etudes Eburnéennes II, 108 p., 2 cartes.
- ROUGERIE (G.) 1957 - *Les pays Agni du Sud-Est de la Côte d'Ivoire forestière*. Etudes Eburnéennes, VI, 211 p.
- ROUGERIE (G.) 1960 - *Le façonnement actuel des modelés en Côte d'Ivoire forestière*. Mém. IFAN Dakar, 542 p.
- ROUGERIE (G.) 1964 - *La Côte d'Ivoire*. P.U.F. (Coll. Que sais-je ?). 128 p.
- SAUTTER (G.) 1962 - *A propos de quelques terroirs d'Afrique Occidentale. Essai comparatif*. Etudes Rurales, 4, janvier-mars, p. 24-86.
- SAUTTER (G.) et PELISSIER (P.) 1964 - *Pour un atlas des terroirs africains. Structure-type d'une étude de terroir*. L'Homme. Revue française d'Anthropologie. Tome IV-I, janvier-avril, p. 56-72.
- SAUTTER (G.) 1968 - *Les structures agraires en Afrique tropicale*. C.D.U., 267 p.
- SAMIR AMIN 1967 - *Le développement du capitalisme en Côte d'Ivoire*. Ed. de Minuit, 330 p.
- TAUXIER (L.) 1932 - *Religion, mœurs et coutumes des Agni de Côte d'Ivoire*. Paris.

DOCUMENTS, ENQUETES, STATISTIQUES, CARTES, PHOTOS

- Institut français du café et du cacao (I.F.C.C.) 1964 : Le calendrier agricole du planteur ivoirien de café et de cacao, mai 1964, 72 p.
- Journal Officiel de la Côte d'Ivoire 1964. Numéro spécial sur le Code Civil. N° 59, 27 octobre 1964.
- Ministère de l'Agriculture de Côte d'Ivoire. Service de l'Agriculture 1963. Rapport annuel. Statistiques.
- Ministère des Finances, des Affaires Economiques et du Plan. Direction de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques 1963 : Situation économique de la Côte d'Ivoire.
- Ministère des Finances, des Affaires Economiques et du Plan 1963 : Etude régionale de Bouaké. Tome I : Le peuplement.
- Ministère de la Coopération. Direction des Affaires Economiques et Financières 1963. Economie et plan de développement (République de Côte d'Ivoire) février.
- Société d'Etudes pour le Développement Economique et Social (SEDES) 1967 : La région du sud-est, étude socio-économique. République de Côte d'Ivoire, Ministère du Plan, janv. juin. 8 vol. (Ont été particulièrement consultés les volumes 1 : La démographie (L. Roussel) ; 2 : La Sociologie (M. Pescay) ; 3-4 : L'Agriculture (G. Gouet) ; 5 : Les budgets familiaux (M. Pescay et B. Reynard).
- Ministère de l'Agriculture et de la Coopération 1962 : L'agriculture ivoirienne et les impératifs de modernisation. Edition du bulletin de liaison. Abidjan, mars. Supplément N° 2, 156 p.
- DABIN (B.), LENEUF (M.) et RIOU (G.) 1960. Carte pédologique de la Côte d'Ivoire au 1/2 000 000. Notice explicative. Direction des sols. Abidjan, 25 p.
- MAYMARD (J.) et DE LA SOUCHERE (P.) 1963. Etude pédologique du sud-est de la Côte d'Ivoire. ORSTOM-SEDES, Abidjan. Mars. 31 p.
- Cartes IGN au 1/200 000 : feuilles Abengourou et Grand Bassam.
- Carte géologique du Service des Mines de l'A O F 1943 - 1947 : feuilles Bouaké-est et Abidjan-est.
- Photos aériennes de l'I G N :
- | | |
|-------------------------------|-------------------------------|
| mission spéciale du 19/3/1964 | 622/250 n° 1 à 51 (Bettié) |
| mission spéciale du 31/3/1964 | 632/250 n° 1 à 24 (Akiékrou). |

LEGENDES DES CARTES ANNEXES BETTIE-AKIEKROU

Bettie

1. Lieux-dits et localisation des anciens emplacements de Bettie
2. Projection lignagère sur le terroir
3. Dispersion de la propriété
4. Les différentes cultures
5. Répartition par années de mise en culture
6. Modes de fondation des plantations
7. Modes de faire-valoir en 1963
8. Plan du village de Bettie
9. Le « Nouveau Bettie »
10. Le terroir utile en 1963

Akiékrou

11. Parcellaire et implantation de l'habitat
12. Nature des cultures
13. Répartition par années de mise en culture
14. Modes de fondation des plantations
15. Modes de faire-valoir en 1964
16. Dispersion de la propriété
17. Aires d'exploitation des différents campements cadastrés
18. Origines des étrangers d'Akiékrou

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS

<i>LA REGION DE L'INDENIE : LE MILIEU ET L'HOMME</i>	1
A - LES DONNEES PHYSIQUES	1
B - LES DONNEES HUMAINES	6

BETTIE

I. — PRESENTATION DU TERROIR DE BETTIE	11
1. — <i>LE CADRE : UN ISOLEMENT SINGULIER</i>	11
2. — <i>UNE HISTOIRE RICHE EN DEPLACEMENTS</i>	12
3. — <i>LE MILIEU HUMAIN ET L'HABITAT</i>	14
A - LA POPULATION : SA REPARTITION SOCIO-PROFESSIONNELLE	14
B - L'HABITAT	14
II. — LES LIGNES DE FORCE DU MILIEU PHYSIQUE	17
1. — <i>UN RELIEF SANS ORIGINALITE</i>	17
2. — <i>LE RYTHME DES SAISONS</i>	18
3. — <i>LES TRIBULATIONS HYDROLOGIQUES DE LA COMOE</i>	19
4. — <i>LES SOLS : PREDOMINANCE DES TERRES ROUGES</i>	20
III. — L'ESPACE AGRAIRE ET SON ORGANISATION	23
1. — <i>LE PARCELLAIRE</i>	23
2. — <i>L'IMPACT LIGNAGER SUR LE TERROIR</i>	28
3. — <i>LA DISTRIBUTION PARCELLAIRE AU NIVEAU DES INDIVIDUS</i>	30
A - L'HERITAGE CHEZ LES HOMMES	31
B - L'HERITAGE CHEZ LES FEMMES ET LES ETRANGERS	33
4. — <i>LA REPARTITION DANS L'ESPACE DES DIVERSES CULTURES SELON LEUR NATURE</i>	33
A - LA MASSE DES PLANTATIONS	34
B - LA TAILLE DES PARCELLES	35
5. — <i>LA REPARTITION DES PLANTATIONS SELON LEUR AGE</i>	35

IV. — L'ORGANISATION DU TRAVAIL	39
1. — <i>LE TRAVAIL DE CREATION OU TRAVAIL PIONNIER</i>	39
A - LES DIVERSES PHASES DU TRAVAIL	39
B - L'ORGANISATION DE CES TRAVAUX.....	42
2. — <i>LES TRAVAUX SAISONNIERS DANS LES PLANTATIONS ARBUSTIVES</i>	44
A - PRESENTATION DE CES TRAVAUX.....	44
B - LE MAQUIS DES CONTRATS	49
3. — <i>LE CALENDRIER DES TRAVAUX</i>	53
A - LES PERIODES DE POINTE.....	53
B - LES PERIODES DE REPIT AGRICOLE	55
C - LES TRAVAUX ANNEXES.....	56
D - BILAN	57
V. — VUE D'ENSEMBLE DES PROBLEMES POSES	59
1. — <i>LES APPARENCES FLATTEUSES</i>	59
A - L'ESPACE CONSACRE AUX CULTURES COMMERCIALES.....	59
B - UNE COMPOSITION DEMOGRAPHIQUE EQUILIBREE	59
C - DES REVENUS MONETAIRES ABSOLUS IMPORTANTS	60
D - UN HABITAT AMELIORE TENDANT AU FONCTIONNEL.....	62
E - UNE AMORCE DE SECTEUR TERTIAIRE	63
F - LA SCOLARISATION	64
G - LE BILAN D'ENSEMBLE	64
2. — <i>UNE REALITE DECEVANTE</i>	65
A - DES RENDEMENTS FAIBLES.....	65
B - UNE AGRICULTURE VIVRIERE MAL COMPRISE.....	67
C - L'EMPLOI DECONCERTANT DES REVENUS MONETAIRES	67
D - L'ENDETTEMENT.....	69
3. — <i>LES RAISONS DE CES FAIBLESSES</i>	70
A - LES FACTEURS ECOLOGIQUES ET TECHNIQUES	70
B - LES FACTEURS SOCIAUX ET PSYCHOLOGIQUES.....	72
POUR UNE CONCLUSION SUR BETTIE	
UNE IMAGE D'EPINAL DU SOUS-DEVELOPPEMENT.....	75
A - LE VISAGE DE L'HOMME DANS SES RAPPORTS AVEC LA TERRE	75
B - LA PLACE DE BETTIE DANS LA REGION.....	75
C - LES REMEDES SUGGERES.....	76

AKIEKROU

MISE EN PARALLELE AVEC BETTIE	81
A ^o - RAISONS DU CHOIX D'AKIEKROU.....	81
B - PRESENTATION DU VILLAGE.....	81
C - LES SIMILITUDES AVEC BETTIE.....	83
D - LES DIFFERENCES AVEC BETTIE	85
LES TRAITS ORIGINAUX DE DIFFERENCIATION.....	87
1. — <i>LE PAYSAGE AGRAIRE ET SA SIGNIFICATION</i>	87
A - DESCRIPTION DU PAYSAGE	87
B - UN PROCESSUS DE COLONISATION SYSTEMATIQUE DU SOL.....	88
C - L'UTILISATION DE L'ESPACE AGRAIRE	93
D - LA DISTRIBUTION DE L'ESPACE CULTIVE.....	95
E - UN SOL EXPLOITE AVEC METHODE.....	97
F - LA PRODUCTION ET LES RENDEMENTS.....	97
G - LE CAMPEMENT DE BROUSSE, PIVOT DE L'ORGANISATION AGRAIRE	98
H - UNE FORMULE EFFICACE : LE FAIRE-VALOIR DIRECT	102
I - DES RESULTATS SATISFAISANTS : UNE RICHESSE DISCRETE SOUS UNE PAUVRETE D'EMPRUNT.....	104
2. — <i>LE PANORAMA HUMAIN</i>	105
A - LA MISE EN PLACE D'UNE SOCIETE DE PLANTEURS.....	105
B - UNE EMIGRATION « ENGAGEE » DANS LA SPECULATION AGRICOLE	107
C - UNE EMIGRATION LARGEMENT CONTROLEE	110
D - LE SANG DE L'EMIGRATION : JEUNE ET RENOUVELE.....	113
E - LES LIENS ETROITS ENTRE AKIEKROU ET LES DIVERS FOYERS ETHNIQUES	116
F - LES INCIDENCES SUR LE COMMERCE.....	119
CONCLUSION SUR AKIEKROU.....	121
CONCLUSION GENERALE	123
Index bibliographique - ouvrages et articles	129
Documents, enquêtes, statistiques, cartes, photos	131
Liste des cartes	133
Table des matières	135

ATLAS DES STRUCTURES AGRAIRES

CLAUDE BOUET

BETTIE ET AKIEKROU

PHOTOS

Planches I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX et X



PLANCHE I

Photo I.G.N. AO 622/250 046 — Remarquez la zone dégradée de “brousse à manioc”
à l’intérieur du méandre de la Comoë

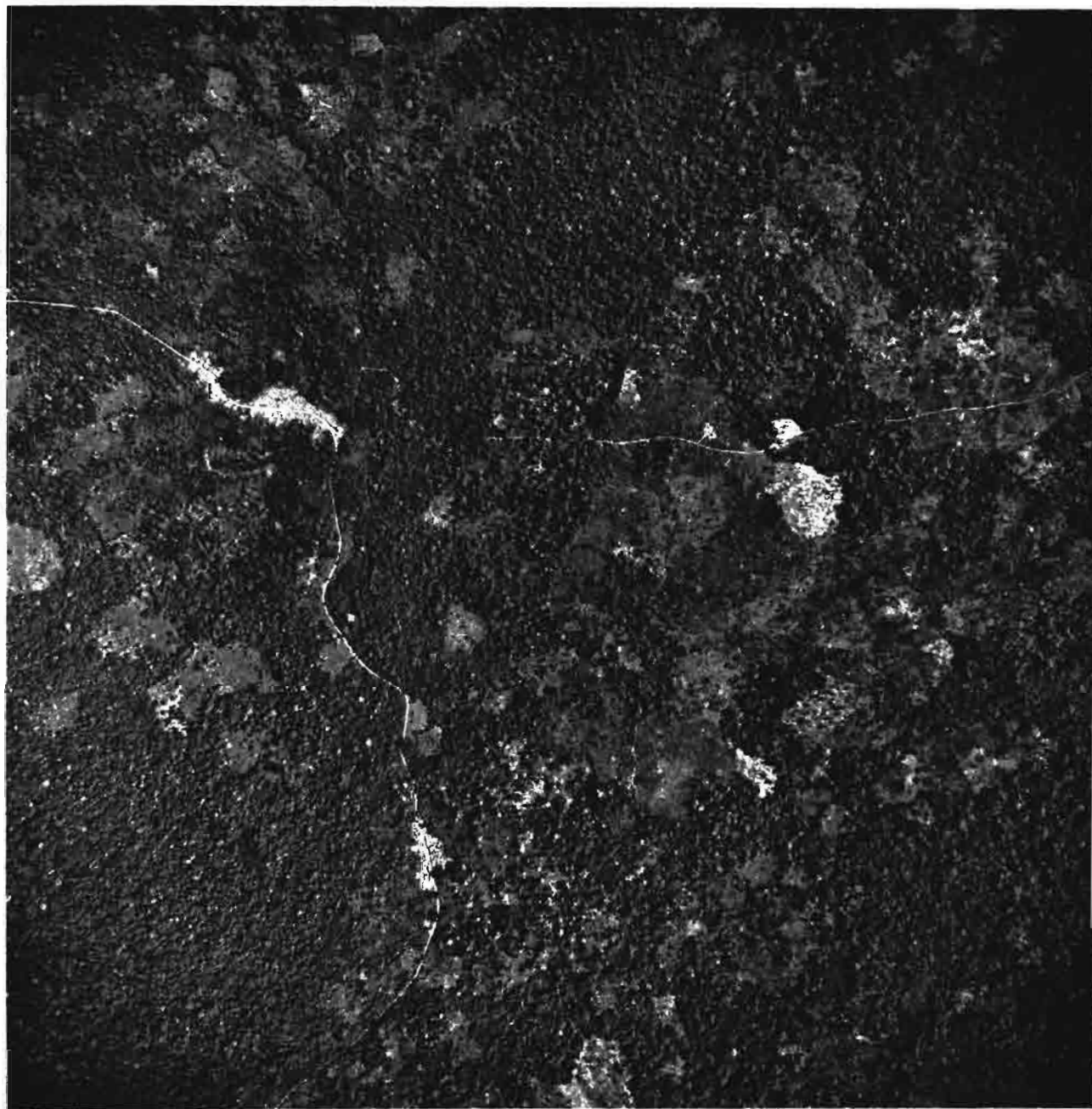


PLANCHE II

Photo I.G.N. AO 632/250 005 — La partie S.E. du terroir : mélange des plantations
d'Akiékrou et de Songan. Akiékrou est situé au N.O. de la photo, Songan au sud



PLANCHE III

Photo I.G.N. AO 632/250 IR 007 – Le front pionnier est dans la direction du Ghana.
Notez les nouveaux défrichements (en noir) de chaque côté du sentier O.E.



PLANCHE IV

Photo I.G.N. AO 632/250 IR 018 – Colonisation du sol de type lacunaire au nord du
terroir (en noir : les nouveaux défrichements)



1



2



3



4

PLANCHE V

- 1 - Abattage des gros fûts
- 2 - Quand on ne peut abattre l'arbre, on le tue
- 3 - Repiquage et tuteurage du jeune cacaoyer
- 4 - Plantation de 3 mois : les bananiers se fauillent dans l'enchevêtrement des branchages



5



6



7



8

PLANCHE VI

- 5 - La jeune plantation à Bettié : bananiers-plantain, maïs, citrouilles et ignames (avec tuteur naturel au premier plan)
- 6 - La jeune plantation à Akiékrou : les ignames sont munis d'un tuteur, buttés et bien entretenus
- 7 - Cacaoyères entre les contreforts d'un fromager à Bettié : le pot de terre contre le pot de fer...
- 8 - Traitement phytosanitaire d'une cacaoyère à Bettié



9



10

12

11



PLANCHE VII

- 9 - Cafetière après la récolte (Bettie). Le passage d'un ouragan! ...
- 10 - Séchage sur claies des fèves de cacao
- 11 - Décorticage mécanique des cerises de café
- 12 - La traite



13



15

14



16



PLANCHE VIII

- 13 - Préparation du bangui sur un "cabaret". Pour "donner du goût" on met le feu à l'orifice d'évacuation
- 14 - Creusement d'une pirogue
- 15 - Tableau de chasse, hélas ! Trop peu fréquent au gré des villageois
- 16 - Le partage des boules de viande boucanée : contrat "abou peign" pour le dépeçage et le transport de l'éléphant abattu



17

18

19



PLANCHE IX

- 17 - Amélioration de la technique de construction traditionnelle : l'atakor dahoméen, succession d'épais lits de banco séché
- 18 - Un campement de brousse. Remarquez la case-chambre sur pilotis
- 19 - La richesse matérialisée par la tôle ondulée, le ciment... et même les colonnades !



20



21

22



23



PLANCHE X

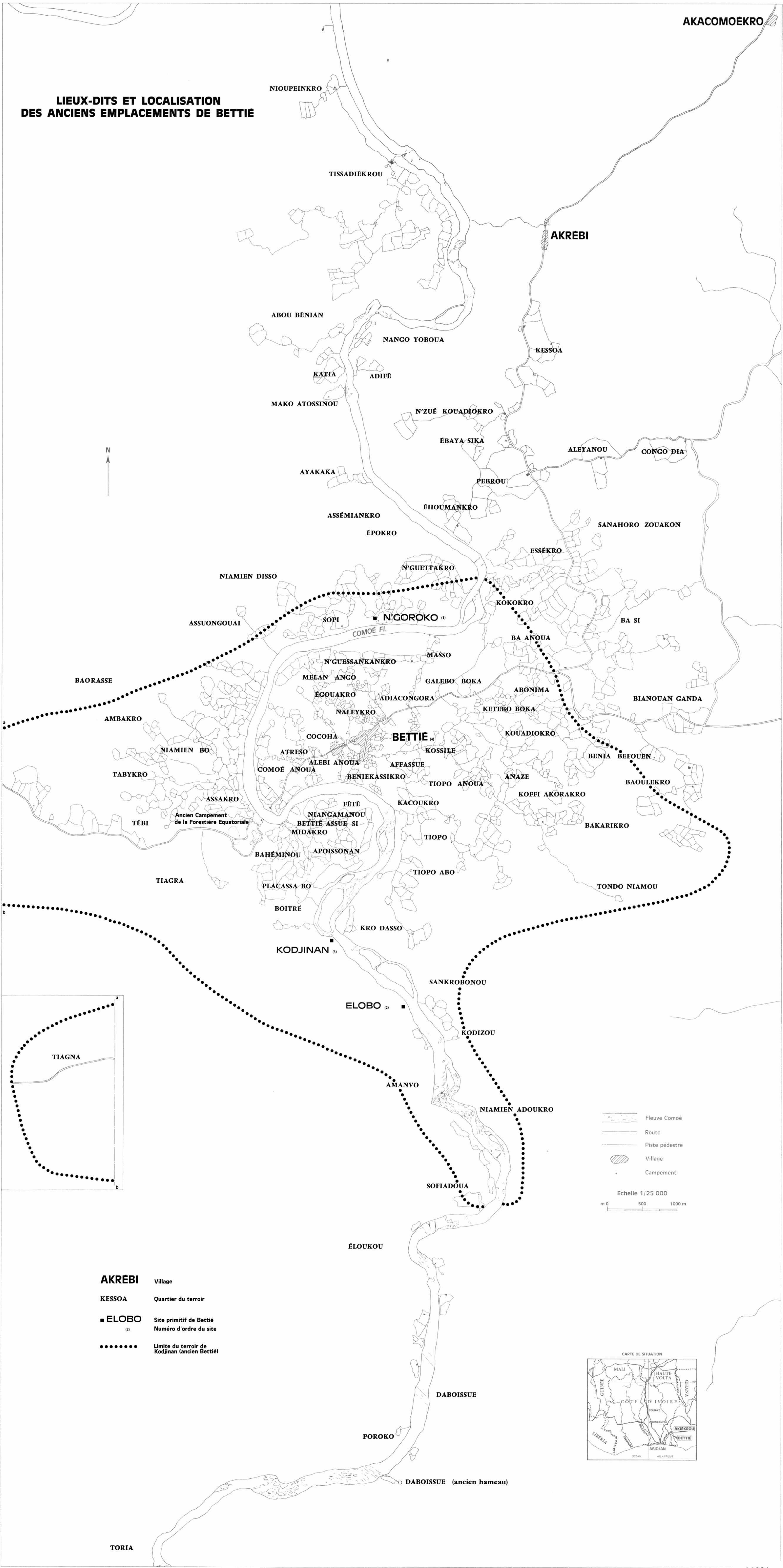
20 - Bettié : type de village, rue, avant... (à droite, au premier plan, l'église)

21 - ...pendant...

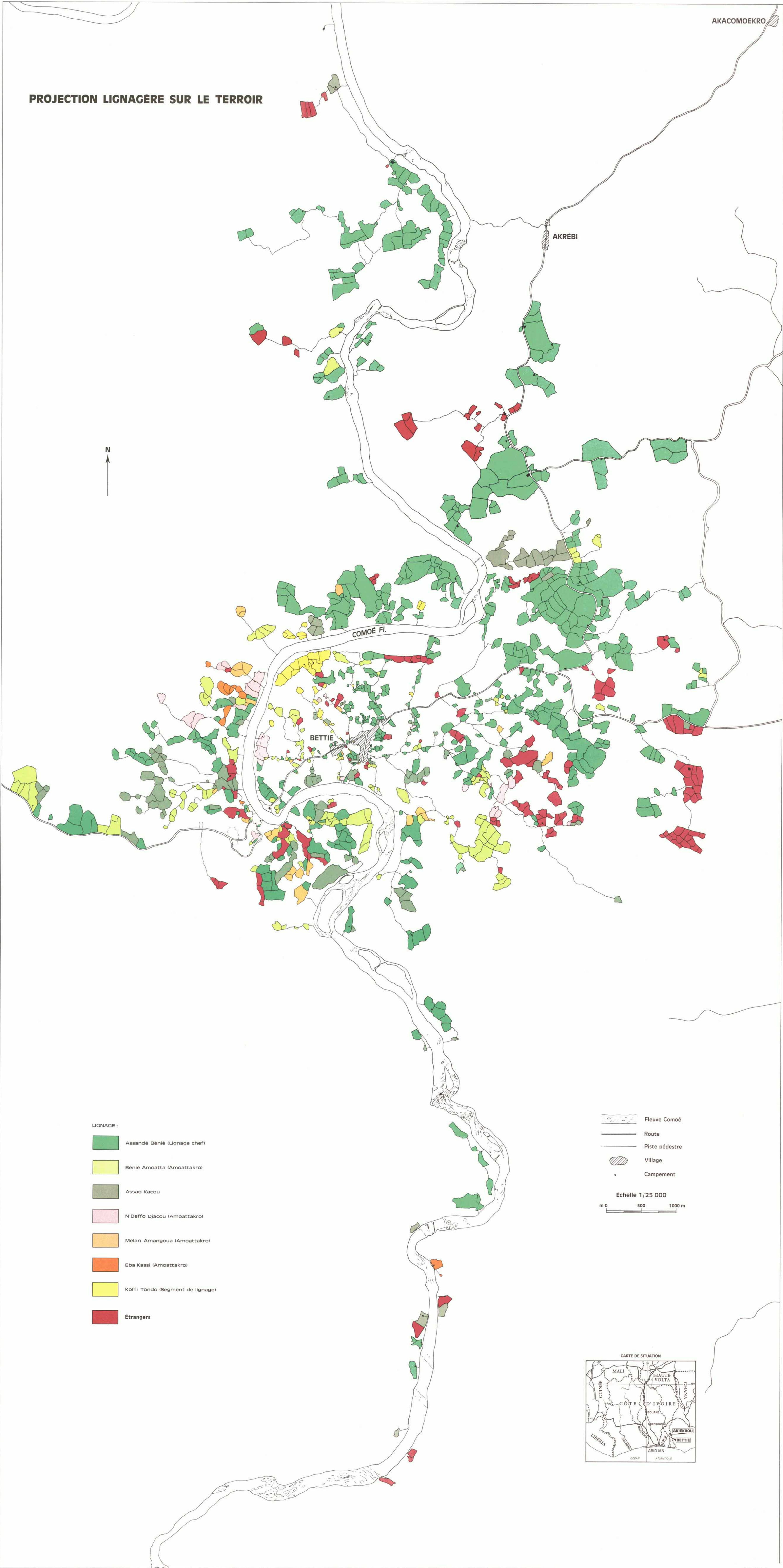
22 - ...après, l'opération de Rénovation de l'habitat. Une fuite éperdue est amorcée

23 - L'ouverture d'une nouvelle rue

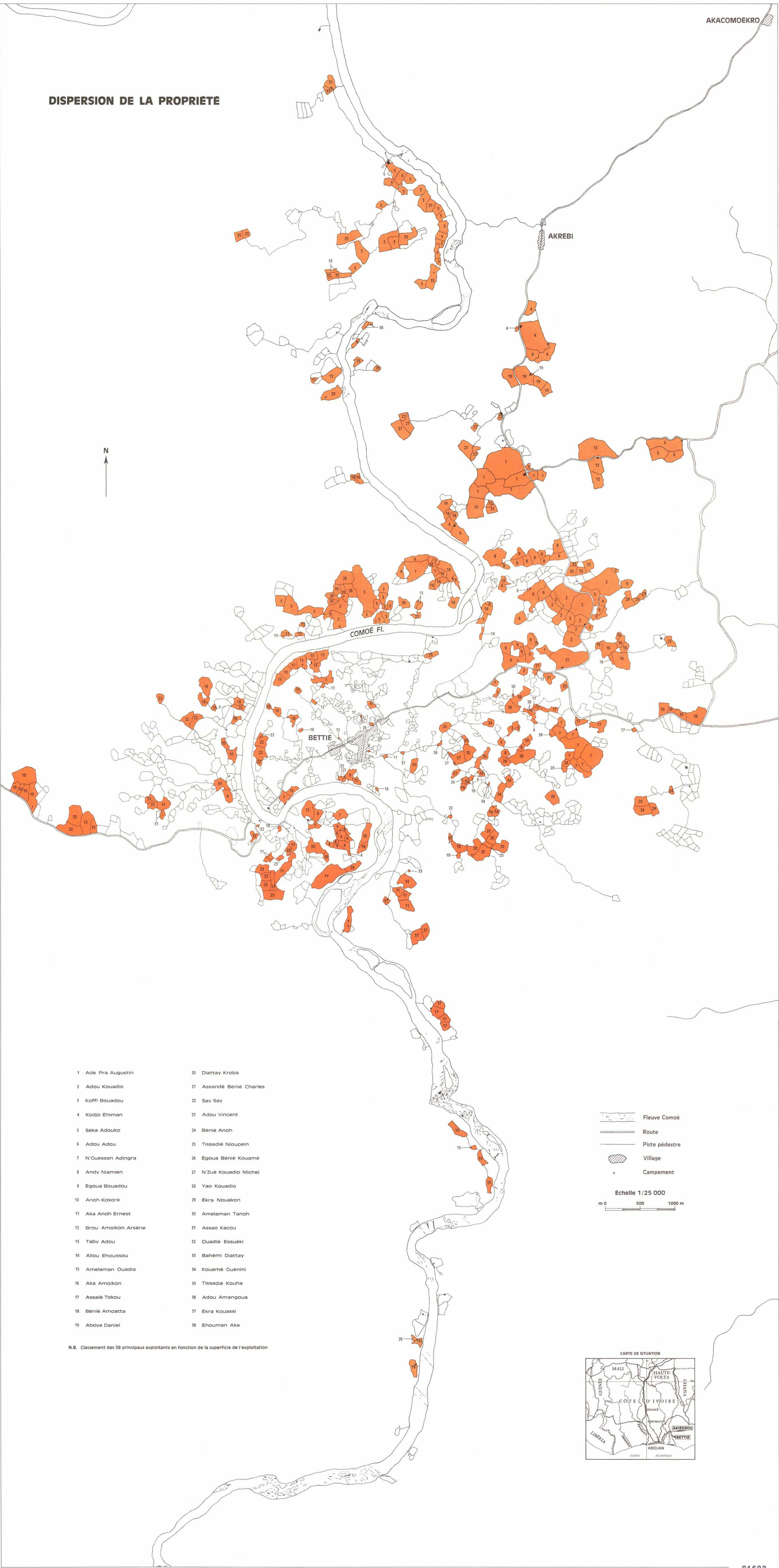
LIEUX-DITS ET LOCALISATION
DES ANCIENS EMPLACEMENTS DE BETTIÉ



PROJECTION LIGNAGÈRE SUR LE TERROIR



DISPERSION DE LA PROPRIÉTÉ



- | | |
|------------------------|-------------------------|
| 1 Ade Pra Augustin | 20 Diattay Kroba |
| 2 Adou Kouadio | 21 Assandé Béné Charles |
| 3 Koffi Bouadou | 22 Say Say |
| 4 Kodjo Ehiman | 23 Adou Vincent |
| 5 Séka Adouko | 24 Béné Anoh |
| 6 Adou Adou | 25 Tissadié Nioupein |
| 7 N'Gouessan Adingra | 26 Egoua Béné Kouame |
| 8 Andy Niamien | 27 N'Zué Kouadio Michel |
| 9 Egoua Bouadou | 28 Yao Kouadio |
| 10 Anoh Kokoré | 29 Ekra Nouakon |
| 11 Aka Anoh Ernest | 30 Amelaman Tanoh |
| 12 Brou Amoikon Arsène | 31 Assao Kacou |
| 13 Taby Adou | 32 Ouadia Essueki |
| 14 Allou Ehoussou | 33 Bahémi Diattay |
| 15 Amelaman Ouadia | 34 Kouamé Guénini |
| 16 Aka Amoikon | 35 Tissadié Kouha |
| 17 Assalé Tokou | 36 Adou Amangoua |
| 18 Béné Amoatta | 37 Ekra Kouassi |
| 19 Aboya Daniel | 38 Ehourman Aka |

N.B. Classement des 38 principaux exploitants en fonction de la superficie de l'exploitation

Fleuve Comoé

Route

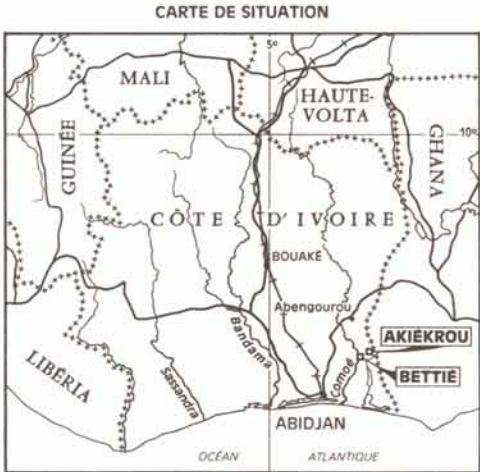
Piste pédestre

Village

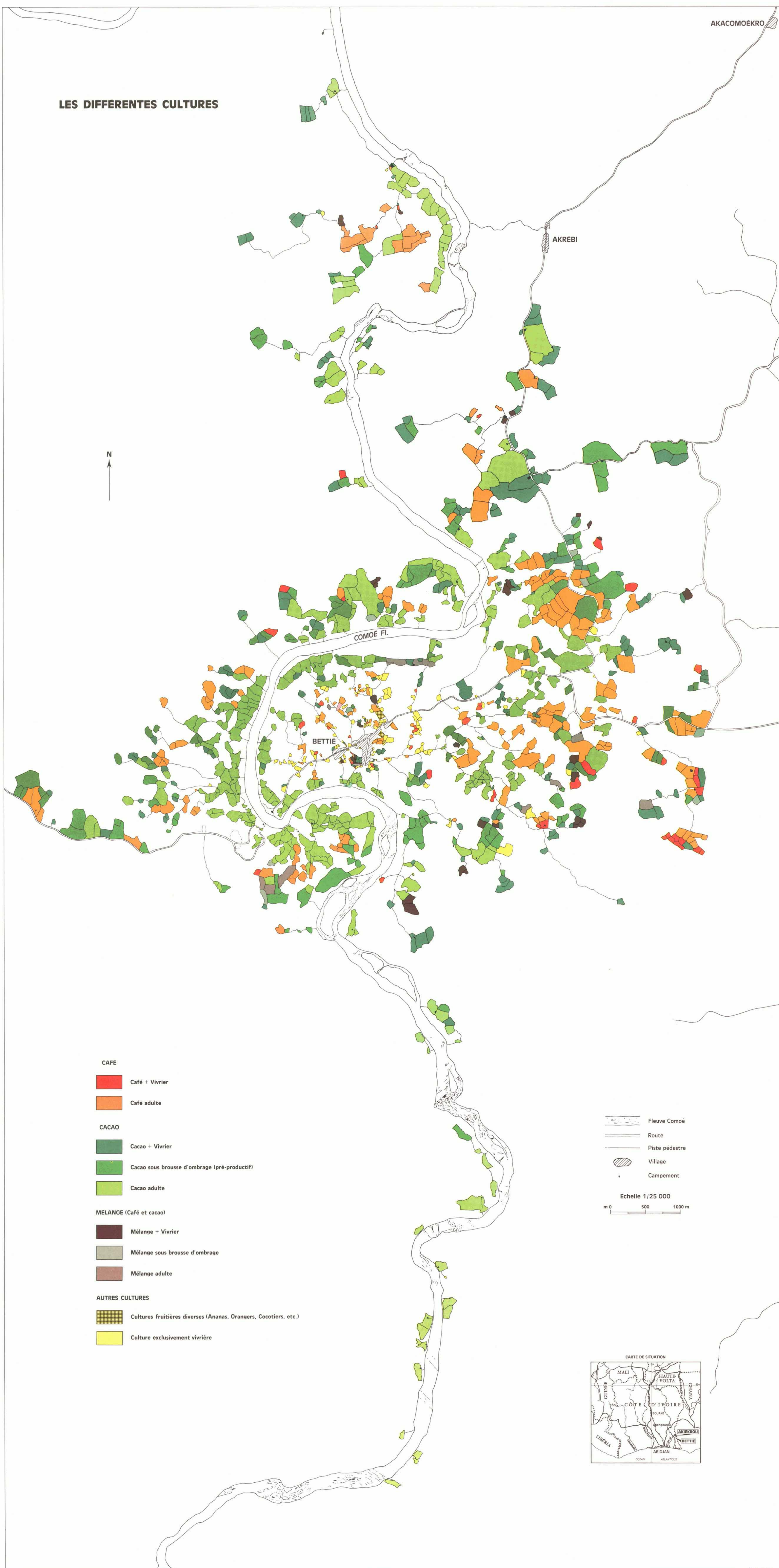
Campement

Echelle 1/25 000

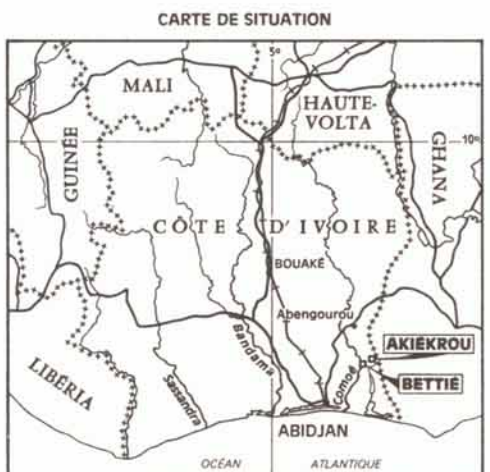
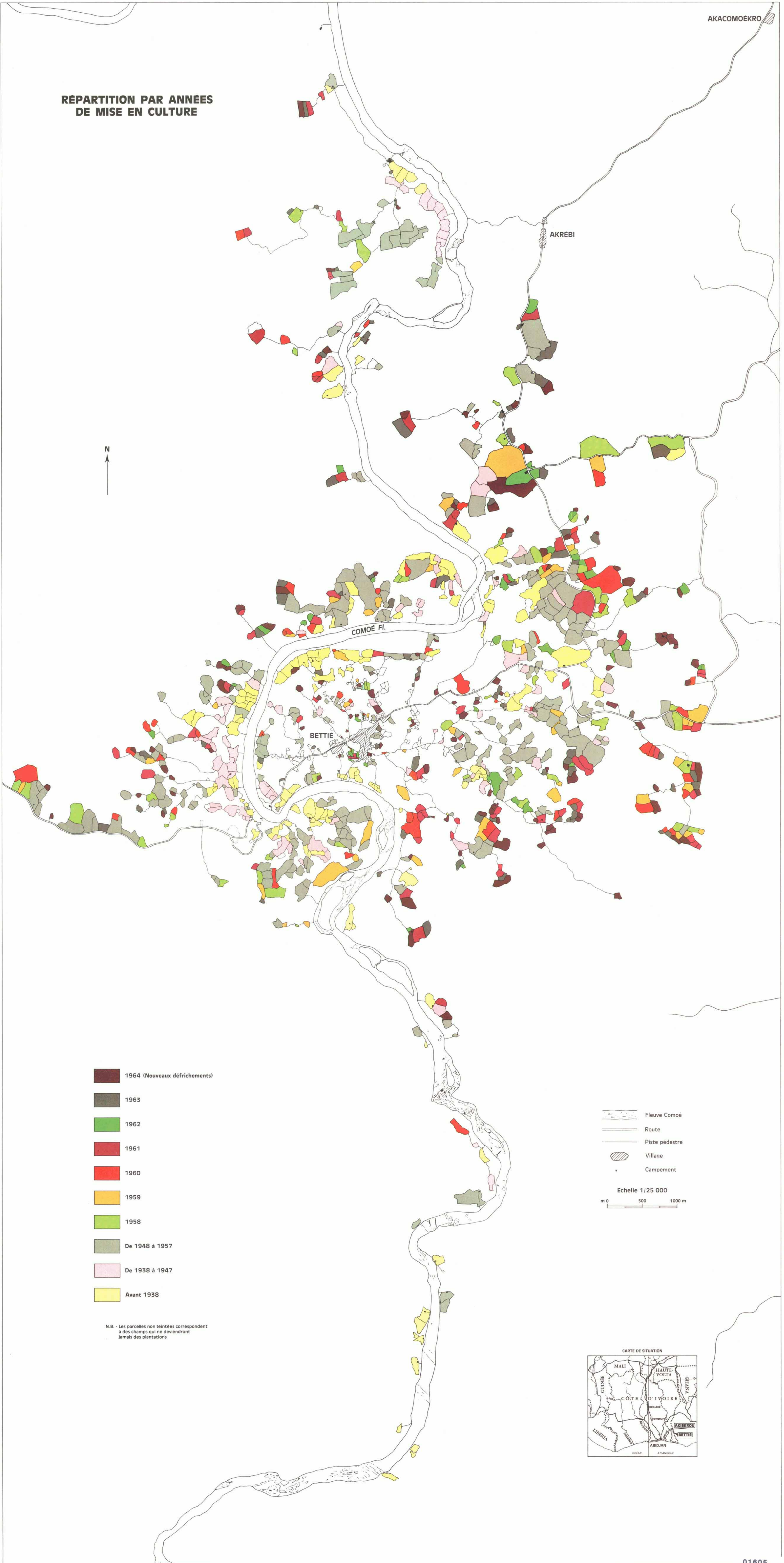
m 0 500 1000 m



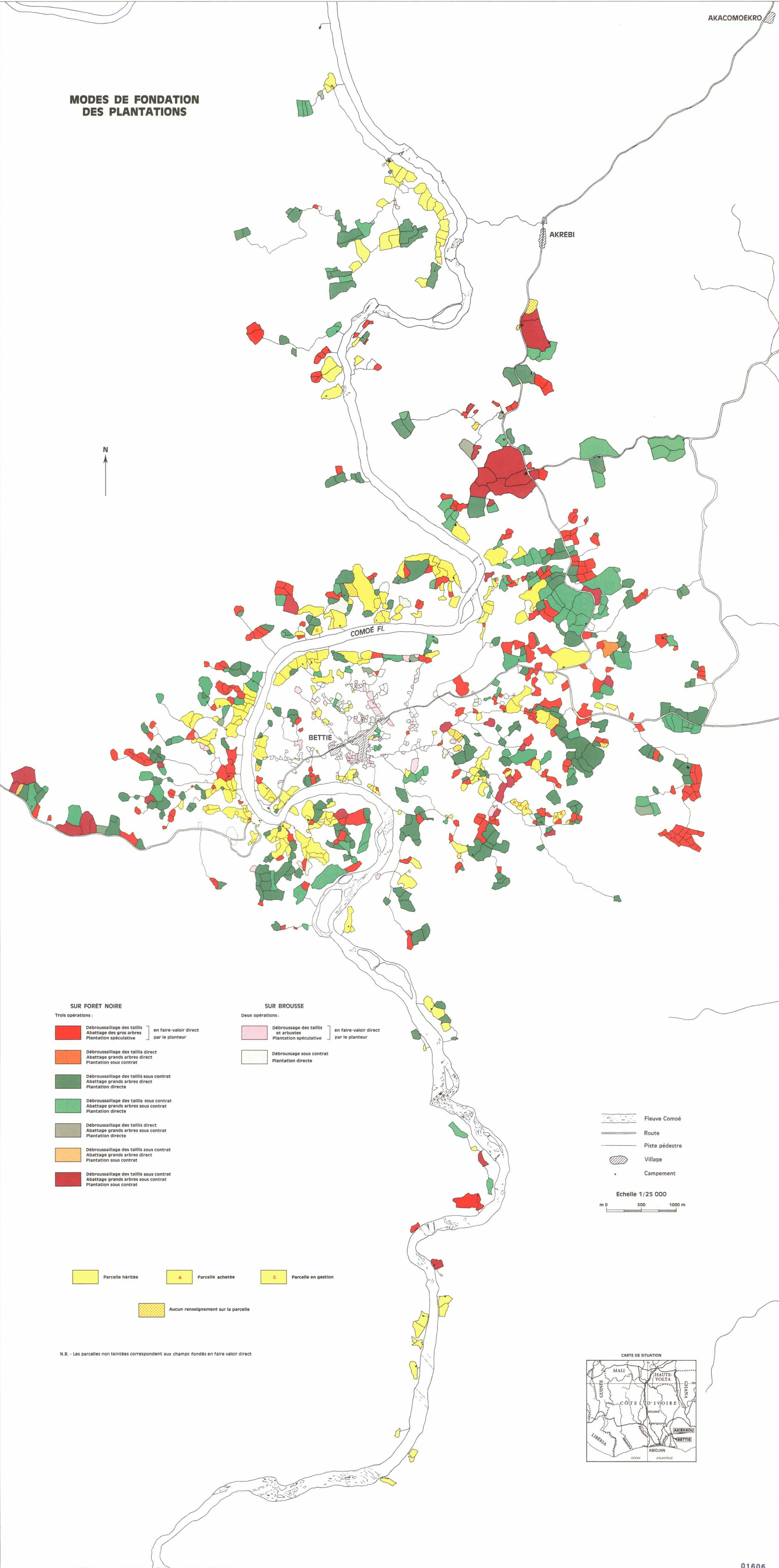
LES DIFFÉRENTES CULTURES



RÉPARTITION PAR ANNÉES
DE MISE EN CULTURE



MODES DE FONDATION
DES PLANTATIONS



- SUR FORET NOIRE**
Trois opérations :
- Débroussaillage des taillis
Abattage des gros arbres
Plantation spéculative] en faire-valoir direct par le planteur
 - Débroussaillage des taillis direct
Abattage grands arbres direct
Plantation sous contrat
 - Débroussaillage des taillis sous contrat
Abattage grands arbres direct
Plantation directe
 - Débroussaillage des taillis sous contrat
Abattage grands arbres sous contrat
Plantation directe
 - Débroussaillage des taillis direct
Abattage grands arbres sous contrat
Plantation directe
 - Débroussaillage des taillis sous contrat
Abattage grands arbres direct
Plantation sous contrat
 - Débroussaillage des taillis sous contrat
Abattage grands arbres sous contrat
Plantation sous contrat

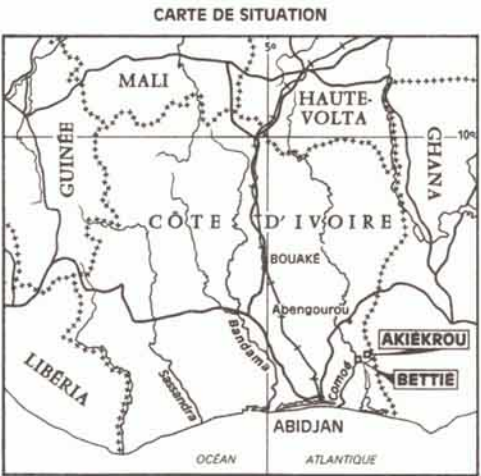
- SUR BROUSSE**
Deux opérations :
- Débroussaillage des taillis et arbustes
Plantation spéculative] en faire-valoir direct par le planteur
 - Débroussaillage sous contrat
Plantation directe

- Fleuve Comoé
- Route
- Piste pédestre
- Village
- Campement

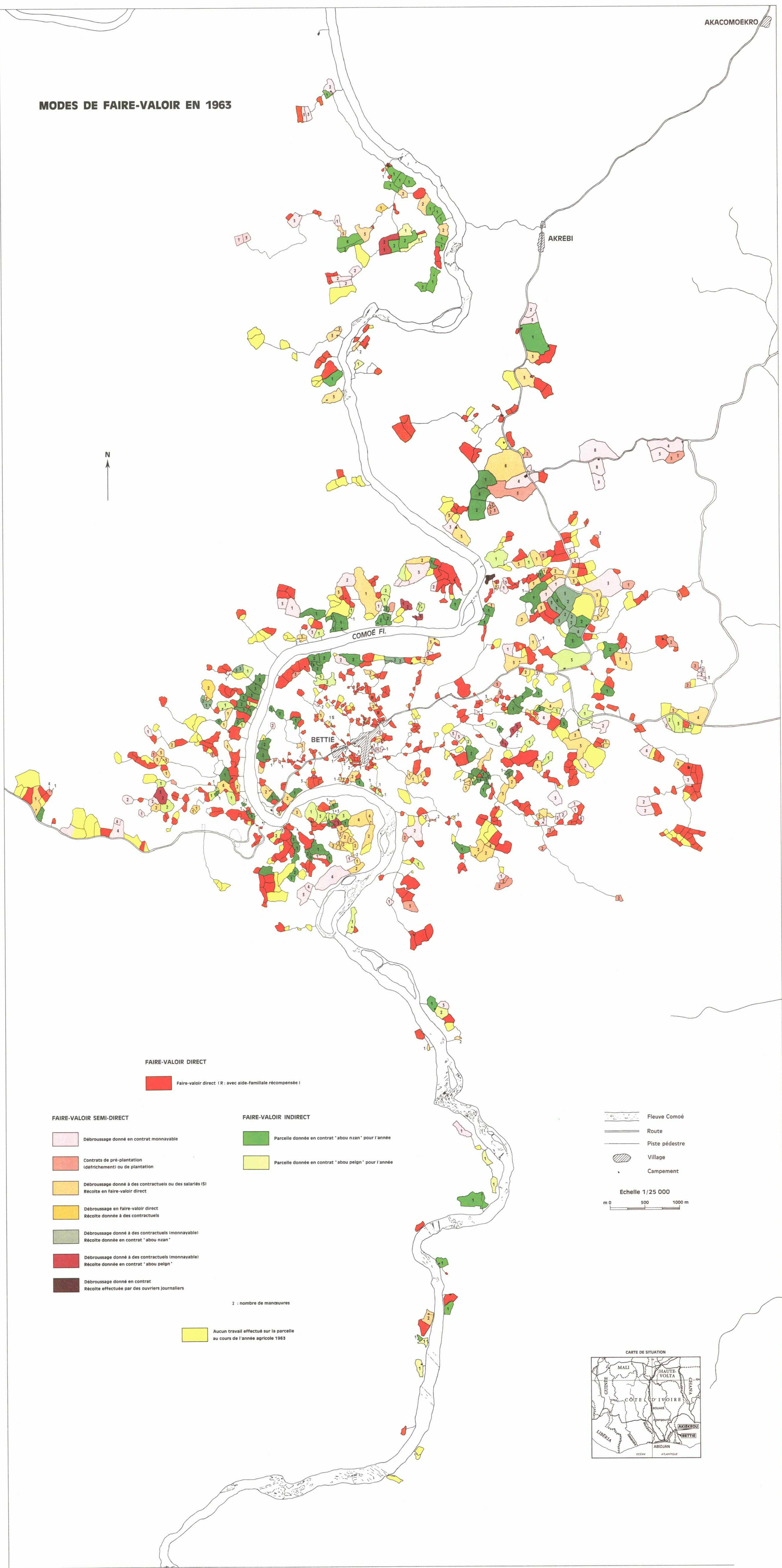
Echelle 1/25 000
m 0 500 1000 m

- Parcelle héritée
- A Parcelle achetée
- G Parcelle en gestion
- Aucun renseignement sur la parcelle

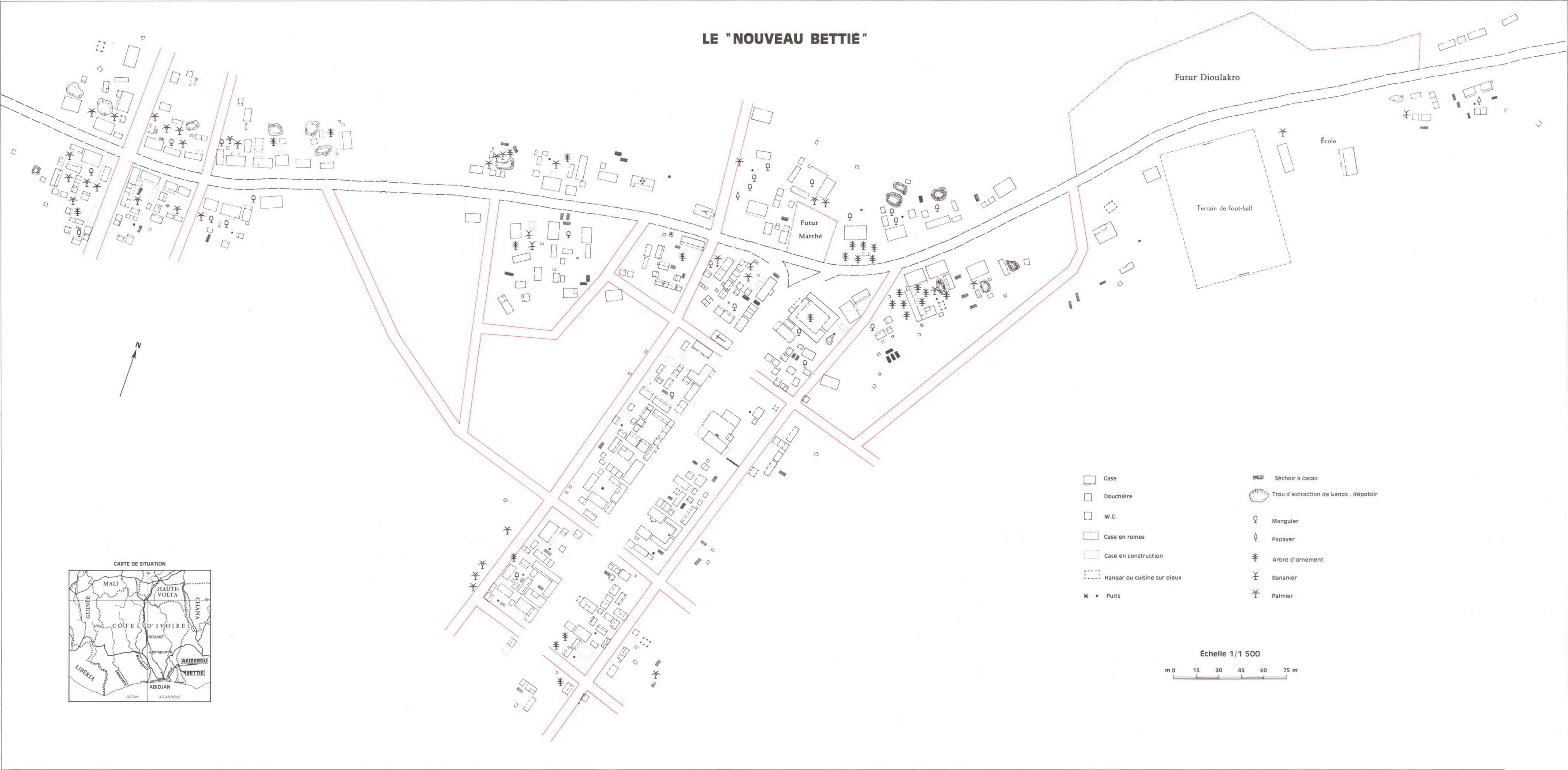
N.B. - Les parcelles non teintées correspondent aux champs fondés en faire valoir direct



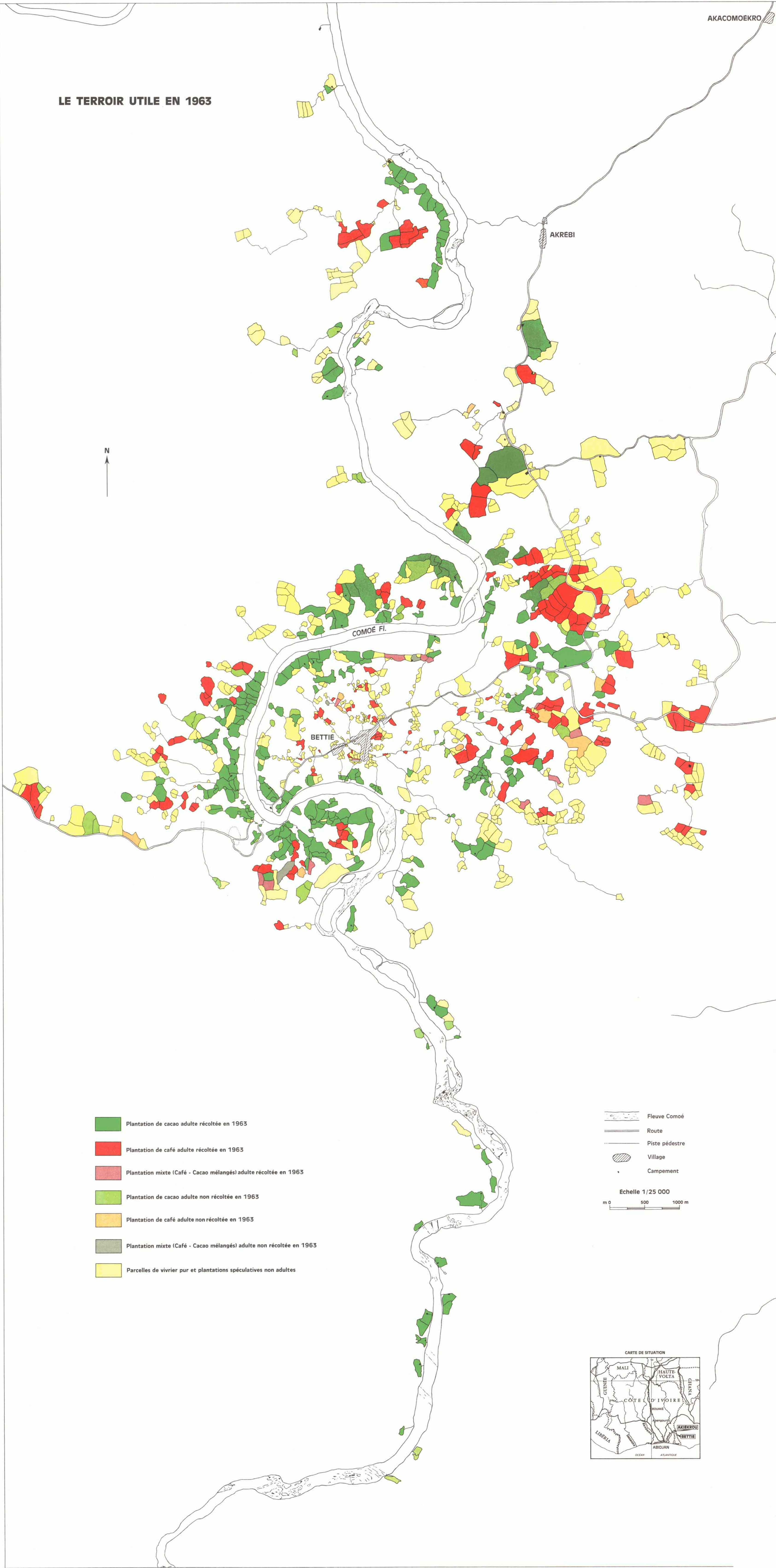
MODES DE FAIRE-VALOIR EN 1963

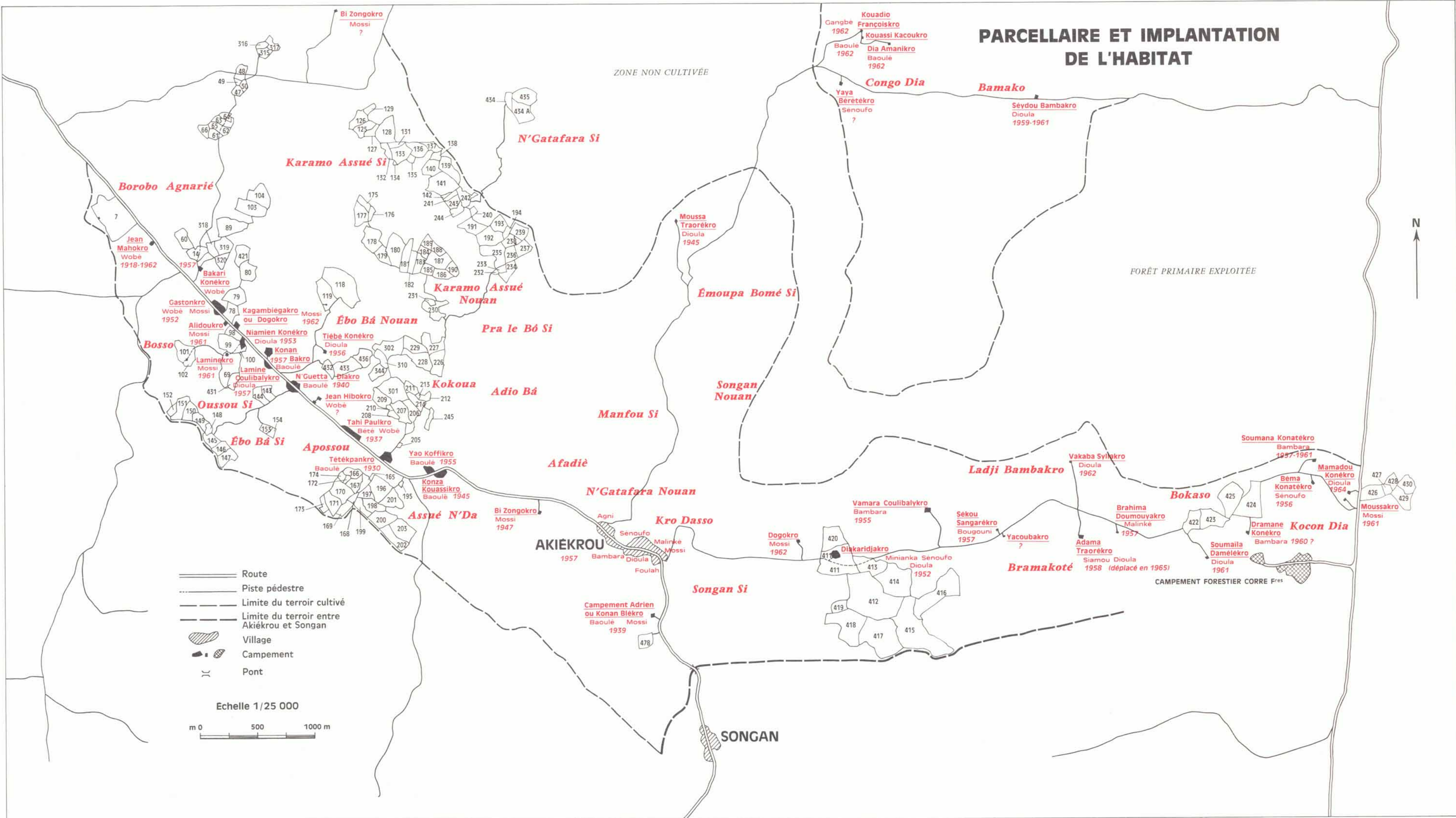






LE TERROIR UTILE EN 1963

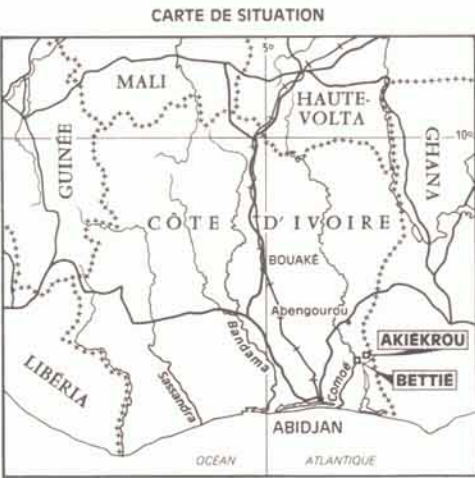


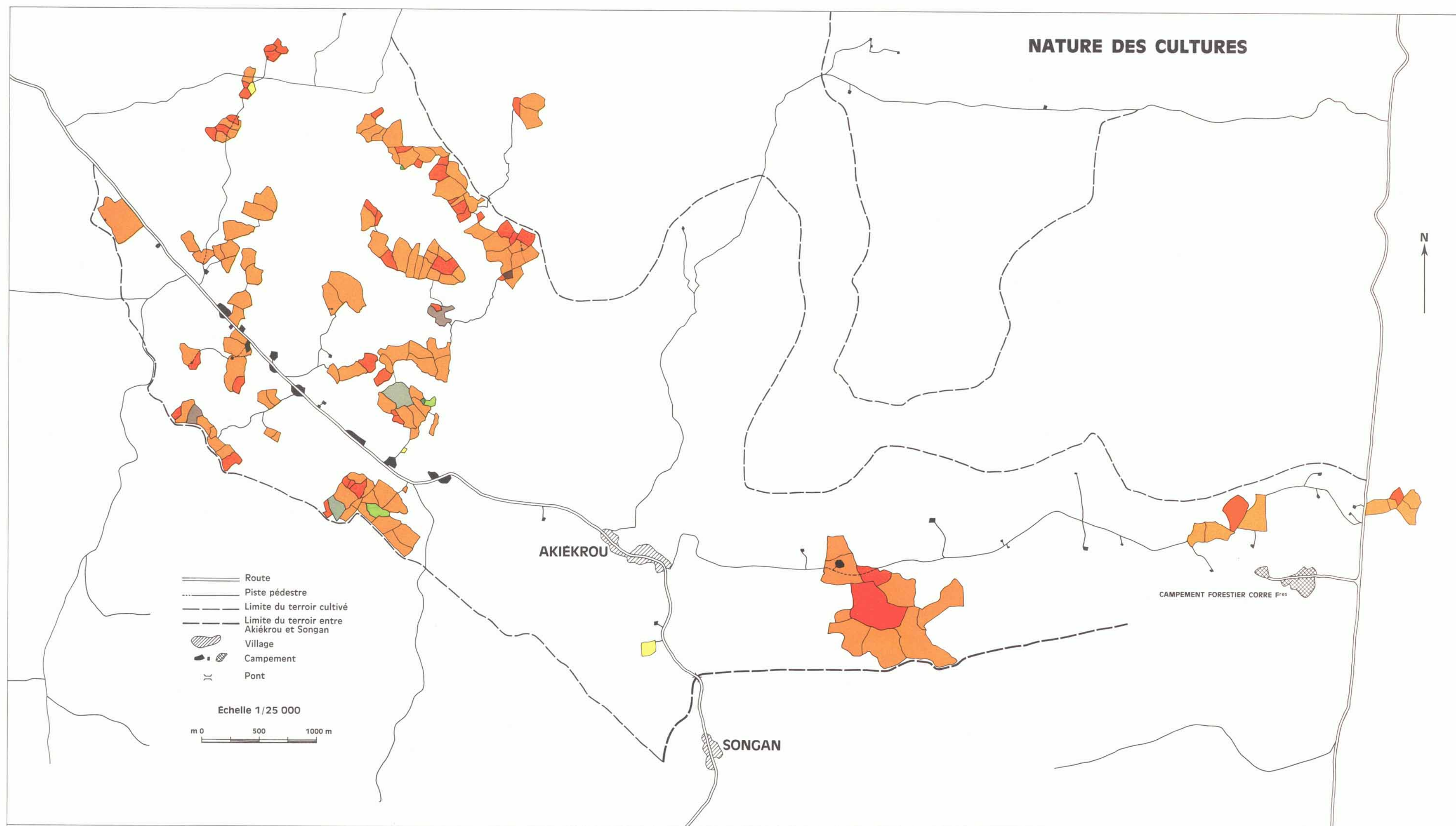


Ladji Bambakro Nom de quartier
Bi Zongokro Nom de campement

Bété Ethnie du fondateur du campement
1937 Date de fondation du campement

? Ethnie ou date de fondation indéterminées
310 Numéro de parcelle dans la répartition du parcellaire





CAFÉ

- Café de moins de 4 ans (avec ou sans vivrier)
- Café adulte

CACAO

- Cacao + Vivrier
- Cacao sous brousse d'ombrage (pré-productif)
- Cacao adulte

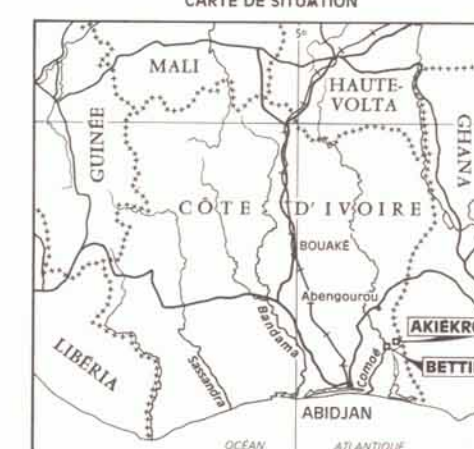
MÉLANGE (Café et cacao)

- Mélange + Vivrier
- Mélange sous brousse d'ombrage
- Mélange adulte

AUTRES CULTURES

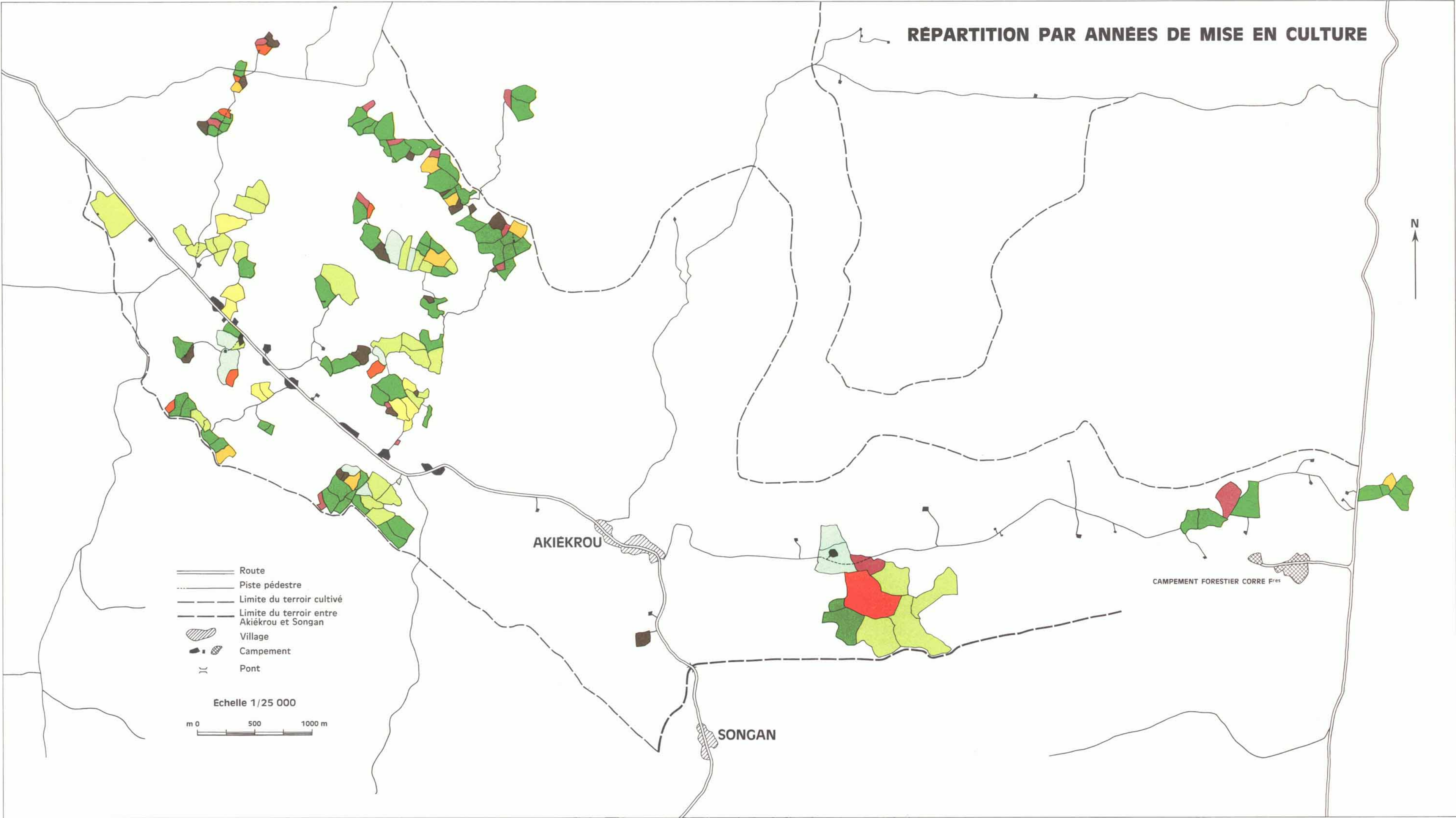
- Culture exclusivement vivrière

CARTE DE SITUATION



AKIEKROU

par C. Bouet



1965 (Nouveaux défrichements)

1964

De 1957 à 1961

Avant 1947

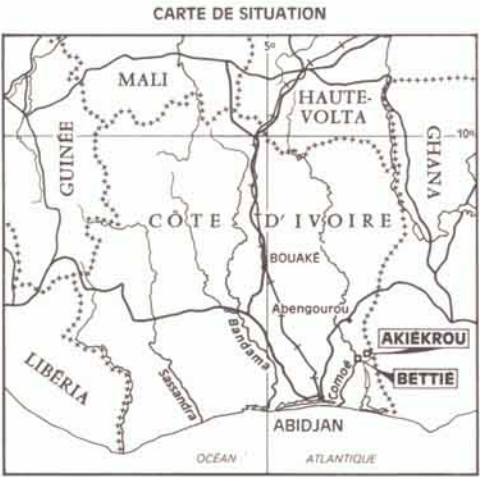
N.B. - Il n'existe dans l'ensemble du terroir qu'une seule parcelle (cacaoyère) antérieure à 1934

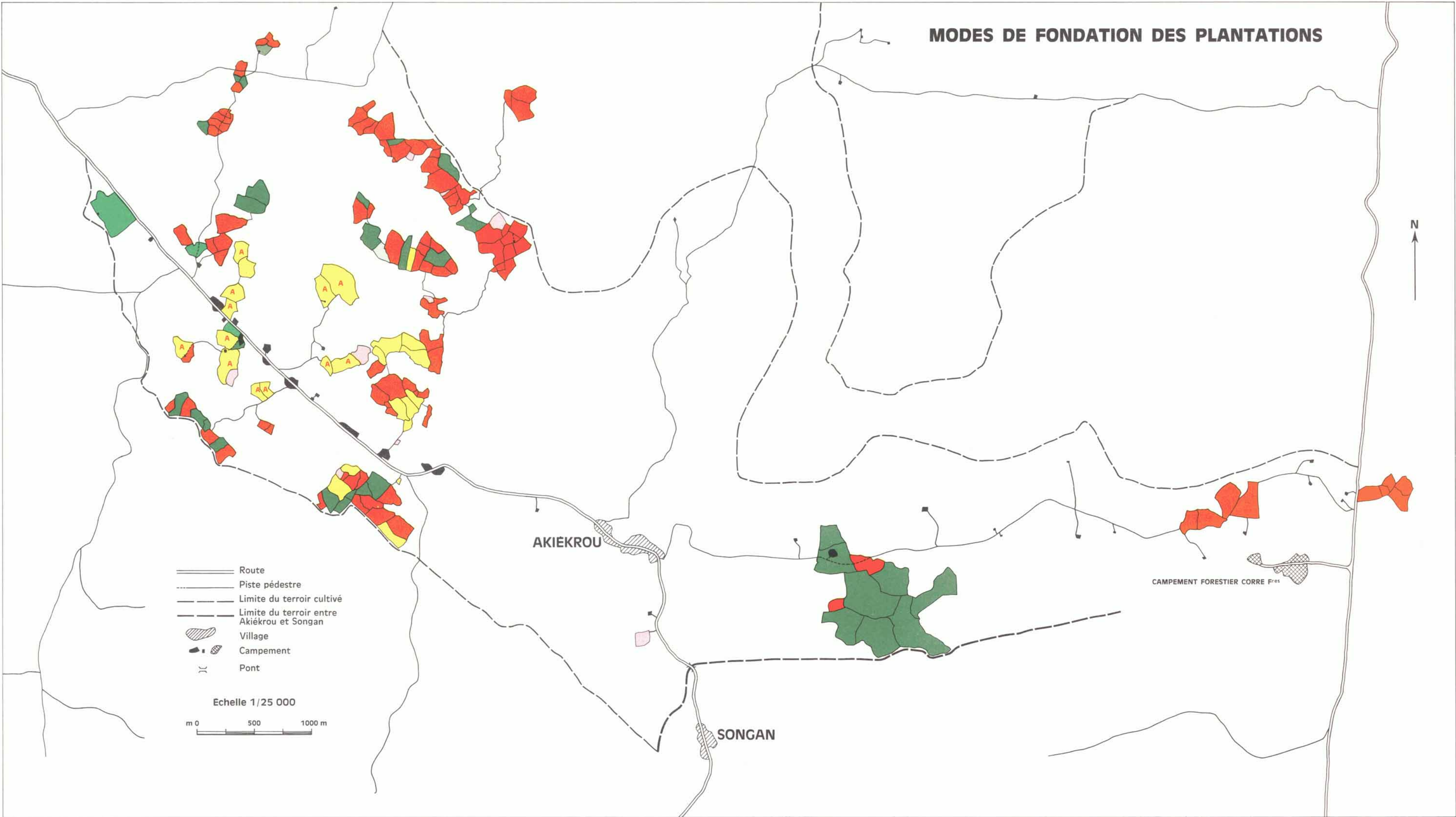
1963

De 1952 à 1956

1962

De 1947 à 1951

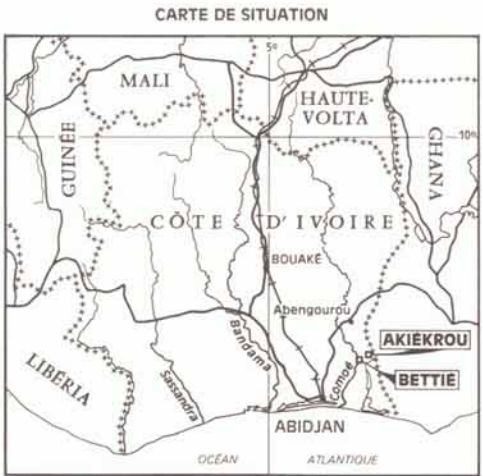


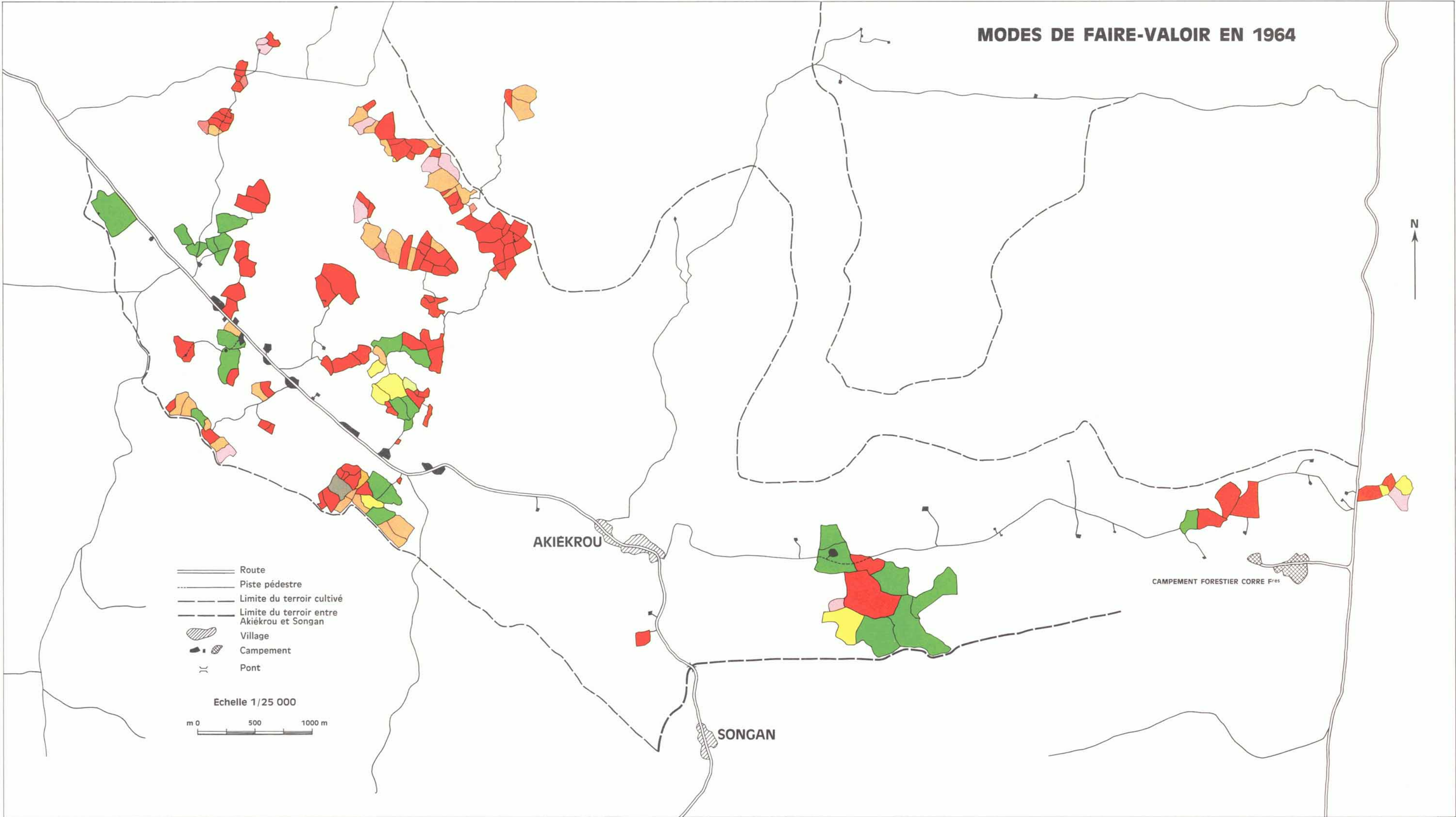


- SUR FORÊT NOIRE**
Trois opérations :
- Débroussaillage des taillis
Abattage des gros arbres
Plantation spéculative
 - Débroussaillage des taillis sous contrat monnayable
Abattage des gros arbres direct
Plantation directe
 - Débroussaillage des taillis sous contrat monnayable
Abattage des gros arbres sous contrat monnayable
Plantation directe
 - Débroussaillage des taillis direct
Abattage des gros arbres sous contrat monnayable
Plantation directe

- SUR BROUSSE**
Deux opérations :
- Débroussaillage des taillis et arbustes
Plantation spéculative
 - Débroussaillage sous contrat monnayable
Plantation directe

- Parcelle héritée
 - Parcelle achetée
- Aucun renseignement sur le mode de fondation





FAIRE-VALOIR DIRECT

Faire valoir direct
(ou avec aide-familiale directe)

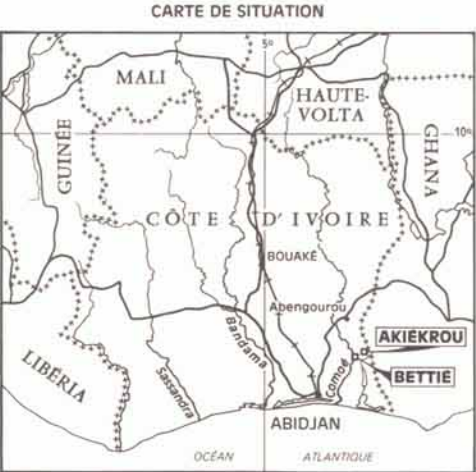
FAIRE-VALOIR SEMI-DIRECT

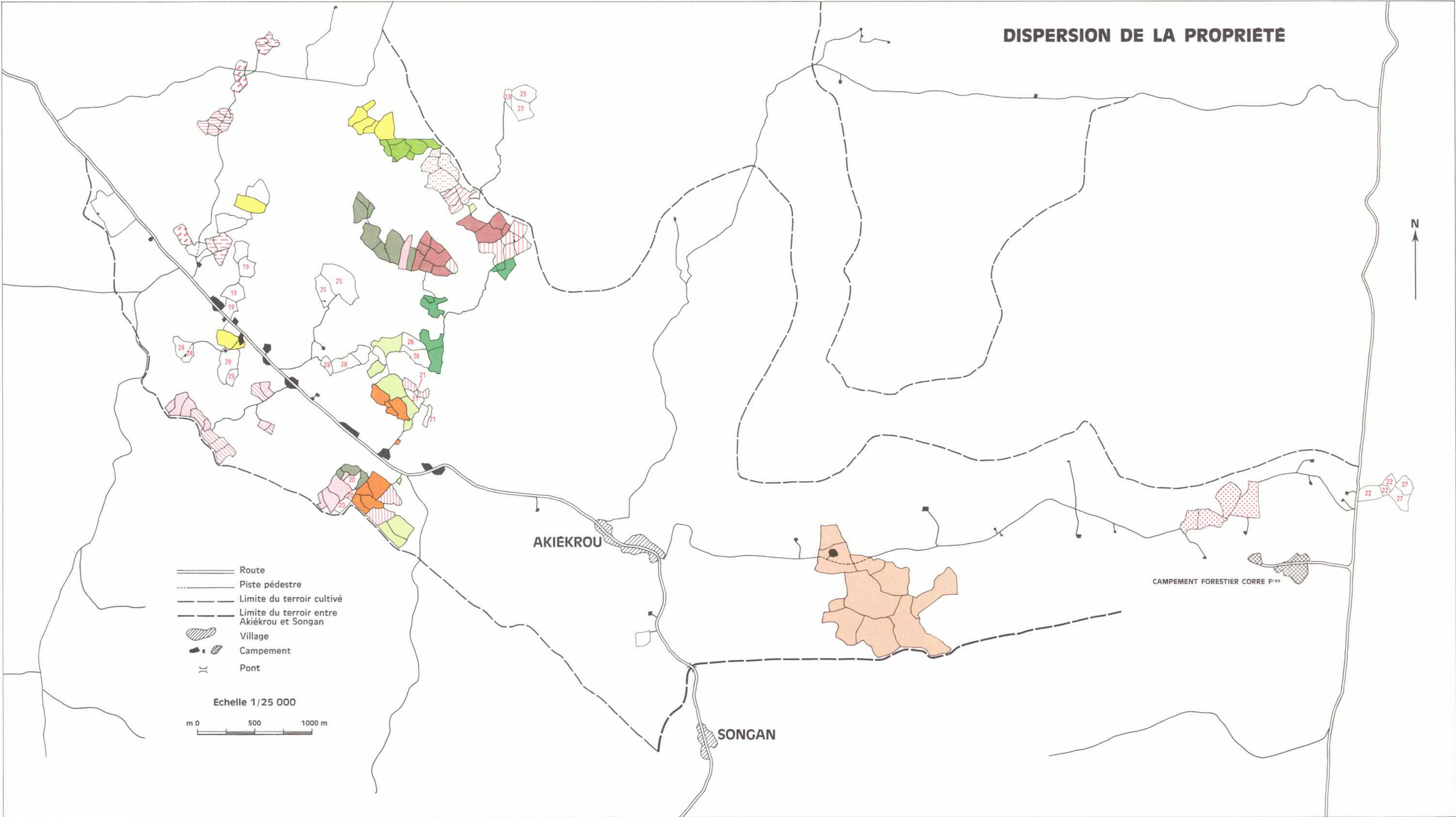
- Débroussage donné en contrat monnayable (débroussage de plantation non productive ou non récoltée par la suite)
- Contrat de pré-plantation (défrichements)
- Débroussage donné à des contractuels
Récolte en faire-valoir direct
- Débroussage en faire-valoir direct
Récolte donnée à des contractuels (montant du contrat fixe)
- Débroussage donné en contrat monnayable
Récolte donnée en contrat " abou nzan "

FAIRE-VALOIR INDIRECT

- Parcelle donnée en contrat " abou nzan " pour l'année
- Parcelle donnée en contrat " abou peign " pour l'année

Aucun travail effectué sur la parcelle
au cours de l'année agricole 1964





Entre parenthèses le nombre de parcelles exploitées (9) suivi du nombre de blocs (5)

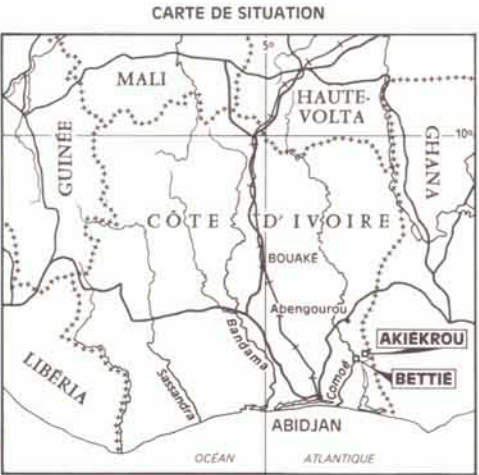
- 1 Ella N'Guessan (11) 6
- 2 Koffi Konan (11) 2
- 3 Ella Kouamé (10) 4
- 4 Diakadidja Coulibaly (10) 1
- 5 Kouamé Kacou (9) 3
- 6 Niamien Koné (8) 3
- 7 Yao Kouamé (8) 6
- 8 Kacou Yao (7) 1
- 9 Kouassi Kouadio (7) 3

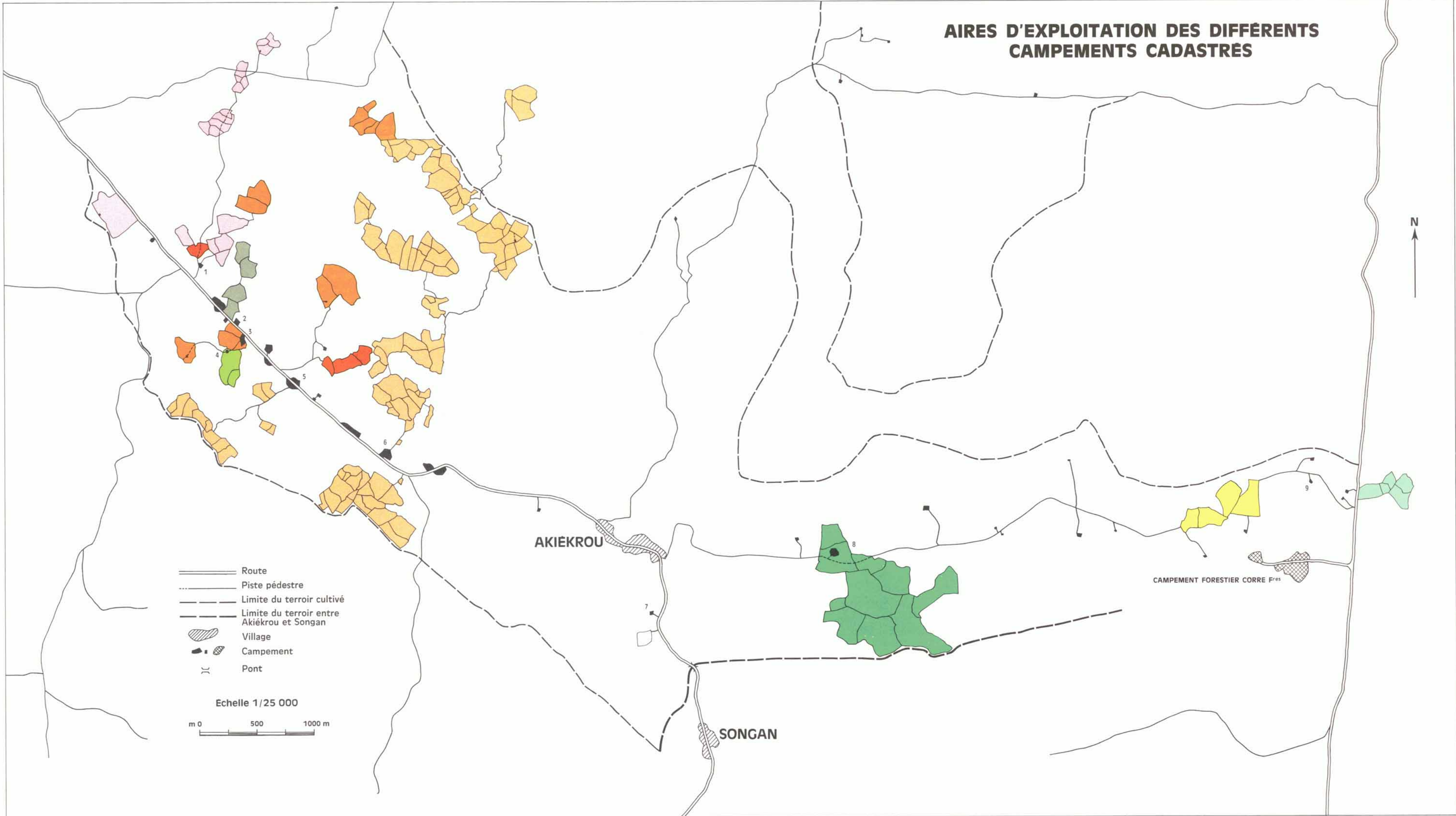
- 10 Bosso Koffi (6) 4
- 11 N'Goran Kouadio (6) 2
- 12 Delio Gaston (6) 1
- 13 Sia Bakari (6) 2
- 14 Glé Benoît (5) 2
- 15 Tahi Paul (5) 1
- 16 Siaka Sanogo (4) 1
- 17 Yao Yao (4) 1
- 18 Assamoi N'Dri (4) 2

- 19 Kagambiega Rayelègué (3) 2
- 20 Ella Kacou (3) 1
- 21 N'Dri Yao (3) 2
- 22 Vali Sanogo (3) 1
- 23 Ouaga Zongo (3) 1
- 24 Brahim Koné (2) 1
- 25 Sidi Sangaré (2) 1
- 26 Koffi Yao (2) 1
- 27 Adama Sanogo (2) 1

- 28 Koka Kagambiega (2) 1
- 29 Ouinoaga Zongo (2) 1

N.B. - Cet échantillon porte sur les 29 exploitants possédant au moins 2 parcelles. La couleur individualise chaque exploitation comptant plus de 4 parcelles (18 exploitations)





PROPRIÉTÉS DES RESIDENTS DE :

1 Bakari Konékro

3 Niamien Konékro

5 Diakro

7 Konan Blékro

9 Béma Konatékro

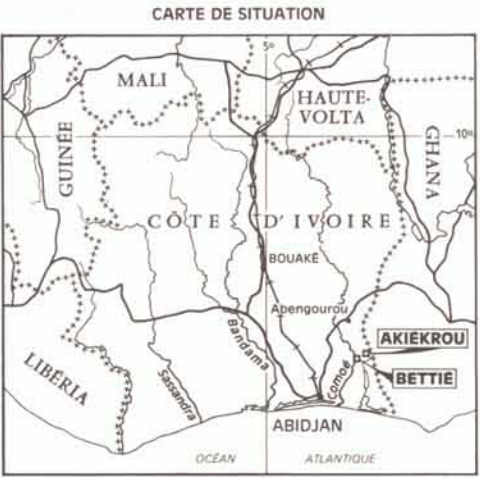
2 Dogokro

4 Laminekro

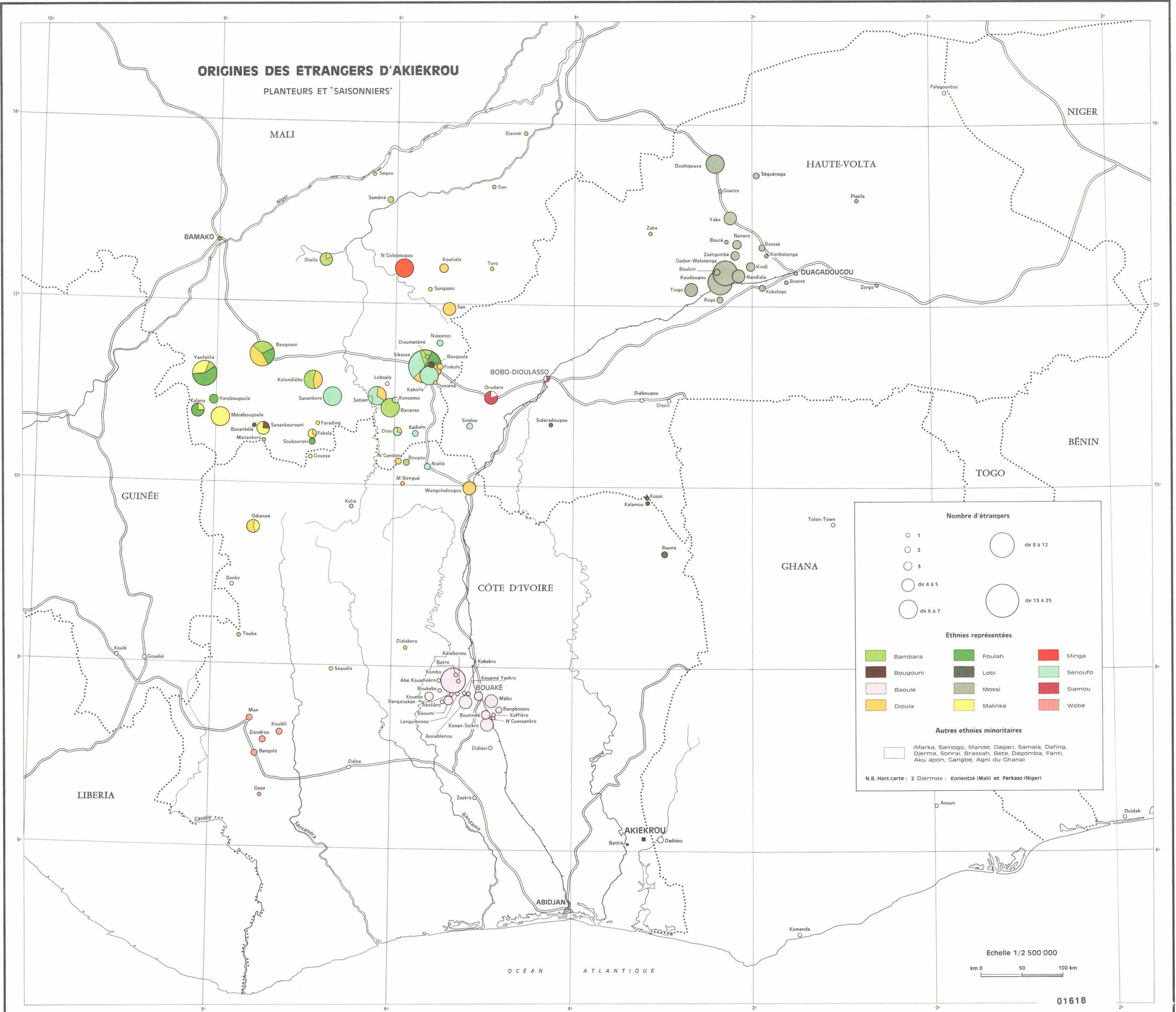
6 Tétékpankro

* 8 Diakadidjakro

* (Le vert clair indique que les planteurs correspondants n'ont qu'une résidence provisoire à Diakadidjakro)



ORIGINES DES ÉTRANGERS D'AKIÉKROU
PLANTEURS ET *SAISONNIERS*



Déjà parus dans la même collection (Structures agraires au sud du Sahara) :

1. REMY (G.) - 1967 - Yobri (Haute-Volta).
EPHE, Paris ; 99 p., 3 cart. H.T.
 2. BARRAL (H.) - 1968 - Tiogo (Haute-Volta).
ORSTOM, Paris ; 72 p., 8 cart. et 5 pl. H.T.
 3. TISSANDIER (J.) - 1969 - Zengoaga (Cameroun).
ORSTOM, Paris ; 88 p., 5 cart. et 3 pl. H.T.
 4. SAVONNET (G.) - 1970 - Pina (Haute-Volta).
ORSTOM, Paris ; 65 p., 7 cart. et 3 pl. H.T.
 5. WURTZ (J.) - Adiamprikofikro-Douakankro.
Etude d'un terroir baoulé (Côte-d'Ivoire).
EPHE, Paris ; 68 p., 4 cart., H.T.
 6. HALLAIRE (A.) - 1972 - Hodogway (Cameroun-nord).
ORSTOM, Paris ; 84 p., 4 cart. et 3 pl. H.T.
 7. LERICOLLAIS (A.) - 1972 - Sob (Sénégal).
ORSTOM, Paris ; 110 p., 3 cart. et 10 pl. H.T.
 8. GUILLOT (B.) - 1973 - La Terre Enkou (Congo).
EPHE, Paris ; 128 p., 4 cart. + 1 et 5 pl. H.T.
 9. CHAMPAUD (J.) - 1973 - Mom, Terroir bassa (Cameroun).
ORSTOM, Paris ; 62 p., 7 cart. + 2 pl. H.T.
 10. BERNUS (E.) - 1974 - Les Illabakan (Niger).
ORSTOM, Paris ; 116 p., 14 cart. + 4 pl. H.T.
 11. BOULET (J.) - 1975 - Magoumaz, pays mafa (Nord Cameroun).
ORSTOM, Paris ; 94 p., 6 cart. + 4 pl. H.T.
 12. SAVONNET (G.) - 1976 - Les Birifor de Diépla et sa région,
insulaire du rameau Lobi (Haute-Volta).
ORSTOM, Paris ; 169 p., 6 cart. et 4 pl. H.T.
 13. BOUET (C.) - 1977 - Bettié-Akiékrou. Etude comparée de deux
terroirs en zone forestière ivoirienne. ORSTOM, Paris ; 135 p.,
18 cart. + 10 pl. H.T.
- GILG (J.-P.) - 1977 - Dobadéné (sous presse)

Structures agraires à Madagascar :

1. DANDOY (G.) - 1974 - Vavatenina (Côte orientale malgache).
ORSTOM, Paris ; 94 p., 8 cart. et 4 pl. H.T.
2. MARCHAL (J.Y.) - 1974 - La petite région d'Ambohimambola
(Madagascar).
ORSTOM, Paris ; 122 p., 13 cart., et 8 pl. H.T.
3. BONNEMAISON (J.) - Tsarahonenana : des riziculteurs de
montagne dans l'Ankaratra.
ORSTOM, Paris ; 97 p., 5 cart., et 4 pl. H.T.

MOUTON & Co. La Haye - Paris
ORSTOM, Paris
Imprimé par COPEDITH